Roch Denis (1979)

Sociologue, UQAM

Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968

Première, deuxième et troisième parties

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Roch Denis (1979)

**Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968.**

Première, deuxième et troisième parties.

Une édition électronique réalisée du livre de Roch Denis, Luttes de classes et question nationale, 1948-1968. Montréal : Les Presses socialistes internationales; Paris : Études et documentation internationales, 1979, 601 pages.

Autorisation accordée par M. Roch Denis, sociologue à
[l'Université du Québec à Montréal](#), le 12 décembre 2002.

Courriel : denis.roch@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 2 septembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Liste des illustrations](#)

[Introduction](#)

[Liste des sigles](#)

[Présentation du livre](#)

Préambule historique : [La fondation de l'État au Canada](#)

1. [De la rébellion à l'Acte d'Union de 1841](#)
2. [De l'Acte d'Union à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867](#)
3. [Le Canada, un pacte entre deux peuples fondateurs ?](#)

Première partie : [Une démocratie du XIX^e siècle en 1959](#)

Chapitre I : [Les institutions](#)

1. [Institutions politiques, carte électorale, suffrage](#)
2. [L'Église et l'État : les structures de l'Éducation héritées du régime de l'Empire](#)
3. [Une législation anti-ouvrière](#)

Chapitre II : [L'emprise de l'Église sur la force de travail](#)

1. [La Confédération des travailleurs catholiques du Canada \(CTCC\)](#)
2. [La Corporation des Instituteurs catholiques \(CIC\)](#)

Chapitre III : [La question nationale, dimension capitale du retard démocratique](#)

1. [Un phénomène d'oppression nationale](#)
2. [Question nationale et question de l'État](#)
3. [Structure économique et question nationale](#)
4. [Des conséquences politiques](#)

Deuxième partie : [La révolte de la base contre le sommet](#)

Chapitre IV : [Une structure politique anachronique par rapport à l'évolution sociale](#)

1. [Urbanisation et industrialisation](#)
2. [La répartition de la force de travail](#)
3. [Faiblesse économique de la bourgeoisie autochtone](#)
4. [Organisation et concentration de la force de travail](#)
5. [Enrayer la force montante des villes : une politique consciente](#)
6. [Le coup d'envoi : la grève de l'amiante](#)
7. [Des caractéristiques de la grève](#)
8. [Une brèche dans l'idéologie officielle de la CTCC](#)

Chapitre V : [La montée ouvrière](#)

1. [La grève de Dupuis Frères](#)
2. [La grève de Louiseville](#)
3. [Une grève générale ?](#)
4. [La création de la FUIQ](#)
5. [La riposte contre les Bills 19 et 20](#)
6. [L'unification de l'AFL et du CIO et ses conséquences au Québec](#)
7. [Le congrès de la CTCC vote pour l'affiliation au CTC](#)
8. [La grève de Murdochville](#)
9. [La déconfessionnalisation de la CTCC](#)
10. [La reconstitution de l'Alliance des Professeurs de Montréal](#)

Chapitre VI : [Un « parti », des travailleurs ?](#)

1. [Quelle alternative au régime ?](#)
2. [L'appel de la FUIQ](#)
3. [Un « Manifeste au Peuple du Québec »](#)
4. [La défaite des partisans du « troisième parti » au Québec](#)
5. [Les tenants de l'éducation politique préalable](#)
6. [Non au « troisième parti » : la thèse du Parti Libéral](#)
7. [La nouvelle initiative : la résolution de Winnipeg](#)
8. [La FTQ appelle au parti des classes laborieuses](#)
9. [La CTCC décide de participer aux pourparlers](#)

Chapitre VII : [Union des forces démocratiques ou parti des travailleurs ?](#)

1. [Comment vaincre Duplessis ? le désarroi des intellectuels](#)
2. [Le Manifeste pour une union démocratique](#)
3. [Un point commun : l'opposition au parti du travail](#)
4. [Une première tentative : le Rassemblement](#)
5. [Deux options contradictoires](#)
6. [Un deuxième manifeste](#)
7. [La critique du PSD](#)
8. [L'offensive du Parti Libéral contre le parti du travail](#)
9. [Révolution par étapes ou révolution démocratique et sociale combinée ?](#)

Troisième partie : [Nationalisme ou socialisme](#)Chapitre VIII : [La fin du vieux régime et le déclenchement de la révolution tranquille](#)

1. [Traits dominants de la période](#)
2. [Signification politique et limites des réformes](#)

Chapitre IX : [La bataille de l'Éducation](#)

1. [L'enjeu décisif](#)
2. [La réforme proposée](#)
3. [Un ministère coordonnateur et une École confessionnelle](#)
4. [Deux camps s'affrontent](#)
5. [L'ancien système sous une enveloppe nouvelle](#)

Chapitre X : [La bataille du Travail](#)

1. [Des promesses de 1960 au bill 54](#)
2. [Une première version](#)
3. [Une deuxième version](#)
4. [Une troisième version](#)
5. [Une quatrième version : la conquête du droit de grève dans les services publics](#)
6. [Ailleurs au Canada](#)
7. [Unité syndicale et combativité ouvrière](#)

Chapitre XI : [Réformisme gouvernemental ou conquêtes sociales ?](#)

1. [Une interprétation de la révolution tranquille](#)
2. [Trois aspects de la politique gouvernementale](#)

Chapitre XII : [La politique gouvernementale et l'orientation politique du mouvement ouvrier](#)

1. [Les élections de 1960 : le mouvement ouvrier n'est pas prêt](#)
2. [Distance, méfiance et rapprochement](#)
3. [Les élections de 1962 : la neutralité partisane](#)
4. [L'appui de la CSN et de la FTQ : une victoire du Parti Libéral](#)
5. [L'ère de la planification démocratique](#)
6. [Adapter les structures syndicales](#)
7. [Servir la planification par l'action politique](#)
8. [Pression gouvernementale et rivalités intersyndicales](#)

Chapitre XIII : [Vers la fondation d'un troisième parti au Québec](#)

1. [La création du « Nouveau Parti » au Canada](#)
2. [Les revendications des Québécois](#)
3. [Principales étapes du projet de fondation du parti au Québec](#)
4. [Deux tendances : nouvelle fédération d'États provinciaux ou confédération d'États souverains associés](#)

Chapitre XIV : [L'échec du mouvement ouvrier](#)

1. [Un parti séparé](#)
2. [Un parti affilié](#)
3. [L'affrontement ouvert](#)
4. [Le congrès d'orientation : impasse, compromis et scission](#)
5. [Une tendance fédéraliste](#)
6. [Une tendance nationaliste](#)
7. [Un parti écartelé entre la défense du « Canada uni » et le « socialisme québécois »](#)

Chapitre XV : [Les intellectuels et le triomphe de la révolution par étapes](#)

1. [La « classe ethnique »](#)
2. [De Cité Libre à Parti-Pris](#)
3. [La création de Parti-Pris](#)
4. [Pour un Québec libre, laïque et socialiste](#)
5. [Quelle stratégie ?](#)
6. [L'appui « tactique »](#)
7. [Une révolution par étapes, l'appui au gouvernement libéral](#)
8. [Le nationalisme radical](#)

9. [Démocratie d'abord ! Indépendance d'abord ! Cité Libre et Parti-Pris](#)

Quatrième partie : Crise et scissions

Chapitre XVI : Une révolution « inachevée »

1. « La réaction tranquille »
2. Des aspirations non satisfaites
3. Les élections du 5 juin 1966
4. Trop de « réformes » et trop vite ?
5. L'absence d'alternative

Chapitre XVII : Grèves et lois d'exception

1. Travailleurs d'hôpitaux et enseignants
2. Les directives gouvernementales d'octobre 1966
3. La bataille du « Bill 25 » ; première loi d'exception
4. Défaite syndicale et « impasse politique »
5. Le front uni des travailleurs du transport public
6. Deuxième loi d'exception : le « Bill 1 »
7. Dans le bâtiment : la crise des relations de travail
8. Une solution exemplaire : la loi 290

Chapitre XVIII : Au Canada, « l'équilibre est rompu »

1. La « formule Pearson »
2. La multiplication des grèves illégales
3. Comment rétablir « l'équilibre » : le diagnostic des experts
4. Les grandes enquêtes gouvernementales
5. Le rapport Woods
6. L'initiative aux organisations ouvrières

Chapitre XIX : La course aux solutions, les réalignements et les scissions

1. De la Démocratie d'abord ! au Parti Libéral
2. Le recul du bi-partisme
3. Crise et scission du Parti Libéral du Québec
4. Le mouvement politique de dissidents libéraux
5. 1968 : l'élection du gouvernement Trudeau et la fondation du Parti Québécois
6. Approfondissement de la crise de l'État fédéral et dépendance politique du mouvement ouvrier

Chapitre XX : Les intellectuels : la recherche d'un nouveau parti-pris

1. L'impact des luttes ouvrières
2. Du premier au deuxième manifeste de Parti-Pris
3. L'abandon de la « révolution par étapes »
4. L'empreinte de la « révolution permanente »
5. « Programme minimum » ou « programme de transition » ?
6. Première crise du Mouvement de Libération Populaire

Chapitre XXI : Unité de la gauche ou Parti des travailleurs ?

1. Relancer le Parti Socialiste du Québec
2. Un nouveau mot d'ordre transitoire du MLP : le Parti des travailleurs
3. Construire le Parti de travailleurs en ralliant le PSQ
4. Le congrès de mars 1966 et les bases politiques de « l'unité de la gauche »
5. La bataille électorale
6. Unité de la gauche, recrutement individuel, ou Parti fondé sur les syndicats ?
7. Fallait-il rompre avec le NPD ?
8. Division, scission et mort lente du PSQ

Chapitre XXII : « Gauchir le RIN »

1. Parti-Pris se réoriente vers la « pratique théorique »
2. Entre « l'hégémonie de la petite bourgeoisie » et le parti des travailleurs fondé sur les syndicats
3. Le retour à la « révolution par étapes »
4. Construire le Parti des travailleurs en transformant le RIN
5. Crise, scission, fondation du MSA-PQ et dissolution du RIN

Chapitre XXIII : De la « révolution par étapes » à l'adhésion au Parti Québécois

1. La scission de Parti-Pris
2. Pour un mouvement indépendantiste et socialiste
3. « À l'avant-garde du mouvement Lévesque »
4. Vers l'« État de démocratie nationale »
5. Désintégration rapide et dissolution de Parti-Pris
6. Le choix entre deux classes
7. Action individuelle, pouvoir culturel et minorités radicales
8. Le « troisième parti »

Conclusion

Chronologie sommaire

Notices biographiques

BÉDARD Jean-Marie
BOUDREAU Émile
CHARTRAND Michel
DAOUST Fernand
DODGE William
GAGNÉ Théo
GÉRIN-LAJOIE Jean
LABERGE Louis
LÉVESQUE René
L'HEUREUX André
MARCHAND Jean
MATHIEU Roméo
PELLETIER Gérard
PÉPIN Marcel
PICARD Gérard
PLAMONDON Huguette
PROVOST Roger
TRUDEAU Pierre Elliott
VADEBONCOEUR Pierre

Index

Bibliographie

1- Instruments bibliographiques et chronologiques

2 - Ouvrages et travaux

3 - Articles et textes divers

4 - Sur le mouvement ouvrier

A) Les syndicats

B) Les organisations politiques

5 - Sur Parti Pris

6 - Journaux

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Liste des illustrations

[Retour à la table des matières](#)

- [Illustration 1](#) (page 52, texte original) : Maurice Duplessis avec un représentant de la hiérarchie ecclésiastique catholique et de la Sûreté du Québec
- [Illustration 2](#) (page 60, texte original) : Répartition de la population urbaine, rurale agricole et rurale non agricole, Québec, Ontario, Canada, 1891-1971, années de recensement. Source : Statistique Canada, Recensements du Canada, 1891, 1901, 1911, 1921, 1931, 1941, 1951, 1961, 1966, Ottawa.
- [Illustration 3](#) (page 98, texte original) : Revenu du travail par origine ethnique, Québec, 1961. Source: Rapport de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Ottawa, 1969.
- [Illustration 4](#) (page 118, texte original) : “ C'est dans l'amiante que le feu a pris”. Février 1949, 5,000 mineurs donnent le coup d'envoi contre le régime.
- [Illustration 5](#) (page 156A, texte original) : Femmes grévistes de Dupuis Frères et tisserands de Louiseville en 1952.
- [Illustration 6](#) (page 156B, texte original) : Mineurs de Murdochville en 1957
- [Illustration 7](#) (page 156C, texte original) : La révolte de la base contre le sommet.
- [Illustrations 8](#) (page 180, texte original) : Le congrès de fondation de la FUIQ en 1952.
- [Illustration 9](#) (page 180, texte original) : e Manifeste au Peuple du Québec adopté au congrès de Joliette en 1955.
- [Illustration 10](#) (page 180, texte original) : En Garde! le bulletin du comité d'action politique de la Fédération.
- [Illustration 11](#) (page 220A, texte original) : Pierre Elliot Trudeau, théoricien, dirigeant fondateur du Rassemblement en 1956, essaie de convaincre les dirigeants ouvriers de faire “ l'unanimité démocratique ” avec les libéraux, contre la création du parti des travailleurs.

- [Illustration 12](#) (page 220B, texte original) : De Gauche à droite sur la photo: Romuald “doc” Lamoureux, président de la FUIQ, Roger Provost, président de la FPTQ, président de la FTQ en 1957, Roméo Mathieu, secrétaire-trésorier de la FUIQ, et Gérard Picard, président de la CTCC.
- [Illustration 13](#) (page 266, texte original) : L'assemblée générale des enseignants de l'Alliance des Professeurs de Montréal en janvier 1949. Leur syndicat a été décertifié pour fait de grève. Quinze ans plus tard, le mouvement ouvrier uni, dressé contre le projet de Code du travail du gouvernement LESAGE, réclame le droit de grève pour tous les travailleurs du secteur public et para-public.
- [Illustration 14](#) (page 278, texte original) : Le premier ministre Jean LESAGE et le président de la CSN Jean MARCHAND. Quelque temps avant que MARCHAND adhère au Parti libéral du Canada.
- [Illustrations 15](#) (page 330, texte original) : La nouvelle centrale syndicale canadienne, le CTC, a rompu officiellement avec les libéraux et les conservateurs. Son appel à la fondation d'un « Nouveau Parti » a été entendu. Les co-présidents du NPD à la fondation du parti en 1961 : Gérard PICARD et Tommy DOUGLAS.
- [Illustrations 16](#) (page 330, texte original) : Michel CHARTRAND s'adresse à une assemblée en faveur du Nouveau Parti.
- [Illustrations 17](#) (page 330, texte original) : En 1965, assemblée publique du NPD en vue des élections fédérales de novembre.
- Illustration 18 (page 392A, texte original) : Cité libre
- Illustration 19 (page 392B, texte original) : Parti pris
- Illustration 20 (page 394, texte original) : Candidat au Parti socialiste du Québec
- Illustration 21 (page 408, texte original) : Contre la “loi inique”, le Bill 25 qui frappe les instituteurs du Québec, le front commun de la CEQ, de la FTQ et de la CSN et de l'UGEQ (Union générale des étudiants du Québec) se constitue. Sur la photo: Louis Laberge (FTQ), Marcel Pepin (CSN), Raymond Laliberté (CEQ) lors de la grande manifestation du 12 février 1967.
- Illustration 22 (page 466, texte original) : Alors que la FTQ est engagée, en 1960, dans la création du parti des “classes laborieuses”, le ministre libéral, René Lévesque, est invité à s'adresser aux délégués du congrès.
- Illustration 23 (page 504, texte original) : Le premier président du Parti socialiste du Québec, Fernand Daoust de la FTQ

Remarque pour l'édition numérique

Afin de ne pas alourdir inutilement le fichier et ainsi de faciliter le téléchargement du texte, nous avons allégé le fichier en n'ayant pas inséré les illustrations contenues dans le texte original.

Par contre, nous avons signalé chacune des illustrations dans le texte et un hyperlien vers le site internet Les Classiques des sciences sociales permet de voir et télécharger chacune des illustrations en question.

Merci de votre compréhension

Jean-Marie Tremblay, Éditeur

Roch Denis

**Luttes de classes
et question nationale
au Québec
1948-1968**

Montréal : Les Presses socialistes internationales;
Paris : Études et documentation internationales, 1979, 601 pages.

[Retour à la table des matières](#)

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

L'auteur tient à remercier Émile BOUDREAU, Jacques DOFNY et Jacques TRUDEL ainsi que Hélène DAVID qui ont mis à sa disposition leur documentation sur la période étudiée. Il remercie la FTQ, la CSN, la CÉQ et l'Université Laval qui lui ont donné accès à leurs archives et, en particulier, Robert DEMERS, Yves LEGAULT et André LAVALLÉE qui ont aidé à réunir documents écrits et photographiques. Il doit une reconnaissance particulière à Luc BEGIN, et à Pierre Éric LAPALME et Paul MONTPETIT qui ont réalisé ce livre. Il remercie Carole DENIS, Suzanne THIBODEAU, Monique AUDET et Claire BELLEAU pour l'aide apportée. Il est reconnaissant à Paul CHAMBERLAND, Pierre MAHEU et Jean-Marc PIOTTE de lui avoir accordé des entrevues. Il remercie Pierre BROUE.

L'essentiel de ce livre a fait l'objet d'une thèse, dirigée par le professeur Georges LAVAU, pour laquelle l'auteur a obtenu un Doctorat d'État en Science Politique à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Présentation du livre

[Retour à la table des matières](#)

Toute analyse du régime de la « grande noirceur » et de la « révolution tranquille », écrit Roch DENIS, doit partir des travailleurs, de leurs luttes, et de leurs organisations.

L'auteur fournit la première étude concrète des rapports entre la question nationale et le mouvement social au Québec, depuis l'après-guerre.

Caractérisation du duplessisme et de la révolution tranquille, analyse des grèves et des luttes ouvrières. L'ouvrage révèle les stratégies développées par le Parti libéral d'une part et les syndicats de l'autre, et le rôle politique de *Cité Libre*. Quel était l'enjeu décisif ? Coalition du mouvement ouvrier et socialiste avec le Parti libéral ou parti des travailleurs fondé sur les syndicats ? « Appui tactique » à la bourgeoisie ou révolution permanente ?

Plongeant au cœur des années '60, l'ouvrage aborde des questions jusque-là restées sans réponse : après la création du NPD au Canada, pourquoi la tentative de créer un parti des travailleurs a-t-elle échoué au Québec ? Que fut le Parti socialiste du Québec ? Parti-Pris ?

... Jusqu'en 1968, année où Pierre Elliott TRUDEAU devient premier ministre du Canada et où se fonde le Parti Québécois de l'ancien ministre libéral, René LÉVESQUE.

Une nouvelle période s'ouvre. Quelle est la signification de ces événements ?

Ce livre est une contribution majeure pour comprendre le présent.

Roch DENIS a été journaliste, à Montréal, de 1965 à 1970. Il est aujourd'hui professeur au Département de Science Politique à l'Université du Québec à Montréal.

Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968 (1979)

Liste des sigles

[Retour à la table des matières](#)

A. F. L.	American Federation of Labor
A. L. Q.	Armée de libération du Québec
A. P. M.	Alliance des professeurs de Montréal
A.S.I.Q.	Action socialiste pour l'indépendance du Québec
C. C. F.	Commonwealth Cooperative Federation
C. C. M. O.	Comité de coordination des mouvements de gauche
C.C.S.N.M.	Conseil central des syndicats nationaux de Montréal
C. C. T.	Congrès canadien du travail
C.E. Q.	Centrale de l'enseignement du Québec
C.I.C.	Corporation des instituteurs catholiques
C.I.O.	Congress for Industrial Organizations
C. I. S.	Comité Indépendance-Socialisme
C.M.T.C.	Congrès des métiers et du travail du Canada
C.R.O.	Commission des relations ouvrières
C. S. N.	Confédération des syndicats nationaux
C.T.C.	Congrès du travail du Canada
C.T.C.C.	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
C. T. M.	Conseil du travail de Montréal
F.L.Q.	Front de libération du Québec
F. L. Q.	Fédération libérale du Québec
F. P. T. Q.	æFédération provinciale du travail du Québec
F.T.Q.	Fédération des travailleurs du Québec
F.U.I.Q.	Fédération des unions industrielles du Québec
J.S.Q.	Jeunesses socialistes du Québec
M. L. F.	Mouvement laïque de langue française
M.L.P.	Mouvement de libération populaire
M.S.A.	Mouvement Souveraineté-Association

N. P. D.	Nouveau parti démocratique
N. P. D. -Q.	Nouveau parti démocratique du Québec
P. A. C.T.	Provincial Association of Catholic Teachers
P.A.P.T.	Provincial Association of Protesta-nt Teachers
P. L. C.	Parti libéral du Canada
P. L. Q.	Parti libéral du Québec
P.P.C.	Parti progressiste-conservateur
P.Q.	Parti Québécois
P. R. Q.	Parti républicain du Québec
P.S. D.	Parti social-démocratique
P.S. Q.	Parti socialiste du Québec
R.I.N.	Rassemblement pour l'indépendance nationale
R. N.	Ralliement national
U. N.	Union nationale

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Introduction

« Un siècle s'écoule, ou plus, et voilà que les rapports nationaux, le système social, dont nous avons examiné la genèse, sont en pleine crise. Question nationale, démocratie, État, classes sociales, autodétermination : tout est en jeu, tout ou presque exige toujours d'être démystifié. »

Stanley-Bréhaut RYERSON

[Retour à la table des matières](#)

En 1968, l'historien québécois Stanley-Bréhaut RYERSON concluait en ces termes son étude intitulée *Le Capitalisme et la Confédération*. Consacrée à l'histoire politique, économique et sociale du Canada au XIX^eme siècle, l'étude de RYERSON n'avait pas pour but d'analyser les liens entre l'héritage du XIX^eme siècle et l'état de crise ouvert cent ans plus tard dans la société canadienne. Mais le rapprochement entre deux dates, 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique et 1967, la crise, donnait au moins l'intuition de tels liens. Il y avait là une clé pour l'analyse politique de la période des années 1950 et 1960 au Québec.

Le Québec offrait en 1959, à côté des questions sociales qui font l'objet des luttes politiques de tous les Pays capitalistes avancés du XX^eme siècle, une accumulation frappante de questions démocratiques et un héritage institutionnel remontant à une autre époque : celle qui a précédé les révolutions démocratiques du XIX^eme siècle, le

mouvement des nationalités, la formation des États-Nations. Or ces questions, cent ans plus tard, se posaient toujours paraissant ne pas avoir été résolues.

Pour quelle raison? Nous avons cherché des éléments de réponse à cette question, convaincu désormais qu'ils constituaient des pièces essentielles d'une caractérisation des luttes politiques du duplessisme à la révolution tranquille.

Notre étude est un essai d'analyse politique des vingt années qui vont de 1948 à 1968 au Québec, c'est-à-dire du coup d'envoi donné par la grève des mineurs de l'amiante à la formation du gouvernement Trudeau et à la création du Parti Québécois en 1968. Centrée sur les partis dominants, le mouvement ouvrier et les intellectuels, elle tente d'éclairer le mouvement et les rapports de ces forces à travers l'analyse des stratégies qui sous-tendent leur intervention sur la scène politique.

Sans être ignorées complètement, d'autres dimensions essentielles à la caractérisation de la vie politique, telle la conjoncture économique ou encore la véritable explosion culturelle qui marque ces années, n'ont pas fait l'objet d'un égal traitement d'analyse. Nous sommes conscient de ces limites. Nous ne pouvions pas et nous ne voulions pas tout étudier. Notre attention s'est concentrée sur les luttes sociales et politiques.

La politique, au Québec, n'a guère été étudiée comme lutte et comme stratégie. Les études des partis qui dominent la scène électorale (programmes, orientations, structures et composition) ou qui tentent, avec un succès relatif, d'y faire une percée, ne manquent pas. De même l'interprétation de la vie politique à travers une de ses composantes, les résultats électoraux est amplement pratiquée. Les idéologies politiques ont aussi fait l'objet d'analyse et les institutions ont souvent été décrites. Mais les luttes politiques, qui débordent largement le champ d'intervention des seuls partis qui détiennent un monopole de représentation au Parlement, restent sous-étudiées.

Nous n'avons surtout pas la prétention de combler cette lacune. Mais notre étude est un effort dans cette direction. Plutôt que d'étudier les partis politiques d'un côté, les positions du mouvement ouvrier de l'autre, et par ailleurs les « interprétations » des intellectuels en notant qu'elles n'évoluent pas indépendamment de la conjoncture, nous avons tenté de situer ces forces dans le rapport qu'elles entretiennent en vue de contribuer à mieux faire saisir le sens du mouvement de chacune et le mouvement d'ensemble de la vie politique.

Dans ce cadre, les questions sociales et la question nationale occupent une place décisive qui ne dépend pas de l'intérêt que nous leur portons mais du simple fait qu'elles sont des enjeux majeurs de la politique au Québec. De même se trouve au centre de la période étudiée la question du parti des travailleurs et des tentatives faites – principalement entre 1955 et 1963 – pour le créer. Cette question, étroitement reliée aux questions sociales et à la question nationale est une composante déterminante de la vie politique au Québec. S'il est évident à tous que la création éventuelle d'un tel parti ne manquerait pas d'influencer – sinon de changer – le développement de la vie politique, son absence, entre-temps, n'agit pas moins directement sur le cours des luttes politiques. La question du parti des travailleurs n'a pourtant, jusqu'ici, fait l'objet d'aucune étude historique et politique systématique. Nous avons, à l'intérieur des limites fixées à notre travail, tenté de montrer comment elle a été un enjeu décisif dans les rapports entre les partis dominants, le mouvement ouvrier et les intellectuels,

et de faire ressortir au moins quelques-uns des facteurs à l'origine de l'échec de la fondation du parti des travailleurs au Québec, depuis la fin des années 40.

Tout, pendant ces années, au Québec, tourne finalement autour de deux axes centraux : celui du développement de la lutte contre l'oppression nationale, contre l'État fédéral et de la rupture avec cet État par la conquête de l'Indépendance nationale, et celui de la lutte pour la conquête de l'indépendance de classe des travailleurs, c'est-à-dire de leur constitution en parti politique indépendant avec l'aide du « levier » de leurs organisations, les syndicats. Incontestablement, en même temps que l'irruption de la question nationale, conjuguée aux luttes ouvrières, suscite la crise la plus grave de l'État canadien depuis sa fondation, elle pousse le mouvement ouvrier à se poser pour la première fois de façon aussi massive et soutenue une question qu'il n'a jamais résolue : celle de sa propre action indépendante sur la scène politique. À l'opposé, la montée du nationalisme fondé sur l'union des classes fait écran à l'évolution politique des syndicats en même temps qu'elle la freine. Mais de plus en plus il apparaît, au terme de la période étudiée, lorsqu'on fait le bilan des pas en avant réalisés et des défaites subies, que le processus engagé ne pourra se résoudre ni dans l'hésitation à rompre avec l'État fédéral ni dans la stratégie nationaliste du bloc des classes aux intérêts antagoniques, mais dans la jonction en un même combat des deux axes définis plus haut : la lutte pour l'Indépendance nationale et pour l'indépendance des travailleurs.

Notre analyse se fonde à peu près essentiellement sur l'étude de documents. Collections de journaux, bulletins et revues, déclarations et manifestes, procès-verbaux de réunion et de congrès des partis, groupes et organisations. Nous avons retenu d'abord et avant tout les éléments qui nous paraissent susceptibles d'éclairer leurs orientations stratégiques. Nous nous sommes aussi largement appuyé sur l'ensemble des articles et sur les quelques ouvrages consacrés directement ou indirectement aux luttes sociales et politiques des années 50 et 60. En ce qui concerne les intellectuels, nous nous sommes surtout intéressé à deux groupes : celui de la revue *Cité Libre*, dans les années 50 et au début des années 60, dont nous avons dépouillé systématiquement tous les numéros publiés, et celui de la revue *Parti-Pris*, dans les années 60. Dans ce dernier cas, en plus de faire une étude systématique de tous ses numéros publiés, nous avons jugé nécessaire, étant donné la complexité de son itinéraire politique, de réaliser des entrevues avec ses trois principaux fondateurs.

L'étude que nous présentons se divise en quatre parties. Elle trace d'abord un portrait des principales institutions dominantes au Québec en 1959 en rappelant leurs origines. Traitant à cette occasion de quelques caractéristiques majeures de la politique duplessiste, elle s'applique à mettre en relief les plus importantes questions soulevées aux plans social, démocratique et national. La deuxième partie plonge au cœur des années 50 pour y étudier ce que nous désignons comme « la révolte de la base contre le sommet », c'est-à-dire le choc entre le mouvement social montant et le régime chargé de l'étouffer. La montée ouvrière y est décrite, dans un premier temps, à travers les luttes sociales et le développement organisationnel du mouvement ouvrier. Sont analysées ensuite les répercussions politiques de cette montée au sein des organisations ouvrières. Parallèlement au développement de cette opposition au duplessisme s'organise celle du Parti Libéral dont nous étudions l'orientation stratégique en rapport avec celle qui a commencé à émerger dans le mouvement ouvrier. La deuxième partie se termine par une analyse du mouvement d'opposition qui se manifeste également chez les intellectuels, principalement à travers *Cité Libre*. Nous en étudions les caractéristiques stratégiques en relation avec l'opposition ouvrière et

l'opposition libérale au régime. La troisième partie s'ouvre sur la défaite du duplessisme et le déclenchement de la révolution tranquille, véritable irruption des aspirations sociales, démocratiques et nationales trop longtemps contenues. Sur ces questions, nous analysons jusqu'en 1965 le développement des rapports entre le gouvernement libéral, le mouvement ouvrier et la nouvelle génération d'intellectuels qui s'affirme sur le plan politique principalement autour de Parti-Pris. Au milieu des conquêtes démocratiques et sociales réalisées et des défaites subies, notre attention se tourne vers l'impact du nationalisme libéral sur l'évolution politique du mouvement ouvrier et des intellectuels : par quelle stratégie résoudre les questions héritées du passé aussi bien que celles du présent, tel est encore le problème politique central qui s'y trouve débattu, à l'occasion des congrès syndicaux, du congrès de fondation avorté du « Nouveau Parti » au Québec, et des discussions qu'anime le groupe Parti-Pris.

La révolution de 1960 et l'explosion revendicative qu'elle véhiculait ont été contenues. Mais la crise de l'État fédéral s'est approfondie sous les secousses répétées de la question québécoise qui refuse de se résorber et des luttes sociales qui, d'un bout à l'autre du pays, atteignent, à partir de 1966, un niveau jamais vu. C'est aux dimensions sociales et politiques de cette crise que nous consacrons la quatrième et dernière partie de notre étude, en y suivant à nouveau l'évolution des positions du mouvement ouvrier, des partis dominants et des intellectuels sur la scène politique. Déclenchées avec les années 50, les transformations profondes de la politique au Canada et au Québec paraissent se répercuter essentiellement dans l'élection du gouvernement libéral de Pierre Elliott TRUDEAU et dans la fondation du Parti Québécois en 1968. Ces événements sont indéniablement révélateurs de l'approfondissement de la crise au sommet de l'État. Mais à la faveur des remises en cause et des divisions qu'elle suscite, la crise encourage l'activité politique et l'intensification des revendications à tous les niveaux de la société. De nouvelles luttes politiques d'envergure se préparent. Cette quatrième partie de notre étude se termine par une analyse détaillée des débats et des initiatives politiques du groupe Parti-Pris entre 1966 et 1968, parce qu'ils nous paraissent avoir une grande importance significative par rapport à la période étudiée et à celle qui s'ouvre.

Une dernière indication s'impose enfin. Nous avons fait précéder l'ensemble de notre travail sur les années 50 et 60 d'un préambule historique sur la fondation de l'État au Canada. Ce préambule nous a servi à deux choses : d'abord, par le résumé et l'analyse critique de l'ouvrage déjà cité de Stanley RYERSON, essayer d'y voir plus clair sur les origines de l'État fédéral et de la crise qui éclate cent ans plus tard; ensuite, sur cette base, fournir au lecteur le cadre général de référence à partir duquel nous étudions les questions politiques qui surgissent et les luttes qui se développent de 1948 à 1968.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Préambule historique

La fondation de l'État au Canada

1- De la rébellion à l'Acte d'Union de 1841

[Retour à la table des matières](#)

Au début du XIX^eme siècle ¹, le Canada est le théâtre d'un affrontement qui ira s'amplifiant entre l'industrie capitaliste indigène naissante et la structure économique dominée par le capitalisme marchand. Le commerce du bois et les chantiers maritimes, la construction de moteurs de bateaux et la petite entreprise de biens de consommation remplacent peu à peu le capitalisme marchand centré sur la traite des fourrures.

Mais cette industrie naissante et la classe qui en est porteuse voient leur développement étouffé par la classe des administrateurs britanniques en poste, des commerçants, des propriétaires terriens canadiens-anglais et des seigneurs canadiens-français dont la domination s'appuie sur le monopole des terres et la tenure seigneuriale ainsi que sur l'édifice juridico-politique mis en place par l'Empire et l'influence idéologique des Églises anglicane et catholique.

¹ Sauf mention, ces développements sur le XIX^eme siècle sont empruntés à RYERSON (Stanley-Brehaut) –*Le capitalisme et la confédération*.

Au Bas-Canada (Québec), l'Église catholique s'est vu octroyer plus de deux millions d'acres de terres. Les seigneurs en possèdent, eux, environ 6 millions. Dans le Haut-Canada (Ontario), sur 16 millions d'acres de terres publiques cadastrées en 1824, environ 11 millions ont été distribuées à une caste privilégiée de militaires-fonctionnaires et de riches marchands. L'Église anglicane, de son côté, possède son million d'acres.

« Ces terres réservées, a-t-on observé dès 1828... retardent plus que toute autre cause le progrès de la colonie. C'est qu'elles sont éparées dans des parties séparées de chaque canton et divisent les terres occupées des colons, lesquels n'ont aucun moyen d'ouvrir des chemins à travers les bois et les marécages qui les séparent de leurs voisins. » ¹

Dans ce partage féodal des terres, les capitalistes londoniens trouvent aussi leur compte. Ainsi, en 1833, 850,000 acres de terre ont été octroyées dans les Cantons de l'est à une société britannique, la British American Land Company. En 1825, le Canada Land Company dirigée par John GALT, membre de la Commission des réclamations de guerre, s'est vu octroyer 2,300,000 acres de terre par la Couronne. En 1833, la valeur des actions de cette société a grimpé de 55 % et elles sont ainsi devenues les plus actives sur le marché de Londres.

À Londres, aussi bien qu'à Toronto et Montréal, les intérêts des grands propriétaires fonciers et des seigneurs et le personnel politique de la Couronne forment donc un bloc solide pour le maintien de l'état de choses existant. Ils n'ont pas d'intérêt dans le développement d'une industrie au sein de la colonie.

À l'opposé, les fermiers sont les premières victimes de l'oppression féodale puisqu'ils ne peuvent acquérir de terres sans se soumettre aux conditions de servitude, aux loyers arbitraires, aux corvées ainsi qu'aux droits réservés sur le bois, l'eau, la pêche, la chasse. Ils n'ont pas accès non plus aux minerais, à la chaux, à la pierre, au sable. De leur côté, les petits industriels et les professionnels aspirent à se donner une stature que le régime colonial et le monopole des terres ne permettent pas.

Les conditions sont dès lors réunies pour que ces intérêts économiques divergents trouvent leur expression sur la scène politique.

Depuis 1791, notamment sous la poussée de la Révolution démocratique américaine et de la Révolution française, les Autorités impériales ont mis en place une assemblée législative élective dans le Haut et dans le Bas-Canada. Mais plutôt que le produit d'une conquête démocratique arrachée de haute lutte, l'Acte Constitutionnel s'avère une réforme institutionnelle de Londres en vue de préserver l'essentiel. Les décisions de la majorité parlementaire élue n'ont pas force de loi et les structures administratives créées ne sont pas responsables devant les représentants élus mais devant le gouverneur général. Au-dessus de l'assemblée élue, sont érigés un conseil exécutif et un conseil législatif nommés par le gouverneur, responsables devant lui, et qui exercent le pouvoir au compte de l'Empire.

¹ DURHAM : Rapport, Édition M.P. HAMEL (1948), Report of a House of Commons Select Committee, pp. 242-243, in RYERSON, S.B., op. cit., p. 118.

Cette double structure va bientôt refléter les oppositions d'intérêts des classes en présence. Les deux Conseils sont aux mains des Autorités de l'Empire et de leurs représentants locaux, marchands et propriétaires terriens, cependant que la population élit aux assemblées législatives du Haut et du Bas-Canada, des colons, des censitaires, des membres des professions libérales et des industriels locaux.

Le choc se produit. De 1822 à 1836, dans le Bas-Canada, le Conseil législatif rejette 234 projets de loi adoptés par l'Assemblée. En dix ans, 300 projets de loi connaissent le même sort dans le Haut-Canada.

Les Assemblées élues sont le lieu d'expression des revendications démocratiques. La terre reste la question primordiale, mais, justement, pour conquérir un nouveau mode de distribution, les réformistes des deux provinces sont amenés peu à peu à revendiquer une réforme de la structure politique qui bloque leurs aspirations majoritaires.

Dans le Haut-Canada, les revendications paraissent se concentrer dans l'exigence d'un gouvernement responsable. Dans le Bas-Canada, on réclame, aussi, un Conseil législatif électif.

Mais, dans les deux cas, comme le note RYERSON, « ... il s'agissait d'établir la suprématie des représentants élus par le peuple sur les administrateurs désignés par nomination : revendication essentielle de toute révolution bourgeoise-démocratique. » ¹

Aux revendications concernant la terre et la responsabilité des institutions politiques venaient s'ajouter l'ensemble des revendications démocratiques touchant l'École, la Justice, les droits nationaux et individuels.

Un commerçant écossais arrivé au Canada en 1820 et qui allait devenir le leader du mouvement réformiste dans le Haut-Canada, William LYON MACKENZIE, écrivait à ce sujet :

« Une bande sordide de spéculateurs s'étaient emparés du sol dont ils avaient fait leur patrimoine et, avec quelques hauts dignitaires qui se distribuaient entre eux les revenus publics, ils avaient formé le Family Compact. Ils étaient des ennemis avoués des écoles publiques, des droits civiques et religieux et de toutes les mesures, législatives ou autres, qui pourraient faire obstacle à leurs volontés » (12) ²

De même, au Bas-Canada, le dirigeant du mouvement réformiste, Louis-Joseph PAPINEAU, fils de notaire, élu en 1815 président de l'Assemblée législative se disait influencé par la Doctrine de l'Indépendance de 1776 et la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789.

C'est au milieu des années 1820 que les événements se précipitent dans les deux Canadas.

¹ RYERSON, (S.B.), op. cit., p. 57.

² C. LINDSEY : « Life & Times of W.L. MACKENZIE (1862) », i, 40-1 in RYERSON, op. cit., p. 125.

En 1827, le gouverneur DALHOUSIE décide de proroger l'Assemblée du Bas-Canada à la tête de laquelle Louis-Joseph PAPINEAU vient d'être réélu par une majorité de 41 contre 5. En 1828, les réformistes du Haut-Canada obtiennent pour la première fois la majorité à l'Assemblée. En 1831, 10,000 personnes signent des pétitions réclamant l'application des revenus des terres octroyées au financement d'un système scolaire public et non-confessionnel et en 1834, MACKENZIE est élu premier maire de Toronto, ville que le Family Compact considérait comme sa forteresse.

1834 est une année importante. Dans le Haut-Canada, MACKENZIE dirige plusieurs séances publiques du Comité des griefs, séances qui vont mener à l'adoption d'un véritable cahier de revendications et d'un programme de luttes.

La principale revendication mise en avant est celle d'une administration et d'un gouvernement responsables devant la population de la province. Londres va s'empreser de rejeter la totalité de ces revendications.

La même année, l'Assemblée du Bas-Canada adopte les 92 résolutions qui constituent la plateforme politique de l'opposition démocratique et font pendant au rapport du Comité des griefs du Haut-Canada. La 21^{ème} résolution invoque le droit des canadiens de modifier ou de réviser leur propre constitution. D'autres résolutions mettent en avant l'intérêt commun de tous les habitants sans distinction d'origine ethnique ni de croyance. À ce sujet, en 1836, PAPINEAU réclamant la séparation de l'Église et de l'État, dira à propos de la création d'une université qu'il préconise :

« ... mis sous la direction civile, laïque, avec une tolérance plénière et la plus absolue pour tous, cet établissement produira des bienfaits incalculables; sous la régie d'ecclésiastiques d'une croyance quelconque, un pareil établissement ne pourrait être et ne sera pas aussi libéral; la défiance et la jalousie peut-être produiront des réclamations diverses et causeront des dissensions qu'il est essentiel d'éviter. » 32 » ¹

PAPINEAU prônera aussi la laïcisation de services tels que les hôpitaux.

En 1836, après avoir vu rejeter par les autorités impériales les 92 résolutions aussi bien que le rapport du Comité de griefs, les réformistes des deux provinces durcissent leurs positions.

L'Assemblée du Bas-Canada décide de suspendre ses délibérations jusqu'à ce que Londres accède à la demande d'un Conseil Législatif électif. En mars, les réformistes du Haut-Canada réitèrent leurs revendications et déclarent qu'en cas de refus de l'Empire, ils seront justifiés de ne plus se soumettre à son autorité. Un mois plus tard, le lieutenant-gouverneur de la province, Bond HEAD, dissout l'Assemblée, déclenche des élections et se taille une majorité d'élus favorables au régime.

Ces manœuvres sont relayées par des opérations de répression qui n'ont pas cessé de s'accroître depuis 1830, contre le mouvement démocratique. À Montréal, en 1832, l'Armée a déclenché une fusillade meurtrière rue St-Jacques. Des journalistes « pa-

¹ OUELLET (Fernand), « PAPINEAU », Québec, Presses de l'Université Laval, p. 36 in : BOURQUE (Gilles), *Classes sociales et Question nationale au Québec -1760-1840-*, Montréal, Ed. Parti-Pris, 1970, p. 256.

triotés » ont été arrêtés et jetés en prison. À la même époque, des juges considérés comme sympathiques au mouvement radical, ont été révoqués. On a limogé des officiers, on a même dissous des bataillons entiers.

Au début de 1837, Londres ferme définitivement la porte aux réformes. La Commission d'enquête GOSFORD produit son rapport, au printemps, sur la situation dans le Haut et le Bas-Canada. À cette occasion, le gouverneur général Lord John RUSSELL annonce une fois de plus le refus de l'Empire d'accorder le gouvernement responsable. La Commission d'enquête avait jugé qu'une telle concession équivalait à céder une « véritable indépendance ». ¹

Ces événements détermineront une radicalisation certaine du mouvement démocratique. Ses formes aussi bien que son orientation programmatique se modifient rapidement.

Les réformistes ont échoué dans leur tentative de se servir d'une structure politique entièrement dévouée aux intérêts de l'Empire. Ils vont dorénavant mettre en place un corps d'institutions autonomes, véritables organes embryonnaires d'un nouveau pouvoir qui se dresse contre le pouvoir de l'Empire.

Au Bas-Canada, les « Patriotes » constituent en 1837 leur comité central permanent, logé à Montréal, qui coiffe un ensemble de comités d'appareils judiciaire, militaire et administratif. Dans le Haut-Canada, le mouvement se structure en sociétés de quartiers, comités de comtés et comité exécutif général.

En mai 1837, les assemblées se multiplient contre la politique impériale. Une assemblée tenue à St-Ours adopte douze résolutions. Elles déclarent, notamment :

« Nous nions au Parlement anglais le droit de légiférer sur les affaires intérieures de cette colonie contre notre consentement... Ne nous regardant plus liés que par la force au gouvernement anglais... nous regardons comme de notre devoir, comme de notre bonheur de résister par tous les moyens actuellement en notre possession à un pouvoir tyrannique, pour diminuer autant qu'il nous est possible de le faire ces moyens d'oppression... » ²

Ces résolutions préparées par le Comité Central permanent considèrent aussi comme nulles les lois qui octroyaient des centaines de milliers d'acres à la British American Land Company. Elles rendent hommage à l'appui accordé par le mouvement démocratique du Haut-Canada à celui du Bas-Canada.

Dans le Haut-Canada, le 31 juillet 1837, l'assemblée des réformistes de Toronto adopte une déclaration dans laquelle ils proposent « une convention du peuple » qui serait chargée « d'examiner la situation politique au Haut-Canada » et dont les membres seraient autorisés à « nommer des commissaires et à rencontrer ceux qui pourraient être nommés par le BasCanada et les autres colonies. »

La Convention du Peuple devait être dotée des « pouvoirs nécessaires pour trouver un remède efficace aux griefs des habitants de la colonie ».

¹ RYERSON (S.B.), op. cit., p. 76.

² FILTEAU (Gérard), « Histoire des Patriotes », 1938, p. 85 in RYERSON (S. B.), op. cit., pp. 80-81.

Par ailleurs, l'assemblée de Toronto, dans une résolution fort importante, se situe par rapport au mouvement démocratique du Bas-Canada et par là même esquisse sa position sur la question des deux nationalités distinctes au Canada.

« Les réformistes du Haut-Canada sont appelés, par leurs sentiments, leurs intérêts et leurs devoirs, à faire cause commune avec leurs concitoyens du Bas-Canada. Leur écrasement présagerait le nôtre tandis que la réparation des injustices qu'ils subissent serait la meilleure garantie de redressement de celles que nous connaissons. » ¹

Il y a là l'affirmation très nette de la liaison indissoluble entre les deux mouvements. Le sort de l'ensemble des questions démocratiques au Bas-Canada se répercute sur le Haut-Canada. Une défaite du mouvement démocratique au Bas-Canada ouvrirait la voie à une défaite du même mouvement au Haut-Canada.

Organes de pouvoir autonomes en formation, véritables proclamations d'Indépendance politique, concertation renforcée des mouvements du Haut et du Bas-Canada, tel était le niveau atteint au début de 1837 par un processus qui avait d'ores et déjà de nombreux attributs d'une révolution démocratique en marche.

Les autorités impériales ne pouvaient pas laisser se développer ce double mouvement sans grand risque pour leur position dominante.

À la mi-juin 1837, Lord GOSFORD a fait proclamer l'interdiction de toute assemblée populaire dans le Bas-Canada. Le geste a l'effet de l'huile sur le feu.

Malgré l'interdit, les assemblées se tiennent, le nombre de participants augmente pour atteindre, le 23 octobre, à St-Charles, son point culminant dans un rassemblement de 5,000 personnes venant de six comtés. On y décide la création d'une milice populaire et d'une organisation judiciaire par comté.

L'affrontement est devenu inévitable. Les Autorités impériales sont décidées à briser par les armes le mouvement qui ne veut pas s'arrêter. Elles vont prendre l'initiative de l'attaque, cependant que dans le camp des Patriotes, l'hésitation s'empare de certains dirigeants. PAPINEAU continue de préconiser le boycottage économique alors que dans quelques semaines c'est aux troupes de l'Empire que le mouvement devra faire face.

À la fin d'octobre et en novembre 1837, les troupes impériales considérablement supérieures en nombre et en équipement vont s'attaquer aux Patriotes qui ne pourront offrir qu'une faible résistance. Certains de leurs chefs, dont le plus éminent, PAPINEAU, les ont abandonnés, ont fui ou se sont mis à l'abri dès les premiers combats.

Pourtant ces défaites n'empêcheront pas les Patriotes d'élaborer les plans de nouvelles offensives, en février et pendant l'été de 1838. Ils échoueront chaque fois.

En février 1838, l'expédition armée des Patriotes sera l'occasion de la proclamation par le dirigeant Robert NELSON, d'une dernière déclaration. Il s'agit d'un

¹ LINDSEY (C.), op. cit., p. 346, in : RYERSON (S.B.), op. cit., pp. 160-161.

document d'une grande importance puisqu'on y trouve synthétisés l'ensemble des objectifs sociaux et politiques des réformistes du Bas-Canada :

« Que de ce jour et à l'avenir, le peuple du Bas-Canada est libre de toute allégeance à la Grande-Bretagne, et que le lien politique entre ce pouvoir et le Bas-Canada est maintenant rompu.

« Qu'une forme républicaine de gouvernement est celle qui convient le mieux au Bas-Canada, qui est ce jour déclaré être une république.

« Que sous le gouvernement libre du Bas-Canada, tous les individus jouiront des mêmes droits : les sauvages ne seront plus soumis à aucune « disqualification » civile, mais jouiront des mêmes droits que tous les autres citoyens du Bas-Canada.

« Que toute union entre l'Église et l'État est par la présente déclarée être dissoute, et toute personne aura le droit d'exercer librement telle religion ou croyance qui lui sera dictée par sa conscience.

« La tenure féodale ou seigneuriale des terres est par la présente abolie, aussi complètement que si telle tenure n'eût jamais existé au Canada.

« Que la condamnation à mort ne sera plus prononcée ni exécutée, excepté dans les cas de meurtre.

« Que la liberté et l'indépendance de la presse existeront dans toutes les matières et affaires publiques.

« Que le procès par jury est assuré au peuple du Bas-Canada, dans son sens le plus étendu et le plus libéral.

« Que comme une éducation générale et publique est nécessaire et est due au peuple par le gouvernement, un acte y pourvoyant sera passé aussitôt que les circonstances le permettront.

« Que les langues française et anglaise seront en usage dans toutes les affaires publiques. » ¹

Pendant ces années 1837-38, le Haut-Canada est lui aussi la scène d'un conflit armé entre le mouvement démocratique et l'Empire, conflit qui va connaître le même dénouement.

En décembre 1837, les réformistes décident la tenue d'une manifestation de masse, armée, à Toronto, qui doit se terminer par une convention chargée de rédiger une constitution.

Le point de départ en est fixé en banlieue de Toronto le 7 décembre. Pourtant, l'associé de MACKENZIE, ROLPH, prend sur lui de changer la date et de la fixer au 4, ce qui désorganise les préparatifs et sème la confusion. Lorsque les troupes des réformistes entreront dans Toronto, elles y rencontreront une délégation envoyée par le lieutenant-gouverneur Bond HEAD : les deux messagers qui dirigent la délégation sont Robert BALDWIN et nul autre que ROLPH. Ils viennent au nom du lieutenant-gouverneur offrir la négociation. MACKENZIE répond en réclamant l'Indépendance.

¹ RYERSON (S.B.), op. cit., pp. 105-106.

Il suffira de quelques attaques des troupes de Bond HEAD pour semer la déroute chez les insurgés. En janvier, février, juillet et novembre 1838, tentant de nouvelles offensives, les troupes réformistes subiront chaque fois la défaite.

Les conséquences politiques de l'écrasement des insurrections de 1837-38 allaient être extrêmement lourdes. Comme l'a écrit RYERSON :

« ...la métropole britannique et ses alliés, les élites coloniales, raffermirent le cadre colonialiste du gouvernement et de la société en place. Dans la mesure où les rébellions constituaient une tentative de révolution nationale, anticoloniale, leur défaite commune déterminait le prolongement d'un régime impérial, coercitif. » ¹

En fait, la défaite commune devait permettre à Londres, non seulement de ne satisfaire aucune des revendications du programme démocratique, mais aussi de remettre en cause jusqu'à la structure politique héritée de 1791. Cette structure, on le sait, avait doté d'institutions identiques, mais néanmoins séparées, les deux Provinces du Haut et du Bas-Canada. Les Canadiens français du Bas-Canada avaient leur propre assemblée législative tout comme les Canadiens anglais du Haut-Canada. Chaque groupe, en toute autonomie l'un par rapport à l'autre, mais non évidemment par rapport à l'Empire, pouvait s'exprimer dans le cadre de l'assemblée élue, y traduire ses aspirations.

Ce fait est fort important. La structure politique de 1791, qui voulait conserver tout le pouvoir à l'Empire, avait cependant permis, par l'autonomie politique des deux provinces, la montée de deux mouvements démocratiques qui, dans un rapport d'égalité l'un vis-à-vis de l'autre, ne pouvaient que se rencontrer sur le terrain des revendications, s'appuyer, se concerter.

C'est ce qu'exprimait parfaitement la résolution précédemment citée des réformistes de Toronto adoptée le 31 juillet 1837.

Avec l'expérience des insurrections, les autorités impériales connaissaient désormais le danger inhérent à toute structure politique qui comportait des « failles » démocratiques en ce qui a trait aux rapports entre les deux groupes ethniques. L'autonomie politique favorisait les rapports d'égalité. Les rapports d'égalité favorisaient le rapprochement. Le rapprochement des deux mouvements menaçait l'Empire.

Trois années suffirent pour que les leçons en soient tirées par Londres et ses représentants locaux dans une nouvelle « Constitution ». L'Acte d'Union fut promulgué au mois de février de 1841.

La séparation entre le Haut et le Bas-Canada était supprimée. Les deux provinces étaient fusionnées dans une même structure politique. On créait une assemblée législative électorale unique, laquelle continuerait d'être soumise à un organe exécutif nommé par le gouvernement général et responsable devant lui.

¹ RYERSON (S. B.) idem, p. 111.

Dans cette nouvelle assemblée, le territoire correspondant à l'ancien Haut-Canada se voyait accorder autant de sièges que le Bas-Canada dont la population était pourtant, à l'époque, largement supérieure. Ainsi, même dans l'espace étroit réservé à l'exercice du suffrage universel, la vie démocratique subissait un recul par rapport à la Constitution de 1791. Plus encore, l'Union signifiait le transfert des dettes du Haut-Canada à la nouvelle structure politique. Ainsi, le Bas-Canada, sans dette, héritait de la moitié des dettes de la province anglaise. Enfin, l'anglais était proclamé seule langue officielle de l'Union. La nouvelle « constitution » imposée par le régime impérial, dressait un barrage contre la satisfaction de l'ensemble des questions démocratiques et nationale au Canada.

Désormais, Canadiens français et Canadiens anglais, allaient être, pour ainsi dire, enfermés dans une même assemblée formée sur la base d'une oppression nationale des Canadiens français et portant en germe l'opposition des deux groupes entre eux plutôt que leur opposition commune à l'Empire.

Interprétant la signification de la défaite de 1837-38, le sociologue Gilles BOURQUE écrit :

« L'échec français de 1837-38 conduit à l'union des deux Canadas qui entraîne l'infériorisation de la société canadienne-française. » ¹

Cette interprétation peut donner à penser qu'il y aurait eu échec national au seul Bas-Canada et victoire de la révolution démocratique au Haut-Canada. C'est donc à partir de cette défaite imposée aux Canadiens français qu'il aurait été possible d'échafauder l'Union.

En fait, le dossier des deux mouvements démocratiques constitué par RYERSON rend difficile une telle interprétation. Ce n'est pas le seul « échec français » de 1837-1838 qui a conduit à l'Union, mais le double échec « français » et « anglais » qui a permis aux autorités impériales de « passer » à l'Union, en s'appuyant, bien sûr, sur la négation des droits des Canadiens français. Pour donner le coup d'arrêt à l'émancipation des deux groupes, l'Empire s'appuyait sur le groupe anglais en le plaçant dans une position de domination par rapport au groupe français.

D'ailleurs, l'opposition très forte qui s'exprima dans les deux parties de la nouvelle province contre le nouveau régime le montre clairement.

« Dans les districts de Trois-Rivières et de Québec, quelque quarante mille personnes signèrent des pétitions contre l'union. En même temps, au Haut-Canada, le refus du gouvernement responsable provoquait de vigoureuses protestations. Des assemblées publiques appelées Durham meetings eurent lieu à Guelph, Galt, Hamilton, Cooksville, Whitby, Beaverton, Cobourg, Belleville et Toronto. » ²

Dans le Haut-Canada, l'opposition ne porta-t-elle que sur la question du gouvernement responsable ? On peut en douter. Déjà vers 1822, on s'était opposé dans le

¹ BOURQUE (Gilles), op. cit., p. 328.

² RYERSON (S. B.), op. cit., p. 193.

Haut-Canada à un premier projet d'union élaboré par l'Empire. BOURQUE cite à ce sujet le texte significatif d'une pétition qui avait circulé à l'époque parmi les habitants de Wenworth. Elle dit entre autres :

« Si l'on accorde au Haut-Canada un plus grand nombre de représentants qu'au Bas-Canada et nous ne croyons pas que le chiffre de notre population nous donne droit à une représentation prépondérante et ce serait faire une injustice à nos frères du Bas-Canada, et nous ne désirons nullement leur chercher querelle ni, en aucune façon, violer leurs droits ou troubler la paix. Si d'autre part le Bas-Canada obtient un plus grand nombre de représentants, nous serons à sa merci et nous n'aurons plus le droit de nous attendre à ce que l'on veille sur nos intérêts avec l'attention que requièrent nos besoins et les circonstances où nous sommes... Pour résumer, vos pétitionnaires sont d'opinion que la différence d'origine de la population des deux provinces, la différence dans leur langage, leurs habitudes, leurs manières, leurs coutumes et leur religion ainsi que la variété de leurs intérêts engendreront des tentatives de domination et susciteront des sentiments de jalousie, des conflits, des haines et des querelles dont les conséquences pourraient devenir alarmantes. » 41. ¹

Ainsi donc ce projet d'union législative élaboré dans les années 1820 et retiré devant la force du mouvement d'opposition des deux provinces, l'Empire était parvenu à l'établir en 1841 sur les ruines de deux mouvements démocratiques. Ce dénouement ne pouvait pas manquer d'imprimer profondément sa marque sur l'évolution politique du Canada.

2- De l'Acte d'Union à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867

[Retour à la table des matières](#)

Les conséquences politiques de la défaite ne peuvent être appréciées uniquement à travers l'édifice politique mis en place et l'étouffement des libertés démocratiques. Le mouvement démocratique radical venait, en effet, d'être décapité.

« Les démocrates révolutionnaires, écartés de la scène politique par l'exil ou l'exécution, se trouvèrent remplacés par l'aile droite des vieux mouvements réformistes, qui représentait bien plus fidèlement la classe montante des commerçants canadiens. » ²

¹ TOUSIGNANT (Pierre), *Documents relatifs au projet d'union législative du Bas et du Haut-Canada 1822-1828*, Montréal, Université de Montréal, Département d'Histoire, p. 62, in : BOURQUE (Gilles), op. cit., p. 263

² RYERSON (S. B.), op. cit., p. 194.

Un des traits du mouvement démocratique canadien, comme des autres révolutions démocratiques du XIX^eme siècle, avait été le rôle capital joué par cultivateurs et ouvriers dont l'intervention massive avait fait la principale force sociale du mouvement.

Les chiffres sur la participation aux assemblées le montrent :

« À Québec comme à Montréal, on constate la participation massive des ouvriers aux réunions patriotes. (*La Minerve*, 7 mars 1836) ».

« Les ouvriers, les membres des classes laborieuses... sont les hommes sur qui on peut compter à l'heure critique »; tel est le commentaire du *Vindicator* (16 mai 1837). » ¹

Les chiffres sur la répression sont aussi révélateurs : dans le Haut-Canada,

« Les ouvriers représentaient donc presque la moitié des victimes de la répression, et les fermiers plus de 40 pour cent, ce qui fournit un bon indice de la composition sociale des forces démocratiques. » ²

Bien qu'on note à l'époque l'apparition des premières organisations syndicales au Canada, il est clair qu'ouvriers et fermiers n'agissaient pas de manière autonome sur la scène politique. La question se posait-elle néanmoins dans leurs rangs? L'état des recherches n'a pas permis de l'établir à ce jour. Cependant, on sait que cette question était soulevée, sinon par les ouvriers canadiens eux-mêmes, dont le degré d'organisation était encore faible, du moins par les ouvriers britanniques, dans leurs messages aux canadiens.

L'édition du 14 juillet 1837 du journal radical, le *Vindicator*, reproduit le texte d'une adresse de l'Association des ouvriers de Wotton-on-Ridge, en Grande-Bretagne, qui salue les patriotes canadiens et déclare :

« Que les classes laborieuses s'unissent... et qu'elles comptent sur leurs propres efforts, car l'expérience du passé a démontré qu'elles ne doivent attendre d'aucune autre source les moyens de leur propre émancipation. » ³

Si donc la question de l'autonomie politique des classes laborieuses n'était pas résolue chez les ouvriers et les fermiers canadiens en 1837, la conviction que le développement et l'achèvement des tâches démocratiques reposaient sur eux était néanmoins proclamée.

S'attaquant aux commerçants, le *Vindicator* de Montréal, écrivait en 1837 :

¹ RYERSON (S.B.), idem, p. 71.

² RYERSON (S. B.), idem, p. 179.

³ RYERSON (S. B.), idem, p. 71.

« Ils mettent plus de dévotion à scruter leurs livres de comptes que la Constitution. Ils attachent plus d'importance à l'indépendance pécuniaire qu'à l'indépendance politique. Ils porteraient volontiers les chaînes les plus ignominieuses si elles étaient en or. L'égalité des monnaies a pour eux plus d'importance que l'égalité des droits...

Pour établir une société politique saine, il faut se tourner vers les classes dont le travail est la vraie source de richesse. » 25 » ¹

La direction du mouvement démocratique des années 1830 était, comme nous l'avons vu, aux mains de professionnels, médecins, notaires, de commerçants, de petits industriels et même d'un seigneur, en la personne de PAPINEAU. Les hésitations et les retournements politiques de ces chefs, liés à leurs positions économiques, ont sans doute été pour une bonne part dans l'échec des rébellions, comme le note RYERSON.

Toutefois, la présence massive et active des classes laborieuses imprimait et gardait son caractère radical au mouvement. La répression qui suivit la défaite mit certes en déroute les « démocrates révolutionnaires » dirigeants, mais, plus encore, elle décima l'avant-garde laborieuse qui en fut la principale victime.

Les ouvriers et les fermiers les plus combatifs et les plus militants avaient été tués au combat ou exécutés par la suite.

Le mouvement démocratique avait été brisé. Ceux qui allaient prétendre l'incarner ultérieurement et que RYERSON appelle les « modérés » ² n'avaient jamais combattu pour la révolution démocratique et l'Indépendance politique des deux Canadas. Ils entendaient se situer, ouvertement, dans le cadre colonial.

Qui étaient-ils ? Robert BALDWIN, riche avocat libéral, dont on sait le rôle qu'il joue en 1837 comme émissaire du lieutenant-gouverneur Bond HEAD. BALDWIN, écrit son biographe, « ... proclame son dévouement à l'unité de l'Empire et sa ferme conviction que l'établissement d'un gouvernement responsable dans les colonies est le meilleur moyen de maintenir cette unité. » 13 » ³. Louis-Hippolyte LA FONTAINE, s'était opposé, comme BALDWIN au recours aux armes en 1837. Il déclarait ne pas songer à la séparation; qu'il était dans l'intérêt de l'Angleterre et du Canada de maintenir aussi longtemps que possible les liens qui les unissaient et qu'à son avis, l'établissement du gouvernement responsable aurait précisément pour effet de raffermir ces liens. ⁴

Promotrice d'un tel programme, la coalition BALDWIN-LA FONTAINE à l'assemblée devait se voir offrir dès 1842 la direction du gouvernement. On y vit la reconnaissance du principe du gouvernement responsable pour lequel tant de combats avaient été livrés. RYERSON parle même à cette occasion de la « première victoire politique de la bourgeoisie coloniale ». ⁵ En fait, il ne s'agissait en rien de ce « gou-

¹ VANCE (C.), « 1837 : Labour and the Democratic Tradition », *The Marxist Quarterly*, no 12, in RYERSON (S. B.), op. cit., p. 79.

² RYERSON (S. B.), op. cit., p. 194.

³ LONGLEY (R.), *Sir Francis Hincks*, 1943, p. 48; LEACOCK (S.), *Baldwin, Lafontaine, Hincks*, 1907, pp. 230 et 240, in : RYERSON (S.B.), op. cit., p. 194.

⁴ MARTIN (Chester), *Foundations of Canadian Nationhood*, 1955, p. 165, in : RYERSON (S.B.), op. cit., p. 195.

⁵ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 201.

vernement responsable » dont la Commission Gosford avait dit en 1837 qu'il était équivalent à l'indépendance politique de la colonie. D'indépendance, il n'y en avait point et il y avait tout juste un exécutif « responsable », au compte de l'Empire, des affaires internes. Peut-être ; la grande différence résidait-elle dans le fait que désormais les autorités impériales pouvaient trouver au sein même de l'Assemblée législative élue, chez ses dirigeants, des hommes prêts à travailler pour elles.

Il n'empêche que Londres n'appréciait guère ce maigre cadeau offert par le gouverneur général de l'Union, Sir Charles BAGOT, aux Canadiens. Le souvenir des insurrections était encore frais. Dès l'été de 1843, BAGOT fut rappelé, et le nouveau gouverneur, METCALFE, s'empressa d'annuler la « victoire » de l'année précédente en rétablissant la politique institutionnelle prévue par l'Union.

BALDWIN et LAFONTAINE n'avaient plus qu'à démissionner. Pour sortir de l'impasse, METCALFE choisit alors de dissoudre l'Assemblée et de déclencher des élections en 1844. Intervenant directement dans la campagne et déployant entre autres arguments celui de la « loyauté » envers la Couronne britannique, METCALFE obtint une faible majorité en faveur de sa politique. Déjà, l'Union produisait ses effets sur les relations entre les deux groupes ethniques : la plupart des candidats élus de METCALFE provenaient du territoire de l'ancien Haut-Canada; dans le Bas-Canada, presque tous avaient été battus.

Quelle sera l'évolution subséquente ?

Les années 1840 ont été l'époque de grands bouleversements de la structure économique et des rapports sociaux en Angleterre. En 1846, les Corn Laws sont abolies. C'est la consécration de la victoire du capital industriel et du libre-échange sur le vieux mercantilisme restrictif.

Ces changements internes à la métropole sont relayés par le grand mouvement des révolutions démocratiques de 1848 en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie sont traversées par ce mouvement, dont les retombées atteignent jusqu'aux colonies.

L'envoi en 1847 d'un nouveau gouverneur général, Lord ELGIN, convaincu de la nécessité d'une modernisation des structures coloniales n'est sans doute pas sans rapport avec ces grands événements.

Cette même année, aux élections, les équipes de BALDWIN et de LAFONTAINE obtiennent à nouveau la majorité dans les deux parties de la province. ELGIN appelle donc les deux dirigeants à former un gouvernement.

RYERSON écrit :

« Le jour du gouvernement responsable était enfin arrivé. C'était un des résultats du grand mouvement démocratique révolutionnaire qui bouleversait le continent européen et dont les effets atteignaient l'Angleterre impériale et ses colonies. » ¹

¹ RYERSON (S. B.), idem, p. 222.

Cette interprétation mérite qu'on s'y arrête. Elle laisse entendre en effet que la grande revendication des années 1830, le gouvernement responsable, la révolution démocratique en tant que telle, s'étaient enfin réalisés en 1848 au Canada à la suite d'une évolution graduelle, plutôt que par un mouvement révolutionnaire victorieux.

Le sociologue Gilles BOURQUE la pousse jusqu'au bout quand il affirme :

« La décennie 1840-1850 prendra l'allure d'une ère de déblocage. Les réformes préconisées depuis le début du XIX^e siècle, et dont la réalisation a été principalement empêchée par la petite-bourgeoisie canadienne française seront enfin réalisées. »¹

Ou encore :

« La décennie 1840-50 verra donc l'application des nombreuses réformes dont la mise en œuvre avait été empêchée par l'hostilité de la nation colonisée. »²

Mais de quelles réformes s'agit-il? On ne le voit guère. En 1850, en effet, aucune des revendications mises en avant par les mouvements démocratiques du Haut et du Bas-Canada dans les années 1830 n'a été satisfaite. Ni la république du Haut-Canada, ni la république du Bas-Canada, ni la séparation de l'Église et de l'État, ni l'Éducation laïque, ni l'abolition de la tenure seigneuriale. Seul a été abrogé en 1847 l'article de l'Union qui faisait de l'anglais la seule langue officielle de la province du Canada. C'est peu pour qualifier la décennie 1840-1850 d'« ère de déblocage ».

Le gouvernement responsable? Là encore, il faut rappeler que Londres continuait en 1848 de s'opposer au véritable gouvernement responsable, celui qui aurait signifié la responsabilité du gouvernement devant la population et devant elle seule, c'est-à-dire la souveraineté politique. Londres cherchait plutôt à faire représenter ses intérêts sur place par un gouvernement sorti de l'Assemblée, si possible composé d'Anglais et de Français. Comme avaient dit BALDWIN et LAFONTAINE, le lien entre l'Empire et la colonie serait de cette manière considérablement raffermi. Or, depuis au moins 1838, il existait de tels hommes, élus à l'Assemblée, qui étaient prêts à œuvrer pour la Couronne au Canada. Le Colonial Office s'en réjouissait. Il avait souligné à ELGIN sa satisfaction de voir qu'un gouvernement bénéficiant de l'appui de l'Assemblée avait pu être constitué avant que se répande dans la colonie la nouvelle de la révolution de février à Paris.³

Il paraît donc difficile de soutenir que la réalisation du gouvernement responsable était acquise en 1848. RYERSON le constate d'ailleurs, implicitement, sans en tirer pourtant les conclusions, lorsqu'il écrit que l'Autorité de l'Empire était maintenue dans les domaines de la défense, du commerce avec l'étranger et des relations extérieures.⁴

¹ BOURQUE (Gilles), op. cit., p. 322.

² BOURQUE (Gilles), idem, p. 328.

³ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 222.

⁴ RYERSON (S. B.), idem, p. 223.

Comment donc peut-il ainsi écrire que le jour du gouvernement responsable était arrivé ? Dans la conclusion de son étude *Le capitalisme et la Confédération*, RYERSON rappelle qu'en 1943 il avait écrit :

« (Dès 1848) « la lutte majeure en faveur du self-government canadien et l'égalité nationale était terminée, et couronnée de succès... » « La nation canadienne-française... a mené victorieusement une lutte démocratique... elle a conquis... l'égalité politique. » « Et encore, au sujet de la lutte nationale au Bas-Canada : « Elle s'était confondue avec la lutte de l'ensemble des colons canadiens pour le self-government; les prérequis essentiels de celui-ci étant gagnés, la substance de l'égalité nationale politique des Canadiens français l'était également. » ¹

Et il ajoute :

« Je croyais avoir corrigé, au moins en bonne partie, cette faute d'interprétation dans mon livre *Unequal Union*; mais, au cours du remaniement de mon texte en vue de la présente édition, je me suis rendu compte de la persistance de certains éléments de cette interprétation. De là la rectification contenue dans la conclusion actuelle du chapitre sur 1848. » ²

Pourtant, l'affirmation à propos du gouvernement responsable contenue dans ce chapitre rectifié indique encore aujourd'hui la persistance chez lui de cette interprétation. De même, cette phrase : « La reconnaissance du français et l'accession de LAFONTAINE au pouvoir avec BALDWIN constituaient au moins une acceptation relative du principe de l'égalité pour le Canada français. » ³ Ou encore, cette affirmation qui rejoint la thèse de BOURQUE : « Mais dans un certain sens il y aurait lieu de parler, non pas d'une mais deux révolutions bourgeoises : l'une, canadienne, qui a réussi, et l'autre, canadienne-française, québécoise, qui a subi l'échec. » ⁴

Nous reviendrons plus loin sur les problèmes soulevés par cette interprétation qui sont au centre de notre recherche. Il y a là, sous-jacente, la tendance à une interprétation nationaliste de l'histoire politique du Canada jusqu'à nos jours. La révolution démocratique aurait finalement triomphé en 1848 au Canada... anglais, mais l'échec aurait persisté, malgré des progrès relatifs enregistrés dès 1848, pour le Canada français. Nous avons, ci-dessus, tenté de montrer que l'Acte d'Union, qui restait en vigueur en 1848, n'avait pu être promulgué que sur la base d'un double échec, celui de 1837-38, dans le Bas et dans le Haut-Canada. L'« infériorisation », du Canada français s'appuyait sur le double échec anglais et français et non pas sur le seul « échec français ».

Le capital industriel qui se développe au milieu du siècle cristallise ce que RYERSON appelle une nouvelle « classe coloniale ». ⁵

¹ RYERSON (S. B.), idem, p. 223.

² RYERSON (S. B.), idem, p. 509.

³ RYERSON (S. B.), idem, p. 224. LAFONTAINE, représentant du « lien raffermi » avec l'Empire était fort mal placé pour incarner une « égalité » relative pour le Canada français.

⁴ RYERSON (S. B.), idem, p. 226.

⁵ RYERSON (S. B.), idem, p. 329.

Nous ne sommes plus au temps du Family Compact, des oligarchies de dignitaires, de propriétaires terriens et de seigneurs qui partageaient sur place, autour du gouverneur général, le pouvoir de l'Empire.

La construction des chemins de fer, l'introduction de la machine à vapeur ont modifié les bases de l'activité économique, en même temps qu'elles ont donné un élan et une force à ces grands entrepreneurs, les « hommes d'affaires ».

Ces hommes sont alliés aux détenteurs du capital financier, quelques familles qui par leurs fortunes accumulées possèdent la banque, l'assurance et contrôlent le trésor public.

Ils sont ensemble les héritiers de l'aristocratie coloniale. Dans quels secteurs œuvrent-ils?

Dans les brasseries, MOLSON, dans la meunerie, OGILVY, dans la sidérurgie, WARDEN KING. On compte aussi les promoteurs de chemins de fer et de lignes maritimes. Il y a les financiers, tels HINCKS dans l'assurance et John ROSE dans la banque. Quelques Canadiens français minoritaires, sont présents dans les secteurs des banques, des assurances, des chantiers de construction, des fonderies et du commerce. Mais ils sont surtout dans la petite et moyenne industrie : tannerie, cordonnerie, petits moulins et scieries. On trouve enfin les représentants de l'Église et ses conseillers juridiques au sein des conseils d'administration et du gouvernement. Au Québec, Georges-Étienne CARTIER, par son association à la société ferroviaire du Grand Trunk et à la Bank of Montreal, accomplit cette tâche de conseiller, tout en bénéficiant d'une relation étroite avec le capital canadien-anglais.

Mais le développement de l'industrie et du commerce ne se faisait pas comme on l'aurait voulu. Deux obstacles majeurs subsistaient : la tenure seigneuriale au Bas-Canada (Montréal était une des places fortes de la finance, du commerce et de l'industrie) et les séparations politiques entre le Canada, le Nouveau-Brunswick, et la Nouvelle-Écosse, tous trois possessions de l'Empire. Les barrières douanières érigées entre ces provinces freinaient considérablement l'activité économique.

En 1849, un comité législatif désigné pour faire enquête sur les causes de l'émigration massive au Bas-Canada soulignait dans son rapport :

« Combien de nos seigneurs de fiefs se sont refusés et se refusent encore tous les jours à l'établissement d'usines profitables et de manufactures utiles au pays, pour conserver exclusivement, sans profit pour eux et pour le public, les nombreux pouvoirs d'eau dont ils sont propriétaires, et pour lesquels on leur offre des prix raisonnables. » 15 » ¹

Faute de terres disponibles, des centaines de jeunes et d'ouvriers de chantiers quittaient chaque année le Canada pour les États-Unis. Le monopole des terres empêchait aussi l'établissement de manufactures locales.

La pression montait. Les seigneurs commencèrent par s'opposer à toute modification du *statu quo*, puis une fois cela devenu impossible, ils firent bloc pour obtenir les plus fortes indemnités. L'Église, principal propriétaire foncier de l'époque, fut à la tête

¹ Rapport du Comité d'enquête, 1849, p. 16, in : RYERSON (S.B.), op. cit., p. 357.

des résistants parmi lesquels se trouvait le seigneur de Montebello, Louis-Joseph PAPINEAU.

En 1854, une loi appelée Acte seigneurial, était finalement votée, après des décennies de revendications insatisfaites. Mais si cette loi apportait des changements, c'est en donnant satisfaction aux seigneurs et aux banquiers de Londres et non pas aux censitaires :

« Les terres non concédées devenaient la propriété des seigneurs qui devaient en plus toucher quelque dix millions de dollars d'indemnités pour la perte de leurs droits féodaux. Quant aux censitaires, ils pouvaient racheter les rentes et redevances dues aux seigneurs soit d'un seul coup soit par des versements répartis sur une longue période. La plupart choisirent cette dernière formule, qui resta en vigueur jusqu'en 1940. »¹

Seize ans plus tôt, le programme du mouvement démocratique prévoyait l'abolition de la tenure féodale « aussi complètement que si telle tenure n'eût jamais existé au Canada. »

Au début des années 1850, Londres et ses représentants locaux s'étaient opposés farouchement à l'expropriation des terres seigneuriales.

LAFONTAINE défendait alors vigoureusement devant l'assemblée la pleine indemnisation des seigneurs.

« Ce que le seigneur doit redouter le plus, c'est que le remède soit différé trop longtemps. Le délai donne de nouvelles occasions pour la propagande de principes qui tendent à renverser la société. Il vient un temps où le peuple dit : « Il est trop tard. Dans ce cas, comme les seigneurs forment le plus petit nombre, ils pourront s'attendre à tout perdre sans compensation aucune... Je vois la marche des choses : c'est la lutte de la multitude contre quelques-uns » 20 »²

ELGIN s'était employé, de son côté, à retarder puis à modifier un premier projet de loi qui aurait rendu à la Couronne les terres seigneuriales non concédées.

Finalement, en 1854, la Couronne payait aux seigneurs les terres qu'elle leur avait octroyées gratuitement, cependant que les censitaires devaient acheter le droit de rester sur les terres qu'ils avaient travaillées.

La solution sortait en droite ligne des défaites de 1837-38. Ceux-là même qui, désormais, luttèrent pour le développement de l'industrie et du commerce et l'unification du marché intérieur, s'opposaient aux profondes réformes démocratiques.

Au milieu des années 1850, divers mouvements s'étaient formés en vue de lever l'obstacle que constituaient les barrières douanières.

¹ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 364.

² CHAPPAIS (Thomas), Cours d'Histoire, pp. 169-170, in RYERSON (S.B.), op. cit., p. 363.

Ils atteignaient même jusqu'à des membres du gouvernement. Ainsi Alexander T. GALT, devenu ministre des Finances, en 1859, vantait à cette époque les mérites d'une union fédérale qui engloberait les provinces canadiennes.

« Un des avantages les plus grands qui devront naître de cette union sera le renversement de ces barrières et l'ouverture du marché de chacune des colonies aux produits de l'industrie de toutes les autres. Par exemple, nous pouvons espérer de fournir un jour à Terre-Neuve et aux vastes pêcheries du Golfe les produits agricoles du Canada-Ouest, d'aller chercher notre approvisionnement de charbon à la Nouvelle-Écosse, et de voir s'ouvrir à l'industrie manufacturière du Bas-Canada des débouchés aux articles que l'étranger seul nous achète. » 16 » ¹

Mais GALT voyait aussi un autre avantage majeur à l'union des provinces de l'Amérique du Nord Britannique. En mission, à Londres, en 1859, pour défendre le projet, il déclarait au Colonial Secretary : « La question est simple : c'est la confédération... ou l'absorption ultime par les États-Unis. » 14) » ²

La guerre civile américaine (1861-1864), les intérêts économiques en jeu et la formation d'une coalition gouvernementale (whig-tory) pro-fédérale en 1864 devaient finalement convaincre les autorités impériales de la nécessité de procéder à l'union fédérale des provinces.

À la fin du XVIII^{ème} siècle, en 1791, Londres s'était opposé à tout projet d'union des colonies de peur qu'avec une puissance accrue, celles-ci ne suivent la voie des treize colonies américaines vers l'Indépendance. En 1864, la même volonté de préserver les possessions britanniques en Amérique du Nord passait par l'établissement d'une structure fédérale et d'un gouvernement central qui pallieraient la faiblesse de chaque province, prise séparément, vis-à-vis du géant américain.

Au mois d'octobre, cette année-là, la Conférence de Québec adopta 72 résolutions qui jetaient les bases de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867.

Le processus d'élaboration et de promulgation de cette loi ainsi que son contenu même sont importants pour comprendre la signification politique de la Confédération de 1867.

Dès son adoption à Québec, l'entente sur les 72 résolutions souleva un fort mouvement d'opposition dans tout le Bas-Canada. Dirigé par Antoine-Aimé DORION et le Parti Rouge, le mouvement fit signer plusieurs pétitions et tint de nombreuses assemblées publiques.

L'opposition dénonçait notamment la méthode avec laquelle on avait élaboré « au sommet » le projet de Confédération.

« Vos pétitionnaires ont appris avec autant d'étonnement que de crainte que l'on songeait à faire dans la constitution du pays des changements extrêmement importants et ce, sans que le peuple les ait demandés et sans qu'il ait eu aucune occasion d'exprimer son opinion ou ses

¹ Débats sur la Confédération, p. 6 in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 390.

² SKELTON (O. D.), *Life and Times of A.T. GALT*, pp. 220-221, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 389.

vœux sur leur opportunité, quelque grande que soit l'influence que ces changements doivent exercer sur ses destinées... » 9 » ¹

De même, au Nouveau-Brunswick, où se tenaient au mois de mars 1865 des élections générales, l'entente de Québec était rejetée et le gouvernement TILLEY, favorable à la Confédération, battu.

Dans l'Île du Prince Edouard, l'Assemblée législative rejeta le projet. À Terre-Neuve, enfin, après s'être finalement prononcé en faveur de la Confédération, le gouvernement fut battu aux élections.

L'affaire était donc fort mal amorcée. Toutefois les « Pères de la Confédération » avaient une autre conception du processus qui devait mener à la promulgation par Londres de la loi de l'Amérique du Nord Britannique.

John A. MACDONALD qui était, avec Georges-Étienne CARTIER, à la tête de la coalition gouvernementale canadienne, écrivait en 1866 à TILLEY, chargé de mission en Angleterre :

« Il nous semble important que le projet de loi ne soit rédigé sous sa forme définitive qu'immédiatement avant la convocation du Parlement (britannique-R.D.). La mesure doit être adoptée d'un seul coup et ne doit éveiller aucun écho dans les provinces britanniques tant qu'elle ne sera pas adoptée... Une fois la loi adoptée sans possibilité de recours, la population apprendra vite à l'accepter. » 16 » ²

MACDONALD déclarait qu'il « serait évidemment absurde de soumettre à la population les détails complexes d'une telle mesure », et, en conséquence, disait-il, « il ne s'agit pas d'obtenir sa sanction avant de demander au gouvernement impérial de présenter un projet de loi au Parlement britannique. » ³

Le peuple devait donc être tenu à l'écart de l'élaboration et à la promulgation de cet « Acte » qui viendrait de Londres. Cette option des Pères était déjà révélatrice de leur opposition au processus démocratique, laquelle allait se refléter dans le contenu même de l'Acte.

MACDONALD disait à Québec, pendant le débat sur la Confédération :

« Pas un seul des représentants du gouvernement ni de l'opposition d'aucune des basses provinces n'était en faveur du suffrage universel. Sur ce point, tous estimaient qu'il fallait s'en tenir aux principes de la Constitution anglaise et que la représentation devait se fonder sur les classes et la propriété aussi bien que sur le nombre. » 18 » ⁴

¹ LE PAYS, 15 février 1865, collection GAGNON, Bibliothèque municipale de Montréal, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 440.

² POPE (Joseph), *Memoirs of John A. MACDONALD*, 1930, pp. 326-327, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 422.

³ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 422.

⁴ POPE (J.), op. cit., pp. 242 et 616, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 423.

CARTIER partageait les mêmes convictions et il déclarait de manière plus explicite encore :

« Nous avons pu nous convaincre que les institutions purement démocratiques ne peuvent produire la paix et la prospérité des nations, et qu'il nous fallait une fédération pour perpétuer l'élément monarchique. La différence entre nos voisins et nous, est celle-ci : dans notre fédération, le principe monarchique en sera le principal caractère, pendant que de l'autre côté de la frontière, le pouvoir qui domine est la volonté de la foule, de la populace enfin. Toute personne qui a pu converser avec quelques hommes ou écrivains des États, a invariablement vu de suite qu'ils admettent que le gouvernement y est impuissant, par suite de l'introduction du suffrage universel, et que le pouvoir de la populace a conséquemment supplanté l'autorité légitime. » 25 » ¹

Les auteurs du projet de confédération le concevaient comme la forme nécessaire du maintien au Canada du modèle impérial de politique. Eux-mêmes n'étaient pas, et ne se présentaient pas comme les continuateurs de l'œuvre démocratique de la première moitié du siècle, mais comme les successeurs désignés des propriétaires terriens, des seigneurs, des marchands dont les intérêts n'allaient pas de pair avec les grandes conquêtes démocratiques.

Un projet de fédération qui ne serait pas l'œuvre du peuple et ne s'appuierait pas sur lui devait donc sans nul doute comporter des différences substantielles avec la confédération américaine.

La première de ces différences qui opposaient la Constitution des États-Unis à la loi de 1867 concernait la structure même du projet fédéral. L'Union américaine conférait aux divers États tous les pouvoirs sauf ceux qu'elle cédait explicitement au gouvernement central. On procéderait à l'inverse au Canada.

MACDONALD n'était, en effet, disposé à promouvoir une structure de type fédéral qu'à la condition qu'elle soit compatible avec un État fort.

« Nous éviterons, disait-il, en parlant du système américain, tous les dangers que comporte ce système si nous pouvons nous accorder pour créer un gouvernement central fort, une grande assemblée législative centrale, une constitution selon laquelle l'union aura tous les droits de souveraineté à l'exception de ceux qui seront accordés aux gouvernements locaux... » 8 » ²

Marquant de leur empreinte la structure générale de l'État, les options des Pères étaient en outre inscrites dans les institutions elles-mêmes. Deux exemples :

En 1856, les pressions populaires au Canada étaient parvenues à obtenir la création d'un Conseil législatif électif. Or en 1864, les délégués à la Conférence de Québec s'entendirent facilement pour créer une chambre haute non élective dans la future union fédérale.

¹ *Débats sur la Confédération*, 1865, p. 58, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 451.

² GRAY (J. H.), *Confederation*, 1872, pp. 44-45, in : RYERSON (S. B.), op. cit, pp. 415-416.

Antoine-Aimé DORION dénonça cette mesure comme visant « à restreindre l'influence et le contrôle du peuple sur la législature du pays en substituant une chambre nommée par la Couronne au conseil législatif électif. » 19 » ¹

Mais rien n'y fit et en 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique instituait une Chambre haute non élue.

Mais le contenu de la loi de 1867 peut aussi être apprécié par rapport à l'Union de 1841, en ce qui a trait aux rapports nationaux entre les groupes anglais et français.

En 1841, la population canadienne-française était largement supérieure en nombre à la population canadienne-anglaise. Ce fut un des traits anti-démocratiques de l'Union que d'accorder une représentation « égale » aux deux groupes dans une assemblée unie. Sous ce régime, les deux nationalités se retrouvaient face à face avec le même nombre d'élus; deux premiers ministres, l'un francophone, l'autre anglophone étaient désignés et l'on pouvait toujours y voir l'apparence de l'égalité reconnue aux deux peuples.

En 1851, cependant, les statistiques démographiques montraient que les Canadiens français étaient désormais en minorité au Canada.

Sous l'Union de 1841, on donnait aux Canadiens anglais une représentation à laquelle ils n'avaient pas droit, en faisant peu de cas du principe de la « représentation proportionnelle à la population »; mais sous la Confédération, les Pères invoquèrent le même principe pour donner aux Canadiens français le nombre de sièges auxquels ils avaient droit dans une « grande assemblée législative centrale », puisqu'ils y seraient minoritaires.

S'opposant au projet de fédération, Antoine-Aimé DORION et le Parti Rouge avaient repris en 1865 la revendication démocratique des années 1830 pour une « véritable Confédération des deux Canadas, dans laquelle les grands pouvoirs de décision appartiendraient à chacun des deux États associés ». Dix ans plus tôt, il avait proposé qu'on accorde « les principaux pouvoirs aux gouvernements locaux et au gouvernement général une simple autorité déléguée. » 15 » ².

Pour eux, la fédération nouvelle n'était qu'une « union législative déguisée ». Elle accordait une législature provinciale aux Canadiens français, mais comme le rappelait le texte de la pétition diffusée en février 1865 : il s'agissait d'une législature qui « demeurera étrangère aux objets les plus essentiels de la législation ». Le gouvernement fédéral sera « le seul dont les pouvoirs *rappelleront* (s.n.) ceux de la souveraineté, tandis que ceux conférés au gouvernement local ne sont que des pouvoirs restreints et exercés sous le contrôle du premier... » 9 » ³

¹ *Débats sur la Confédération*, op. cit., p. 248, in : RYERSON (S. B.), op. cit., pp. 423-424.

² *Débats sur la Confédération*, idem, p. 250, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 442.

³ LE PAYS, 15 février, 1865, Collection Gagnon, Bibliothèque municipale de Montréal, in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 440.

Les opposants ne réussirent pas à modifier le plan des Pères de la Confédération. Leurs revendications ainsi que celles des mouvements démocratiques de 1837-38 demeuraient insatisfaites.

Au mois d'octobre de 1867, après que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique eût été promulgué à Londres, les premières élections générales se tinrent dans le pays. Au Québec, à côté des hommes politiques, les évêques participèrent activement à la campagne électorale. Le devoir des électeurs et leur liberté de choix n'allaient pas, selon Mgr LAROCQUE de St-Hyacinthe, jusqu'au droit de « rejeter un fait accompli de façon constitutionnelle et légitime. » ¹

Dans cette province, les électeurs élirent 20 députés de l'Opposition et 40 de la majorité gouvernementale.

3- Le Canada, Un pacte entre deux peuples fondateurs ?

[Retour à la table des matières](#)

La Confédération a-t-elle été un pacte entre deux « peuples fondateurs » ? ² Cette question qui, aujourd'hui, fait partie du débat politique au Canada, est d'une importance capitale puisqu'elle concerne la caractérisation politique de l'AANB et, partant, les solutions mises en avant pour résoudre la « crise ».

De la réponse qu'on donne à cette question découle en fait une interprétation de l'histoire et des origines politiques du Canada et donc une base essentielle pour l'analyse de la conjoncture politique actuelle. Il s'agit finalement de savoir si l'AANB constituait en 1867 un achèvement de la révolution démocratique arrêtée en 1837-38, et qui se serait progressivement accomplie par la suite. Et, il s'agit de savoir, si, dans ce cas, l'ensemble des questions démocratiques et la question nationale laissées en plan en 1837-38, auraient trouvé leur solution en 1867.

Dans son ouvrage *French Canada* publié en 1943, Stanley RYERSON écrivait :

« (Avec la Confédération) la position des Canadiens français est celle d'une nation qui a gagné une égalité politique essentielle au sein de l'État fédéral canadien. »

¹ RYERSON, (S. B.), op. cit., p. 452.

² COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME, *Rapport préliminaire*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 13. La Commission soutient la thèse des deux peuples fondateurs.

« L'égalité nationale dans le domaine politique – cet idéal de la révolution démocratique canadienne – s'est réalisée, quoique de façon imparfaite, dans la Constitution de 1867. » ¹

On trouvait là l'exposé d'une réponse affirmative à la question de savoir si l'AANB a été un pacte entre deux peuples fondateurs.

En 1972, dans *Le Capitalisme et la Confédération*, RYERSON affirme avoir depuis rompu avec cette interprétation qui lui paraît provenir d'une sous-estimation de l'aspect politique des origines de la Confédération. ²

La Confédération n'a en rien, pour lui, résolu la question nationale et donc on ne peut la caractériser comme une révolution démocratique achevée.

Il écrit :

« Liés au Grand Trunk et à la Bank of Montreal, les conservateurs cléricaux, dans leur culte du principe monarchique faisaient preuve – ce qui n'était que logique – d'un esprit colonialiste et antidémocratique. Ils rejetaient d'avance toute position démocratique relativement à la question nationale. » ³

En fait, on peut, à la suite de RYERSON, faire un double constat : par rapport au programme démocratique des « réformistes » du Haut et du Bas-Canada, l'Acte de 1867 n'accomplissait pas un progrès, comme le montre le dossier historique. Les hommes de 1867 n'avaient pas pour but d'élargir le champ déjà très étroit des libertés démocratiques héritées des défaites de 1837-38. Ils étaient à la recherche d'une forme politique qui assurerait l'unification du marché intérieur. Ils affirmaient travailler au compte des intérêts de l'Empire dans lesquels ils trouvaient leurs propres intérêts. Par ailleurs, très clairement, ils n'entendaient pas que le peuple soit associé à l'élaboration de cette forme politique et qu'il soit représenté directement dans toutes les institutions (ex : la Chambre haute) de peur d'y voir compromises ou restreintes leurs fins économiques et politiques. Ainsi, la Confédération n'allait pas être l'œuvre de deux peuples fondateurs dans une assemblée constituante, mais un Acte du gouvernement impérial. La souveraineté politique, c'est le Parlement britannique qui l'exerçait ici, et non pas le Parlement canadien ou une constituante.

Celui que RYERSON décrit comme le plus éminent historien de la Confédération, Donald CREIGHTON, tire ce diagnostic de l'analyse des faits en écrivant :

« Le nouveau Canada ne fut pas le résultat d'un pacte ni d'un traité entre des provinces libres et autonomes, mais la création du Parlement impérial. » ⁴

¹ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 509.

² Idem, p. 509.

³ Idem, p. 451.

⁴ CREIGHTON (D.B.), *Dominion of the North*, 1957, p. 307 in : RYERSON (S. B.), op. cit., p. 432.

La thèse des « deux peuples fondateurs » se présente donc moins comme une caractérisation scientifique des origines politiques du Canada, que comme une projection de ce que devrait être vraiment le Canada pour sortir de la crise actuelle, ou de ce qu'il aurait pu être. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Commission -Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ne pouvait pas, en 1965, présenter « l'égalité entre les deux peuples qui ont fondé la Confédération canadienne », comme une donnée de fait historique, mais comme « l'idée maîtresse » de son mandat, une idée à partir de laquelle examiner la situation.¹

Bien sûr, l'idée oriente l'analyse de la situation et la définition des solutions. Si l'on part de l'idée que la Confédération a été fondée par deux peuples, la solution de la crise actuelle ne réside pas dans l'abrogation de l'AANB et le démantèlement de l'État fédéral, mais dans le maintien de ce dernier, en corrigeant les « inégalités » qu'il comporte.

Elle réside dans la préservation des institutions de 1867 et leur aménagement par le bilinguisme et le biculturalisme. Telles furent les conclusions générales de la Commission Royale d'enquête.

Le problème, si l'on peut dire, vient justement du fait que l'analyse historique scientifique ne permet pas de déceler de bases concrètes à cette « idée » des deux peuples fondateurs. Il y avait, bien sûr deux peuples à l'origine, mais cela ne suffit pas pour leur attribuer un rôle fondateur constituant qui leur a été nié.

La caractérisation politique de l'AANB doit s'appuyer sur les antécédents politiques historiques à partir desquels son élaboration s'est faite, et qui l'ont rendu possible.

À ce sujet, il est intéressant de lire l'analyse de RYERSON :

« Les démocrates révolutionnaires de 1837-38 voulaient la formation de deux républiques au Haut-Canada et au Bas-Canada, et envisageaient une union volontaire qui aurait englobé aussi les provinces de l'Atlantique. Ce rêve d'une république populaire canadienne ne devait jamais se réaliser. Les révolutions ayant échoué dans les deux Canadas, le pays se trouva engagé dans une autre voie plus sinieuse. Les industriels et les capitalistes des sociétés ferroviaires, ainsi que leurs porte-parole politiques, se firent les architectes de l'Union. L'État ainsi créé ne fut donc pas le résultat d'un mouvement populaire *d'en bas* mais l'aboutissement d'une impasse législative et de négociations compliquées parmi les élites. »²

Cette analyse que RYERSON applique à l'Union de 1841 s'applique aussi bien à l'Union fédérale de 1867, tant les processus pour y arriver sont identiques au point de se confondre.

On a là les sources de ce que CREIGHTON appelle la « création du Parlement impérial » en 1867.

L'échec de la révolution démocratique du XIX^e siècle ouvrait la voie d'une solution d'un autre type au problème de l'État.

¹ COMMISSION ROYALE... op. cit., p. 13.

² RYERSON (S. B.), op. cit., pp. 383-384. Souligné dans le texte.

Sans identifier les processus d'unification de l'Allemagne et du Canada au XIX^eme siècle, il est tout-à-fait juste de constater que, « de la défaite des révolutions bourgeoises canadienne (1837) et allemande (1848) découla dans chaque cas, une solution conservatrice du problème de l'État unifié. » ¹

On pourra s'étonner qu'au terme de cette analyse, RYERSON se fasse à son tour le défenseur de la thèse du pacte entre les deux peuples fondateurs.

« La réalité historique du *pacte* se dégage donc, non pas de quelque document juridique ou politique, mais du fait que la création de l'État canadien fut l'œuvre commune de la bourgeoisie anglaise dominante, de ses subordonnés canadiens-français et de l'Église. La première étape vers ce pacte fut la « Grande Coalition » de juin 1864. » ²

RYERSON, en effet, affirme son plein désaccord avec la thèse de CREIGHTON, en reprochant à ce dernier de nier toute « dualité culturelle » dans les fondements qui présidèrent à l'Union. Le reproche s'adresse à l'utilisation politique qui pourrait être faite de la thèse de l'historien canadien-anglais : nier la dualité culturelle d'origine, c'est nier le « fait français », nier la question nationale, nier la nécessité des réformes.

Or quelles que soient les orientations politiques personnelles de CREIGHTON, l'histoire paraît lui donner raison, sur la question précise des origines politiques de la Confédération.

Ou bien il s'agit d'un pacte, et alors RYERSON avait raison en 1943 d'affirmer que l'idéal de la révolution démocratique canadienne s'est réalisé, même de façon imparfaite, en 1867.

Ou bien il ne s'agit pas d'un pacte, l'idéal de la révolution démocratique ne s'est pas réalisé, même de façon imparfaite, et cela explique les véritables racines politiques de la crise de la société canadienne cent ans plus tard.

Dans le contexte du 20^eme siècle, la nécessité de résoudre des questions démocratiques (qui ne concernent pas, rappelons-le, la seule question nationale) déjà soulevées au XIX^eme siècle mais non résolues, donne son contenu à la crise, en même temps que son caractère explosif.

Sans que l'explication y soit, c'est ce problème que véhicule le rapport préliminaire de la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme quand il écrit :

« ...ces conflits mal dénoués, cumulent cette fois dans une crise moins spectaculaire mais autrement profonde, et qui serait, outre ce qu'elle a de neuf, la somme et la consommation de tous les affrontements passés. » « Si elle persiste et s'accroît, elle peut conduire à la destruction du Canada. » ³

¹ RYERSON (S.B.), op. cit., p. 371.

² Idem, pp. 446-447.

³ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE... op. cit., p. 127 et p. 5.

Le « glissement » d'interprétation nous paraît se produire chez RYERSON à propos du rôle attribué à la bourgeoisie canadienne dans l'élaboration de l'Union fédérale.

Il lui semble déterminant que les dirigeants des deux peuples aient fait coalition pour préparer et convaincre Londres du bien-fondé de leur projet. On trouverait là les conditions minimums d'une « révolution démocratique venue d'en haut », démocratiquement réduite, mais néanmoins d'une révolution démocratique. Dès lors, il faudrait attribuer à une « erreur » des Pères le fait qu'ils n'aient pas résolu la question nationale.

« *L'erreur* des artisans du fédéralisme de 1867, ce n'est pas de ne pas avoir prévu les changements dans la répartition des responsabilités gouvernementales que l'urbanisation et l'industrialisation allaient imposer plus tard, c'est d'avoir écarté la réalité *binationale* » ¹

C'est un fait indéniable que les dirigeants politiques du Canada ont élaboré le projet fédéral et qu'ils sont allés à Londres le défendre. Mais ce faisant quelle politique faisaient-ils ? Ils faisaient, comme leurs prédécesseurs en 1840, toute politique acceptable à l'Empire, toute politique que Londres pourrait sanctionner parce que conforme à ses propres intérêts, notamment vis-à-vis des États-Unis. Toute autre politique aurait supposé qu'on s'appuie sur le peuple pour l'imposer en quelque sorte.

RYERSON l'affirme lorsqu'il écrit :

« Le souci d'éviter toute consultation de l'électorat provient... de la crainte profonde qu'éprouvaient MACDONALD et ses partisans de voir leur projet rejeté. Compte tenu de tous les engagements pris envers les administrateurs du Grand Trunk, le Colonial Office et les gouvernements des Maritimes, il fallait que le projet soit adopté avec un minimum de débats dans la population. » ²

L'élément politique déterminant réside donc dans le fait que c'est d'abord à Londres que les membres de la Grande Coalition se souciaient de faire adopter leur projet, et non pas au Canada par le peuple. Il réside dans le fait que Londres pouvait compter au Canada sur des hommes prêts à faire sa politique en échange d'une participation aux bénéfices, économiques et politiques.

C'est en ce sens que la Confédération a été « la création du Parlement impérial » et non pas « l'œuvre » de la bourgeoisie canadienne. L'adoption à Londres, par le Parlement impérial, de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique et le fait que le Parlement canadien se voyait privé de la souveraineté sur le texte de loi auquel seul Londres pourrait apporter des amendements, étaient la consécration brutale de cette réalité. ³

¹ RYERSON (S. B.), op. cit., p. 450. Souligné dans le texte.

² RYERSON (S.B.), idem, p. 441.

³ Ces faits ont pu paraître secondaires ou symboliques à la plupart des historiens et constitutionnalistes. Ils revêtent pourtant la plus grande importance. Cent ans plus tard, le débat politique

Le mouvement démocratique bourgeois échoua au Canada dès 1837-38. Par la suite, il fut question pour cette classe de défendre ses intérêts dans le cadre de l'Empire et à son compte, ce dont la Confédération de 1867 fut la traduction politique. La question des nationalités et les autres questions démocratiques avaient été laissées sans solution.

Quelles sont les répercussions d'un tel échec cent ans plus tard? Y trouve-t-on des éléments qui permettent de rendre compte de la crise canadienne et, notamment, des questions et enjeux politiques principaux soulevés dans les années 50 et 60 au Québec? Ces problèmes sont au cœur de notre recherche.

au Canada intègre la question du « rapatriement de la constitution » puisque le gouvernement canadien n'est toujours pas maître de l'AANB et n'a pas la compétence pour l'amender. Les problèmes reliés à la loi fondamentale qui régit la vie politique, économique, sociale et culturelle d'un pays ont une importance politique décisive. Mais faut-il « rapatrier » l'Acte impérial ou l'abroger ?

Illustration 1

[Illustration 1](#) (page 52, texte original)

Maurice Duplessis avec un représentant
de la hiérarchie ecclésiastique catholique
et de la Sûreté du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Première partie

Une démocratie du XIX^e siècle en 1959

[Retour à la table des matières](#)

Une formule, « le régime de la grande noirceur », est aujourd'hui utilisée couramment et unanimement pour caractériser la vie politique des années 1950 au Québec. Ce régime, mis en place en 1944 par la victoire du parti de l'Union Nationale et de son chef Maurice DUPLESSIS, survivait au début de 1959 malgré le puissant mouvement d'opposition qui s'était développé au cours des années précédentes et dont le mouvement syndical constituait la principale force.

Ce « régime » était-il le seul produit d'une politique, le duplessisme, dans la conjoncture de l'après-guerre, conformément à l'analyse généralement admise ? Ou constituait-il en même temps et, peut-être plus fondamentalement, le véhicule perfectionné des conséquences d'une histoire politique dont nous avons sommairement retracé la genèse au XIX^e siècle ?

Nous pensons quant à nous – et tout en nous gardant de toute application mécanique de notre analyse des origines politiques du Canada à celle de la vie politique du Québec en 1959 – qu'une bonne part des questions démocratiques non résolues au XIX^eme siècle trouvent leur expression dans la forme politique du duplessisme et se concentrent en lui.

En d'autres termes, nous pensons qu'il faut d'abord étudier les fondements sur lesquels pouvait s'appuyer une telle politique. La période consécutive de la « révolution tranquille » apparaîtra dès lors comme une remise en cause de ces fondements en vue du changement de cette politique.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Première partie : Une démocratie du XIX^e siècle en 1959

Chapitre I

LES INSTITUTIONS

1- Institutions politiques, carte électorale, suffrage ¹

Lieutenant-gouverneur et peuple souverain

[Retour à la table des matières](#)

En 1959, les Canadiens ne sont pas maîtres de la loi fondamentale qui régit la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. Cette loi continue de relever de la souveraineté du Parlement britannique qui l'a votée en 1867. Par ailleurs, le Québec, comme les autres provinces du Canada, n'est pas complètement maître de sa « constitution provinciale ».

Le paragraphe 1 de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique stipule que chaque législature provinciale a le droit exclusif d'adopter des lois concer-

¹ Les limites nécessaires de cette recherche nous font centrer l'analyse sur le Québec. Mais même si nous ne les abordons pas, cela ne veut pas dire que les questions démocratiques sont inexistantes dans le reste du Canada! L'idéal serait de les aborder simultanément. Retenons quand même que le Québec étant partie du Canada, les questions démocratiques qui s'y posent sont à plus d'un titre des questions canadiennes, et non pas « québécoises ».

nant sa propre constitution. Cette disposition souffre toutefois d'une exception importante : les provinces ne peuvent adopter des lois en ce qui concerne la fonction de lieutenant-gouverneur.

Les pouvoirs du lieutenant-gouverneur étant généralement considérés aujourd'hui comme honorifiques, on pourrait en déduire qu'il s'agit là d'une disposition d'importance mineure.

Pourtant, en 1919, le Comité judiciaire du Conseil Privé de Londres empêchait la législature du Manitoba de décréter qu'une loi puisse fonder sa validité sur la seule approbation populaire par référendum. Le Comité invoquait à l'appui de sa décision, l'argument juridique selon lequel on ne peut enlever ses prérogatives au lieutenant-gouverneur dont la fonction consiste précisément dans l'approbation des lois, dans leur sanction finale.¹

L'institution du lieutenant-gouverneur était ainsi opposée au plein exercice de la souveraineté populaire. On peut apprécier l'importance non négligeable d'une semblable restriction lorsqu'il s'agirait par exemple de la revendication du droit à l'autodétermination pour un ou des États provinciaux.

Le Conseil législatif

[Retour à la table des matières](#)

Cette restriction du champ démocratique est renforcée, au Québec, en 1959, par l'existence d'une Chambre haute, non élue, à l'image de la Chambre haute fédérale, dont on a vu qu'elles avaient été insérées dès 1864 dans le projet de l'AANB.

Alors qu'elle a été abolie dans d'autres provinces, la Chambre haute, appelée Conseil législatif, existe toujours au Québec.

Créé en 1867 par l'Acte de la Confédération, le Conseil est composé de 24 membres nommés à vie.

« Ses pouvoirs, comme ceux du Sénat canadien, (sont) absolus et il (peut) même faire échec à une mesure de nature financière ».²

Son histoire en effet n'est pas faite que de cérémonies officielles coûteuses. Simplement, à titre d'exemple, on peut constater qu'en matière d'instruction publique, (sur laquelle nous reviendrons plus en détail) le Conseil législatif a joué un rôle actif.

¹ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), GAGNON (François-Marc), et RIOUX (Marcel), *Données sur le Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal (PUM), 1974, p. 151.

² Idem, p. 155.

Si le Québec n'a pas en 1959 de ministère de l'Éducation, cela est dû entre autres raisons, à l'existence du Conseil. Au lendemain de la Confédération, les pressions démocratiques avaient amené la création de la fonction de ministre de l'Instruction publique. Une loi de 1875 devait l'abolir ensuite mais lorsqu'une nouvelle tentative fut faite, en 1897, pour recréer le ministère de l'Instruction publique, le Conseil législatif en empêcha la réalisation.¹

Constatant, en 1963, le caractère anti-démocratique du Conseil, non seulement en matière d'Éducation mais pour l'ensemble des secteurs de la vie politique, la Commission Royale d'enquête sur l'enseignement déclarait que « l'existence d'une chambre haute ainsi constituée met nécessairement un frein à la transformation rapide des lois existantes. »²

Le Sénat fédéral

[Retour à la table des matières](#)

Le même type d'institution, disions-nous, existe au niveau fédéral, depuis 1867. Ses membres ne sont pas élus mais nommés, ce qui déjà la distingue du sénat américain. De plus, contrairement à ce dernier, les provinces en sont absentes comme entités confédérées, ce qui réduit d'autant leur présence dans l'exercice du pouvoir central. Par exemple, comme le signale Gérard BERGERON, absentes du Sénat, les provinces n'ont pas le pouvoir de participer à la nomination des juges de la Cour Suprême.³ Or, il revient à cette Cour de statuer sur la « Constitution » et son application. Nous avons vu, au premier chapitre que telle était bien l'intention des Pères de la Confédération d'ériger un gouvernement central fort et de restreindre en conséquence les pouvoirs des Provinces.

La nomination de la Cour Suprême par le seul gouvernement central illustre l'écart qui sépare la loi de 1867 de la Constitution américaine érigée par le mouvement des États.

En plus d'être seul à nommer les juges de la Cour Suprême, le gouvernement central se voit octroyer par l'article 96 de l'AANB, le pouvoir de nommer et de payer les juges de plusieurs des tribunaux provinciaux.

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *Rapport*, Tome 1, Québec, Gouvernement du Québec, 1965, p. 14.

² Idem, p. 24.

³ BERGERON (Gérard), *Du Duplessisme au Johnsonnisme 1956-1966*, Montréal, Éditions Parti-Pris, 1967, p. 358.

Ainsi au Québec, la Cour d'Appel, dont le juge en chef se trouve être le juge en chef du Québec, est composée de 12 juges nommés par le gouvernement fédéral. La Cour supérieure est composée de 92 juges nommés aussi par Ottawa. ¹

L'indépendance de la Magistrature

[Retour à la table des matières](#)

En elle-même, la seule « nomination » des juges, qu'elle soit faite par le gouvernement central ou les gouvernements provinciaux, ne permet pas d'assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire. C'est en visant à cette indépendance vis-à-vis de l'exécutif que la révolution démocratique américaine avait opté pour la désignation des juges par voie électorale.

Au Québec, constatait BERGERON, en 1960, « la magistrature est servie ». Et il ajoutait, sans toutefois faire état des origines politiques du phénomène : « non pas, bien sûr, en sa totalité et en ses traditions essentielles, mais en certains de ses membres ou pour certains secteurs de son exercice. Rien d'étonnant avec le mode de nomination des magistrats, invariable depuis 40 ans. » ²

La carte électorale

[Retour à la table des matières](#)

La carte électorale est sans doute une des expressions les plus nettes de ce que le Québec en 1959 porte l'empreinte de l'échec de la révolution démocratique du XIX^e siècle.

Au sujet de cette carte, le politologue Robert BOILY rappelait récemment qu'avant les années 60, elle n'avait fait l'objet d'aucune retouche. Pendant plus de cent ans. Son principal défaut, disait-il, c'est que depuis le début du siècle la surreprésentation très forte des comtés ruraux au détriment des centres urbains, et principalement de Montréal, n'a fait que s'accroître. ³

Elaborée à une époque où la population rurale agricole du Québec était largement dominante, la carte continuait, en 1959 à répercuter cette situation alors que la réalité

¹ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), op. cit., pp. 158-159.

² BERGERON (Gérard). op. cit., p. 211.

³ BOILY (Robert), *La réforme électorale au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, p. 29.

démographique et sociale était pourtant depuis longtemps complètement inversée.¹ (voir le tableau page suivante).

C'est en le constatant que la Fédération des Unions Industrielles du Québec, déclarait à son congrès de 1954 que « ...la partie industrialisée de cette province, (est) représentée par 23 députés sur 92, soit 25 % de la députation. »²

Si l'on considère l'effet de cette carte sur les partis politiques, il est clair qu'en surreprésentant le vote rural et en sous-représentant le vote urbain, elle favorisait largement les partis à base sociale rurale et maintenait en sous-représentation permanente les partis à base urbaine. C'est entre autres ce qui explique les victoires électorales de l'Union Nationale.³

Mais, plus fondamentalement, outre qu'elle agissait sur le rapport de forces entre les partis, la carte électorale avait deux conséquences distinctes sur la vie politique générale : d'une part elle était un instrument privilégié aux mains d'une politique réactionnaire et elle contribuait au triomphe de cette politique. D'autre part, elle travaillait activement contre le mouvement d'opposition en l'empêchant de répercuter sa force sur la scène politique et de mesurer son progrès.

HAMELIN et GARON ont noté que la carte « a longtemps étouffé les aspirations des urbains et saboté les idées neuves ». ⁴ Justement ses effets ne concernaient pas que les deux partis dominants, l'Union Nationale et le Parti Libéral. Car le Parti Libéral, comme nous le verrons, n'était pas, au moins avant 1959, un réservoir d'idées neuves, ni le tremplin politique pour ces idées.

En revanche, face au duplessisme, la principale force de changement était le mouvement ouvrier organisé. C'est sur lui et contre lui, contre le programme de revendications qu'il mettait en avant, que la carte électorale, parmi d'autres facteurs, avait ses principaux effets.

Jouant la campagne minoritaire, contre la ville, l'Union Nationale se taillait, avec le découpage des circonscriptions électorales, une majorité parlementaire et menait une politique en conséquence.

¹ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), ...op. cit., p. 40; tableau 2. 1, Répartition de la population.

² FONDS de la FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC, Archives, Université Laval, 230/3/30. Ce fonds d'archives a depuis lors été déposé au Centre de documentation de la FTQ à Montréal.

³ LEMIEUX (Vincent), *Quatre élections provinciales au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, 246 p.

⁴ HAMELIN (Jean), et GARON (André), « Introduction », in : LEMIEUX (Vincent), idem, p. 5.

Illustration 2

[Illustration 2](#) (page 60, texte original)

Répartition de la population urbaine, rurale agricole
et rurale non agricole, Québec, Ontario, Canada,
1891-1971, années de recensement.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada, 1891, 1901, 1911, 1921, 1931, 1941, 1951, 1961, 1966, Ottawa.

[Retour à la table des matières](#)

La Fédération des Unions Industrielles, dont l'orientation politique était à l'époque la plus avancée, était consciente de cette situation et de ses résultats :

« Le gouvernement, déclarait-elle, doit cesser d'envisager le problème (de l'industrialisation et ses répercussions) sous un seul angle, l'agriculture et de donner une importance secondaire au problème ouvrier. Si on considère la politique du gouvernement actuel, nous trouvons que c'est une politique opportuniste pour conserver l'appui de la classe détenant le plus de comtés électoraux. » 18 » ¹

Les aspirations des villes, où se trouvent concentrées les masses ouvrières, n'avaient pas d'écho politique auprès d'un gouvernement s'appuyant sur d'autres intérêts. Mais parallèlement, la carte électorale agissait comme un frein puissant vis-à-vis des tentatives d'expression politique indépendante du mouvement ouvrier organisé, en rupture avec le duplessisme. Sans insister davantage pour le moment sur cet aspect déterminant de la vie politique au Québec, il convient de noter que si d'un côté le duplessisme avait comme effet de rejeter le mouvement ouvrier dans le camp de l'opposition, la carte électorale s'ajoutait à d'autres obstacles pour empêcher cette opposition de trouver une voie sur le terrain politique.

Les comtés « protégés »

[Retour à la table des matières](#)

Il existe aussi une autre dimension capitale du retard démocratique du Québec en matière de géographie électorale, en 1959. C'est la persistance de 17 « comtés protégés » ou « circonscriptions privilégiées » parmi les 92 existantes.

En 1867, la démocratie électorale avait été considérablement restreinte dans le cas de 12 des 65 circonscriptions qui existaient alors. Ces 12 circonscriptions étaient habitées en majorité par des Canadiens anglais du Québec. Il fut inscrit à l'article 80 de l'AANB que les frontières de ces circonscriptions ne pourraient jamais être modifiées sans l'accord de la majorité absolue des députés concernés. Or, avec le temps, ces circonscriptions avaient vu leurs majorités anglophones être remplacées par des majorités francophones. Pourtant, non seulement le « privilège colonial » ² avait été maintenu, mais il fut étendu à cinq autres circonscriptions.

¹ FUIQ, « Incompatibilité », « Les Nouvelles Ouvrières », Montréal, décembre 1952, p. 2, in : TREMBLAY (Louis-Marie), *Le syndicalisme québécois-Idéologie de la CSN et de la FTQ -1940-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972, p. 179.

² BOILY (Robert), op. cit., p. 96. Il s'agit au total des circonscriptions de Richmond, Wolfe, Mégantic, Shefford, Hull, Sherbrooke, Stanstead, Argenteuil, Compton, Pontiac, Huntingdon, Brome, Missisquoi, Gatineau, Papineau, Labelle, et Frontenac. Voir à ce sujet BERNARD (André), *Les inégalités de représentations. La carte électorale du Québec. 1867-1967*. Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1969 et BONENFANT (Jean-Charles), « Les douze circonscriptions électorales 'privilégiées', *Cahier de Géographie du Québec*, Avril-septembre 1962, pp. 161 et suivantes.

Ce seul exemple montre bien que l'AANB n'apportait pas de solution démocratique aux rapports nationaux entre Canadiens français et Canadiens anglais. Mais en outre, le maintien de ces circonscriptions inscrites dans l'Acte de 1867, fut un sérieux point d'appui au refus persistant de l'ensemble des gouvernements de mettre un terme à la surreprésentation rurale.

C'est en s'attaquant à la perpétuation de ces 17 « petites féodalités du siècle dernier » aussi bien qu'au caractère antidémocratique de la carte électorale dans son ensemble, que Gérard BERGERON pourra écrire en 1966 :

« En cartographie électorale, l'État du Québec n'est pas encore entré dans le siècle vingtième! »¹

Le suffrage municipal

[Retour à la table des matières](#)

En 1959, le Québec n'est pas non plus entré dans le XX^eme siècle en ce qui concerne le mode du suffrage municipal.

La Ville de Montréal compte à cette époque une population d'environ 1,140,000 habitants.² Ce chiffre n'inclut que la population qui réside à l'intérieur des frontières politiques de la ville et non pas la population des autres municipalités de l'île aussi bien que de la banlieue. Mais un million de population c'est déjà 1/5 de la population du Québec, qui compte, selon le recensement de 1961, 5,259,211 habitants.³

Le mode de désignation du Conseil municipal est tout à fait typique des systèmes en vigueur avant les révolutions démocratiques et l'avènement du suffrage universel. Il est conforme à la conception que s'en faisait John A. MACDONALD, Georges E. CARTIER et les Pères de la Confédération.

Les 99 conseillers sont divisés en trois « classes », A, B et C, comprenant 33 conseillers chacune.

Les trente-trois conseillers de la classe A sont élus par les seuls propriétaires. Les trente-trois conseillers de la classe B sont élus au suffrage universel. Enfin, les trente-trois conseillers de la classe C ne sont pas élus mais désignés directement par les « corps professionnels ».⁴

¹ BERGERON (Gérard), op. cit., pp. 343-344.

² VILLE DE MONTRÉAL, « Administration municipale », document ronéotypé, décembre 1974, première partie : « La fondation de Montréal et l'évolution de ses systèmes administratifs », Division des Archives.

³ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), ...op. cit., 2.1 Répartition de la population, p. 35.

⁴ VILLE DE MONTRÉAL, op. cit., Division des Archives.

Depuis l'inauguration du système en juin 1940, treize corps sont ainsi habilités par législation provinciale, à désigner leurs représentants. Il est intéressant, d'ailleurs, d'en dresser la liste telle qu'établie en 1940 :

Le Montréal Board of Trade désigne deux conseillers; La Chambre de Commerce du District de Montréal, deux; La Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal, un ; le Montréal Junior Board of Trade, un ; la Canadian Manufacturers Association, (Montréal Branch) trois ; l'Association des marchands détaillants du Canada Inc., section de la province de Québec, bureau de Montréal, trois; la Ligue des Propriétaires de Montréal, trois; l'Université de Montréal, trois ; l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, trois; la Ligue du Progrès Civique, trois; le Comité des Citoyens de Montréal, trois ; le Conseil Central des Syndicats catholiques nationaux de Montréal, trois; et, enfin trois « personnes agissant sous le nom de Conseil des Métiers et du Travail de Montréal ». ¹

Quinze conseillers sur trente-trois sont des représentants directs du patronat. Le patronat trouve en outre une représentation au sein de la classe A ainsi que dans ces organismes érigés en corps publics que sont la Ligue du Progrès Civique et le Comité des Citoyens de Montréal. Une seule organisation syndicale, le Conseil Central des Syndicats catholiques (C.T.C.C.) se voit reconnue officiellement comme corps public et habilitée à désigner ceux qui la représentent; les trois autres syndicalistes sont officiellement membres du Conseil municipal à titre individuel et non comme représentants du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal qui n'est pas reconnu. ²

Au-dessus du Conseil municipal domine un comité exécutif composé de six membres. Chacune des trois classes de conseillers désigne deux de ces membres.

Le maire, enfin, est élu, lui, au suffrage universel.

Voilà donc ce système largement corporatiste tiré du Moyen-Âge qui, en 1959, régit la vie politique de Montréal, l'une des deux plus grandes villes du Canada, l'autre étant Toronto.

Le suffrage universel ne sert à désigner que le tiers des conseillers. Les propriétaires, minoritaires dans la population, en désignent aussi un tiers, alors qu'ils ont déjà trois conseillers dans la classe C désignés par la Ligue des propriétaires.

On est ainsi resté très proche du mode de désignation du Conseil municipal mis en vigueur au mois d'août 1840. À cette époque, Montréal s'était vu accorder une nouvelle charte donnant au gouverneur-général le pouvoir de désigner pour un premier mandat les 18 membres du conseil de ville. ³ À partir de cet héritage, la « démocratie » à Montréal, a évolué par la suite, en s'élargissant ou se rétrécissant selon les conjonctures, pour finalement se figer dans le système que nous venons de décrire jusqu'aux années 1960.

¹ VILLE DE MONTRÉAL, « Conseillers C », 1940, Division des Archives.

² Le caractère corporatiste du système ne tient pas à la faible représentation qu'y ont les syndicats, mais au fait qu'ils y sont intégrés comme d'autres organismes à l'administration municipale. On constate par ailleurs qu'au sein du système, propriétaires et patrons dominent largement.

³ VILLE DE MONTRÉAL, op. cit., Division des Archives.

2- l'Église et l'État : Les structures de l'éducation héritées du régime de l'empire

[Retour à la table des matières](#)

Le système d'Éducation en vigueur au Québec en 1959 sort tout droit de la trentaine d'années qui, suite à l'échec des mouvements démocratiques de 1837-38 dans le Haut et le Bas-Canada, voient se mettre en place le régime de l'Union en 1841 et le régime de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, en 1867.

Nous avons noté dans le préambule historique que la séparation de l'Église et de l'État et l'établissement d'un système scolaire public et général figuraient au programme des mouvements démocratiques de la première moitié du XIX^e siècle. Les trente-quatre années qui vont de 1841 à 1875 marquent l'édification progressive d'un système qui, fondé sur des bases confessionnelles, passe peu à peu de la responsabilité partagée État-Église à la responsabilité exclusive de l'Eglise catholique et protestante.

Pour comprendre le système d'Éducation en vigueur au Québec en 1959, il faut partir des lois et des institutions qui le régissent. Or ces lois ont été élaborées précisément entre 1841 et 1875. Ce n'est donc pas tout à fait un historique que nous faisons, même si nous partons de 1841. C'est un retour sur le... présent, lui-même expression du passé.

Dès l'entrée en vigueur de l'Union, une loi de 1841 crée le poste de surintendant de l'Instruction publique pour l'ensemble des deux provinces unifiées.¹

Cette loi affirme créer un système unique d'écoles communes pour tous les enfants d'une localité, mais déjà par sa reconnaissance d'un privilège de « dissidence » elle jette les bases de deux systèmes scolaires catholique et protestant complètement séparés.

Par ce privilège, tout groupe qui professe une religion différente de celle de la majorité peut bénéficier d'une école séparée administrée par des syndicats investis des mêmes pouvoirs et des mêmes droits que les commissaires des écoles dites communes.

Il ne s'agit donc pas d'un système qui, fondé sur l'École unique, accorderait à des minorités ethniques ou linguistiques, selon leurs chiffres de population, le droit aux subventions de l'État. Il s'agit au contraire d'un système qui fixe les majorités et les

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT dans son Rapport, op. cit., pp. 7-16 et 23-46.

minorités sur la base de l'appartenance religieuse. Plus encore, le « privilège de dissidence » n'est pas un droit reconnu aux minorités religieuses d'administrer à leur frais des écoles confessionnelles séparées répondant à leur choix. C'est un privilège qui permet d'entretenir sur les fonds publics un système parallèle d'écoles confessionnelles séparées.

La loi de 1841 paraît conçue en fonction des intérêts de l'Église protestante. Celle-ci établira d'ailleurs rapidement des écoles séparées dans bon nombre de localités. Mais, de cette manière, la loi sert aussi bien les intérêts de l'Église catholique qui pourra diffuser un enseignement exclusivement catholique dans des écoles qui, juridiquement, ont le statut d'écoles communes. À travers le contrôle des deux Églises, c'est l'Empire qui en 1841, trouve son intérêt dans ce système fondé sur la confessionnalité. L'Église protestante et l'Église catholique ont toujours été, dans la période précédente, des soutiens actifs de sa politique. Elles disposent avec l'École d'un terrain de choix pour diffuser le même enseignement.

Ainsi, en 1841, – le système est resté tel quel en 1959 – le système scolaire du Bas-Canada présente cet apparent paradoxe : dans l'ensemble de la province, sauf à Montréal et Québec, la minorité religieuse a le privilège de constituer des écoles confessionnelles qui en ont le statut juridique, fermées aux enfants d'autres confessions, et qui sont subventionnées par l'État. La majorité dispose d'écoles communes, en principe ouvertes à tous les enfants, quelle que soit leur appartenance religieuse, qui n'ont donc pas le statut juridique d'écoles confessionnelles, mais qui en ont tous les attributs, parce qu'elles ne recrutent finalement qu'au sein d'une même confession.

La Commission Royale d'enquête sur l'enseignement écrit :

« À côté de ces écoles confessionnelles de droit, les écoles communes de droit devinrent, elles, confessionnelles de fait là où la quasi-totalité de la population était catholique ou protestante aussi bien que dans les endroits où avait surgi une école dissidente. » ¹

À Montréal et Québec, toutefois le problème est différent aux yeux des autorités de l'Union. Dans ces deux villes, en effet, la population protestante très concentrée est prédominante à cette époque. Mais, sans qu'on puisse lui accorder le privilège de la dissidence comme lorsqu'elle est en minorité, et puisqu'il s'agit d'établir un système fondé sur la confessionnalité, la loi de 1846 va mettre en place deux véritables corporations confessionnelles distinctes, fondées juridiquement, l'une catholique, l'autre protestante. Ces deux corporations ont théoriquement le double statut d'écoles confessionnelles et communes : elles doivent admettre tous les enfants sans distinction de religion. La séparation juridique va au contraire durcir le caractère confessionnel et réduire d'autant le caractère commun des deux systèmes scolaires ainsi érigés. Cette solution adoptée pour les deux villes les plus peuplées de la province éclaire d'ailleurs singulièrement le but que poursuivait l'Union pour l'ensemble du secteur de l'Éducation : il ne s'agissait pas de reconnaître des droits démocratiques, mais d'attribuer aux autorités de chaque groupe confessionnel dominant leur propre système d'Éducation séparé.

¹ Idem, pp. 11-12.

Ce que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique va faire à ce sujet c'est élever la confessionnalité de l'Éducation au rang d'une loi de l'Empire constitutive du Canada et renforcer ainsi son caractère dominant sur l'ensemble du système.

De 1841 à 1867, le mouvement de confessionnalisation n'a fait que s'accroître, si bien que lorsque l'AANB est promulgué les positions sont déjà bien en place.

L'article 93 de l'Acte reconnaît le droit exclusif de chaque province de légiférer en matière d'Éducation. À cette exception près que les provinces n'ont pas le droit de porter atteinte à la confessionnalité acquise sous l'Union.

La première disposition de l'article 93 se lit ainsi :

« 93. Dans chaque province et pour chaque province, la législature peut exclusivement édicter des lois sur l'enseignement, sous réserve et en conformité des dispositions suivantes :

(1) Rien dans une telle législation ne doit porter préjudice à un droit ou privilège que la loi, lors de l'Union, attribue dans la province à une classe particulière de personnes quant aux écoles confessionnelles ; » ¹

Pareille disposition constitue davantage qu'une simple exception. Théoriquement, l'AANB ne fait que préserver le privilège de dissidence des minorités religieuses. En fait, il insère sous forme d'une loi de l'Empire, le principe de la confessionnalité dans le système d'Éducation.

À moins donc d'une rupture fondamentale avec l'AANB, les Provinces ne peuvent édifier leur système d'Éducation sur des bases autres que la reconnaissance de la confessionnalité.

Dans les Provinces où les minorités religieuses sont peu nombreuses, la très grande majorité des écoles pourront garder l'allure d'écoles communes. Mais au Québec, on verra mieux les véritables conséquences de l'AANB.

Comme le signale la Commission d'enquête sur l'enseignement :

« La portée présente de ces restrictions d'ordre constitutionnel, en ce qui concerne la province de Québec, semble se résumer à ceci : que la législation scolaire du Québec doit, sous peine d'invalidité, respecter les droits et privilèges que les lois du Bas-Canada reconnaissaient effectivement, en 1867, aux catholiques romains et aux protestants quant aux écoles confessionnelles publiques. » ²

Dès 1869, les premiers effets de l'AANB sont traduits dans une législation complémentaire, votée au Québec.

¹ ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE, article 93, dans COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, op. cit., p. 13.

² COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, op. cit., p. 23.

On revise profondément le Conseil de l'Instruction publique créé en 1856, comme organisme dirigeant du système scolaire autour de la personne du Surintendant.

Le Conseil s'est, jusqu'en 1867, maintenu tant bien que mal comme organisme unifié même s'il est composé de catholiques d'un côté et de protestants de l'autre.

Mais en 1869,

« Le dit conseil, aussitôt après sa réorganisation en vertu de cet acte, se divisera en deux comités, l'un d'eux composé des membres catholiques romains, et l'autre des membres protestants, et ce qui est du ressort du dit conseil sera renvoyé à chacun des dits comités respectivement, en autant que les intérêts de l'Éducation des catholiques et des protestants respectivement pourront y être particulièrement concernés. » ¹

Davantage encore, la loi prévoit que, sur un vote majoritaire de l'un ou l'autre comité, le lieutenant-gouverneur peut être requis de créer deux Conseils de l'Instruction publique, l'un catholique, l'autre protestant.

Les subventions accordées par l'État aux deux comités sont divisées en deux selon le chiffre de la population de chaque confession. Les propriétaires des corporations religieuses et des « institutions charitables » sont exemptes de taxe. Québec et Montréal conservent leurs corporations scolaires confessionnelles.

Ainsi c'est surtout la structure au sommet que vise la loi de 1869, en laissant intactes les bases déjà établies et consolidées en 1867. La confessionnalité régit maintenant tout le système à chacun de ses niveaux.

« Cette loi scolaire de 1869, promulguée par notre première législature provinciale, accentuait fortement la division confessionnelle, orientait le système protestant vers une autonomie plus grande, accordait de notables privilèges financiers aux institutions religieuses ou charitables, catholiques et protestantes. » ²

Un nouveau pas dans la même direction sera pourtant franchi par une loi de 1875.

Depuis 1869, le Conseil de l'Instruction publique est composé de 21 membres, 14 catholiques et 7 protestants. Dorénavant, par la loi de 1875, les évêques catholiques occuperont d'office le tiers des sièges du Conseil. Les deux autres tiers seront nommés à vie par le lieutenant-gouverneur, protestants et catholiques en nombre égal.

De même, la loi de 1875 accentue les prérogatives déjà larges des deux comités confessionnels. À tel point que les séances plénières du Conseil qui réunissaient depuis 1869 les deux Comités, deviennent parfaitement inutiles. Les comités ne se réunissent plus qu'en de rares occasions; ils gèrent chacun séparément leurs propres affaires. Par exemple en 1959, cela fait plus de cinquante ans qu'ils n'ont pas tenu de

¹ *Idem*, p. 14.

² *Idem*, p. 14

réunion commune. Leur dernière réunion remonte à 1908. En 1960, ils se réuniront pour « célébrer » le centenaire du Conseil de l'Instruction publique.¹

Rappelons, enfin, que la loi de 1875 abolit le poste de ministre de l'Instruction publique qui avait remplacé celui de surintendant depuis 1868.

On est ainsi parvenu au point d'aboutissement d'un processus qui a mené de la reconnaissance du privilège de dissidence à l'évacuation complète de tout caractère public du système d'Éducation. Seules les subventions proviennent du gouvernement. Mais dès 1883, celui-ci s'est engagé à ne présenter à la législature aucun loi concernant l'Éducation sans avoir consulté le Comité catholique ou le Comité protestant, selon le cas.

En 1959, la loi de l'Instruction publique continue d'assurer aux Comités la responsabilité des règlements pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles qui sont sous leur juridiction ; elle leur donne aussi toute autorité sur la formation, la certification et les conditions d'engagement des maîtres, et les rend entièrement responsables de tout le matériel didactique. Elle mentionne expressément depuis 1888 parmi les devoirs des commissaires d'écoles, celui de voir à ce que « les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études et aux règlements du comité catholique ou protestant... »²

Du primaire à l'Universitaire, rien n'échappe au contrôle de l'Église : ainsi la distinction entre un secteur public et un secteur privé est-elle purement fictive. Le secteur public est, grosso modo, celui des écoles élémentaires et secondaires. Il n'a rien de public si ce n'est d'être régi par une législation qui confie à l'Église le soin d'en assumer la direction. C'est aussi l'Église qui domine par les collèges classiques, (du côté catholique) le seul enseignement secondaire qui conduise à l'Université. Parce que cet enseignement n'entre pas dans le cadre de la législation mais aussi sans doute parce qu'il n'est pas gratuit, on le qualifie de « privé ». Du côté protestant, les High Schools confessionnels « publics » permettent l'accès à l'Université. (Cette différence importante est étudiée plus loin). Enfin, six universités complètent la structure du système scolaire du Québec, dont trois catholiques et de langue française : Laval, Montréal et Sherbrooke. Ces institutions ont été constituées par des chartes civiles ; elles sont également régies par des chartes pontificales, en vertu desquelles l'évêque du lieu est aussi chancelier de l'Université. Les trois universités de langue anglaise ne sont pas confessionnelles.

Depuis cent ans, l'État n'a aucun contrôle sur l'enseignement. Le système est fragmenté, brisé, sans loi unique, sans coordination aucune. Il est aux mains de fiefs religieux jaloux de leurs privilèges, retranchés dans leurs comités non élus, nommés à vie, qui n'ont de compte à rendre qu'à eux-mêmes. Sans doute, en 1959, est-il difficile de trouver à l'échelle des pays capitalistes avancés du monde, un système aussi étouffant dans lequel la démocratie n'a pas pénétré.

Revenant sur les origines de ce système d'Éducation, la Commission Royale d'enquête sur l'enseignement écrit :

¹ *Idem*, p. 31.

² *Idem*, Tome 4, p. 58.

« L'anti-cléricalisme, le mouvement libéral et laïque, l'opposition au rôle de l'Église catholique dans l'éducation et dans la société, qui avaient été assez forts dans certaines couches de la population de langue française durant presque tout le 19^e siècle, ici comme en Europe, se sont tus vers la fin du siècle faisant place à une unanimité complète, du moins apparemment, dans la foi catholique. » ¹

Ces mouvements se sont tus parce qu'ils ont été vaincus. Car seule la défaite des mouvements démocratiques du XIX^e siècle permet d'expliquer qu'un appareil aussi puissant ait pu s'ériger et se maintenir encore au Québec en 1959.

3- Une législation anti-ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Les retards démocratiques constatés aux niveaux des institutions politiques, de la carte électorale, du suffrage municipal et de l'Éducation se répercutent sur les rapports sociaux, en 1959, au Québec.

Sans épuiser l'ensemble de ces rapports, les « relations du travail », les rapports Gouvernement-patronat-syndicats en constituent un indice certain. La législation du travail, elle-même, traduit les politiques adoptées face à des questions démocratiques et sociales fondamentales.

Il n'est pas jusqu'aux organisations syndicales, leurs origines, leurs constitutions, leurs structures, leurs « idéologies » et leurs traditions qui ne reflètent jusque dans une certaine mesure ces retards démocratiques généraux.

Dans cette section, nous étudions d'abord la législation du travail en vigueur au Québec à la fin des années 1950. Nous examinons ensuite les traits caractéristiques de deux organisations syndicales, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (C.T.C.C.) et la Corporation des Instituteurs Catholiques (C.I.C.), du point de vue de leurs origines, de leurs structures, de leurs constitutions et de leurs orientations.

Attribuer la législation du travail de l'après-guerre à la seule conjoncture « québécoise » serait évidemment erroné. Les rythmes internationaux du développement des luttes ouvrières et des législations gouvernementales empêchent toute analyse de ce type. À plus forte raison, la réalité même du « continent » nord-américain, l'imbrication du Québec et du Canada dans l'économie américaine, l'appartenance de plusieurs centaines de milliers de travailleurs du Québec et du Canada aux organisations syndicales nord-américaines ne permettent pas d'isoler la législation du travail au Québec et d'en faire un produit strictement « local ».

¹ *Idem*, Tome 4, p. 80.

Il est certain par ailleurs que la législation d'ici n'est pas une simple reproduction des législations des grands pays capitalistes, à commencer par les États-Unis. Il faut faire leur part aux effets locaux et aux expressions locales des déterminations internationales. Il faut aussi tenir compte de l'héritage politique particulier du pays, du degré de développement démocratique qu'il atteint et qui pèse sur les rapports sociaux.

Ces relations ne sont pas simples à établir. Dans le cadre de cette recherche, nous ne pouvons établir ce qui ne serait même qu'un parallèle entre le développement du mouvement ouvrier du Québec, du reste du Canada et des États-Unis, dans les années 1950, ou entre les législations gouvernementales du travail dans chaque partie de ce continent.

Nous nous limiterons à décrire la législation du travail telle qu'elle était sous le gouvernement DUPLESSIS, en donnant parfois des points de repères, éléments de comparaison avec la législation américaine.

Il n'y a pas au Québec, en 1959, de Code du travail ou, ce qui revient au même, de régime unique applicable à l'ensemble des relations du travail et comportant éventuellement des modalités particulières pour chaque secteur.

Des lois, en principe de portée générale et des éléments de législations ajoutés aux lois plus générales ont été votés au cours des années. Tout cela n'est pas coordonné, sinon par le but poursuivi, si bien qu'il est fort difficile de s'y retrouver.

Quatre lois en vigueur ont été adoptées, respectivement en 1924, la Loi des syndicats professionnels, en 1934, la Loi de la convention collective, en 1944, la Loi des Relations Ouvrières et en 1944 aussi la Loi des Différends entre les Services publics et leurs salariés, incluant les corporations municipales et scolaires et leurs salariés, employés du transport, des communications, enseignants, etc.¹

La Loi des syndicats professionnels régit le statut juridique des syndicats qui demandent leur incorporation. Elle accorde complète discrétion au Secrétaire de la Province quant à l'autorisation nécessaire à la formation d'un syndicat incorporé, quant aux règlements internes du syndicat qui doivent lui être soumis, quant aux pouvoirs du syndicat.

À l'origine, cette loi a été revendiquée par la C.T.C.C. pour que soit donné aux syndicats catholiques un statut légal officiel. Ainsi, tous les syndicats ne sont pas tenus d'obtenir leur incorporation en vertu de cette loi, mais ceux qui le souhaitent doivent souscrire aux exigences du Secrétaire de la Province. La plupart des syndicats catholiques ont demandé et obtenu leur incorporation. Très peu de syndicats internationaux en ont fait la demande.

De son côté, en même temps qu'elle reconnaît le principe des contrats collectifs, la Loi de la convention collective a pour but de réglementer la concurrence entre les entreprises par l'application de « standards minimums », en matière de salaires et de conditions de travail. La loi vise ainsi à ce que ne soit pas compromise la position

¹ CARDIN (Jean-Réal), « Syndicalisme chrétien et Droit québécois du travail : 1947-1957 », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 13, no 1, janvier 1958, pp. 28-40.

concurrentielle des entreprises qui font face à des groupes de travailleurs organisés en syndicat. Ainsi par « l'extension juridique », on cherche à étendre à l'ensemble d'un métier, à toute une région, à tout un secteur, les conditions de travail et de salaires qui ont été négociées par exemple localement par un groupe de travailleurs. Tel est le but officiel de cette loi. Le sociologue Jean-Réal CARDIN signale qu'à partir de 1944, les employeurs s'appuient sur la Loi de la convention collective pour s'en tenir aux « standards minimums » et refuser ainsi la négociation et la convention collective.¹ Ils préfèrent attendre que, par extension, les conditions négociées « ailleurs » soient appliquées à leurs entreprises plutôt que d'avoir à reconnaître un syndicat et négocier localement avec lui.

Cette loi fut adoptée dans le contexte de la crise des années 30.² Dans l'ensemble des pays capitalistes occidentaux la combativité ouvrière est à l'époque extrêmement forte et le chômage élevé. Des lois semblables ont été adoptées en Grande-Bretagne, la même année, dans d'autres provinces du Canada de 1935 à 1939, en France, le 24 juin 1936, dans le cadre des Accords Matignons qui suivent les grèves avec occupation d'usines et la constitution du gouvernement de Front populaire. La mise en vigueur du Fair Labor Standards Act qui établit des bases minimums de salaires est aussi votée aux États-Unis en 1938 alors qu'un an plus tôt, la Cour Suprême des États-Unis a reconnu la constitutionnalité du Wagner Act qui marque la conquête officielle du droit d'organisation.

La Loi des Relations Ouvrières, votée par le gouvernement libéral d'Adélard GODBOUT et sanctionnée le 3 février 1944 a une portée plus générale que les deux premières.

Elle vise d'abord à restreindre le droit d'association en réglementant son exercice. Le syndicat doit regrouper au moins 60% des salariés d'une unité pour recevoir son certificat de reconnaissance officielle de la part d'une Commission gouvernementale des Relations Ouvrières créée par la même loi.

L'exercice du droit de grève est considérablement limité par une double procédure qui le conditionne. Le syndicat doit d'abord recourir à la conciliation, puis, en cas d'échec à l'arbitrage. S'il rejette la décision arbitrale, le syndicat peut alors recourir à la grève.

La Commission, des Relations Ouvrières est composée de cinq membres nommés par le gouvernement dont deux représentent en principe les organisations syndicales mais sans avoir été nommés par elles. Par ailleurs, la Commission n'a pas l'obligation d'entendre les parties avant de rendre ses décisions en matière de certification; elle n'a pas non plus à motiver ses décisions.

La Loi des Relations Ouvrières constitue, elle, une réplique directe aux nombreuses grèves de l'année 1943.³ Dans plusieurs villes et secteurs, les travailleurs ont

¹ CARDIN (Jean-Réal), *idem*, pp. 28-40.

² BERNIER (Jean), « L'extension des conventions collectives dans le droit du travail : France, Grande-Bretagne et Canada », *Relations Industrielles*, vol. 24, no 1, janvier 1969, pp. 141-166.

³ De 1941 à 1944, le nombre de grèves a presque quadruplé au Québec. Pendant les années 30, il y avait 23 grèves en moyenne par année. De 1941 à 1944, cette moyenne annuelle s'est élevée à 82 grèves. Ce n'est qu'après 1960 que le nombre de grèves redeviendra aussi élevé que pendant la guerre. Voir DAVID (Hélène), *L'activité de grève au Québec de 1945 à 1967 : une analyse sociologique*, thèse de doctorat de 3e cycle, Paris, Ephe, 6e section, mai 1975, pp. 183-184.

quitté le travail : ainsi à Jonquière, Kénogami, Riverbend, les ouvriers de la Price Brothers et Co. ; ainsi à Dolbeau, les ouvriers de la Lake St-John Power and Paper Co.; à Montréal, les travailleurs des services publics, pompiers, fonctionnaires municipaux et employés des tramways.¹ Mais la loi de 1944 suit aussi d'une année, le Smith-Connolly Act qui en 1943 vise à enrayer le mouvement des grèves, sans exception victorieuses, du syndicat des mineurs de John L. LEWIS aux États-Unis. Le Smith-Connolly Act donne au Président américain le pouvoir de saisir les usines et les mines dont la production est arrêtée par des grèves.²

Ces grèves sont déclenchées en pleine guerre mondiale en dépit du fait qu'aux États-Unis comme au Canada, les dirigeants syndicaux se sont associés aux mesures gouvernementales décrétant l'interdiction du recours à la grève.³

Au Québec, le même mouvement mène en 1944 sous le nouveau gouvernement DUPLESSIS à l'adoption de la Loi des Différends entre les services publics et leurs salariés. Cette loi complète la Loi des Relations Ouvrières qui vaut pour l'ensemble des secteurs.

La Loi des Différends constitue une version renforcée et élargie d'une législation votée en 1939 par le premier gouvernement de Maurice DUPLESSIS. Cette législation intitulée « Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés »⁴ visait principalement les employés d'hôpitaux. C'était la première fois qu'un groupe de travailleurs se voyait interdire le recours à la grève en toutes circonstances. Toutes les questions de salaires, d'horaires de travail, et de conditions générales de travail devaient dorénavant être soumises à un tribunal d'arbitrage de trois membres dont la sentence était exécutoire.

En 1944, la Loi des Différends entre les services publics et leurs salariés, étend l'interdiction de grève et le recours à l'arbitrage obligatoire et exécutoire à l'ensemble des travailleurs des services publics. Fonctionnaires, employés municipaux et scolaires, enseignants, travailleurs des transports, travailleurs hospitaliers, travailleurs des communications, pompiers, et tous les salariés des services considérés comme publics sont touchés.

Il s'agit, véritablement, d'une offensive en règle. C'est sous cette loi, notamment, qu'en janvier 1949, l'Alliance des Professeurs de Montréal sera décertifiée pour avoir déclenché une grève de 6 jours.⁵

Il n'est pas inutile de rappeler que cette période d'après-guerre correspond aux États-Unis à la reprise d'un puissant mouvement de grèves face auquel l'État réagit par le vote de la loi Taft-Hartley. En août 1945, à la General Motors, les travailleurs de l'auto, membres de l'UAW-CIO dirigé par Walter REUTHER déclenchent la

¹ CHARTIER (Roger), « Modification de la Loi des Relations Ouvrières » Commentaires, *Relations Industrielles*, vol. 15, no 1, janvier 1960, pp. 102-105.

² DALE (Léon A.), « Les syndicats dans la vie américaine » (1) *Relations Industrielles*, vol. 17, no 3, juillet, 1962, pp. 310-320.

³ Ibidem.

⁴ CHARTIER (Roger), « La création du ministère du Travail, l'extension juridique des conventions collectives, et les années d'avant-guerre » (1931-1939), *Relations Industrielles*, vol. 18, no 2, avril 1963, p. 228.

⁵ BOULANGER (J. O. L.), juge de la Cour Supérieure, District de Québec, Jugement No 74282, rendu le 9 octobre 1957.

grève. Elle dure jusqu'en mars 1946. De la fin de janvier à la fin de février 1946 c'est au tour de 750,000 travailleurs de l'acier de cesser le travail. Du 12 avril au 29 mai, puis en novembre les mineurs se joignent au mouvement. La grève de novembre des 300,000 mineurs dirigés par LEWIS sera brisée par une loi du gouvernement.

En 1947, la loi Taft-Hartley prévoit, parmi d'autres mesures, la réglementation du droit de grève, l'obligation pour les syndicats de déposer auprès du gouvernement des rapports financiers complets, l'interdiction d'utiliser les fonds syndicaux à des fins politiques, l'interdiction de l'atelier fermé (closed shop), l'interdiction du boycott syndical et des restrictions au recrutement.¹

Des mesures semblables viennent s'ajouter au Québec aux textes des lois votées en 1944. En 1946, par exemple, la Commission des Relations Ouvrières émet un « règlement No 1 » qui stipule que les associations syndicales doivent être de « bonne foi » pour avoir droit au certificat gouvernemental de reconnaissance. S'il est émis, le certificat demeure la propriété de la Commission. Ainsi, un syndicat déjà reconnu peut voir révoquer son certificat, s'il n'est plus jugé représentatif d'une majorité des membres ou considéré comme de bonne foi. Le règlement No 1 sera jusqu'à la fin des années 1950 un instrument de premier choix pour refuser ou retarder d'innombrables demandes de reconnaissance syndicale, ou en annuler d'autres de façon à prévenir des grèves, voire à rendre illégales des grèves déjà déclenchées.²

En avril 1947, la loi 62 renforce le carcan des restrictions juridiques autour des employés municipaux. Ceux-ci, on le sait, n'ont pas le droit de grève et sont soumis à l'arbitrage obligatoire. La loi 62 accorde à la Commission des Affaires municipales le droit de réviser la décision du comité d'arbitrage pour tenir compte de la « capacité de payer » des municipalités.³

Voilà donc où en est, à la fin des années 1940, la législation du travail au Québec. Mais, quinze ans après l'adoption des lois de 1944, cette législation est demeurée intacte en 1959 et ce sont des pans entiers de la classe ouvrière qui sont exclus de la négociation et de l'action collectives pour la défense de leurs droits.

Tout en s'insérant dans le mouvement nord-américain des législations qui parviennent à contenir la montée revendicative, le duplessisme s'appuie sur le corps d'institutions et de mécanismes politiques décrits précédemment. Ces facteurs agissent comme autant de bases à partir desquelles l'État peut donner un caractère particulièrement répressif à la législation sociale.

Le régime ne s'attaque pas qu'aux organisations syndicales du mouvement ouvrier. Il vise toute expression politique indépendante des deux grands partis traditionnels. Il s'attaque à ces formes d'opposition qui jaillissent au sein du mouvement ouvrier ou autour de lui.

¹ DALE (Léon), *op. cit.*, pp. 310-320.

² ROBACK (Léo), « *The Duplessis Government and Quebec labour* », document ronéotypé, pp. 2-3.

³ DAVID (Hélène), *op. cit.*, p. 189.

Ainsi dès 1937, une loi a été votée qui, comme son titre l'indique, sert à « protéger la Province contre la propagande communiste »¹ C'est la fameuse loi dite du Cadenas.

L'article III stipule qu'« il est illégal pour toute personne qui possède ou occupe, une maison dans la Province, de l'utiliser ou de permettre à une personne d'en faire usage pour propager le communisme ou le bolchevisme par quelque moyen que ce soit. »

Communisme et bolchevisme se trouvent ainsi interdits de même que les partis ou groupes qui s'en réclament. Mais la loi a une portée plus large : toute activité de quelque nature qu'elle soit, dont l'État juge qu'elle constitue une forme de « propagande communiste », est placée sous le même interdit et susceptible de subir les opérations policières et judiciaires.

Mais en janvier 1954, le gouvernement revient à la charge pour renforcer cette loi de 1937 qui n'a pu enrayer le mouvement d'opposition. Le Ministre du Travail, Antonio BARRETTE, voit dans le Bill 19 sanctionné le 28 janvier la « conséquence logique de la loi du Cadenas ». ² En effet, le Bill 19 donne un caractère explicite à la signification véritable de la loi du Cadenas. Son article II déclare :

« Une association qui tolère, au nombre de ses organisateurs ou officiers, une ou plusieurs personnes adhérant à un parti ou à un mouvement communiste, ne peut être, pour les fins de la présente loi, considérée comme une association *bona fide* et la reconnaissance prévue par le présent article, à titre de représentant d'un groupe de salariés ou d'employeurs, doit lui être refusée ou révoquée selon le cas. » ³

Il est significatif que le Bill 19 se présente comme une « Loi modifiant la Loi des Relations Ouvrières ». Car l'ensemble des « associations » impliquées sont les organisations ouvrières, leurs militants et dirigeants, organisateurs et officiers. C'est chez elles que se trouve le principal foyer d'opposition.

Une dernière loi, votée elle aussi en janvier 1954, complète la « politique » du travail du gouvernement DUPLESSIS. Le Bill 20, ou « Loi modifiant la Loi des Différends entre les services publics et leurs salariés », ⁴ comporte la mesure de décertification automatique de tout syndicat qui, officiellement ou par l'un ou l'autre de ses membres, dans le secteur public, déclenche une grève illégale.

Comme le Bill 19, le Bill 20 a une portée rétroactive à 1944 : son article 5a déclare :

¹ GRANT (Michel), *L'action politique syndicale et la Fédération des Unions Industrielles du Québec*, Thèse de maîtrise (Relations Industrielles) Université de Montréal, 1968, p. 70.

² FÉDÉRATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUÉBEC, « Mémoire présenté au Conseil Exécutif de la province de Québec », le 13 janvier 1955, document ronéotypé, p. 7.

³ Loi modifiant la Loi des Relations Ouvrières, chapitre 10, article 1, *Statuts révisés du Québec*, 2-3, Elizabeth II, 1953-1954.

⁴ Loi modifiant la Loi des Différends entre les services publics et leurs salariés, chapitre II, article 1, *Statuts révisés du Québec*, 2-3, Elizabeth II, 1953-1954.

« Depuis le 3 février 1944, date de la sanction de la Loi instituant une Commission des Relations Ouvrières, une association qui ordonne, déclare ou favorise, ou dont les dirigeants ordonnent, déclarent ou favorisent, dont les membres font une grève ou une contre-grève interdite par la présente Loi, perd, de plein droit et par le fait même, le droit d'être reconnue et celui d'agir comme représentant d'un groupe de salariés ou d'employeurs selon le cas, au sens de la Loi des Relations Ouvrières. »

Il est important de connaître le contexte immédiat de l'adoption de cette loi.

L'Alliance des Professeurs de Montréal, on l'a vu, a été décertifiée pour fait de grève en janvier 1949. Or, depuis ce temps l'Alliance en a appelé de la décision de la Commission des Relations Ouvrières. L'affaire a été portée devant la Cour Suprême du Canada et jusque devant le Conseil Privé de Londres.¹ Finalement, le 8 juin 1953 la Cour Suprême a cassé la décision de la CRO et déclaré que celle-ci avait outrepassé sa juridiction en révoquant le certificat de l'Alliance pour fait de grève.

La loi de 1944 ne prévoyait pas, en effet, la décertification d'une organisation syndicale pour avoir mené une grève illégale.

Mais, le 28 janvier 1954, le gouvernement corrigeait l'ancien texte de loi et rendait la nouvelle disposition rétroactivement applicable à compter de 1944. L'Alliance des Professeurs fut donc de nouveau décertifiée et l'ensemble des organisations syndicales du secteur public placées sous une législation désormais sans faille.

La violence des attaques de l'État contre le mouvement ouvrier amenait Gérard DION à décrire en 1958 une « formule » infaillible, en quatre temps, utilisable par qui voulait se débarrasser d'un syndicat.²

Elle se résume ainsi :

1) L'employeur commence par congédier des chefs ouvriers locaux en violation de la Loi des Relations Ouvrières.

2) Contre cette mesure, le syndicat peut se défendre dans la légalité ou l'illégalité.

3) Dans la légalité, le syndicat porte l'affaire devant les tribunaux. La procédure s'étend sur au moins une année. Si l'employeur perd la cause, il doit verser 100 dollars d'amende sans être obligé de reprendre les chefs ouvriers congédiés. Le syndicat a eu le temps de s'effriter et de disparaître.

4) Dans l'illégalité, c'est-à-dire par la grève, le syndicat fait face aux répliques de la Commission des Relations Ouvrières qui annule son certificat de reconnaissance syndicale ou bloque les procédures de certification. La police provinciale intervient pour protéger le droit au travail des « non-grévistes ». Ceux-ci prennent la place des ouvriers réguliers. Le syndicat est détruit.

¹ BOULANGER (J. O. L.), *op. cit.*, in « Jurisprudence du travail », *Relations Industrielles*, Les Presses de l'Université Laval, vol. 13, no 1, janvier 1958. pp. 75-80. L'héritage impérial intervient jusque dans les rapports Gouvernement-syndicats, pour les régir en dernière instance.

² DION (Gérard), « Le mouvement syndical québécois », *Relations Industrielles*, vol. 13, no 4, octobre 1958, Les Presses de l'Université Laval, pp. 369-370.

C'est cette législation du travail, construite en dix années (1944-1954), demeurée intacte en 1959, que le Congrès Canadien du Travail dans son « Programme d'action politique des ouvriers » qualifiait de « législation ouvrière de l'époque des attelages de bœufs ».¹

¹ CONGRÈS CANADIEN DU TRAVAIL (CIO), *Le programme d'action politique des ouvriers*, Toronto, non-daté, (printemps de 1954), p. 10.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Première partie : Une démocratie du XIX^e siècle en 1959

Chapitre II

L'EMPRISE DE L'ÉGLISE SUR LA FORCE DE TRAVAIL

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec compte en 1959, 1,297,000 travailleurs non-agricoles employés et rémunérés.¹ Sur ce nombre, au-delà de 350,000 travailleurs sont organisés en syndicats, soit un taux de syndicalisation de 28.3 %.

On évalue à 250,000 le nombre de syndiqués qui sont membres d'unions affiliées au Congrès du Travail du Canada dans la Province de Québec. Ces syndiqués sont soit membres d'unions canadiennes soit membres d'unions internationales.

Le nombre des travailleurs membres de syndicats affiliés à des Centrales catholiques est d'environ 107,000, soit 95,000 à la Confédération des Travailleurs Catho-

¹ DAVID (Hélène), *op. cit.*, « Estimé des effectifs syndicaux au Québec », (1931-1968), appendice B, tableau 6A. Hélène DAVID a effectué, à ce jour, les calculs les plus complets sur la progression des effectifs syndicaux au Québec. Ses estimés se fondent sur les statistiques gouvernementales (Canada et Québec) et syndicales ainsi que sur les principaux ouvrages et articles qui ont présenté des données sur cette question.

liques du Canada (C.T.C.C.) et 12,000 à la Corporation des Instituteurs catholiques du Québec (C.I.C.). On compte enfin un millier d'instituteurs anglo-catholiques et protestants membres d'associations distinctes.

La proportion des travailleurs encadrés dans des structures confessionnelles par rapport aux effectifs syndicaux globaux est donc d'environ 30%.

Ce pourcentage est suffisamment important pour qu'on s'y arrête. À n'en pas douter le régime confessionnel exerce son influence sur la vie syndicale en général et sur les rapports sociaux. Cependant, il reviendrait à une autre étude d'apprécier cette influence et ces conséquences. Il s'agit plutôt, ici, de présenter quelques notes sur les origines, la constitution, les structures de la CTCC et la CIC comme des éléments qui s'intègrent au tableau d'ensemble du Québec en, 1959.

1- La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada (CTCC)

[Retour à la table des matières](#)

La Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada ne tire pas ses origines du mouvement ouvrier. À la suite de l'Encyclique *Rerum Novarum* (1891) et de missions accomplies au Québec par des membres du clergé français et belge, c'est l'Église catholique qui, dès le début du siècle, s'efforce de fonder à travers la Province ses propres syndicats afin de parer à l'expansion du syndicalisme nord-américain.¹

Le président de la Centrale le rappelait en 1961 au moment de souligner le 40^e anniversaire de sa fondation :

« L'invasion de la Province par les unions internationales a jeté beaucoup d'inquiétude dans les esprits et il n'y a aucun doute que les classes dirigeantes ont vu dans nos syndicats des instruments appropriés pour enrayer ce fléau ». ²

Une bonne part des ouvriers canadiens-français sont à l'époque regroupés dans les Chevaliers du Travail. Ils sont hostiles à un mouvement parti de l'extérieur de leurs rangs qui prétend les regrouper.

¹ DOFNY (Jacques), *Structures et Pouvoirs de la Confédération des Syndicats Nationaux*, Étude réalisée pour le compte de l'Équipe spécialisée sur les relations du travail au Canada, Ottawa, Bureau du Conseil Privé, Projet no 17, mai 1968, p. 1.

² MARCHAND (Jean), « La CSN a quarante ans », *Commentaires Relations Industrielles*, vol. 16, no 4, octobre 1961, pp. 471-472.

C'est en effet ce que confirme le bilan que tire lui-même, en 1943, le principal artisan de ce mouvement catholique, Mgr Eugène LAPOINTE.

Dans son « dernier discours aux ouvriers », Mgr LAPOINTE déclare :

« Messieurs, il m'a fallu des années de travail, de patience et de charité pour m'imposer, je souligne le mot, et avec moi, la doctrine de l'Église, aux esprits prévenus des bons ouvriers catholiques de Chicoutimi et de Jonquière. Et encore dans quelle mesure ? ... » 24 » ¹

La résistance est très forte, même en province, où pourtant l'Église dispose d'un pouvoir important. À Montréal, où les concentrations ouvrières sont beaucoup plus considérables, l'offensive de l'Église et de ses représentants au sein du mouvement ouvrier ne connaîtra jamais les mêmes succès. ²

Les structures et la constitution des premiers syndicats catholiques illustrent bien le but qu'ils poursuivent. Par exemple, en 1907, au moment de sa fondation, la Fédération mutuelle du Nord ne recrute que des catholiques et comprend deux types de membres : les membres « effectifs », ce sont les ouvriers, et les membres « honoraires », qui sont soit des patrons, des membres du clergé, des commerçants, ou encore des professionnels. Les membres honoraires ont à toutes fins utiles le même statut que les membres effectifs et sont éligibles au Conseil de Direction pour y occuper le quart des sièges. ³

Devant l'échec complet de sa Fédération au cours des premières années, Mgr LAPOINTE décide en 1911 de ne plus admettre de membres honoraires, mais le mouvement continuera de n'être ouvert qu'aux catholiques.

Par la suite, la guerre et la crise amènent plusieurs groupes ouvriers à se séparer de la Fédération et des structures analogues dans d'autres régions, si bien qu'à la fin de la première guerre mondiale, le « syndicalisme catholique » n'a guère d'existence que dans l'esprit de ses promoteurs.

Néanmoins, par le biais d'une série de rencontres régionales tenues à compter de 1918, l'action est relancée et se consolide finalement dans la création d'un organisme central, la C.T.C.C., à Hull, en 1921. ⁴

¹ TETU (Michel), « La Fédération ouvrière mutuelle du Nord, 1903-1923 », *Relations Industrielles*, vol. 17, no 4, octobre 1962, p. 420. TETU donne des exemples de la résistance des ouvriers face aux tentatives de l'Église : en 1903, lors d'un meeting public à Chicoutimi, où sont rassemblés plus de 400 ouvriers, Mgr LAPOINTE est hué et ne recueille que 5 adhésions à sa Fédération.

² DOFNY (Jacques), *op. cit.*, p. 1.

³ TETU (Michel), *op. cit.*, pp. 403-421.

⁴ TETU (Michel), « Les congrès qui décidèrent de la fondation de la CTCC – (Québec 1918, Trois-Rivières 1919, Chicoutimi 1920) » *Relations Industrielles*, vol. 18, no 2, avril 1963, p. 202. En 1918, le congrès de Québec adopte les principes d'action suivants : « L'inégalité des classes sociales », « L'harmonie du capital et du travail » et « L'autonomie nationale ». Signalons que la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens est fondée en 1919 et la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens en 1920.

Comme le mouvement qui l'a lancé, la nouvelle Confédération est fondée, animée et dirigée, juridiquement et de fait, par l'Église et ses représentants, membres ou non du clergé. Elle est placée sous la direction du pape et des évêques canadiens.

La première constitution en témoigne :

« ...La CTCC réproue en principe et en pratique la théorie de ceux qui prétendent que le capital, les capitalistes et les employeurs sont des ennemis-nés du travail, des travailleurs et des salariés. Elle prétend, au contraire, qu'employeurs et employés doivent vivre en s'accordant, en s'aidant et en s'aimant...

« La CTCC est une organisation franchement et ouvertement catholique. Elle ne s'affilie que des associations catholiques, elle adhère à toutes les doctrines de l'Église et elle s'engage à suivre toujours et en tout la direction du Pape et des évêques canadiens.

« La CTCC est catholique parce que l'Église veut que les ouvriers catholiques, s'ils s'associent, se fassent des organisations catholiques... » ¹

On trouve ici énoncés les trois principes fondamentaux qui vont présider à l'action et au développement de la CTCC : la collaboration de classes, la discrimination entre travailleurs catholiques et non catholiques par l'exclusion de ces derniers, et donc la primauté accordée à l'appartenance religieuse plutôt qu'à l'appartenance de classe, et, enfin, la soumission entière à la direction de l'Église.

Ces principes traversent les années et les conjonctures avec une formidable stabilité. Ainsi, 22 ans après sa fondation, en 1943, la CTCC discute en congrès des problèmes soulevés par la confessionnalité. Ses effectifs touchent cette année-là 53,384 membres. ² Le président Alfred CHARPENTIER proclame la nécessité d'« aérer notre mouvement d'une atmosphère plus démocratique afin de rendre notre idéal social chrétien plus compréhensible et plus accessible à tous les hommes de bonne volonté. » ³

À cette occasion, il propose de réaffirmer et fait adopter en congrès les positions d'origine de la Centrale :

« ...Que la CTCC demeure confessionnelle dans ses principes et dans son recrutement...

« ...que les syndicats affiliés n'admettent dans leurs rangs que des membres s'engageant à conformer leurs paroles et leurs actes de syndiqués aux principes directeurs de la CTCC. » ⁴

En 1946, dans son programme pour l'après-guerre, la Centrale réaffirme son adhésion à la collaboration de classes. Celle-ci s'incarne maintenant dans le corporatisme :

¹ TREMBLAY (Louis-Marie), *Le syndicalisme québécois – Idéologies de la CSN et de la FTQ 1940-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972, p. 26.

² DAVID (Hélène), *op. cit.*, « Estimé des effectifs syndicaux au Québec ».

³ CTCC, « Procès-verbal de la 39e session du Congrès », Montréal, 25 septembre-1er octobre 1960.

⁴ *Ibidem.*

« Pour assurer la vraie démocratie, dans le monde du travail, l'activité industrielle et commerciale devrait être confiée aux soins des corps professionnels, issus du plan syndical, élevés au rang d'organisme d'ordre public et munis, sous la surveillance de l'État, de pouvoirs réglementaires et disciplinaires en matière économique. » ¹

En 1951, 1958 et 1959, comme dans les années antérieures, chaque fois que les principes de la Centrale sont discutés c'est à l'Épiscopat du Québec que les hautes instances du mouvement s'adressent pour faire approuver les textes. Le processus est demeuré intact depuis la création de la Confédération. Par exemple, en 1951, le Congrès adopte un « projet » de « Déclaration de principes » du mouvement. Le texte est ensuite référé au bureau confédéral pour rédaction ; le texte remanié est transmis à l'Épiscopat « pour s'assurer qu'il est bien conforme à la doctrine sociale de l'Église » ; jugé conforme, le texte est diffusé à partir de 1952. ²

L'Épiscopat ne dirige pas la Centrale de l'« extérieur » seulement. En 1959, la fonction d'aumônier général inscrite dans la Constitution d'origine est toujours prévue aux articles 62 et 63. L'aumônier est désigné par les autorités religieuses compétentes. Il relève de ces autorités. Il est membre à part entière de l'Exécutif de la Centrale, avec droit de vote. Il est de ce fait, membre du Bureau Confédéral et des différents comités et commissions. En outre, l'article 63 reconnaît à l'aumônier un droit de veto. Il lui donne la possibilité d'exiger qu'une résolution mettant en cause la morale catholique, les enseignements ou les directives de l'Église soit remise aux autorités religieuses et approuvées par elles avant de prendre effet. ³

Au cours des années, l'aumônier a choisi de ne pas exercer son droit de veto, ni son vote à l'Exécutif. Sa présence à la direction, de même que la Constitution et les principes de la Centrale lui donnent néanmoins un droit de parole et de contrôle que peu de membres « effectifs » possèdent dans la CTCC.

Quarante ans après sa fondation, la CTCC est-elle donc restée une organisation de l'Église au service de ses buts dans les rangs ouvriers ? La constitution, les principes et le mode de direction hérités en droite ligne des origines permettent de l'affirmer. Mais, comme nous l'étudierons plus loin les années 1950 ont vu se fissurer les murs de l'édifice. Les luttes revendicatives, les charges de l'État contre le mouvement syndical contredisent l'idéologie de la collaboration de classe. La poussée vers l'action unitaire intersyndicale met en cause la primauté de l'appartenance religieuse et la confessionnalité. L'Église domine une organisation, mais cette organisation commence à lui échapper.

¹ DESPRÉS (Jean-Pierre), *Le mouvement ouvrier canadien*, Montréal, Fides, Bibliothèque économique et sociale, 1947, p. 172.

² CHARTIER (Roger), « Chronologie de l'évolution confessionnelle de la CTCC (CSN) » *Relations Industrielles*, vol. 16, no 1, janvier 1961, Presses de l'Université Laval, pp. 103-104.

³ CTCC, « Procès-verbal de la 39^e session du Congrès », Montréal, 25 septembre-1^{er} octobre 1960, pp. 304 et 307.

2- La Corporation des Instituteurs Catholiques (CIC)

[Retour à la table des matières](#)

L'Église domine aussi, mais de manière plus profonde encore le syndicalisme des enseignants. Ici, la domination s'appuie sur un système qui est tout entier entre ses mains : l'instruction publique.

Les enseignants portent jusque dans leurs rangs les conséquences de ces séparations confessionnelles sur lesquelles le système est érigé. Leur organisation de défense est, en 1959, un chef d'œuvre de fragmentation.

D'abord les séparations religieuses. Les enseignants des écoles protestantes et les enseignants des écoles catholiques sont regroupés dans des associations distinctes.

D'autre part, les enseignants anglophones « catholiques » ne sont pas membres de la même organisation que les enseignants anglophones « protestants ». Ils sont regroupés dans la Federation of English Speaking Catholic Teachers, qui prendra le nom de Provincial Association of Catholic Teachers (PACT) tandis que les anglophones protestants sont membres de la Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec (PAPT). Les séparations religieuses ont favorisé les séparations linguistiques. Les enseignants anglophones catholiques ne sont pas membres de la même association que les enseignants francophones catholiques. Ceux-ci sont regroupés depuis 1946 dans la Corporation des Instituteurs Catholiques du Québec.

La Corporation des francophones catholiques hérite d'une tradition de fragmentation encore plus marquée. Jusqu'en 1953, séparés des autres enseignants par la confessionnalité et la langue, les enseignants francophones « catholiques » sont aussi séparés entre eux sur la base de leur « appartenance » géographique. Les enseignants des « cités et villes » sont membres de la Fédération des Institutrices et Instituteurs des cités et villes de la Province de Québec à laquelle n'adhèrent pas les ruraux. Mais, plus encore, les enseignants « ruraux » ne peuvent pas appartenir à la même organisation selon qu'ils sont hommes ou femmes. Ils sont divisés entre eux sur la base du sexe. Les enseignants féminins ruraux sont membres de la Fédération catholique des Institutrices rurales. Les enseignants masculins ruraux sont membres de la Fédération provinciale des Instituteurs ruraux.¹

Quatre frontières sont donc ainsi érigées à différents niveaux entre les enseignants : une frontière religieuse, une frontière linguistique, une frontière géographique et une frontière sexuelle.

En 1946, la Corporation des Instituteurs catholiques instituée par une loi spéciale d'incorporation se présente comme une confédération des trois fédérations catholiques

¹ DION (Gérard), « Les groupements syndicaux dans la Province de Québec », *Relations Industrielles*, Les Presses de l'Université Laval, vol. 2, no 1, décembre 1955, pp. 4-6.

francophones décrites plus haut. En 1953, c'est par un amendement apporté à cette loi que la frontière sexuelle est abolie. Les instituteurs et institutrices se regrouperont désormais dans les mêmes unités mais en autant d'unités qu'il y a de diocèses. On créera les Fédérations diocésaines.¹

L'aspect législatif des traditions organisationnelles en milieu enseignant est important. Car jusqu'en 1959 c'est toujours par des lois de l'État qu'ont été constituées les diverses associations ou fédérations.

Il existe ainsi un fort lien de dépendance par rapport à l'État et non seulement par rapport à l'Église.

La loi de 1946 en fournit un bon exemple. Cette loi institue une « corporation » et non pas un syndicat. La distinction n'est pas que juridique. L'article 11 des statuts de la Corporation prévoit que :

« Les règlements de la Corporation et leurs modifications doivent être approuvés par le Secrétaire de la Province et n'entrent en vigueur qu'à compter de la date de la publication de l'avis de cette approbation dans la Gazette officielle de Québec. »²

À première vue, rien là qui ne soit différent des dispositions contenues dans la Loi des Syndicats professionnels. Pourtant, comme nous l'avons vu, cette loi « offre » une incorporation aux syndicats qui la demandent. Elle n'est pas une loi constituante du syndicat comme telle. Voulant s'incorporer, les syndicats déjà constitués sont alors tenus de s'ajuster aux règlements du Secrétaire de la Province et de lui soumettre tout projet de modification à leurs constitutions.

En revanche, la loi spéciale d'incorporation de 1946 constitue la CIC au sens propre du terme. Cela se reflète dans les structures mêmes de l'organisme qui sont fort éloignées des structures syndicales traditionnelles.

Le Congrès annuel n'a aucun pouvoir. Il ne procède pas par résolutions mais par vœux transmis au Conseil général.

Le Conseil général est l'instance suprême. Il est composé de 32 délégués et assure une plus grande représentation aux instituteurs des milieux ruraux proportionnellement à leur nombre : la Fédération des Institutrices rurales a droit à huit délégués ; la Fédération des Instituteurs ruraux a droit aussi à huit délégués. Seize délégués proviennent de la Fédération des Instituteurs et Institutrices des cités et villes. En 1953, la création des Fédérations diocésaines modifie la représentation au Conseil général mais ne touche pas à la répartition des pouvoirs entre les instances, qui reste telle quelle en 1959.

Au-dessus du Conseil général est désigné un Conseil d'administration.³

¹ WENER (Normand), *La Corporation des Enseignants du Québec -CEQ – La Corporation des Instituteurs et Institutrices catholiques du Québec – CIC*, Étude réalisée pour le compte de l'Équipe spécialisée sur les relations du travail au Canada, Ottawa, Bureau du Conseil Privé, Projet no 17, novembre 1967, 87 p.

² *Idem*, pp. 5-6.

³ DION (Gérard), *op. cit.*, pp. 4-6.

Cette structure qui concentre le pouvoir au sommet est typique des statuts d'une corporation professionnelle.¹

Par ailleurs, en tant que corporation, la CIC n'est pas ouverte aux seuls enseignants salariés. Elle regroupe en plus des enseignants quatre sections particulières : la section des principaux d'école, la section des directeurs généraux ou directeurs des études, la section des éducateurs du centre administratif et la section des retraités.²

La séparation confessionnelle qui fonde le système d'Éducation a aussi été inscrite dans la Loi de 1946. En 1959, l'instituteur est toujours défini comme celui qui enseigne dans une école catholique :

« Article 2.-.....

b) « Instituteur » signifie toute personne autorisée à enseigner dans les écoles catholiques de la Province de Québec, à l'exception des personnes faisant partie d'une communauté religieuse. »³

Ceux qui enseignent dans d'autres écoles sont régis par d'autres lois.

L'article 2 de la Loi de 1946 fait le lien avec la Loi de l'Instruction publique qui confie l'entière responsabilité du système d'enseignement aux deux Comités catholique et protestant.

Ainsi l'instituteur membre de la CIC voit ses « conditions d'engagement » et ses « devoirs » définis par le Comité catholique.⁴

Mais de plus, le Comité catholique est doté vis-à-vis du personnel enseignant d'une fonction d'ordre judiciaire.

« ...le Comité catholique ou le Comité protestant peut accueillir toute plainte portée contre un instituteur ou un inspecteur d'écoles de sa confession religieuse pour inconduite, immoralité ou infraction grave dans l'exécution de ses devoirs, procéder ou faire procéder à une enquête, et s'il trouve l'accusation fondée, révoquer le brevet de l'instituteur ou recommander au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation de la commission de l'inspecteur. »⁵

La double domination de l'Église et de l'État trouve son aboutissement lorsqu'elle est assumée par la CIC elle-même, dans ses règlements internes. À compter de 1948, le texte suivant figure à l'article 2 des règlements :

¹ WENER (Normand), *op. cit.*, pp. 29-30.

² *Idem*, p. 14.

³ *Idem*, p. 6.

⁴ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, Tome 1, p. 32.

⁵ *Idem*, pp. 32-33.

« La Corporation ne choisira, pour atteindre son but, que des moyens conformes aux principes d'un sain nationalisme (remplacé en 1966 par patriotisme) et de la doctrine sociale chrétienne telle qu'interprétée par l'Église catholique. » ¹

Citant ce texte, le sociologue Paul BÉLANGER écrit :

« ...la subordination du choix des moyens à la doctrine sociale chrétienne telle qu'interprétée par l'Église catholique (québécoise) ne pouvait qu'inciter davantage à la fermeture et favoriser l'esprit de soumission. » ²

BÉLANGER explique ainsi que la CIC a elle-même subordonné son action à la doctrine de l'Église.

Cela est exact, mais il importe d'indiquer les origines historiques et politiques qui ont permis que cette subordination organisée par l'Église et l'État soit érigée en principe d'action par la CIC.

Fractionnés en plusieurs unités entre lesquelles de véritables barrières ont été érigées, dominés par les comités de l'Église, privés du droit de grève depuis 1944, décertifiés à Montréal et menacés de l'être partout, ³ les enseignants en 1959 constituent une aile brisée du mouvement syndical.

Et même s'il ne retient que le facteur de la subordination à l'Église, en en faisant d'abord porter la responsabilité à la CIC, BÉLANGER formule une conclusion juste :

« Il n'est pas étonnant dès lors de constater que les enseignants, en dépit de leur position stratégique au sein de la société, aient été absents jusqu'à une période récente, des principaux débats et problèmes qui ont marqué l'évolution du Québec au cours des vingt dernières années. » ⁴

Leur absence des grands débats et problèmes s'explique par leur exclusion de l'action syndicale indépendante.

Le tiers des travailleurs organisés vivent à la fin des années 1950 au Québec sous des structures qui n'ont pas conquis leur pleine indépendance vis-à-vis de l'État et de l'Église.

La législation du travail en vigueur est extrêmement répressive.

¹ Lois et règlements de la CIC, édition de septembre 1966.

² BÉLANGER (Paul et al), *La rivalité intersyndicale au Québec*, Étude réalisée pour le compte de l'Équipe spécialisée en relations du travail au Canada, projet no 21, document ronéotypé, Québec, Université Laval, 1968, p. 432.

³ Le 14 juillet 1954, après que l'Alliance des Professeurs de Montréal a été re-décertifiée, la Commission des Relations Ouvrières décerne le certificat de reconnaissance à : « L'Association des Éducateurs Catholiques de Montréal ». L'Alliance va désormais affronter ce groupe en plus de résister aux mesures gouvernementales. Voir BOULANGER (J. O. L.), *op. cit.*, pp. 76-77.

⁴ BÉLANGER (Paul et al), *op. cit.*, p. 432.

Cette double situation s'intègre comme un élément essentiel du profond retard démocratique accumulé.

Il nous reste à compléter ce tableau par l'étude d'une des questions démocratiques fondamentales, qui se posent au Québec et au Canada : la question nationale.

Le chapitre qui suit ne traite que de l'état de cette question au Québec en 1959. Nous aurons l'occasion d'aborder d'autres aspects déterminants de la question nationale dans les autres chapitres.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Première partie : Une démocratie du XIX^e siècle en 1959

Chapitre III

LA QUESTION NATIONALE, DIMENSION CAPITALE DU RETARD DÉMOCRATIQUE

[Retour à la table des matières](#)

À l'ensemble des questions démocratiques demeurées sans solution au Québec, en 1959, s'en ajoute une autre, la question nationale.

Cette question concerne les rapports qui ont été érigés depuis les origines du Canada entre ses deux principaux groupes ethniques : les Canadiens anglais et les Canadiens français.

À la fin des années 1950 le diagnostic du phénomène d'oppression nationale dont sont l'objet les Canadiens français n'a pas encore été formulé officiellement. Mais tous les éléments de ce phénomène sont en place depuis longtemps. Ils seront confirmés par le recensement de 1961 et surtout par les grands travaux de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme mise en place en 1963. ¹

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME, (19 juillet 1963), Rapport préliminaire, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, 217 p.

Partout au Canada, qu'il s'agisse de l'instruction, du travail, des salaires ou des revenus, des droits linguistiques, ou de leur place dans les grandes entreprises, les Canadiens français « ...occupent invariablement le bas de l'échelle ». ¹ Et, « Cela ne tient pas uniquement à leur condition de minoritaires, car la position défavorable de la population active francophone hors du Québec contraste vivement avec la place enviable des anglophones au Québec. » ²

Les données statistiques à l'appui de ce diagnostic ont été depuis lors largement diffusées. Aussi nous limiterons-nous ici à rappeler les principales d'entre elles, qui valent pour 1959, en insistant davantage sur la relation du phénomène avec la question de l'État au Canada.

1- Un phénomène d'oppression nationale

[Retour à la table des matières](#)

Les Canadiens d'origine française forment 30% de la population canadienne. Au Québec, le français est la langue maternelle de 81 % de la population et l'anglais, celle de 13 %. 6 % de la population se répartit entre d'autres langues, italienne, allemande, etc..

Le revenu. ³ D'un bout à l'autre du pays, le revenu moyen du Canadien français est inférieur de 20% à celui du Canadien anglais. Si l'on prend chaque province séparément, le revenu du Canadien français est inférieur de 12 % à la moyenne provinciale, alors que celui du Canadien anglais est supérieur de 10 % à cette moyenne.

Ce dernier pourcentage vaut pour toutes les provinces sauf le Québec. Car, dans cette province, le revenu du Canadien français est de 35% inférieur à celui du Canadien anglais. Ce dernier a un revenu qui s'élève à 40% au-dessus de la moyenne provinciale. Au Québec, avec un revenu moyen annuel de 3,185 dollars, le Canadien français vient au douzième rang derrière les populations d'origine britannique, scandinave, hollandaise, juive, russe, allemande, polonaise, asiatique, ukrainienne, ainsi que d'autres nationalités européennes non-identifiées et finalement hongroise. *

¹ *Idem*, Rapport final, Livre III-B, Chapitre XII, p. 505.

² *Idem*, p. 505.

³ Toutes ces données sur le revenu, l'instruction, l'occupation sont tirées de la première partie du Livre III du Rapport final de la Commission, intitulée : « Statut socio-économique et origine ethnique ».

* Voir les tableaux des deux pages suivantes.

Province	Toute origine	Origine ethnique						
	\$ indice	Britanniques Indice	Français Indice	Allemands Indice	Italiens Indice	Juifs Indice	Ukrainiens Indice	Autres indice
Terre-Neuve	2,972 100	99.5	93.4	—	—	—	—	—
Île-du-Prince-Édouard	2,933 100	105.4	87.1	—	—	—	—	—
Nouvelle-Écosse	3,634 100	102.6	87.1	83.6	—	—	—	101.4
Nouveau-Brunswick	3,499 100	106.1	85.8	118.4	—	—	—	101.8
Québec	4,227 100	140.0	91.7	11.6	82.6	178.0	102.1	104.4
Ontario	4,706 100	105.9	87.0	94.7	77.4	136.8	91.3	91.5
Manitoba	4,434 100	108.4	82.4	94.1	—	174.6	84.1	87.9
Saskatchewan	4,086 100	109.3	84.9	90.8	—	—	93.4	89.2
Alberta	4,595 100	112.6	93.1	89.4	80.9	—	94.3	84.3
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	4,772 100	106.9	95.2	87.8	76.6	—	88.6	87.6
Canada								
revenu moyen (\$)	4,414	4.852	3,872	4,207	3,621	7,426	4.128	4,153
indice	100	109.5	87.7	95.3	82.0	168.2	93.5	94.0

Source: Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Ottawa, 1969

BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), etc., *Données sur le Québec*, op. cit., section 6, tableau 6.4.d.

Illustration 3

[Illustration 3](#) (page 98, texte original)

Revenu du travail par origine ethnique, Québec, 1961.

Source: Rapport de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Ottawa, 1969.

[Retour à la table des matières](#)

En considérant l'écart des revenus du point de vue des performances linguistiques, on constate que partout au Canada sauf au Québec, la maîtrise du bilinguisme commande un accroissement du revenu. Au Québec, les Canadiens unilingues anglais gagnent plus que les Canadiens anglais bilingues. Chez ces derniers, l'adoption du français comme langue officielle (c'est-à-dire leur assimilation au groupe francophone) leur vaut la dernière place dans l'échelle du revenu.

L'occupation. L'enquête menée dans douze secteurs d'occupation, depuis les professions, la technique et l'administration jusqu'aux métiers du secteur primaire permet à la Commission le même type de conclusion. L'écart entre les Canadiens français et les Canadiens anglais est de 8% en faveur de ces derniers, partout au Canada, de 16% au Québec et de 22 % à Montréal.

C'est là, pour la Commission, une situation « remarquable » et « paradoxale » : les Canadiens français occupent une meilleure place dans l'ensemble du Canada que dans la seule province où ils sont en majorité. Ils occupent une meilleure place dans l'ensemble du Québec que dans le centre industriel de la province, Montréal. Les Canadiens d'origine britannique sont dans une situation inversement proportionnelle.

Au sein de l'entreprise au Québec les trois-quarts des postes qui commandent un traitement supérieur à 15,000 dollars sont confiés à des administrateurs qui proviennent du milieu anglophone, soit de Montréal, du Canada ou d'ailleurs.

La langue de travail. Au Québec, 50% des employés anglophones ne sont pas tenus de savoir le français. Mais à Montréal, le pourcentage s'élève à 86% des employés anglophones qui gagnent plus de 5,000 dollars.

L'exigence du bilinguisme est au contraire généralisée à l'endroit des travailleurs francophones de l'industrie secondaire. Cela signifie qu'ils sont forcés de travailler en anglais et la Commission estime que la présence d'un seul contremaître anglais force un grand nombre d'ouvriers à exercer leur métier dans une langue seconde. On peut facilement supposer qu'il en va de même pour la négociation et les contrats collectifs de travail chez les travailleurs organisés.

La discrimination linguistique exercée vis-à-vis des travailleurs francophones a été confirmée en 1972 dans le rapport d'enquête d'une firme américaine sur le développement industriel du Québec.¹ L'enquête menée en 1969 auprès de 1,000 entreprises du secteur manufacturier démontre que dans la région de Montréal le français est la langue de travail dans 28% des firmes alors que 78% des travailleurs ont le français comme langue maternelle.

Il n'est pas inutile enfin de mentionner que selon le rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, à l'extérieur du Québec, là où les Canadiens français forment une proportion substantielle de la population, l'anglais est la langue exclusive de 97% des entreprises et moins de 2% des cadres anglophones sont requis de parler le français.

¹ RAPPORT FANTUS, *Industrial Development in Quebec*, partie III, 4, mai 1972, p. 164.

L'Éducation. Nous avons étudié précédemment les effets principaux d'un système bâti sur les séparations confessionnelles. La domination de l'Église aussi bien catholique que protestante s'exerce sur l'Éducation dans son ensemble en séparant, par le biais de la confessionnalité, la population anglophone et francophone en deux blocs distincts.

L'écart entre les deux groupes a été favorisé au cours des années par l'absence d'un système unique et public.

Depuis les origines, la séparation confessionnelle est allée de pair avec la séparation du financement de deux systèmes. Ainsi chaque Commission scolaire a été amenée à prélever ses propres taxes auprès des propriétaires identifiés à la confession religieuse qui lui correspondait. Les Commissions scolaires protestantes prélevaient leurs taxes sur les propriétaires anglo-protestants mais aussi sur la plupart des anglo-catholiques. Il en allait de même pour les Commissions catholiques, auprès des propriétaires identifiés comme catholiques.

Les Commissions bénéficiaient même du droit de fixer elles-mêmes le taux d'imposition. C'est ainsi que s'adressant à une population anglophone protestante aux revenus moyens plus élevés, les Commissions scolaires protestantes ont toujours pu imposer un taux d'imposition supérieur à celui en vigueur du côté francophone « catholique ». ¹

Elles ont été ainsi mieux à même d'entretenir un système d'Éducation « public » et gratuit à tous les niveaux (sauf au niveau universitaire), et d'élever en conséquence le degré de scolarisation de la population anglophone.

Le type de financement, parallèlement à l'idéologie d'une Église catholique moins favorable à l'accès généralisé à l'Éducation, n'est pas étranger au retard de scolarisation chez les francophones, notamment au niveau secondaire pré-universitaire. ²

Nous avons noté plus haut qu'en 1959, la seule voie d'accès des francophones aux études universitaires est un réseau de collèges privés catholiques pour lesquels la gratuité scolaire n'existe pas. Les anglophones se dirigent de leur côté vers les High Schools protestants gratuits avant d'entrer à l'Université.

L'enquête de la Commission Royale sur le bilinguisme et le biculturalisme a permis d'établir que c'est au Québec et au Nouveau-Brunswick, là où ils sont en plus grand nombre que les Canadiens français sont le moins scolarisés. En revanche, c'est au Québec, là où les Canadiens d'origine britannique sont en minorité, que ces derniers sont aussi le plus scolarisés.

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME, *op. cit.*, Livre II, Chapitre II, pp. 32-33.

² COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, Tome IV, pp. 97-99 et 103, 244 p.

2 - Question nationale et question de l'État

La loi de 1867

[Retour à la table des matières](#)

C'est notamment par rapport au traitement qu'elle réserve à la question linguistique qu'on peut apprécier le type de solution qu'entendait apporter la loi de 1867 aux rapports et aux droits respectifs des deux principaux groupes ethniques du pays.

Il n'y a pas comme telle dans cette loi la reconnaissance de deux groupes d'origine ethnique, de langue et de cultures différentes.

Seul l'article 133 fait mention de l'usage de l'anglais et du français.

Mais il concerne exclusivement le Parlement du Canada et la législature du Québec et spécifie que : 1) chacun, dans les débats pourra faire usage du français ou de l'anglais; 2) les registres et les procès-verbaux de ces deux Chambres devront être tenus dans les deux langues; 3) dans les procès portés devant un tribunal fédéral ou devant un tribunal du Québec chacun pourra faire l'usage du français ou de l'anglais; 4) les lois du Parlement fédéral et de la législature du Québec devront être imprimées et publiées dans l'une ou l'autre langue.

L'AANB ne reconnaît pas au Parlement du Canada le pouvoir de modifier la loi de 1867 quant à l'usage du français et de l'anglais. En vertu des coutumes constitutionnelles, il faudrait l'unanimité de tous les gouvernements provinciaux et fédéral pour modifier l'article 133.

Cet article constitue la seule garantie linguistique de tout l'Acte. Et, comme le note la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le champ d'application de cette garantie est « très limité ». ¹

– Du point de vue constitutionnel, ni le droit administratif fédéral, ni celui du Québec ne sont tenus au bilinguisme.

– Le droit de témoigner dans sa langue partout au pays n'est pas inscrit dans l'AANB non plus que la garantie d'un jury entièrement ou partiellement constitué de personnes appartenant au groupe linguistique de l'accusé. Seul le Code criminel prévoit un jury mixte dans les provinces de Québec et du Manitoba.

– La loi de 1867 n'établit pas la composition linguistique de la fonction publique, ni ne garantit les droits linguistiques des citoyens dans leur contact avec l'État.

¹ COMMISSION B et B, *op. cit.*, Livre I, Chapitre III, p. 53.

– Elle n'assure pas non plus, sauf au Québec, le bilinguisme dans l'exercice du suffrage universel. Ainsi bulletins de vote et formulaires sont partout unilingues sauf dans la province où la majorité est francophone.

– Il en est ainsi de l'administration municipale pour laquelle la Loi de 1867 ne prévoit aucune protection des droits linguistiques.

– La Loi ne précise pas non plus dans quelle langue doivent être traitées les affaires des divers paliers de gouvernement, ni la langue des relations intergouvernementales. Ainsi les ententes fédérales-provinciales sont négociées, rédigées et signées en anglais seulement. Dans le cas d'ententes signées avec le Québec, la pratique varie : on trouve des ententes signées en anglais ou en français seulement.

– Enfin, la loi de 1867 ne comporte aucune garantie des droits linguistiques dans l'Éducation. L'article 133 n'en fait aucune mention, cependant que l'article 93, confiant l'Éducation aux provinces, n'oblige aucune province à avoir des écoles publiques pour la minorité française de sa population. Nous l'avons vu, ce sont des privilèges confessionnels « acquis » que l'article 93 consacre mais non pas du tout les droits linguistiques.

L'étude de l'AANB permet de constater qu'à travers la question des droits linguistiques sont impliquées tout un ensemble de questions démocratiques.

L'absence d'une véritable solution de cette question et des droits des deux groupes ethniques principaux se répercute sur les autres questions : les droits de la justice, de l'École, des rapports du citoyen avec l'État, les droits dans l'exercice du suffrage universel ne sont pas pleinement accomplis.

Ce constat amène la Commission Royale sur le bilinguisme et le biculturalisme à tirer une conclusion qui nous paraît d'une extrême importance :

« Le but de l'article (133) n'est pas d'assurer la plénitude des droits linguistiques aux minorités anglophones ou francophones au Canada. Au mieux, il incarne une conception embryonnaire de l'égalité culturelle, mais il ne faut pas en attendre des solutions aux situations complexes auxquelles il faut nous attaquer maintenant. » ¹

Il en est des droits linguistiques comme des autres aspects de la question nationale. La base constitutive sur laquelle est érigé l'État au Canada, l'Acte impérial de 1867, ne résout pas la question nationale et les solutions à mettre en œuvre pour la résoudre aujourd'hui ne peuvent prendre appui sur cette loi.

On peut comprendre ainsi que bien qu'elle se concentre au Québec, la question nationale n'est pas une question québécoise, mais une question qui se pose par rapport à l'État central et qui pose la question même des bases politiques sur lesquelles cet État a été mis en place.

Mais ce n'est pas à la seule question nationale que l'AANB n'apporte pas de solution. Nombre de constitutionnalistes, parmi lesquels Jean-Charles BONENFANT, ont

¹ COMMISSION B et B, *idem*, pp. 55-56.

observé que la Loi du Parlement impérial ne comporte pas de déclaration des droits, d'énoncé de principes, contrairement aux constitutions d'autres pays. Cependant, ils n'ont pas toujours accordé beaucoup d'importance à ce fait, le minimisant même :

« On sait que ce texte, (l'AANB) contrairement aux constitutions des autres pays, n'est pas un document émouvant et flamboyant, énonçant de grands principes, mais il est tout de même assez original qu'il ait été jusqu'à prévoir concrètement la construction d'un chemin de fer. » ¹

En fait le chemin de fer ayant été achevé en 1876, la disposition prévoyant sa construction fut rayée de l'AANB. Mais, en revanche, l'absence de principes sur les rapports entre les deux groupes ethniques, sur la liberté d'opinion, la liberté de presse, les droits linguistiques, les droits économiques et sociaux, le travail, en même temps qu'elle témoignait d'une Loi de l'Empire « venue d'en haut » et non d'une constitution « venue d'en bas », a eu des répercussions formidables sur le développement démocratique retardataire de ce pays. Le Québec de 1959, pour un, en témoigne. Mais la complète ignorance des droits des minorités francophones dans les autres provinces démontrée par l'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme atteste aussi de ce que le problème démocratique dans son ensemble ne fut pas résolu en 1867 au moment où l'État fut créé.

Cent ans plus tard, les mêmes questions refont surface mais dans un contexte économique, politique et social différent. Elles réclament d'être résolues, mais cette fois, en se déployant, c'est une crise qu'elles engendrent, une crise qui comme le note la Commission Royale atteint jusqu'à la racine du problème, les « fondements de l'État ». ²

3- Structure économique et question nationale

[Retour à la table des matières](#)

Il existe un autre aspect déterminant de la question nationale au Canada. Cet aspect concerne la structure économique et soulève aussi le problème des bases sur lesquelles sont érigé l'État.

La bourgeoisie du Canada n'a jamais assuré son contrôle sur le marché intérieur. L'unification du marché, constitutive des États-nations, s'est faite ici de l'extérieur, si l'on peut dire, non pas par un mouvement propre du capital « canadien » mais sous la direction et la dépendance étroite, économique et politique, de la métropole impériale.

¹ BONENFANT (Jean-Charles), « Les origines économiques et les dispositions financières de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867 », dans *Économie québécoise*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1969, p. 94.

² COMMISSION B et B, *op. cit.*, Rapport préliminaire, p. 127.

La métropole ayant été remplacée par l'Empire américain, le développement économique du Canada a continué de s'effectuer jusqu'à nos jours sous le contrôle d'un centre étranger.

Au sein même de la bourgeoisie canadienne, l'une de ses fractions, la bourgeoisie du Québec ne s'est pas développée comme les autres et sa progression a été en tous points rachitique.

Ce sont les conséquences politiques de ce double phénomène – dépendance de la bourgeoisie canadienne dans son ensemble et « sur-dépendance » de la bourgeoisie du Québec – que nous cherchons à apprécier ici. Nous nous centrons sur la période des années 1950. On y voit, en effet, s'accroître de manière notable la dépendance du marché intérieur et se préparer les problèmes économiques et politiques majeurs de la décennie suivante.

Au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la création de la Confédération jusqu'à la première guerre mondiale, le trait dominant du développement économique du Canada réside dans la progression des entrées de capitaux britanniques et américains. Les capitaux britanniques sous forme d'obligations dominent largement. De 1867 à 1900, 815 millions de dollars en obligations britanniques contre 160 millions en investissements directs américains affluent au pays.¹

En 1913, le capital étranger au Canada s'élève à 3,850 millions dont 3 milliards environ proviennent de capitaux britanniques. À cette époque, le capital anglais est investi surtout pour financer, dans certains pays comme le Canada, l'Inde, l'Australie, l'Amérique Latine ou les États-Unis, l'aménagement de systèmes trans-continentaux de communications qui vont permettre d'approvisionner en produits alimentaires et agricoles les marchés ouverts par l'industrialisation en Europe.

Déjà le Canada est un territoire « privilégié » de l'investissement étranger. Il est le lieu de la plus forte concentration des investissements de la métropole anglaise, dans le monde : 14% de tous les investissements britanniques y sont en effet placés, comparativement, par exemple, à 20% pour tous les pays d'Amérique Latine.

La bourgeoisie canadienne, elle, exerce son contrôle sur la production des articles courants.

La première guerre mondiale va modifier ce tableau en profondeur. Les investissements de portefeuille et les investissements directs américains connaissent une montée spectaculaire, cependant que les investissements britanniques perdent leur

¹ Ces données sont tirées de : LEVITT (Kari), *La capitulation tranquille*, Montréal, Réédition-Québec, 1972, pp. 75-81.

première place au Canada et dans le monde. Dès 1926, la proportion des actifs étrangers que détiennent au Canada les États-Unis s'élève à 53 %.

Le même mouvement se poursuit, bien qu'au ralenti, pendant la grande crise des années 1930. Pendant cette période, la stratégie d'expansion par l'investissement direct est favorisée par les barrières douanières et autres limites aux échanges de capitaux et de marchandises qui ont été dressées en réaction protectionniste devant la crise. Par l'investissement direct, le grand capital surmonte ces barrières et augmente ses revenus.

C'est avec ce type d'investissement que le capital américain accroît son emprise sur le marché intérieur canadien. La deuxième guerre mondiale et l'après-guerre seront à cet égard des périodes absolument déterminantes.

Pendant la guerre, les investissements directs américains connaissent une hausse de 547 millions de dollars. En 1946, la dette extérieure du Canada, dans laquelle s'exprime sa dépendance économique, est constituée pour près des trois-quarts (72%) en investissements américains.

En 1950, le contrôle étranger sur la production au Canada atteint 50%.

De 1946 à 1952, pendant la période marquée par la guerre de Corée, la dette extérieure atteint de nouveaux sommets : elle augmente en six ans de 3,208 millions de dollars constitués pour les deux-tiers d'investissements directs américains, effectués surtout dans le secteur des richesses naturelles

Mais ces chiffres sont minimes par rapport à la formidable montée du capital américain à partir des années de 1950. Le phénomène est international.

En 1950, la valeur comptable des investissements directs des États-Unis dans le monde est de 11 milliards de dollars. En 1960, elle est de 32 milliards et elle atteint en 1966, 55 milliards. La valeur des actifs des entreprises manufacturières sous contrôle américain passe de 3,8 milliards en 1950 à 22,1 milliards en 1966.

Au Canada, de 1952 à 1960, on enregistre les entrées de capital étranger les plus importantes de toute l'histoire. Les investissements étrangers augmentent de 11,830 millions. Dans cette somme, plus de la moitié, soit 6,017 millions sont des investissements directs américains. En 1960, les entreprises américaines contrôlent directement 48% de tout le capital étranger au Canada. De 1950 à 1960, du fait des investissements massifs, le nombre d'entreprises manufacturières passe de 10,000 à 17,000. Simultanément, la part de production contrôlée par l'étranger est passée de 50 à 60%.

Considérons maintenant les proportions de ce contrôle dans quelques secteurs importants.

Selon des données établies pour 1963 (voir le tableau suivant) les entreprises étrangères contrôlent 60% de l'industrie manufacturière canadienne, 74 pour cent de l'industrie du pétrole et du gaz naturel et 59 pour cent de l'industrie minière et des fonderies. Dans chacun de ces secteurs les entreprises américaines contrôlent à elles seules 46, 62 et 52 %.

On mesure l'importance des changements intervenus depuis la deuxième guerre mondiale, si l'on considère que le contrôle étranger était en 1948 de 43% dans l'industrie manufacturière et de 40% dans celui des mines.

Le contrôle étranger s'exerce d'ailleurs encore plus fortement dans les secteurs industriels où la technologie est la plus avancée. Ainsi, il est de 97% dans les produits du caoutchouc, de 78% dans les produits chimiques, de 77% dans les appareils électriques et de 78% dans l'aéronautique. (Voir le tableau en page 110).

*Pourcentage du contrôle
par des non-résidents dans des industries ¹*

Pourcentage contrôlé par des non-résidents	1926	1939	1948	1963
Secteur manufacturier	35	38	43	60
Pétrole et gaz naturel	—	—	—	74
Mines et fonderies	38	42	40	59
Chemins de fer	3	3	3	2
Autres services publics	20	26	24	4
Total	17	21	25	34

Pourcentage contrôlé par des résidents américains

Secteur manufacturier	30	32	39	46
Pétrole et gaz naturel	—	—	—	62
Mines et fonderies	32	38	37	52
Chemins de fer	3	3	3	2
Autres services publics	20	26	24	4
Total	15	19	22	27

Source: Bureau Fédéral de la Statistique: Canadian Balance of International Payments, 1963, 1964 and 1965, août 1967, p. 127.

Les industries qui demeurent vraiment sous contrôle canadien sont, dans l'ensemble celles où les unités de production ont une dimension restreinte (construction, produits alimentaires, scieries, etc.) ou dont l'avenir est menacé (textiles).

On trouve d'autres industries sous contrôle canadien dans les secteurs où la technologie n'intervient pas de manière décisive : instruments aratoires, pâtes et papier, fer et acier.

On obtient finalement un autre indice de la dépendance économique du Canada vis-à-vis des États-Unis si l'on considère que depuis 1958, jusqu'en 1966, 31% de tous les investissements directs américains dans le monde sont faits ici, soit un pourcentage plus élevé que celui des investissements dans toute l'Amérique Latine et le Mexique ou encore en Europe. (Voir tableaux, pages suivantes)

¹ LEVITT (Kari), *op. cit.*, p. 72.

*La concentration des investissements directs
étrangers dans les secteurs industriels – 1963 ¹*

	Pourcentage du capital sous contrôle étranger		Total du capital des entreprises contrôlé dans les divers pays			Pourcentage du capital contrôlé dans les divers pays.		
	1954	1963	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Industries								
Secteur manufacturier								
Automobiles et pièces	95	97	15	558	–	3	97	–
Caoutchouc	93	97	6	195	15	3	90	7
Produits chimiques	75	78	45	295	727	22	54	24
Appareils électriques	77	77	22	161	458	23	66	11
Aéronautique	36	78	55	85	113	22	33	45
Instruments aratoires	35	50	104	103	–	50	50	–
Pâtes et papiers	56	47	1,217	817	279	53	35	12
Textiles	18	20	568	96	49	80	13	7
Boissons	20	17	488	101	–	83	17	–
Fer et acier	6	14	752	14	108	86	2	12
Autres	–	70	1,790	3,154	944	30	54	16
Total secteur manufacturier	51	60	5,451	6,308	1,895	40	46	14
Pétrole et gaz naturel	69	74	1,841	4,609	845	26	62	12
Secteur minier								
Fonte et raffinerie des métaux-non ferreux	–	51	521	545	–	49	51	–
Autres minerais	–	62	1,038	1,435	270	38	52	10
Total secteur minier	51	59	1,559	1,980	270	41	52	7
Total secteurs industriels		60	8,851	12,897	3,010	36	52	12 (14)

(Canadian Balance International Payments, août 1967, p. 128)

¹ *Idem* p. 144

Répartition géographique des investissements directs américains - 1897- 1966

	Pourcentages						
	1897	1914	1924	1935	1958	1964	1966
Europe	20.6	21.7	17.4	19.0	16.2	27.0	29.6
Dépendances européennes	—	—	—	—	3.8	*	*
Canada	25.3	23.4	20.0	23.5	32.0	31.0	31.0
Mexique	31.5	22.2	13.7	9.0			
					32.2	20.0	18.1
Amérique latine	9.3	15.7	20.2	26.0			
Cuba et Antilles	7.7	10.6	18.4	10.1			
					14.8	22.0	21.3
Autres pays	5.6	6.4	10.3	11.4			
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : American Capital and Canadian Resources de 1897 à 1958.
De 1964 à 1966 : US Survey of Current Business, 1967.

* Renseignements non-disponibles.

Contrôle étranger et américain de certaines industries canadiennes, 1926-1963, années choisies ¹

Industries	contrôle étranger %		1926	1939	1948	1956	1961	1962	1963
	contrôle américain %								
Industrie manufacturière	35 30	38 32	43 39	52 41	59 45	60 45	60 46		
Mines et affinage	38 32	42 38	40 37	58 52	59 52	58 52	59 52		
Pétrole et gaz naturel	— —	— —	— —	80 73	72 63	74 63	74 62		
Chemins de fer	3 3	3 3	3 3	2 2	2 2	2 2	2 2		
Autres services publics	20 20	26 26	24 24	4 4	5 4	4 4	4 4		
Total y compris le commerce	17 15	21 19	25 22	31 26	33 26	34 27	34 27		

Source : Bernard Bonin, Investissements étrangers à long terme au Canada, Montréal, Les Presses de l'École des H.E.C., 1967.

¹ *Idem*, pp. 188-189.

Au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Le même phénomène de dépendance caractérise au Québec la fraction du capital détenu par la bourgeoisie canadienne-française. Mais cette fois, la distance est tellement grande entre le capital canadien-français et le capital étranger et canadien-anglais que « l'économique » seul ne parvient pas à rendre compte de la nature et de l'ampleur du phénomène.¹

Qu'il s'agisse du contrôle dans les secteurs de la fabrication, qu'il s'agisse de la taille des établissements ou des exportations, le capital canadien-français fait figure de coureur disqualifié avant même le départ de la course.

Le secteur de la fabrication est fort important. Il concentre à lui seul près de 28% de la main-d'œuvre qui se chiffre au Québec en 1961 à 1,768,100 personnes.

Or dans 20 domaines de fabrication (voir le tableau suivant), le groupe canadien-français ne contrôle que l'industrie du bois à 84%, et presque l'industrie du cuir à 49,4%.

Le capital canadien-anglais et le capital étranger se partagent le contrôle de neuf domaines. Les Canadiens anglais dominent dans le vêtement, le textile, la bonneterie, le meuble, les pâtes et papiers, l'imprimerie-édition ainsi que dans les boissons, les appareils électriques et les minéraux non métalliques.

Le capital étranger domine et de manière plus marquée encore dans les domaines du pétrole et de la houille, des métaux non ferreux, du matériel de transport, des produits chimiques, des instruments de précision, du tabac, de la machinerie, des produits du fer et de l'acier, et du caoutchouc.

Largement dominant dans le domaine du bois, le capital canadien-français n'y trouve guère, cependant, un point d'appui solide puisque dans l'ensemble de la fabrication, le bois n'occupe que 2,5% de la production.

¹ RAYNAULD (André), « *La propriété des entreprises au Québec* » – les années 60 –, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, p. 120. Les données de cette section sont tirées, sauf mention, de l'ouvrage de RAYNAULD.

Groupe ¹					
Canadien-français		Canadien-anglais		Étrangers	
Bois	83,9	vêtement	88,6	pétrole et houille	100
Cuir	49,4	textile	68,3	métaux non ferreux	84,7
		imprimerie et édition	65,7	matériel de transport	79,2
		boissons	64,9	produits chimiques	77,1
		appareils électriques	58,0	instruments de précision	71,9
		bonneterie	57,7	tabac	67,9
		meuble	53,6	machinerie	64,7
		pâte et papier	53,3	fer et acier	59,4
		produits minéraux	—	caoutchouc	54,5
		non métallique	51,2		

Si maintenant l'on évalue la part de chacun des trois groupes dans l'ensemble du secteur de la fabrication, les résultats paraissent aussi nets : les Canadiens français contrôlent 15,4% de la valeur ajoutée de ce secteur; le groupe canadien-anglais et le groupe étranger s'assurent une présence à peu près égale avec, respectivement, 42,8 et 41,8% de contrôle sur la valeur ajoutée.

L'enquête RAYNAULD a aussi permis de constater que la taille des établissements varie considérablement selon qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre groupe. L'établissement étranger est sept fois plus grand que l'établissement canadien-français. L'établissement canadien-anglais est, lui, quatre fois plus grand.

Dans l'établissement canadien-français, la production atteint une valeur moyenne de 792,000 dollars alors que du côté canadien-anglais elle s'élève à 3,300,000 et dans l'établissement étranger 5,600,000 dollars.

Le même type de constatation peut être fait en ce qui concerne les exportations. Le groupe étranger effectue plus de la moitié (51,5%) des exportations manufacturières totales du Québec. Il est suivi d'assez près par le groupe canadien-anglais dont la part dans les exportations s'élève à 44%. Loin derrière, le groupe canadien-français n'exporte que dans la proportion de 4,5%.

En 1961, les exportations manufacturières du Québec atteignaient 3,4 milliards de dollars et le capital canadien-français n'y comptait que pour 150 millions environ.

Il est important de noter enfin que si le groupe canadien-anglais compte des entreprises locales, nationales et internationales, le groupe canadien-français « se confine dans un marché qui ne dépasse pas quelques milles à la ronde ».²

Ce phénomène de dépendance généralisée ne peut être « expliqué », disions-nous, par l'économie seul. D'autres facteurs interviennent, qui se rapportent à la question

¹ *Idem*, p. 81.

² *Idem*, p. 72.

fondamentale des bases sur lesquelles ont été fixés les rapports entre les deux groupes ethniques au Canada.

L'économiste Rodrigue TREMBLAY a pu observer, par exemple, que la politique tarifaire canadienne protège mieux certaines catégories de produits et, partant, certaines industries. Or il a montré que plus des deux-tiers des industries les mieux protégées se situent en Ontario, alors que le Québec n'en compte que 24%. ¹

On peut mettre ces données en parallèle avec celles que nous avons présentées plus haut sur l'écart des revenus entre Canadiens français et Canadiens anglais au Québec. Selon une étude faite pour la Commission Royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, cet écart s'explique à 60% par la ségrégation économique : les capitalistes anglophones restreignent leurs investissements dans le groupe francophone et leurs pratiques ont pour effet d'augmenter le revenu général de leur groupe, même au détriment des revenus individuels. ²

4- Des conséquences politiques

[Retour à la table des matières](#)

L'exceptionnelle dépendance dans laquelle se trouve la fraction canadienne-française de la bourgeoisie canadienne, la relation qui existe entre cette dépendance et la nationalité, la dépendance qui pèse lourdement sur la bourgeoisie canadienne dans son ensemble par rapport au capital étranger-américain : on a là une double réalité qui ne peut manquer d'engendrer des retombées politiques.

L'État fédéral, on l'a vu, s'est constitué dans une large mesure comme l'instrument politique de la création d'un marché canadien d'est en ouest entre les colonies britanniques du nord. Il s'agissait de faire tomber ces barrières douanières qui gênaient le commerce et l'industrie, de relier les différentes régions par une grande voie de communication, le chemin de fer, et de protéger l'Empire contre la puissance déjà grande des États-Unis. On appelait cette politique canadienne, la « politique nationale ».

Mais le processus qui, avec la première guerre mondiale amène les investissements américains en masse, crée les premières fissures dans cette politique fondée sur l'axe est-ouest.

La deuxième guerre mondiale désintègre cette politique et la période des années 1950 la fait définitivement voler en éclat.

¹ TREMBLAY (Rodrigue), *Indépendance et Marché commun Québec-États-Unis*, Montréal, Éditions du Jour, 1970, pp. 44-46.

² RAYNAULD (André), MARION (Gérard), et BÉLAND (R.), *La répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada*, Étude réalisée pour le compte de la COMMISSION B et B, *op. cit.*, Livre III, Chapitre XI, résumée dans RACINE (Gilles), La Presse, 14 novembre, 1970.

Que s'est-il passé? L'axe transcontinental qui devait constituer la base économique de l'intégration des colonies sous un État central fort s'est, à toutes fins utiles, brisé contre le capital américain.

Ce ne sont pas seulement les vieux liens économiques de la politique nationale qui ont été d'abord secoués puis rompus. C'est le rôle même de l'État central, son contrôle de l'économie qui est mis en cause.

Plus, ce que Kari LEVITT appelle la « tendance continentaliste »¹ contribue à ébranler le rôle politique de l'État fédéral en favorisant la fragmentation économique et politique des provinces.

Car l'axe nord-sud qui désormais régit de manière dominante le commerce et les investissements accentue les déterminations régionales. Chaque province se tourne vers le sud pour son développement économique; les régions rivalisent entre elles pour l'obtention des investissements étrangers.

Ainsi l'on constate qu'en se conjuguant avec des questions démocratiques non résolues, la dépendance économique pose à son tour la question de l'État.

À la fin des années 1950, le capital américain a accru son emprise sur le Canada à un niveau jamais atteint auparavant. L'aspect économique du phénomène est à cette époque plus manifeste que ses effets politiques. Mais tous les éléments sont en place pour qu'à la première occasion l'accumulation des problèmes débouche sur la scène politique.

¹ LEVITT (Kari), *idem*, p. 172.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Deuxième partie

La révolte de la base contre le sommet

[Retour à la table des matières](#)

Illustration 4

[Illustration 4](#) (page 118, texte original)

“ C'est dans l'amiante que le feu a pris”. Février 1949,
5,000 mineurs donnent le coup d'envoi contre le régime.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Deuxième partie : La révolte de la base contre le sommet

Chapitre IV

UNE STRUCTURE POLITIQUE ANACHRONIQUE PAR RAPPORT À L'ÉVOLUTION SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

À la fin des années 1950, les institutions du Québec ont conservé les traits dominants d'une société dans laquelle la révolution démocratique n'a pas triomphé. Pour l'illustrer, nous avons signalé l'existence des 24 conseillers législatifs nommés à vie, de la magistrature nommée par l'Exécutif, de la carte électorale dominée par la campagne, des comtés protégés anti-démocratiques, du mode de suffrage municipal à Montréal, des « deux systèmes » d'Éducation confessionnels, de la législation du travail qui ressemble à l'époque des coalitions illégales, de structures syndicales non encore complètement émancipées du contrôle de l'Église et de l'État, d'une question nationale non résolue et de la loi de 180 sur laquelle finalement s'appuie tout l'édifice.

Déjà, les quelques notes sur la structure économique ont pu nous indiquer qu'à ce niveau, le Québec ne vit pourtant plus et depuis longtemps à l'époque de l'agriculture dominante et du capitalisme de concurrence. Le divorce n'a pas cessé de s'approfondir entre la vieille structure politique immobile et les forces matérielles en constante révolution.

1- Urbanisation et industrialisation

[Retour à la table des matières](#)

En 1871, 77% de la population de la Province était rurale et 23% urbaine. En 1961, la proportion s'est complètement renversée : 75 % de la population est urbaine et 25% rurale.

120

Le mouvement d'urbanisation s'est considérablement accéléré au cours des vingt années qui précèdent 1961. Pendant cette période, la population urbaine de la province a doublé, passant de deux à près de quatre millions. ¹

Le Québec de 1871 ne comptait que cinq villes de plus de 5,000 habitants : Montréal, Québec, Trois-Rivières, Lévis et Sorel. Ces cinq villes groupaient en tout 186,000 habitants, soit 15% seulement de la population de la province. Montréal, la plus grande ville, comptait alors 107,000 habitants. ²

En 1961, 2,190,509 des 5,259,211 habitants du Québec sont concentrés dans Montréal et sa banlieue, soit 40% de la population totale. ³ Quarante villes au moins comptent plus de 10,000 habitants. ⁴

En 1871, 40% des hommes de plus de 20 ans au Québec ne savaient ni lire, ni écrire. ⁵ En 1945, le nombre d'étudiants réguliers à tous les niveaux n'était que de 660,000. Mais, dans les quinze années qui suivent, ce nombre va doubler, passant à 1,350,000 en 1962. ⁶

Ces chiffres en eux-mêmes sont significatifs. Ils indiquent que le Québec n'a pas échappé au mouvement d'urbanisation qui a atteint au XX^e siècle l'ensemble des pays capitalistes occidentaux. Mais leur signification est d'autant plus saisissante si on les rapporte aux institutions. Dessinée à l'époque où 77% de la population était rurale, la carte électorale est restée intouchée même si cent ans plus tard, le mouvement d'urbanisation a entraîné 75% de la population dans les villes, et 40% dans la seule ville de Montréal. Établies entre 1845 et 1875, les structures de l'Éducation ont été maintenues telles quelles malgré un siècle de profonds bouleversements démographiques, économiques et sociaux.

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, tome 1, p. 72.

² *Idem*, p. 70.

³ *Idem*, tome IV, p. 96.

⁴ *Idem*, tome 1, pp. 70 et 72.

⁵ *Idem*, p. 67.

⁶ *Idem*, p. 64.

Le mouvement d'urbanisation n'est évidemment pas séparable du mouvement d'industrialisation. À l'époque de la Confédération, l'économie de la province de Québec était agricole et artisanale. L'agriculture employait 50% de la population.¹

Les plus fortes concentrations de main-d'œuvre non-agricole se trouvaient dans les scieries, les cordonneries, les forges, les ateliers de confection, la charpenterie, la menuiserie et les chantiers maritimes. On ne connaissait pas encore l'organisation du travail pour une masse d'ouvriers ou d'employés.

Même au début du siècle, la production agricole représentait 65% de la production totale nette de biens. L'industrie manufacturière ne comptait, elle, à cette époque, que pour 4%.

Mais déjà en 1950, les chiffres étaient renversés : l'agriculture ne comptait plus que pour 10.5%, cependant que l'industrie manufacturière allait chercher 65% de la production totale des biens.²

Du point de vue de la répartition de la main-d'œuvre par secteurs, on constate que de 1901 à 1951, la main-d'œuvre masculine du secteur agricole est tombée de 45 à 17% alors que dans le secteur manufacturier elle est passée de 16 à 31%.³

La progression de l'emploi dans ce secteur a été fortement concentrée dans le temps. Pendant les onze années qui vont de 1939 à 1950, elle est en effet de 87%, c'est-à-dire plus que pendant tout le siècle précédent.⁴

Le même mouvement qui mène de l'agriculture à la manufacture et de la manufacture à l'industrie engendre la concentration de plus en plus poussée de la production capitaliste.

23,000 manufactures existaient en 1890 au Québec. En 1950, leur nombre n'est plus que de 11,670. Pourtant, dans la seule période de 1939 à 1950, la valeur de la production manufacturière brute s'est accrue de 100% et les investissements de 150%, en chiffres absolus.⁵

Ces données montrent une évolution très rapide de l'industrialisation et de l'urbanisation du Québec au 20^e siècle. Elles doivent être complétées par une vue d'ensemble sur la répartition de la force de travail par secteur industriel et par rapport à la propriété dans chaque secteur à la fin des années 1950. On aura ainsi une idée plus nette de la composition et de la disposition des forces sociales telles qu'elles ont été forgées sur le terrain économique, dans l'activité générale de production capitaliste.

¹ *Idem*, p. 67.

² TRUDEAU (Pierre Elliott), (dir.), *La grève de l'amiante*, Montréal, Les Éditions Cité Libre, 1956, p. 10.

³ *Idem*, p. 10.

⁴ FAUCHER (Albert), et LAMONTAGNE (Maurice), « History of Industrial Development » dans *Essais sur le Québec Contemporain*, sous la direction de Jean-Charles Falardeau, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1953, pp. 23-54.

⁵ TRUDEAU (Pierre E.), *op. cit.*, p. 77 et FAUCHER (Albert), LAMONTAGNE (Maurice), *op. cit.*, pp. 23-54.

2- La répartition de la force de travail

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau qui suit (12) nous indique qu'en 1961, le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la forêt ne concentre plus que 10% de la main-d'œuvre active. En y ajoutant les mines, l'ensemble du secteur primaire ne représente qu'un pourcentage de 11,5. En revanche, l'industrie manufacturière et la construction mobilisent 33,6% de la main-d'œuvre dans le secteur secondaire. L'ensemble des services publics, para-publics et privés donnent au secteur tertiaire 51% de la main-d'œuvre.

La répartition par secteurs primaire, secondaire et tertiaire nous permet de constater que 85% de la main-d'œuvre se concentre dans les deux derniers secteurs.

L'addition des mines avec les secteurs secondaire et tertiaire donne en chiffres absolus 1,591,452 emplois sur un total de 1,768,119 au Québec.

Évolution et taux de croissance de la main-d'œuvre active par secteur industriel – Québec 1941-51-61 ¹

	41-61		41-51		51-61				
	%		%	%	%	%		%	
Primaire (agriculture, pêche, forêts)	-41	307,491	24. 8	-18	245,075	16. 7	-27	176,667	10. 0
Mines	82	14,185	1. 2	40	19,899	1. 4	29	25,854	1. 5
Total primaire	-37	321,676	26. 0	-18	264,974	18. 1	-24	202,521	11. 5
Industrie manufacturière	37	341,196	27. 6	33	453,073	31. 0	3	466,443	26. 4
Construction	66	75,986	6. 1	35	102,703	7. 0	29	126,361	7. 2
Total secondaire	42	417,182	33. 7	33	555,776	37. 8	7	592,804	33. 6
Adm. locale, prov., féd.	220	31,010	2. 5	76	54,624	3. 7	82	99,194	5. 6
Serv. publ., ens.-santé	155	60,668	4. 9	40	84,664	5. 7	83	154,588	8. 7
[Sous-total tertiaire public]	177	(91,678)	(7. 4)	52	(139,288)	(9. 4)	82	(253,782)	(14. 3)
Services privés productifs	80	70,284	5. 7	49	104,344	7. 1	21	126,614	7. 2
Services privés improductifs	64	329,666	26. 6	21	399,654	27. 2	35	541,131	30. 6
Total tertiaire	88	491,627	39. 7	31	643,286	43. 7	43	921,727	51. 0
Grand total	42	1,237,678	100%	19	1,471,840	100%	19	1,768,119	100%
Mines, second. et tertiaire	71	930,187		33	1,232,765		29	1,591,452	

Source : Recensement du Canada : 1961, 1951, 1941.

¹ DAVID (Hélène), *op. cit.* appendice tableau 3.

Ces chiffres confirment évidemment que la structure économique du Québec est celle d'un pays industrialisé. Mais la relation entre la répartition de la main-d'œuvre et la valeur de la production dans chacun des trois secteurs et leur comparaison avec des pays comme les États-Unis et la France sont encore plus significatives. ¹

Structure de l'emploi et valeur de la production par secteurs pour certains pays					
			Primaire (Agriculture, pêche, forêt, mines) %	Secondaire (ind. manufactu- rière et construction %)	Tertiaire (transport, com- munications, services, etc.) %
Québec (1961)	(a)	Emploi	11. 4	33. 5	52. 0
		Production	7	40	53
Ontario (1961)	(a)	Emploi	9. 7	33. 3	55. 5
Canada (1961)	(b)	Emploi	14. 0	28. 4	55. 1
U.S.A. (1964)	(b)	Emploi	7. 4	31. 6	56. 6
France (1962)	(c)	Production	4	37	59
		Emploi	22. 3	41. 3	36. 7
Chili (1960)	(d)	Production	11	44	45
		Emploi	25. 0	17. 0	58. 0
(caractéristique des pays des zones périphériques où plus que 50% de l'emploi est non-agricole)					

On observe d'une part que la structure de l'emploi au Québec est très semblable à celle du Canada dans son ensemble et de sa province la plus industrialisée, l'Ontario. La structure de l'emploi et la valeur de la production sont aussi tout à fait voisines de celles des États-Unis et de la France. Elles se rapprochent davantage de celles des États-Unis que de celles de la France où le primaire conserve un pourcentage relativement élevé de la main-d'œuvre et où le secondaire demeure supérieur au tertiaire.

Il ne suffit donc pas de noter que le Québec est une province industrialisée. Cette province présente les traits caractéristiques des pays capitalistes avancés.

¹ *Idem*, tableau 2 : p. 143.

3- Faiblesse économique de la bourgeoisie autochtone

[Retour à la table des matières](#)

On doit, bien sûr, ajouter à ce tableau les données présentées au chapitre précédent sur la propriété dans chaque secteur de production. Ainsi l'on constate que si le Québec est une province capitaliste avancée, son économie est très largement dominée de l'« extérieur ». De même lorsqu'on considère la « nationalité » des propriétaires, on constate qu'on se trouve en présence d'une province capitaliste avancée dont la bourgeoisie autochtone n'a aucun contrôle des secteurs moteurs de l'économie.

Comme nous le verrons, cette situation a des effets majeurs sur la politique au Québec. La bourgeoisie, économiquement, y est faible au point de paraître inexistante.

Mais, elle ne l'est cependant pas. En regardant le tableau suivant, qui ne concerne que la main-d'œuvre employée, on pourra même s'étonner de voir qu'en 1961, la bourgeoisie canadienne-française mobilise un pourcentage de main-d'œuvre plus élevé que celui de la bourgeoisie canadienne-anglaise ou celui de la bourgeoisie étrangère (américaine) au Québec. 47,3% de la main-d'œuvre travaille en effet dans des établissements détenus par des propriétaires francophones, contre 37,7 chez les anglophones ou encore, 15% chez les étrangers.

Ces deux derniers groupes ensemble concentrent évidemment un pourcentage de la main-d'œuvre (52,7) supérieur à celui des propriétaires canadiens-français. Il faut de plus tenir compte du fait que si les Canadiens-français font un score aussi élevé que 47,3%, c'est que la moitié de ce pourcentage provient de l'agriculture et des services publics. Les deux seuls autres secteurs où ils recrutent environ 50% de la main-d'œuvre sont la construction et le commerce de détail. Mais dans l'industrie manufacturière, les propriétaires canadiens-français emploient 21,8% de la main-d'œuvre et produisent, comme on l'a vu, 15,4% de la valeur ajoutée.

On ne pourrait de toute façon apprécier la force relative des bourgeoisies canadienne-française, canadienne-anglaise et américaine au Québec par le seul critère de la main-d'œuvre employée. Le fort pourcentage de main-d'œuvre travaillant pour des Canadiens français est même un des traits de la faiblesse de cette bourgeoisie dont les établissements ont une productivité inférieure et sont souvent dans des secteurs moins productifs que leurs concurrents. Le grand capital, dans des secteurs et des établissements hautement productifs recrutent moins de main-d'œuvre et domine largement.

Importance des établissements francophones, anglophones et étrangers,
dans chaque secteur d'activité, selon les effectifs, Québec 1961 [hypothèse probable] ¹

	Population active à l'emploi des établissements [%]				
	Travailleurs [en milliers]	Francophones	Anglophones	Étrangers	Total
Tous les secteurs	1515. 3	47. 3	37. 7	15. 0	100
Agriculture	131. 2	91. 3	8. 7	0. 0	100
Mines	25. 9	6. 5	53. 1	50. 4	100
Industrie de fabrication	468. 3	21. 8	46. 9	31. 3	100
Construction	126. 4	50. 7	35. 2	14. 1	100
Transport et Communications (secteur privé)	102. 4	37. 5	49. 4	13. 1	100
Commerce de gros	69. 3	34. 1	47. 2	18. 7	100
Commerce de détail	178. 7	56. 7	35. 8	7. 5	100
Finances	62. 2	25. 8	53. 1	21. 1	100
Services	350. 9	71. 4	28. 6	0. 0	100

Mais la faiblesse n'est pas un signe d'inexistence. Le seul fait de considérer que dans les mines 6,5%, dans l'industrie de fabrication 21,8%, dans la construction 50,7%, dans le secteur privé des transports et des communications 37,5%, dans le commerce de gros 34,1%, dans le commerce de détail 56,7%, dans les finances, 25,8%, et dans les services publics et para-publics 71,4% de la main-d'œuvre se trouve en rapport direct avec un patronat francophone confirme l'existence d'une bourgeoisie canadienne-française.

Le Québec à la fin des années 1950 présente une structure de classes complète : une paysannerie en nombre fort réduit, un prolétariat (au sens large) concentré dans l'industrie et les services publics, para-publics et privés et une bourgeoisie dont la fraction autochtone détient une part très minoritaire de la propriété des grands moyens de production.

¹ RAYNAULD (André), « La propriété et la performance des entreprises dans le Québec », *Études Internationales*, vol. II, no 1, mars 1971, pp. 81-109.

4- Organisation et concentration de la force de travail

[Retour à la table des matières](#)

Il reste enfin un autre élément important de la caractérisation du Québec comme province capitaliste avancée. Cet élément concerne le degré d'organisation de la main-d'œuvre salariée.

Nous avons déjà noté que le taux de syndicalisation était de 28,3% en 1959. Ce pourcentage est comparable au taux de syndicalisation des États-Unis à la même époque.¹ De plus, d'après des données établies pour l'année 1954, Gérard DION a pu fournir des renseignements intéressants sur l'importance des forces syndicales au Québec et leur concentration géographique comparativement à l'Ontario.²

En mesurant les taux de syndicalisation par rapport à la main-d'œuvre des « travailleurs payés » (ce qui exclut les travailleurs autonomes, les professionnels et les chômeurs) DION estime que l'Ontario et le Québec possèdent à elles seules 63% des effectifs syndicaux de tout le Canada. Les deux plus grandes villes, Montréal et Toronto, groupent 25% de tous les syndiqués canadiens.

Montréal est la ville canadienne qui possède le plus de travailleurs syndiqués, soit 147,550 alors qu'on en dénombre 129,850 à Toronto.

Avec ce nombre, Toronto rassemble le tiers des syndiqués ontariens, tandis que 54% des syndiqués du Québec sont concentrés dans Montréal.

Ces renseignements³ ne donnent évidemment qu'une vue très partielle des forces syndicales au Québec pendant les années 1950. Mais ils permettent, pour le moment, de constater que, malgré une législation du travail extrêmement répressive, le Québec n'a pas échappé au mouvement de syndicalisation qui a résulté de l'industrialisation et de la concentration des travailleurs dans les villes.

Si l'on compte qu'au début des années 1930 la proportion des travailleurs syndiqués fluctuait entre 8 et 10% et qu'en 1959, elle avait atteint plus du quart de la main-d'œuvre salariée, on trouve là aussi une expression de la coupure entre l'évolution sociale et des institutions politiques demeurées à une époque révolue.

¹ Estimé à environ 26% par PELLERIN (Henry), *American Labor*, Chicago, University of Chicago Press, 1960, p. 207.

² DION (Gérard), « Les groupements syndicaux dans la province de Québec » 1955, *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. II, no 1, décembre 1955, pp. 1, 2 et 3 et 21-22.

³ Les calculs d'Hélène DAVID pour chaque année de 1931 à 1968 confirment à peu de chose près les données de DION pour l'année 1954. Elle donne comme total syndiqué officiel au Québec 277,700 pour un taux de syndicalisation (excluant les enseignants) de 26,5. DION, de son côté, arrive à 272,000 et 25%. Voir DAVID (Hélène), *op. cit.*, Estimé des effectifs syndicaux au Québec.

5- Enrayer la force montante des villes: une politique consciente

[Retour à la table des matières](#)

Or ce n'est pas la thèse de l'inertie des institutions, de leur lenteur à bouger, qui permet de rendre compte du divorce profond entre la politique et la réalité. Les propos tenus par l'économiste Esdras MINVILLE, en 1939, témoignent parfaitement du caractère conscient de cette politique pratiquée à l'aide des institutions et des lois pour enrayer la force montante des villes, c'est-à-dire des masses laborieuses qui s'y trouvent concentrées.

« Au point de vue sociologique, l'assurance-chômage, ainsi qu'un certain nombre d'autres mesures de législation sociale nous paraissent plus ou moins opportunes dans la province de Québec. Nous avons exposé assez longuement dans une annexe à notre mémoire sur le syndicalisme ouvrier la gravité du problème rural dans la province de Québec. Nous considérons pour notre part, et nous savons que la plupart des économistes et sociologues qui ont étudié la situation sont de cet avis, que la désertion des campagnes et l'extrême congestionnement des villes, notamment de Montréal, sont à l'origine de l'extrême instabilité économique actuelle. Toute mesure qui tendrait à améliorer encore le sort de l'ouvrier industriel, du moins à donner l'illusion que la vie de l'ouvrier urbain est de plus en plus sûre, plus facile, aboutirait presque fatalement à accélérer le mouvement de désertion des campagnes, à moins qu'on assure à la population rurale des avantages égaux... » ¹

Cette thèse n'exprime pas seulement l'opinion d'un économiste travaillant au compte d'une commission gouvernementale d'enquête, elle résume toute la politique du « régime de la grande noirceur ».

La réalité est cependant plus forte que les institutions chargées de l'étouffer. Dans les vingt années qui vont de 1939 à 1959, les masses laborieuses atteignaient peu à peu un degré de concentration et d'organisation suffisant pour porter elles-mêmes leurs aspirations directement sur la scène politique. Commencé à l'occasion de luttes revendicatives pour les conditions de travail et de vie, le mouvement allait bientôt s'étendre à l'ensemble des questions démocratiques et mettre en cause tout l'édifice politique hérité du XIX^e siècle.

¹ MINVILLE (Esdras), *La législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec*, étude réalisée pour le compte de la Commission ROWELL-SIROIS, Ottawa, Imprimerie de la Reine, p. 97, in : TRUDEAU, Pierre-Elliott, *op. cit.*, pp. 28-29.

6- Le coup d'envoi : la grève de l'amiante

[Retour à la table des matières](#)

Dans le seul ouvrage paru sur la grève de l'amiante de 1949, Pierre-Elliott TRUDEAU écrivait :

« En 1949, il y a eu la grève mémorable de l'amiante parce que les travailleurs industriels du Québec suffoquaient dans une société encombrée d'idéologies inadéquates et d'institutions oppressives; parce que l'importance pour la nation de la classe ouvrière était hors de commune mesure avec son peu de prestige; ... » « ...à cette époque le prolétariat québécois avait été amené, par la logique de son développement, à se tailler dans la communauté une place en rapport avec son nombre et son utilité sociale. »

« ...il s'est trouvé que c'est dans l'amiante que le feu a pris. » ¹

Toute analyse du choc entre les institutions politiques et la réalité, toute analyse de la « révolution tranquille » et des mouvements politiques qui s'y sont créés doit partir de la classe ouvrière.

Le 13 février 1949, 5,000 mineurs déclenchent une grève dans les deux villes d'Asbestos et de Thetford Mines pour un changement en profondeur de leurs conditions de travail et de vie. Cette grève durera quatre mois et 1/2, et prendra fin le 1^{er} juillet.

Historiquement, le mouvement des mineurs marque le coup d'envoi d'une véritable rébellion de la base de la société contre son sommet. Il aura de profondes répercussions à tous les niveaux, au sein même du mouvement ouvrier comme sur la scène politique.

Avant d'analyser les profondes modifications qui s'opèrent à ces deux niveaux pendant les années 1950, il est important de revenir brièvement sur les caractéristiques fondamentales de la grève des mineurs de l'amiante.

Au moment de son déclenchement, la grève suivait de près la formation d'un front uni victorieux des organisations syndicales contre l'État. Le gouvernement DUPLESSIS avait, en effet, présenté à l'Assemblée législative en décembre 1941 : et janvier 1949, un projet de code du travail, appelé Bill 5. Ce projet prévoyait l'interdiction des communistes dans les syndicats (mesure qui sera reprise dans le Bill 19 en 1954), interdisait l'atelier fermé et l'atelier syndical, obligeait les organisations syndicales à fournir leurs rapports financiers, leurs listes de membres au gouvernement. ²

¹ TRUDEAU (Pierre-Elliott), *op. cit.*, p. 90.

² DAVID (Hélène), *op. cit.*, pp. 15-16.

C'est contre ce projet de loi que fut déclenchée, en l'espace de quelques semaines, la première grande action unitaire des organisations ouvrières au Québec. La Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, la Fédération Provinciale du Travail du Québec FPTQ (AFL) et les unions du Congrès Canadien du Travail (CIO) formèrent ensemble la Conférence conjointe du Travail syndiqué de la Province de Québec.¹ Ce bloc unitaire sans faille constituait un barrage solide devant le projet gouvernemental. Le Bill 5 allait finalement être retiré. Cette victoire, l'une des premières remportées contre le « régime », modifiait déjà le rapport de forces entre l'État et le patronat, d'un côté, et le mouvement ouvrier de l'autre. Elle ouvrait la voie aux luttes revendicatives qui y trouvaient l'exemple d'une issue victorieuse obtenue par l'unité d'action.

Même si elle n'a jamais été clairement soulignée, la relation entre l'action de la Conférence conjointe et le déclenchement de la grève de l'amiante est immédiate. Un mois plus tard, les mineurs étaient les premiers à revendiquer pour eux-mêmes et pour l'ensemble des ouvriers les effets de cette victoire politique.

7- Des caractéristiques de la grève

[Retour à la table des matières](#)

La grève des mineurs de l'amiante a été une grève illégale. Comme nous l'avons vu, la législation du travail de l'époque prévoyait une série de barrières juridiques à l'exercice du droit de grève. Après la négociation et la conciliation, le recours à l'arbitrage était obligatoire et ce n'est qu'après les conclusions arbitrales que la grève était autorisée. Le 13 février 1949, réunis en assemblée, les mineurs d'Asbestos décidaient le débrayage général sans attendre que les négociations passent au stade de l'arbitrage. Ils étaient rejoints par les mineurs de Thetford qui, dès le lendemain soir, votaient la grève à l'unanimité.

Par son caractère illégal, le mouvement revêtait dès le départ un caractère politique. Il débordait le cadre des relations du travail dans lequel la loi voulait confiner les rapports patronat-syndicat. Les mineurs ne se dressaient plus seulement contre les compagnies mais contre l'État et son appareil législatif et, de cette manière aussi, l'enjeu de leur lutte allait concerner l'ensemble du mouvement ouvrier. Le gouvernement reconnaissait d'ailleurs le caractère éminemment politique du conflit en procédant, le 21 février, sur décision de la Commission des Relations Ouvrières, à la décertification des syndicats de l'amiante et de la Fédération de l'industrie minière de la CTCC². De même l'envoi des détachements de la Police Provinciale, la procla-

¹ BOISVERT (Réginald), « La grève et le mouvement ouvrier » dans TRUDEAU (Pierre-Elliott), dir., *op. cit.*, pp. 346-347.

² BEAUSOLEIL (Gilles), « Histoire de la grève à Asbestos », dans TRUDEAU (Pierre-Elliott), *op. cit.*, p. 177.

mation de la Loi de l'Émeute le 6 mai 1949 ¹ démontrent que l'État mettait tout son poids contre un mouvement d'ampleur nationale.

Grève politique, s'appuyant sur la victoire du Front uni des organisations ouvrières contre le Bill 5, la grève de l'amiante a aussi été une grève « spontanée ». À l'assemblée du 13 février, les dirigeants de la CTCC, avec à leur tête Jean MARCHAND, se présentaient pour faire le point des négociations devant les mineurs et prévoyaient une suite qui n'allait pas être retenue : le recours à l'arbitrage selon les prescriptions de la loi. ²

MARCHAND n'avait pas terminé son discours que, déjà, des cris l'interrompaient de la salle : « on veut la grève », on ne rentre pas ce soir ». Il demandait un délai de 48 heures pour lui permettre de rencontrer le ministre du Travail, mais les mineurs ne lui accordèrent pas une minute et allèrent organiser leurs lignes de piquetage.

Cet aspect, pourtant capital, du déclenchement de la grève de l'amiante n'a guère été souligné bien que TRUDEAU ait formulé en « épilogue » du livre *La grève de l'amiante*, la remarque suivante :

« Il est clair que ce sont les mineurs qui furent responsables de la grève, en ce sens qu'ils ont décidé eux-mêmes de la faire, sans attendre le délai demandé par le représentant de la CTCC. » ³

Les dirigeants syndicaux n'avaient pas prévu la grève et ne la proposaient pas. Pendant les semaines qui suivirent, la compagnie Johns Manville invoqua parmi d'autres arguments, contre la grève, le fait que « l'arbitrage avait été demandé par le secrétaire général de la CTCC et que, si les procédures avaient été suivies, les ouvriers auraient obtenu un nouveau contrat collectif. » ⁴

Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui déclenchèrent l'action de grève au cours de laquelle les dirigeants syndicaux reprirent ensuite la direction.

Ces faits sont importants parce qu'ils permettent de comprendre comment s'est opéré, notamment au sein de la CTCC, le changement en profondeur des années 1950.

¹ *Idem*, pp. 198-199.

² *Idem*, p. 168.

³ TRUDEAU (Pierre-Elliott), dir., *op. cit.*, p. 382.

⁴ BEAUSOLEIL (Gilles), *op. cit.*, p. 185.

8- Une brèche dans l'idéologie officielle de la CTCC

[Retour à la table des matières](#)

En se dressant contre le patronat des mines et contre l'État, les mineurs heurtaient de front également toute l'idéologie et les traditions d'origine de la CTCC. Cette centrale, nous l'avons vu, avait été créée et s'était maintenue, pour l'essentiel, comme un bastion de la collaboration de classes, du corporatisme (réaffirmé en 1946) et de la doctrine de l'Église catholique.

Mais où était la collaboration entre employeurs et employés dans une grève de 4 mois et 1/2? Où était le corporatisme idéal et le respect de l'Autorité gouvernementale dans une grève illégale? À l'initiative des travailleurs, les dirigeants syndicaux se voyaient eux-mêmes entraînés dans une action qui contredisait leur pratique syndicale traditionnelle aussi bien que les textes de la constitution et des principes dont on disait qu'ils devaient inspirer toutes les actions de la Centrale.

Du point de vue des résultats matériels, la grève de l'amiante fut une défaite. Le 12 juin le bureau confédéral de la CTCC avait décidé de verser aux grévistes de l'amiante la cotisation mensuelle de tous les syndicats de la Centrale. Mais en même temps, depuis le 1^{er} juin, les dirigeants proposaient que, moyennant certaines garanties, on soumette les points en litige à l'arbitrage obligatoire.

C'est cette solution qui s'imposa finalement. La grève prit fin le 1^{er} juillet. Le 10 décembre 1949, soit plus de 5 mois plus tard, la sentence arbitrale ne donnait en rien satisfaction aux revendications des mineurs. Ils n'obtenaient ni la formule Rand ¹, ni les augmentations de salaires demandées, ni le régime de vacances et de congés souhaité pour les dimanches et jours fériés, ni non plus l'insertion dans la convention collective d'une clause obligeant la compagnie à éliminer les poussières d'amiante. ²

Mais, du point de vue des gains enregistrés pour la consolidation de l'unité ouvrière, du point de vue de la conscience des rapports généraux entre le mouvement ouvrier d'une part et l'État, les partis politiques dominants et le patronat, d'autre part, la grève de l'amiante marquait un gigantesque pas en avant.

Dans la suite de cette grève, nous étudions les grands traits de l'évolution du mouvement ouvrier jusqu'à la fin des années 1950. Cette étude est faite sur deux plans :

¹ La formule Rand : nom donné au régime en vertu duquel tous les travailleurs d'une entreprise, qu'ils appartiennent ou non au syndicat, doivent y cotiser puisque la convention collective négociée par le syndicat ne s'applique pas qu'aux syndiqués mais à tous les travailleurs.

² « Histoire des négociations », rédigé en collaboration dans TRUDEAU (Pierre-Elliott), dir., *op. cit.*, pp. 232-234.

l'évolution de l'action syndicale proprement dite et la question de l'action politique. Cette dernière question va nous amener au centre du problème de la stratégie soulevé en 1959 et pendant les années 1960.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Deuxième partie : La révolte de la base contre le sommet

Chapitre V

LA MONTÉE OUVRIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la période révèle une étonnante série d'événements, d'actions, de luttes et de débats qui tous contribuent plus ou moins directement à relancer l'action syndicale sur des bases nouvelles. Nous ne retiendrons ici que ceux qui paraissent les plus déterminants, à savoir le regroupement en fédération provinciale des unions du CIO au Québec, les grèves des employés de Dupuis Frères et des travailleurs du Textile à Louiseville, en 1952; la riposte contre les Bills 19 et 20 en 1954 ; l'unification de l'AFL et du CIO et ses conséquences au Québec (1955-57) ; la grève de Murdochville (1957) ; la reconstitution de l'Alliance des Professeurs de Montréal (1959); et la « déconfessionnalisation » de la CTCC (1959-60).

1- La grève de Dupuis frères

[Retour à la table des matières](#)

Deux ans après la fin de la bataille de l'amiante, le Québec est à nouveau, en 1952, le théâtre de nombreux conflits sociaux, dont deux au moins captent l'attention de tout le mouvement ouvrier.

À Montréal, le 1^{er} mai, un millier d'employés du grand magasin à rayons Dupuis Frères ont déclenché la grève par un vote pris à une majorité de 97%.¹ Ces employés sont en majorité des femmes; elles constituent le premier groupe d'employés de commerce à recourir à l'arme de la grève pour la satisfaction de leurs revendications. Leur syndicat est affilié à la CTCC (CSN).

Les employés de Dupuis réclament de 5 à 10 dollars d'augmentation de leur salaire hebdomadaire, la reconnaissance syndicale, la formule Rand de retenue des cotisations, le respect de l'ancienneté et une procédure de griefs.

L'entreprise est aux mains d'un propriétaire canadien-français et fait figure d'institution nationale dans le domaine du commerce de détail. Toutes les étapes de la négociation jusqu'à l'arbitrage ont été suivies sans qu'on ait pu aboutir à un accord. Les « offres » patronales consistent dans une augmentation de salaire maximum de 2 dollars, dans le refus de la formule Rand, dans le refus de la reconnaissance des droits d'ancienneté et dans le refus d'une procédure de griefs.

En fait, Dupuis Frères n'a jamais négocié de convention collective et la grève devient, au-delà des revendications en matière de conditions de travail, une grève de reconnaissance syndicale. Le propriétaire de l'entreprise tente de garder ses portes ouvertes en remplaçant les grévistes par des scabs. Bientôt les arrestations succèdent aux injonctions, et les poursuites judiciaires viennent appuyer l'intervention des policiers à cheval de la ville de Montréal.

Fin mai, le mouvement a pris de l'ampleur : il culmine le vendredi 30 dans ce qui fut l'une des plus grandes manifestations ouvrières de l'époque à Montréal : 5,000 manifestants s'étaient massés au Palais du Commerce pour entendre les discours de leurs dirigeants, ceux de la CTCC et ceux du Congrès Canadien du Travail (CIO) notamment.

La grève de Dupuis Frères devait finalement prendre fin le 26 juillet, après un renversement complet des positions patronales.

Les employés reprenaient le travail avec un règlement victorieux. Ils obtenaient la formule Rand, une procédure de grief, la semaine de travail de 40 heures, des

¹ VADEBONCOEUR (Pierre), « Dupuis Frères, 1952 », dans *EN GRÈVE!*, collaboration, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, p. 101.

augmentations de salaire variant entre 4, 5 et 6 dollars par semaine et faisaient une première percée en ce qui concerne l'ancienneté.

Dans la grève de Dupuis Frères, la reconnaissance syndicale venait d'être gagnée, mais le syndicat s'était également construit. Les employés avaient mis fin à la vieille union de boutique qui, au cours des 25 années précédentes, dans le cadre de son affiliation à la CTCC, n'avait jamais réclamé l'accréditation auprès de la Commission des Relations Ouvrières, ni négocié ni conclu un seul contrat collectif. ¹

2- La grève de Louiseville

[Retour à la table des matières](#)

Depuis le mois de mars 1952 se développe à Louiseville une lutte revendicative dont l'ampleur atteint, sinon dépasse, celle de l'amiante. Le 10 mars, 800 ouvriers tisserands, employés de l'Associated Textiles of Canada Ltd, membres du Syndicat national du Textile (CTCC) ont déclenché la grève. Ils tiendront pendant 11 mois, jusqu'au 10 février 1953. C'est une des grèves les plus longues qu'ait connue le Québec.

Avant le débrayage, toutes les étapes de la négociation ont été franchies. La sentence arbitrale a recommandé une augmentation de salaire horaire de 8 cents et 1/2, soit exactement l'offre faite par la compagnie. Les propositions en matière de rétroactivité du salaire sont inférieures à l'offre patronale. ²

Le 16 mai, la Police Provinciale a été dépêchée à Louiseville et, à la mi-juin, quantités d'injonctions et de poursuites judiciaires pèsent sur les grévistes et leur syndicat. Mais c'est surtout à compter de la mi-juillet que le conflit revêt un caractère politique.

Des élections provinciales ont lieu le 16, qui reportent au pouvoir Maurice DUPLESSIS. Ce dernier a terminé sa campagne électorale, le 14 à Louiseville.

Le jour du vote, les travailleurs de la ville ont donné une majorité au candidat de l'opposition libérale, mais, dans l'ensemble du comté, la prépondérance du vote rural a donné la victoire au candidat de l'Union Nationale. ³

Le conflit s'engage alors dans une longue période d'attente, marquée d'escarmouches, sans que le rapport de forces soit rompu en faveur de l'un ou l'autre camp. L'Associated Textiles reste sur ses positions. Les grévistes tiennent bon, comptant sur la solidarité et la force du nombre. Il est devenu clair qu'il faudra quelque chose de plus pour changer la lutte en victoire syndicale.

¹ *Idem*, p. 105.

² LEFEBVRE (Jean-Paul), « Louiseville, 1952 », dans *EN GRÈVE!*, *op. cit.*, p. 135.

³ *Idem*, p. 144.

Le matin du 11 décembre, les ouvriers se sont rassemblés en un point de la ville pour se rendre en groupe piqueter devant l'usine. Un fort détachement armé de la Police Provinciale a été envoyé pour disperser la manifestation. Des coups de feu sont tirés, des grévistes blessés, la Loi de l'Émeute est proclamée, la Police envahit le local du syndicat, procède à des arrestations.

Le reporter du journal *Le Devoir* rapporte qu'à midi « un véritable état de chaos régnait encore dans cette petite ville, située à quelque 70 milles de la métropole... » (Montréal) ¹.

Le gouvernement a décidé de mettre tout son poids contre la grève : le 11 janvier, à l'Assemblée législative, Maurice DUPLESSIS déclare à propos de la situation à Louiseville :

« La société repose sur deux piliers : l'autorité religieuse et l'autorité civile. Tout sabotage de l'une ou de l'autre conduit au sabotage. C'est pourquoi le gouvernement a l'intention de veiller à leur protection, et cela dans l'intérêt même des ouvriers. » ²

3- Une grève générale ?

[Retour à la table des matières](#)

À la coalition « gouvernementale-patronale », il n'est plus possible d'opposer le seul poids des grévistes. Il faut tout le poids du mouvement ouvrier. Le 21 décembre, le comité plénier de la CTCC est réuni en session extraordinaire à Québec. Pour la première fois de son histoire, il discute de la possibilité d'une grève générale et en décide le principe, en confiant à l'Exécutif et à un comité formé des représentants des fédérations et des conseils centraux, la tâche de déclencher cette grève « dans le plus bref délai, si le motif existant persiste... ». ³

Depuis au moins le mois de juillet, le conflit a débordé en effet le cadre de l'affrontement patronal-syndical. Les événements du 11 décembre et la déclaration du Premier ministre, le 11 janvier, ont rendu plus évidente encore sa nature politique.

Mais c'est ce qui précisément suscite l'hésitation puis le recul des dirigeants de la CTCC. Il s'avère impossible de résoudre le conflit sur le plan économique des relations du travail; le mouvement des 800 ouvriers du textile ne peut trouver de solution qu'au plus haut niveau, celui d'une lutte politique contre le gouvernement. Mais c'est ce que refusent d'envisager les dirigeants de la CTCC.

¹ *Idem*, p. 154.

² *Idem*, p. 171.

³ *Idem*, p. 168.

Le 18 janvier, ils décident d'annuler la grève générale. Les journaux du 19 publient une longue déclaration dans laquelle la Centrale explique :

« En faisant sienne, en sa qualité de chef du gouvernement, la cause de l'Associated Textiles, M. DUPLESSIS oblige la CTCC à s'engager contre son gré dans une grève purement politique qui entraînerait des conséquences désastreuses pour la province. Une telle grève, en effet, prendrait le caractère d'une lutte à finir entre le mouvement syndical et le gouvernement provincial alors que l'arrêt général de travail, tel qu'envisagé par la CTCC, devait être limité quant à sa durée et ne devait constituer qu'une protestation publique contre la violation des droits syndicaux. Cette manifestation devait se faire avec le minimum d'inconvénients pour la population et le minimum de pertes pour l'industrie et le commerce. » ¹

En dehors de la grève générale, les autres moyens de pression déployés ont été insuffisants à faire plier la compagnie. La situation se présente donc ainsi : en renonçant à porter la lutte là où elle avait une possibilité ultime de se résoudre en faveur des ouvriers, les dirigeants de la CTCC concèdent la victoire au gouvernement.

Le 8 février 1953, le syndicat local convoque ses membres : on dresse un constat d'échec et chaque travailleur est invité à retourner au travail s'il le désire.

La bataille des ouvriers tisserands a été perdue. Mais, comme celle d'Asbestos, en 1949, la grève de Louiseville marque une date. Commentant la situation, l'éditorialiste André LAURENDEAU, du *Devoir*, avait pu écrire, le 15 octobre 1952 :

« Les grévistes, nous dit-on, ont désormais la certitude que le gouvernement n'est pas le défenseur du bien commun. Ils ont la conviction d'une collusion clandestine entre la politique et leurs patrons. Pour eux, le gouvernement n'apparaît plus comme un arbitre, mais comme un allié de l'employeur. Voilà ce qui est grave pour l'Ordre social. » ²

4- La création de la FUIQ

[Retour à la table des matières](#)

C'est en décembre 1952, au moment des troubles sanglants de Louiseville que les unions industrielles du CIO au Québec se forment en fédération provinciale. ³

L'événement est important car, à partir de ce moment, la « Fédération des Unions Industrielles du Québec » (FUIQ) va jouer un rôle déterminant dans le mouvement ouvrier des années 1950, jusqu'à sa fusion dans la nouvelle Fédération des Travailleurs du Québec en 1957.

¹ *Idem*, pp. 174-175.

² *Idem*, p. 151.

³ F.U.I.Q., « Formation de la Fédération » Document du I^{er} Congrès annuel, 6 et 7 juin 1953, 4 p., FONDS FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/28. Le congrès de fondation a eu lieu les 6 et 7 décembre 1952.

Avant 1952, les unions industrielles ne disposaient que de deux organismes régionaux de regroupement, le Conseil du Travail de St-Jean et celui de Montréal. En vertu de la constitution du Congrès Canadien du Travail (CCT), organisme auquel elles étaient rattachées sur le plan canadien, ces unions n'avaient pas de « corps central » au Québec. Le CCT exigeait la présence de trois conseils régionaux du travail dans la province pour autoriser la constitution d'une fédération.

L'Organisation de nouveaux locaux (sections syndicales) dans la ville de Joliette rendit possible la création du troisième Conseil du Travail et dès lors le processus fut engagé pour la fondation de la Fédération.

Le congrès constitutif eut lieu à Montréal, les 6 et 7 décembre 1952. Pour la première fois, 159 délégués d'unions industrielles, représentant 30,000 membres, étaient réunis dans une assemblée commune. ¹

La création de la FUIQ modifiait sensiblement l'état des forces ouvrières organisées au Québec. Sur le plan syndical, les unions industrielles avaient déjà participé aux fronts communs inter-syndicaux, notamment en 1948-49 et en 1952. Mais, désormais, leur regroupement en Fédération permettrait de centraliser et de renforcer cette participation.

Face au Gouvernement, les Conseils du Travail n'avaient pu jusqu'alors intervenir qu'au nom des locaux de leurs villes respectives. Avec la fondation de la Fédération, les unions industrielles étaient autorisées à agir comme corps constitué sur la scène provinciale et ce, beaucoup plus directement que n'avait pu faire le CCT. Elles disposaient dorénavant d'une voix commune dans l'action syndicale comme dans l'action politique.

5- La riposte contre les bills 19 et 20

[Retour à la table des matières](#)

Outre la montée des revendications ouvrières, le gouvernement lui-même, par ses attaques répétées, agissait comme puissant facteur d'unité entre les organisations syndicales.

L'adoption des Bills 19 et 20 au début de 1954 constitue à cet égard un épisode fort significatif.

¹ FUIQ, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/28. On dénombrait 23 délégués de l'Amalgamated Clothing Workers of America, 5 de la Oil Workers International Union, 4 de la Textile Workers Union of America, 2 des International Woodworkers of America, 50 des United Steelworkers of America, 15 des United Packinghouse Workers of America, 8 des United Mine Workers of America, 2 des United Automobile Workers, 16 de la Canadian Brotherhood and other Transport Workers, 2 de l'International Union of Brewery Workers, 7 des trois Conseils du Travail, et 22 des locaux détenant directement leur charte du Congrès Canadien du Travail sans être affiliés à un Conseil du travail.

Le Gouvernement revenait à la charge avec deux projets de loi qu'il n'avait pas réussi à faire adopter en 1948 ¹ devant le front uni des organisations ouvrières. Par ses deux bills, nous l'avons vu, le Gouvernement visait à refuser ou à enlever leur accréditation syndicale aux organisations qui « toléraient » des adhérents à un parti ou à un mouvement communiste et à décertifier automatiquement les organisations impliquées dans une grève illégale.

Toutefois, contrairement à ce qui s'était passé en 1948, la Fédération Provinciale du Travail du Québec (FPTQ) groupant une majorité d'unions de métiers affiliées au Congrès des Métiers et du Travail du Canada et à l'AFL, marchait séparément, hors du camp unitaire formé par la CTCC, la FUIQ et l'Alliance des Professeurs de Montréal.

Depuis la fin de 1949, la FPTQ avait réajusté ses positions en face du Gouvernement, tentant de se ménager ses faveurs par une attitude de collaboration. Ainsi, en 1954, plutôt que de s'associer au « cartel » syndical et à la mobilisation de masse, la FPTQ réclamait la formation d'un comité parlementaire et proposait des amendements aux deux projets de loi. ²

Cette position empêchait de tracer entre le mouvement ouvrier dans son ensemble et le Gouvernement une ligne de démarcation claire sur des questions d'importance majeure.

Les projets de loi furent votés. Mais c'est moins sur la seule « défection » de la FPTQ que sur la position et les actions prises à l'endroit des communistes au sein même des organisations ouvrières que le Gouvernement avait pu s'appuyer.

Sur cette question soulevée par le Bill 19, les dirigeants syndicaux avaient en effet placé le mouvement ouvrier dans une position d'extrême faiblesse face au Gouvernement.

Déclenché aux États-Unis à la fin des années 40, le grand mouvement de purges et d'expulsions de militants, de responsables syndicaux ou d'unions entières considérées comme étant sous la « domination » communiste avait passé la frontière et atteint les syndicats au Québec comme dans l'ensemble du Canada.

En juin 1950, la FPTQ, à son congrès, amendait sa constitution de manière « qu'à l'avenir tout communiste ou sympathisant communiste reconnu ne pourra accéder à aucune des charges d'officiers de la Fédération provinciale du Travail. » ³.

En 1954, le président Roger PROVOST de la FPTQ déclarait en congrès à propos du Bill 19 :

¹ Le projet de Code du Travail, introduit comme Bill 5, comportait sensiblement les mêmes dispositions qui seront reprises en 1954 sous des projets de loi distincts.

² FÉDÉRATION DU TRAVAIL DU QUÉBEC, Rapport d'activités au CMTC pour l'année 1953-1954, pp. 3-7, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/5/. Ces amendements ne modifiaient en rien l'essentiel des projets de loi. Ils élargissaient même les prérogatives du Procureur Général en lui réservant « le droit d'introduire la cause » de décertification devant la Commission des Relations Ouvrières.

³ FPTQ, Procès-verbal, congrès du 16 au 18 juin 1950, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/11.

« ... Nous l'avons fait (le nettoyage de nos rangs) par acquis de conscience, nous l'avons fait par principe, nous l'avons fait parce que nous croyons en notre démocratie et parce que nous méprisons la conception matérialiste de l'histoire, l'athéisme collectif qui est à la base de tout le marxisme, qui est à la base de tous les principes communistes, trotskistes, ou l'autre. Nous sommes des croyants et même si nous n'avions pas été des leaders ouvriers nous nous en serions débarrassés quand même parce que nous croyons et qu'eux ne croient pas. » ¹

De son côté, la FUIQ suivait la politique du CIO qui avait expulsé de ses rangs, en 1949 et 1950, 11 unions groupant près d'un million de travailleurs. ²

En 1952, quelques semaines après sa fondation, elle recevait une lettre du ministre du Travail de la Province de Québec, Antonio BARRETTE, dans laquelle celui-ci déclarait :

« Je suis heureux de féliciter tout d'abord la Fédération des Unions Industrielles du Québec – C.C.T. de même que l'International Electrical Workers – C.I.O. de leur commun désir de lutter avec acharnement contre le parti communiste et les unions qui demeurent sous son influence. » ³

Quant à la CTCC, sa position de fond était la même. Elle prenait en apparence une part moins active à l'offensive anti-communiste, puisque du fait de ses origines et de sa constitution confessionnelle, elle ne comptait évidemment pas de communistes reconnus ou considérés comme tels dans ses rangs.

En présentant son Bill 19, le Gouvernement se trouvait donc en position de force. Le Premier ministre le rappela l'année suivante aux dirigeants de la FUIQ qui étaient venus lui présenter leur mémoire annuel. M. DUPLESSIS déclarait à cette occasion qu'il était fier de ses Bills 19 et 20 et que « d'ailleurs, la plupart des constitutions (syndicales) contenaient des articles interdisant l'accès des communistes aux postes responsables. » ⁴

À travers la répression anti-communiste le gouvernement visait les organisations ouvrières. Le texte du Bill 19 menaçait de décertification les unions elles-mêmes; le Bill 20, présenté simultanément, concernait le droit de grève.

En fort mauvaise position pour organiser la riposte, les dirigeants ouvriers voyaient l'offensive gouvernementale menacer l'ensemble du mouvement ouvrier. Par exemple, l'Alliance des Professeurs de Montréal était de nouveau décertifiée; le gouvernement donnait une portée législative à ses attaques antérieures contre les

¹ PROVOST (Roger), Discours inaugural, 17^e conférence de la FPTQ, 11-13 juin 1954, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/15.

² CHAISON (Gary N.), « Fédération Expulsions and Union Mergers in the United States », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 28, no 2, avril 1973, pp. 346-347 et 352-353.

³ FUIQ, lettre d'Antonio BARRETTE, ministre, à M. Roméo MATHIEU, secrétaire, le 19 décembre 1952, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/28.

⁴ GRANT (Michel), *L'action politique syndicale et la Fédération des Unions Industrielles du Québec*, Thèse de maîtrise, (Relations Industrielles), Université de Montréal, 1968, p. 81.

luttes des travailleurs de la CTCC en 1949 et en 1952 mais aussi contre celle des mineurs de Rouyn-Noranda, affiliés à la FUIQ, en 1953.

Portées par la combativité ouvrière, ces deux centrales organisèrent contre les Bills 19 et 20 une mobilisation qui, sans être victorieuse, connut un large succès à travers tout le Québec.

Des assemblées conjointes CTCC-FUIQ eurent lieu au début de 1954 dans les villes de Montréal, Sorel, Victoriaville, Drummondville et St-Jean. Une marche sur le Parlement de Québec rassembla, le 24 janvier, 3,000 ouvriers venus des différents coins de la Province. ¹

La défaite contre les Bills 19 et 20 avait été préparée antérieurement par la répression anti-communiste au sein des organisations ouvrières. Mais le mouvement qui rassemblait des milliers de travailleurs contre le gouvernement DUPLESSIS gardait une indéniable portée. Et même, en dépit du refus de l'action unitaire par les dirigeants de la FPTQ, la distance qui séparait le mouvement ouvrier du Gouvernement venait de s'élargir encore dans la lutte contre les deux projets de loi.

6 - L'unification de l'AFL et du CIO et ses conséquences au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Un des traits majeurs de la montée du syndicalisme pendant les années 1950 réside dans le processus d'unification des organisations sur tout le continent nord-américain.

Commencé aux États-Unis où l'AFL et le CIO groupent ensemble 15 millions de membres, le mouvement d'unité s'étend au Canada et à chacune de ses provinces avec une extrême rapidité. Les principales dates méritent d'être rappelées :

Au terme de deux années de négociations entreprises en 1953, l'AFL et le CIO fusionnent en 1955. La même année, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui groupe 600,000 membres et le Congrès Canadien du Travail qui en groupe 400,000 décident de fusionner et la nouvelle Centrale ouvrière canadienne, le Congrès du Travail du Canada est officiellement créée au congrès de Toronto du 23 au 27 avril 1956. Dès juin 1955, des pourparlers de fusion ont été engagés au Québec entre la Fédération Provinciale du Travail et la Fédération des Unions Industrielles. La Fédération des Travailleurs du Québec qui compte 200,000 membres est fondée à Québec les 15 et 16 février 1957.

¹ FUIQ, « Vers plus d'unité syndicale », *Les Nouvelles ouvrières*, (organe du CCT), mars 1954, document déposé au 2^e congrès de la FUIQ, 6 et 7 juin 1954, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/30.

La rapidité et la parfaite similitude des processus qui mènent à la fusion aux États-Unis, puis au Canada et dans chaque province, donnent au phénomène d'unification l'allure d'une simple transposition bureaucratique de l'accord de fusion réalisé au sommet entre l'AFL de George MEANY et le CIO de Walter REUTHER.

Pourtant, le cas du Québec, que nous nous limitons à étudier brièvement ici montre que, par delà ses formes officielles et les obstacles auxquels il se heurte, le processus qui précède et qui suit la création de la FTQ se situe dans le prolongement de la montée syndicale des années 1950.

Le phénomène est le plus sensible par rapport aux tentatives de jonction avec la CTCC qui vont durer de 1955 à 1959 pour ensuite être abandonnées définitivement au début des années 1960.

Dès la signature de leur accord de fusion en mars 1955, le CMTC et le CCT ont invité la CTCC à se joindre à la nouvelle centrale syndicale canadienne.¹ Les obstacles que constituaient le caractère confessionnel de la Centrale catholique, et sa vieille opposition aux unions internationales ne paraissent plus insurmontables depuis que les luttes ouvrières ont rapproché la CTCC du mouvement ouvrier canadien dans son ensemble. Celle-ci s'est même rapprochée davantage des unions industrielles plus combatives que des unions de métier de la FPTQ.

En septembre 1955, le congrès de la CTCC se déclare « prêt à entreprendre l'étude des meilleures méthodes pour réaliser l'unité ouvrière complète au Canada, en gardant à l'esprit l'indépendance du mouvement ouvrier canadien et le respect des caractéristiques propres à chaque groupe. »²

En mars 1956, un mois avant la fondation du CTC, les pourparlers entre le CMTC-CCT et la CTCC aboutissent à un accord pour l'affiliation de cette dernière à la centrale pan-canadienne. De part et d'autre, les représentants syndicaux sont même convenus de présenter une résolution spéciale au congrès de fondation du CTC, aux termes de laquelle l'exécutif de la nouvelle centrale pourra affilier la CTCC au lendemain du congrès sans suivre les procédures requises pour les autres unions.³

Il avait été prévu en effet que les groupements qui voudraient joindre le CTC après sa fondation devraient bénéficier de l'accord unanime de toutes les unions avec lesquelles ils étaient en concurrence. L'exception faite à l'égard de la CTCC présentait donc un sérieux avantage, étant donné que la concurrence avait souvent été vive entre les syndicats catholiques et les unions internationales dans l'organisation des travailleurs.

C'est néanmoins l'opposition de certains dirigeants d'unions de métiers, affiliées au CMTC, qui fit modifier en dernière minute le texte de la résolution spéciale pré-

¹ Le DEVOIR, « On invitera la CTCC à se joindre au mouvement d'unification syndicale », 11 mars 1955.

² CTCC, Procès-verbal de la 34^e session du Congrès, Montréal, 1955, p. 231.

³ DION (Gérard), « La CTCC et l'unité syndicale canadienne », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 12, nos 1-2, janvier-avril 1957, pp. 38-44.

sentée aux délégués : l'affiliation de la CTCC au CTC devrait suivre les procédures régulières prévues après le congrès pour tous les groupements syndicaux. ¹

L'élan unitaire ne fut cependant pas brisé par ce premier échec.

7- Le congrès de la CTCC vote pour l'affiliation au CTC

[Retour à la table des matières](#)

En septembre 1956, les délégués de la CTCC réunis en congrès prenaient un vote historique en se prononçant pour l'affiliation de leur centrale au CTC. ² Les représentants des deux organisations s'étaient préalablement mis d'accord pour que la CTCC garde au sein du CTC le statut d'une « union nationale », sorte de grand syndicat sans affiliation américaine groupant plusieurs centaines de locaux. Le congrès de la CTCC décidait même de la tenue d'un congrès spécial le 1^{er} juin 1957 au plus tard afin que la question se règle une fois pour toutes.

Mais avec les délais apportés à la réalisation du projet, des oppositions, qui répondaient à celles provenant du CMTC, commençaient à s'élever au sein de la CTCC.

On y discutait de la nécessité d'une réforme des structures préalable à l'affiliation, de façon à centraliser davantage le pouvoir au sommet. Cette centralisation disaient ses partisans, permettrait de mieux défendre l'intégrité doctrinale du mouvement et la spécificité de ses syndicats au sein du CTC. Le congrès extraordinaire de juin n'eut pas lieu parce qu'au niveau de la direction, le problème des structures n'avait pas encore été résolu. ³

Au congrès de septembre 1957, le comité de l'unité syndicale formé par la CTCC présenta un projet de résolution qui comportait l'ensemble des termes contenus dans l'éventuelle entente d'affiliation. À nouveau, l'unification paraissait très proche. Mais un débat engagé à partir de deux résolutions présentées par la Fédération du Bois et par la Fédération des employés des corporations scolaires et municipales qui toutes deux s'opposaient à l'affiliation se solda par le vote très serré (204 à 189) d'une résolution amendée. Par rapport au projet du comité d'unité syndicale, la CTCC durcissait ses exigences devant le CTC. Elle ne s'engageait pas à s'affilier à la Fédération des Travailleurs du Québec, se réservant le droit d'une action législative

¹ *Idem*, pp. 38-44. Le CMTC et le CCT s'étaient entendus pour ne présenter aux délégués que des résolutions qui faisaient l'accord complet des deux groupes dirigeants. Les délégués n'eurent ainsi pas l'occasion de se prononcer sur le premier projet de résolution.

² *Idem*, pp. 38-44.

³ DION (Gérard), « La CTCC et l'affiliation au CTC », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 13, no 1, janvier 1958, pp. 57-61.

provinciale distincte. Elle entendait préserver son autonomie en matière doctrinale mais aussi, cette fois, proclamait son désir d'« expansion ». ¹

Gérard DION a noté que les partisans de l'affiliation se recrutaient surtout dans les syndicats et les fédérations dont les membres résidaient à Montréal ou travaillaient dans la grande industrie. Les opposants représentaient en général le sentiment de travailleurs rattachés à un marché du travail strictement local et qui ne subissaient pas la concurrence des autres parties du pays. Les positions sur l'affiliation étaient aussi déterminées par les expériences d'action unitaire ou de rivalités entre syndicats catholiques et unions internationales. ²

Les négociations d'affiliation se poursuivirent ainsi jusqu'en septembre 1959, date à laquelle le Comité d'unité de la CTCC présenta au congrès de la Centrale un nouveau projet d'affiliation accepté par le CTC. Il ne restait qu'une ou deux clauses mineures à régler pour que l'entente soit complète. À cette occasion, Gérard PICARD, qui terminait son mandat à la présidence lança un appel aux délégués en déclarant que « la CTCC ne doit plus hésiter devant l'unité syndicale », au Canada. ³ Le congrès décida de la tenue d'un référendum aussitôt que l'accord final serait parachevé entre les comités des deux centrales.

Mais le référendum n'eut pas lieu. Certains ont affirmé qu'à la fin de 1959, le CTC aurait posé des conditions supplémentaires à l'affiliation, notamment la reconnaissance préalable de la possibilité de fusions des syndicats et fédérations CTCC aux unions de la centrale canadienne. ⁴

Mais il est clair aussi que la résurgence du nationalisme et la nouvelle politique expansionniste de la CTCC-CSN au début des années 1960 mirent un terme final au mouvement vers l'unification. ⁵

Ce n'est pas tant l'échec final de ce mouvement que son déroulement même, qui est significatif des rapports entre les organisations ouvrières pendant les années 1950.

Il peut paraître étonnant qu'une organisation comme la CTCC ait voté en congrès dès 1956 son affiliation au CTC en invoquant la nécessité de l'unité des forces ouvrières organisées au Canada. De même, malgré les échecs répétés, il faut considérer la force des pressions qui s'exerçaient vers l'unité pour que chaque fois, pendant quatre ans, les tentatives d'unification soient reprises.

Dans ce mouvement s'exprimaient de profondes aspirations à l'unité et non pas simplement les initiatives d'hommes d'appareils soucieux d'appliquer l'exemple américain.

¹ *Idem*, pp. 57-61.

² DION (Gérard), « Le mouvement syndical québécois », *Relations Industrielles*, vol. 13, no 4, octobre 1958, Presses de l'Université Laval, p. 381 366-391 p.

³ CTCC, Procès-verbal de la 38^e session du Congrès, septembre 1959.

⁴ BÉLANGER (Paul et al), *La rivalité intersyndicale au Québec*, Rapport présenté à l'Équipe spécialisée en relations du travail, Projet no 21, document ronéotypé, Québec, Université Laval, 1968, pp. 470-471.

⁵ TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 156.

Les pressions vers l'unité provenaient des luttes ouvrières elles-mêmes et de la nécessité de réduire au minimum les barrières organisationnelles face au régime centralisé des attaques du patronat et de l'État.

8 - La grève de Murdochville

[Retour à la table des matières](#)

Parmi d'autres actions revendicatives des travailleurs syndiqués à cette époque, il importe de rappeler que la grève de Murdochville se déroulait en 1957 au moment où les négociations d'affiliation entre le CTC et la CTCC demeuraient fort actives.

Depuis 1952 les Métallurgistes Unis d'Amérique (CCT-CIO) majoritaires auprès des mille mineurs de la Gaspé Copper Mines avaient réclamé auprès de la Commission des Relations Ouvrières un certificat de reconnaissance syndicale. La CRO n'avait toujours pas accordé le certificat lorsque, le 10 mars 1957, moins d'un mois après la fondation de la FTQ, les mineurs, à la suite du congédiement du président de leur syndicat, Théo GAGNÉ, déclenchaient la grève. Cette grève illégale allait durer jusqu'au 5 octobre suivant. Elle donna lieu à une puissante action unitaire FTQ-CTCC qui culmina le 7 septembre dans une marche sur le Parlement de Québec. 5,000 ouvriers s'y étaient rassemblés pour réclamer leurs droits.¹

Quelques mois plus tard, en février 1958, la CRO refusait à nouveau le certificat de reconnaissance aux Métallos en invoquant cette fois la grève et le piquetage illégaux, et l'interdiction de l'usine aux non-grévistes. Dans une déclaration conjointe émise à cette date, les présidents de la FTQ et de la CTCC affirmaient ensemble :

« La Commission des Relations Ouvrières vient de porter le coup de grâce à un syndicat ouvrier et confirme, par le fait même, que la loi actuelle, les délais qu'elle provoque et les procédures dilatoires qu'elle facilite, paralysent l'exercice du droit d'association des travailleurs.

« ... Déjà des barricades se dressent dans les esprits et à moins qu'on ne corrige ces graves injustices, elles se dresseront un jour dans les rues. »²

¹ CHARTIER (Roger), « Murdochville, les faits », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 12, no 4, octobre 1957, pp. 374-381.

² PICARD (Gérard) et PROVOST (Roger), « Murdochville : dernière pièce au dossier », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 13, no 2, avril 1958, p. 232.

À la suite d'une poursuite en dommages pour la grève de 1957 intentée par la compagnie, contre le syndicat des métallos, celui-ci fut condamné le 7 décembre 1964, par le juge Antoine Lacoursière de la Cour Supérieure à verser plus d'un million et demi de dollars à la Gaspé Copper Mines. Le syndicat en appela de cette sentence devant la Cour Suprême du Canada. Mais le 27 janvier 1970, cette Cour maintenait le verdict Lacoursière à ceci près qu'elle tenait la compagnie responsable à 25%, du déclenchement de la grève et réduisait dans cette proportion le montant des dommages à être payé par les métallos. *Relations Industrielles*, vol. 20, no 1, janvier 1975, pp. 150-186, et vol. 25, no 1, janvier 1970, pp. 132-151.

Ainsi, sans aboutir à l'unification des structures, les luttes ouvrières étaient parvenues en 1958 à élargir le front unitaire à l'ensemble des organisations syndicales. L'ancienne FPTQ de Roger PROVOST, fusionnée à la FUIQ dans la nouvelle FTQ, emboîtait le pas dans la lutte contre le régime DUPLESSIS.

9 - La déconfessionnalisation de la CTCC

[Retour à la table des matières](#)

Louis-Marie TREMBLAY a souligné à juste titre que les pourparlers d'affiliation entre la CTCC et le CTC mettaient en question le caractère confessionnel de la centrale catholique.¹

Depuis 1943, les syndicats membres pouvaient rayer le dénominatif catholique de leur nom, mais ils ne pouvaient accepter des travailleurs non catholiques dans leurs rangs que comme *membres associés, sans droit de vote*.²

Le caractère profondément anti-syndical de la constitution de la CTCC se trouvait mis en lumière et contesté lorsqu'on discutait d'affiliation à une centrale canadienne qui, suivant ses origines proprement syndicales, regroupait les travailleurs sans distinction de races, de sexe ou de religion.

C'est en 1956, au congrès où les délégués de la CTCC votent en faveur de l'affiliation au CTC, que le débat sur la confessionnalité est engagé, véritablement, pour la première fois.

La Fédération de la Métallurgie y présente une résolution appelant à la déconfessionnalisation de la Centrale. Certains des considérants de cette résolution méritent d'être cités :

« ... Considérant que dans plusieurs entreprises il existe des travailleurs qui se réclament de différentes confessions religieuses;

« Considérant que les organisateurs croient que le caractère confessionnel de la CTCC constitue un obstacle au recrutement;

« ... Considérant que la collaboration de toutes les centrales canadiennes serait favorisée si la CTCC modifiait sa constitution au sujet de la confessionnalité; »³

¹ TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, pp. 34-35.

² *Idem*, p. 34-35.

³ CHARTIER (Roger), « Chronologie de l'évolution confessionnelle de la CTCC (CSN) », *op. cit.*, pp. 102-112.

Ainsi était soulevé le problème des rapports d'une centrale confessionnelle avec les organisations du mouvement ouvrier. La déconfessionnalisation favoriserait l'unité. Mais la résolution soulignait aussi l'impossibilité d'un travail syndical opérant une discrimination entre travailleurs selon leurs croyances.

La résolution de 1956 fut renvoyée à l'Exécutif, puis de l'Exécutif au bureau confédéral. Et de là à l'Épiscopat. Il en fut de même jusqu'en 1960.

La direction de la CTCC procédait sur recommandation du congrès, à la « déconfessionnalisation » en recherchant l'approbation de l'Épiscopat. En fait, il ne s'agissait pas pour elle de rompre avec les origines de la Centrale. Elle recherchait plutôt la continuité doctrinale sous des formes adaptées à la nouvelle conjoncture. Le secrétaire-général Jean MARCHAND déclarait au congrès de 1960 :

« Il ne s'agit donc pas d'une trahison générale, mais au contraire d'une fidélité. Il ne s'agit pas non plus d'une volonté de puissance ni d'un besoin démesuré de grandeur orgueilleuse, mais, au contraire, d'un sens de la responsabilité, d'un sens de l'Évangile qui condamne le talent caché et la lumière sous le boisseau... » ¹

La « déconfessionnalisation » devait donc consister à « mettre au point les adaptations nécessaires pour assurer l'expansion du syndicalisme chrétien ». La référence directe à la doctrine de l'Église dans le texte même de la constitution et les dispositions discriminatoires gênaient le recrutement. On poursuivait les mêmes objectifs chrétiens, sans qu'il fut plus longtemps nécessaire de les proclamer dans le texte.

L'Exécutif proposa cette année-là qu'on remplace le nom de la CTCC par celui de « Confédération des Travailleurs Chrétiens du Canada ».

Plutôt qu'une déconfessionnalisation, la proposition traduisait le but poursuivi : élargir la confessionnalité catholique aux autres confessionnalités chrétiennes.

Le congrès ne retint pas cependant le nom proposé par l'Exécutif. Le Comité du Rapport du Président avait demandé qu'on choisisse entre deux noms : Confédération des Syndicats Chrétiens ou Confédération des Syndicaux Nationaux. C'est par une majorité de près de 75% que les délégués optèrent pour le deuxième nom. ²

Si l'on envisage le but que poursuivait la direction de la centrale en 1960, il n'y a pas eu à proprement parler déconfessionnalisation de la CTCC. Mais on ne peut se limiter à considérer les seuls buts des dirigeants. Car quel qu'ait été leur mobile, la simple disparition des dispositions discriminatoires de la constitution constituait un renforcement du caractère syndical de la centrale voire un affaiblissement de sa dépendance par rapport à l'Église et à sa doctrine.

Depuis la grève de l'amiante, l'idéologie officielle de la centrale avait été constamment mise en question par les luttes des travailleurs et les mouvements unitaires. La

¹ *Idem*, p. 107.

² *Idem*, pp. 110-111.

réforme constitutionnelle de 1956-60 constituait un premier aboutissement de cette évolution.¹

10- La reconstitution de l'Alliance des professeurs de Montréal

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce tableau des traits dominants de la montée syndicale pendant les années 1950, il reste enfin un événement important à signaler : la reconstitution de l'Alliance des Professeurs de Montréal.

Nous avons vu qu'au moins depuis 1949, l'État était parvenu à paralyser entièrement l'action revendicative des instituteurs.

Or le 9 octobre 1957 une décision de la Cour Supérieure a de nouveau annulé la 2^e décertification de l'Alliance consécutive au Bill 20 de 1954.²

Cet obstacle étant levé, il reste néanmoins deux organisations en présence, l'Alliance et l'Association des Éducateurs catholiques de Montréal. Un référendum tenu en février 1959 met fin au régime de division. Les instituteurs francophones choisissent de se regrouper au sein de l'Alliance des Professeurs.

Encadrés par une loi corporative, séparés des instituteurs anglophones par la confessionnalité et la langue, maintenus sous des conditions de travail extrêmement retardataires, les instituteurs francophones ont une longue pente à remonter. Mais, avec la reconstitution de l'Alliance, ils disposent au moins, désormais, d'une base organisationnelle pour l'action syndicale.

Pour tout le mouvement ouvrier, la réorganisation des instituteurs constitue donc un des plus sérieux gains de la décennie.*

¹ Nous insistons sur les facteurs locaux qui jouèrent en faveur de la déconfectionnalisation. Mais il importe de noter que cette évolution s'est inscrite à la fin des années 50 dans le mouvement international du syndicalisme catholique qui adaptait ses constitutions et dénominations à la poursuite de ses buts. Par exemple, au moment où la CTCC prenait le nom de CSN, la CFTC en France prenait le nom de CFDT.

² BOULANGER (J. O. L.), *op. cit.*, p. 79.

* Nous avons voulu dans ce chapitre illustrer, par un certain nombre de développements importants, la montée sociale qui s'effectue pendant les années 50. Notre but n'était pas de rendre compte de toutes les grèves, ni de tous les combats menés. Exemple d'une bataille qui a eu une importance sociale et politique certaine mais que nous ne pouvons que souligner en note : la grève des réalisateurs de Radio-Canada du 29 décembre 1958 au 9 mars 1959. On a surtout dit de cette grève menée pour la reconnaissance syndicale, le droit de s'affilier à une centrale syndicale, de négocier et de faire grève, qu'elle a marqué la première percée du syndicalisme de cadres au Québec. Cela est exact. Mais peut-être est-elle plus significative encore lorsqu'on l'inscrit comme un des mouvements dans cette large rébellion de la base contre le sommet. L'adversaire immédiat des

Illustrations 5, 6 et 7:

[Illustrations 5, 6 et 7](#)

Illustration 5 (page 156A, texte original)
**Femmes grévistes de Dupuis Frères et tisserands
de Louiseville en 1952.**

Illustration 6 (page 156B, texte original)
Mineurs de Murdochville en 1957

Illustration 7 (page 156C, texte original)
La révolte de la base contre le sommet.

[Retour à la table des matières](#)

réalisateurs était une institution fédérale, la société Radio-Canada, et non pas le gouvernement DUPLESSIS. Mais on ne peut pas séparer l'action des réalisateurs du bouillonnement politique qui traverse de part en part la société québécoise à ce moment. Pour le récit de cette grève, voir notamment ROY (Michel) : « La grève des réalisateurs de Radio-Canada », *Relations Industrielles*, vol. 14, no 2, avril 1959, PUL, pp. 265-276.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Deuxième partie : La révolte de la base contre le sommet

Chapitre VI

UN « PARTI » DES TRAVAILLEURS ?

[Retour à la table des matières](#)

Le régime de la grande noirceur a des effets contraires aux buts qu'il poursuit. Voué à la défense d'un système politique anachronique et à la domestication du jeune prolétariat québécois, le régime, par sa politique, soulève les forces même qui engendrent sa perte. Avec lui, pour la première fois, sont menacées d'être emportées non seulement la forme autoritaire des institutions mais les institutions elles-mêmes.

La rupture de plus en plus profonde entre les organisations syndicales et le gouvernement DUPLESSIS a d'inévitables répercussions politiques. Le régime opère comme une véritable école de formation et pousse le mouvement ouvrier à se poser et à résoudre des questions que les traditions syndicalistes avaient jusqu'alors permis d'éviter.

1 - Quelle alternative au régime ?

[Retour à la table des matières](#)

Après les luttes de 1949 et de 1952, la présentation des Bills 19 et 20 a été en quelque sorte la goutte qui fait déborder le vase. Le mouvement ouvrier discute désormais d'une action politique indépendante des deux partis dominants, l'Union Nationale et le Parti Libéral. La question n'est plus abstraite; elle est pratique, immédiate.

Lors d'une des assemblées régionales de mobilisation contre les deux Bills tenue à Drummondville en janvier 1954, le président PICARD de la CTCC a déclaré :

« Les travailleurs commencent à prendre conscience de l'hostilité concertée dont ils sont victimes chez-nous. Cela va les conduire à une action politique de plus en plus affirmée.

« ...Ce n'est pas un problème de parti. Nous avons assez d'expérience maintenant pour savoir qu'il ne sert de rien de les changer l'un pour l'autre. Les partisaneries du passé doivent être rétractées. Et tous les vieux politiciens doivent comprendre que leur génération est probablement la dernière du genre. » ¹

Ces propos contrastent avec les traditions de « neutralité » politique de la CTCC. Deux ans plus tôt, lors des élections provinciales de 1952, la Centrale appliquait le « punissons nos ennemis, récompensons nos amis », de Gompers, en collaborant avec le Parti Libéral pour faire battre des candidats de l'Union Nationale. ²

En 1954, les Libéraux qui sont en majorité au Conseil législatif ne se sont pas opposés à l'adoption des deux projets de loi du Gouvernement. ³ Ainsi la CTCC et la FUIQ ne trouvent pas chez eux le parti qui défendrait les intérêts ouvriers.

Pendant la marche sur Québec, le 24 janvier 1954, le directeur régional du CCT, Philippe VAILLANCOURT, a tenu des propos semblables à ceux de Gérard PICARD :

« Je crois, a-t-il dit, que c'est une véritable pitié, la façon dont l'opposition, c'est-à-dire les députés libéraux, se sont défendus au sujet des Bills 19 et 20. Ce n'est donc pas contre un seul parti que nous protestons.

« Le Parti Libéral n'a pas les mains libres. Comme l'autre, il doit se rendre aux demandes des trusts, qui sont archi-puissants dans la province de Québec. » ⁴

¹ FUIQ, « Vers plus d'unité syndicale », *Les Nouvelles Ouvrières*, organe du CCT, mars 1954.

² QUINN (Herbert F.), *The Union National, a study in Quebec nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 123. BOISVERT (Réginald), *op. cit.*, p. 365.

³ BOISVERT (Réginald), *op. cit.*

⁴ FUIQ, « Vers plus d'unité syndicale », *op. cit.*

Mais à l'assemblée de St-Jean, Philippe VAILLANCOURT a aussi formulé une proposition concrète aux organisations ouvrières :

« Puisqu'il a été possible de s'unir contre ces bills, je ne vois pas, dit-il, pourquoi il ne serait pas possible de former un comité conjoint d'action politique. C'est dans l'unité que l'action politique serait efficace. Il serait grand temps que les mouvements ouvriers soient représentés à l'Assemblée législative. Il nous faudrait pour le moins un minimum de députés mandatés par les unions ouvrières.

« Je crois que, pour le moment, c'est la façon la plus pratique pour les ouvriers de faire de l'action politique... » ¹

La proposition d'une action politique conjointe réalisée en toute indépendance par les organisations ouvrières est donc lancée pour la première fois. Elle ouvre des perspectives que le journal *Les Nouvelles Ouvrières* résume en 1954 en écrivant :

« ... disons qu'il faut absolument que les ouvriers comprennent qu'un mouvement ouvrier ne peut se contenter de négocier des contrats avec le patronat et de présenter des mémoires aux gouvernements (mémoires qui seront enfouis dans des tiroirs) pour améliorer les conditions de vie des ouvriers. Cela ne sert à rien de faire revendication sur revendication aux autorités si, le jour des élections, on porte au pouvoir des ennemis de la classe ouvrière. » ²

La FUIQ (CIO) a des traditions d'indépendance politique que n'ont pas les unions de métiers de la FPTQ ou encore les syndicats catholiques.

Bien sûr, la formule des comités d'action politique de Sidney HILLMAN du CIO est très proche du gompérisme de l'AFL. Ils servent en effet à promouvoir l'« éducation », des syndiqués, pour que, le jour du vote, ceux-ci soient mieux en mesure de distinguer les amis des ennemis. Ils consignent les performances des parlementaires à l'Assemblée, les diffusent dans les rangs syndicaux, mais ne visent pas à propulser eux-mêmes à partir des organisations ouvrières des candidatures ouvrières indépendantes. La FUIQ a appliqué cette formule, dès sa fondation en 1952 et par la suite dans son bulletin d'action politique *En garde !* ³

Au Canada, cependant, le Congrès Canadien du Travail a reconnu dès 1943, la Commonwealth Cooperative Federation (CCF) comme « le bras politique du mouvement ouvrier » ⁴ Ses comités d'action politique fondés en 1944 orientent depuis cette date leur activité vers ce parti et ses candidats et non pas vers le Parti Libéral ou le Parti Conservateur sur la scène fédérale. La FUIQ hérite de ces traditions.

Créé en 1932, la CCF a des bases dans chaque province, mais au Québec, son aile provinciale, le Parti Social Démocratique, n'a jamais fait de véritables percées.

¹ *Idem.*

² *Idem.*

³ FUIQ, *En garde !* organe officiel du Comité d'action politique, vol. 1 no 1, avril 1954, p. 3.

⁴ JAMIESON (Stuart), *Industrial Relations in Canada*, Toronto, The Mac Millan Company of Canada Ltd, 1957, p. 96.

Devant les attaques du Gouvernement DUPLESSIS l'idée germe peu à peu d'un nouveau parti provincial qui, appuyé directement sur les unions ouvrières, pourrait constituer cette « arme » politique indispensable.

2- L'appel de LA FUIQ

[Retour à la table des matières](#)

C'est la FUIQ qui, à partir de 1954, sera le théâtre principal d'initiatives et de débats sur cette question.

Au deuxième congrès de la Fédération, à Champigny, les 5 et 6 juin 1954, les délégués ont approuvé la proposition du Comité d'action politique en vue d'assurer la préparation d'un Manifeste politique.

Dans leur rapport au Congrès, Raymond LAPOINTE, le président et Fernand DAOUST, le secrétaire du CAP, déclaraient que :

« ... la campagne de protestation contre les Bills 19 et 20 a été l'occasion de mettre en lumière la nécessité, plus urgente que jamais, de faire de l'action politique ».

Ils reprenaient la proposition d'un comité conjoint d'action politique et, comme premier geste concret, demandaient qu'on autorise le CAP à « préparer un manifeste qui énoncerait les droits fondamentaux que nous revendiquons en tant que citoyens de la province de Québec et en tant que syndicalistes. » ¹

Ce manifeste, élaboré à l'initiative de la FUIQ, devrait, selon les auteurs de la proposition, être discuté avec la CTCC et la FPTQ.

Il n'était pas mentionné dans la résolution adoptée au congrès que le manifeste serait le premier pas vers la création d'un nouveau parti. Cependant l'idée était dans l'air, et les plus chauds partisans du manifeste visaient déjà ouvertement ce but. Au lendemain du congrès, les titres de la presse s'en faisaient d'ailleurs l'écho.

« On envisagerait la fondation d'un parti politique québécois d'origine syndicale », titrait *Le Canada Nouveau*. ² *Le Devoir* soulignait que « L'action politique des syndicats ouvriers ne fait que commencer ». ³

¹ FUIQ, Rapport du Comité d'action politique, 2^e congrès, 5-6 juin 1954.

² *Le Canada Nouveau*, lundi, le 7 juin 1954.

³ *Le Devoir*, lundi, le 7 juin 1954.

La question des rapports entre ce nouveau parti et la CCF avait été discutée au congrès. Pourquoi créer un parti distinct au Québec alors que la CCF était déjà reconnu par le CCT comme l'arme politique du mouvement ouvrier d'un bout à l'autre du Canada ?

Le secrétaire-trésorier de la FUIQ, Roméo MATHIEU, partisan d'un nouveau parti avait précisé sa position en déclarant :

« Nous ne sommes pas affiliés au parti CCF. Nous avons simplement reconnu au cours de nos congrès qu'il est le seul parti au Canada à présenter un programme qui corresponde aux besoins des travailleurs. Voilà pourquoi nous le considérons comme l'arme politique du mouvement ouvrier.

« Mais il y a une possibilité de lancer dans le Québec un parti politique qui aura un programme probablement très parent de celui du parti CCF, mais qui aura un caractère distinctement québécois. C'est la seule solution à nos problèmes. » ¹

Pour lui, comme pour les défenseurs d'un parti ouvrier au Québec, toute action politique d'envergure ne pourrait être réalisée qu'en prenant appui sur une structure ayant ses racines dans la province. La CCF s'était créée comme le parti des fermiers de l'ouest; elle avait ses implantations principales dans les provinces anglophones du Canada. Le mouvement ouvrier du Québec ne s'en était jamais véritablement saisi comme de sa propre affaire. On voulait un parti qui colle aux aspirations ouvrières mais qui intègre aussi les revendications spécifiques du peuple du Québec. Sur cette question, cependant, le débat était à peine entamé au sein de la FUIQ. Face au régime, l'enthousiasme pour l'action politique ouvrière était plus élevé que jamais auparavant. Restaient à déterminer les formes de cette action.

3- Un « manifeste au peuple du Québec »

[Retour à la table des matières](#)

Le manifeste de la FUIQ fut préparé pendant l'année 1954-55, déposé et adopté au 3^e congrès à Joliette, les 14 et 15 mai 1955.

Intitulé « Manifeste au Peuple du Québec », le document présentait un ensemble de revendications sur la question de l'État fédéral au Canada, la sécurité sociale, les ressources naturelles, les relations patronales-ouvrières, l'agriculture, l'éducation et le système parlementaire. ²

¹ *Idem.*

² FUIQ, « Manifeste au Peuple du Québec » dans *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955, pp. 11-18.

Par rapport à la « Confédération canadienne », le Manifeste réclamait le « *rapatriement* » de la Constitution en jugeant inadmissible que la nation ne puisse amender sa propre constitution.

Il exigeait en outre l'abolition du Sénat et son remplacement par un Conseil de la Confédération où les gouvernements, fédéral et provinciaux, seraient représentés et dont dépendrait la Constitution. La nouvelle constitution inclurait une déclaration des droits de l'homme et la Cour Suprême dépendrait dès lors directement de la Constitution plutôt que d'être régie par de simples lois fédérales votées par les députés et les sénateurs.

En matière de sécurité sociale, le Manifeste préconisait l'instauration d'un programme complet qui inclurait un plan universel d'assurance-santé.

Constatant que, de province agricole qu'elle était, le Québec s'était transformée en province industrielle dotée de grandes richesses, et que ces richesses étaient exploitées à peu près exclusivement en vue des profits et non pas du bien commun, le Manifeste réclamait « la socialisation de toutes les ressources naturelles », avec « compensation » aux actionnaires. La socialisation seule pouvait permettre un développement des richesses qui se fasse « dans le respect des libertés syndicales et des exigences sociales et économiques des travailleurs du Québec ».

Sur le plan des relations du travail, les revendications portaient sur la fusion de toutes les lois du travail en un code unique, la garantie du droit d'association et de grève pour tous les travailleurs et la refonte de la Commission des Relations Ouvrières en un organisme paritaire patronal-syndical.

Le Manifeste s'adressait également à la classe agricole :

« Malgré la flagornerie constante de notre gouvernement à l'endroit des paysans, nous croyons que la classe agricole n'a pas eu un meilleur sort, jusqu'à maintenant, que la classe ouvrière.

« ... il y a suffisamment d'intérêts communs entre la classe ouvrière et la classe paysanne pour que la meilleure des coopérations se crée entre ces deux classes et la classe moyenne afin de réaliser des objectifs qui ne s'opposent jamais lorsque l'on a en vue le bien commun. » ¹

Au chapitre de l'éducation, le Manifeste réclamait l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et la gratuité complète de l'enseignement à tous ses niveaux. Il dénonçait aussi le traitement fait aux instituteurs comme si leur rôle était « de se contenter d'obéir aux autorités établies, d'accepter sans cesse tous les sacrifices qu'on leur impose et d'enseigner à leur tour la soumission et l'obéissance comme étant les seules vertus requises pour devenir des citoyens adultes et virils. »

Enfin, le Manifeste proclamait le droit à la libre discussion et à la libre critique et l'élargissement des droits démocratiques par les mesures suivantes : l'abolition du Conseil législatif, la redistribution des sièges de la législature proportionnellement à la population, la publication quotidienne des débats de l'Assemblée législative, la

¹ *Idem*, pp. 16-17.

révision de la loi électorale de manière telle que tous les candidats jouissent des mêmes privilèges quelque soit leur affiliation politique.

La FUIQ lançait un « cri d'alerte aux citoyens du Québec de toutes les classes de la société », et leur demandait de « travailler collectivement à la mise en œuvre des principes énoncés dans ce manifeste ».

Par son contenu essentiel, le Manifeste de Joliette constituait un premier cahier de revendications ouvrières et démocratiques. Discuté avec les autres organisations ouvrières, il pouvait être à l'origine de l'élaboration d'un véritable programme politique du mouvement ouvrier.

Une faille importante cependant: le Manifeste ne comportait pas de conclusion sur le plan de l'organisation.

4 - La défaite des partisans du « troisième parti » au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Les 5 membres du comité du Manifeste politique n'avaient pu se mettre d'accord. Quatre d'entre eux avaient présenté une « conclusion majoritaire » au congrès. Il s'agissait de Charles DEVLIN, Roméo MATHIEU, président du comité, Jacques V. MORIN et Philippe VAILLANCOURT. Le cinquième, William DODGE, avait présenté une conclusion minoritaire.

Il est important de citer des extraits de ces conclusions.

Les majoritaires déclaraient :

« Les signataires de ce manifeste sont d'avis que la seule façon efficace de mettre en œuvre les principes énoncés ci-haut, (dans le manifeste) est la formation d'un troisième parti politique dans la Province de Québec; un parti vraiment démocratique, contrôlé par ses membres, comme le sont déjà les associations syndicales et coopératives.

« ... le temps presse et ils (les signataires) ne vont pas attendre que les adhésions affluent de toutes parts pour se lancer dans une action politique active. Quelqu'un doit prendre l'initiative dans la formation d'un nouveau parti et les signataires sont prêts à prendre cette responsabilité en main. » ¹

La conclusion minoritaire se lisait ainsi :

¹ FUIQ, « Conclusions » (majoritaires), document ronéotypé, 3^e congrès, 14-15 mai 1955, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/31.

« Une déclaration de principes politiques entraîne nécessairement la discussion des moyens à prendre pour mettre ces principes en œuvre.

La Fédération considérant que :

- a) le mouvement ouvrier fait face à de nombreux problèmes sur le plan fédéral;
- b) la Fédération est affiliée au mouvement ouvrier national et doit logiquement se rallier à la politique nationale de ce mouvement;
- c) aucune solution aux problèmes envisagés dans ce document n'est possible sans que les travailleurs ne possèdent une arme politique efficace et démocratique organisée sur le plan national et travaillant dans l'intérêt du peuple canadien tout entier; les partis Libéral et Conservateur sont incapables de devenir cette arme politique des travailleurs puisqu'ils représentent les intérêts de la haute finance et préconisent d'abord le profit privé et le privilège;
- d) qu'un tel parti existe ; c'est le Commonwealth Coopératif Fédéré (the Co-operative Commonwealth Federation) qui est endossé par le Congrès Canadien du Travail qui le reconnaît depuis douze ans comme son arme politique;

La Fédération croit que le programme ci-dessus peut se réaliser par son appui au CCF en le reconnaissant comme son arme politique et en l'aidant, par tous les moyens à sa disposition, à faire élire des candidats CCF qui s'engageront à appuyer le programme ci-dessus. » ¹

La question des formes de l'action politique ouvrière au Québec n'avait donc pas été résolue. Deux tendances s'affrontaient désormais ouvertement.

La thèse « minoritaire » proclamait que la solution politique aux problèmes ouvriers ne pouvait résider que dans une action « nationale » menée par rapport à l'État Central canadien, et ses partis Libéral et Conservateur. La CCF était l'instrument déjà constitué de cette action et la FUIQ devait s'en servir et contribuer ainsi à l'avancement national de la cause ouvrière. Toute autre tentative de résoudre les problèmes ouvriers strictement par rapport à un État provincial était vouée à l'échec, mais elle affaiblirait en même temps, elle fractionnerait, le front politique ouvrier qui doit s'organiser au plus haut niveau de la politique, celui de l'État fédéral.

La thèse « majoritaire » ne posait pas le problème en opposition au rôle politique fédéral du CCF, mais elle mettait l'accent sur la nécessité d'un troisième parti politique provincial. Elle défendait l'idée d'une arme politique autonome pour les organisations ouvrières du Québec, une arme capable de lutter contre le parti de DUPLESSIS et les Libéraux, parce qu'enracinée dans la vie et les luttes des organisations ouvrières de la Province.

Les deux thèses pouvaient à première vue paraître complémentaires plutôt qu'opposées. En fait, elles soulevaient un problème fondamental : celui de savoir sous quelles formes d'organisation le mouvement ouvrier peut et doit faire de la politique au Canada ? Est-ce en considérant l'existence de la structure fédérale et de dix provinces à travers lesquelles le mouvement ouvrier se répartit, pour construire un parti politique unique menant la lutte au fédéral mais aussi au provincial? Ou est-ce en considérant, aussi, les composantes nationales du mouvement ouvrier, le fait que la classe ouvrière comprend deux nationalités, les Québécois et les Canadiens-anglais, et

¹ *Idem.*

qu'en conséquence la lutte politique aux niveaux fédéral et provincial, pour être unifiée, nécessite la reconnaissance organisationnelle de ce fait?

Les dirigeants du Congrès Canadien du Travail et ceux qui, au sein de la FUIQ, étaient partisans de la conclusion « Minoritaire » se trouvaient de ce fait défenseurs d'un parti unique fédéralisé sans distinctions nationales reconnues. La revendication d'une autonomie politique provinciale pour le mouvement ouvrier du Québec ressortait évidemment de l'autre position.

Les deux conclusions furent discutées au congrès.¹ Le président de la FUIQ Romuald J. « doc. » LAMOUREUX était partisan de la conclusion « minoritaire » tandis que son secrétaire-trésorier, Roméo MATHIEU, agissait comme leader des « majoritaires ».

La conclusion « majoritaire » fut battue par 108 voix contre 69.² Ce résultat équivalait à une confirmation de l'appui officiel de la FUIQ à la CCF, et donc à une adoption de la thèse « minoritaire ». Vu la division, on n'inscrivit toutefois ni l'une ni l'autre des conclusions dans le manifeste. La FUIQ, en introduction au manifeste, se limitait à formuler l'espoir qu'il suscite de « fructueuses discussions d'où sortiront d'heureuses solutions aux problèmes politiques de la population du Québec. »³

5- Les tenants de l'éducation politique préalable

[Retour à la table des matières](#)

Les partisans de l'action politique au sein de la CCF avaient pu compter au moment du vote sur l'appui d'une troisième tendance qui, elle, s'opposait à toute action politique autre qu'éducative.

En vue du congrès de Joliette, cette tendance avait en effet diffusé un document intitulé « L'action politique et législative »⁴ dans lequel elle dénonçait les partisans d'un troisième parti au Québec. Elle y développait une argumentation en trois points.

– la réalité politique du Québec empêche le travail organisé d'envisager la prise du pouvoir par ses propres forces; il devrait compter sur une coalition fermiers-ouvriers pour être capable d'élire un parlement Fermier-Ouvrier;

– de toutes façons, ceux qui proposent un troisième parti « parlent pour ne rien dire ». « Ils font appel à la formation du troisième, quatrième et cinquième étages d'une structure politique quand nous avons encore à terminer le premier et deuxième

¹ Seuls des rapports de presse vagues existent sur ce débat, comme sur le congrès dans son ensemble. On ne trouve aucun procès-verbal du congrès de Joliette dans les archives de la FTQ.

² GRANT (Michel), *op. cit.*, p. 135. GRANT a obtenu ce renseignement par entrevue.

³ FUIQ, « Manifeste au Peuple du Québec », *op. cit.*, p. 10.

⁴ FUIQ, « L'action politique et législative », document ronéotypé, non signé, non daté, 7 p.

étages. Ils essayent de nous endormir avec des rêves d'une structure politique de parti sans avoir développé l'éducation politique essentielle de nos propres membres. »

– les efforts afin de rallier les membres pour élire des candidats CCF ont été sans succès. « Bien que le présent programme du parti CCF, il faut l'admettre, réponde le plus directement aux besoins de nos membres, les mêmes dangers prédominent lorsque nous nous engageons à appuyer un parti politique semblable. »

Les partisans d'un parti distinct au Québec avaient, dans le texte même du Manifeste, proclamé la nécessité d'une action unitaire avec la classe agricole. Ils réclamaient d'autre part une réforme de la carte électorale pour que la population des villes ait une représentation proportionnelle à son poids réel. L'idée d'un troisième parti appuyé par les organisations ouvrières était d'autre part lancée en vue d'éviter la répétition des échecs de la CCF au Québec. Mais la troisième tendance s'opposait en fait à l'idée du parti comme telle. Celui-ci ne serait pas ce puissant facteur d'éducation ; l'éducation devait venir avant le parti.

Paradoxalement, la défaite au congrès de Joliette refoula dans l'action éducative les partisans du « troisième parti » c'est-à-dire ceux-là mêmes qui ne voulaient pas faire de l'éducation un préalable au parti. C'était pour eux une solution de repli « en attendant qu'une nouvelle initiative surgisse. » ¹

Pendant l'été 1955, ils fondèrent la Ligue d'Action Socialiste ² qui devait se livrer à un travail d'éducation socialiste démocratique.

6 - Non au « troisième parti » : La thèse du parti libéral

[Retour à la table des matières](#)

L'enjeu fondamental du congrès de Joliette et ses conséquences ont été le plus clairement exprimés par l'organe du Parti Libéral du Québec, *La Réforme*. ³

Dans un long article consacré à la défaite des partisans d'un troisième parti politique, le journal écrivait :

« Tous ceux qui, dans la province de Québec, souhaitent le rétablissement des libertés démocratiques ne manqueront pas de s'en féliciter. Ce n'est pas à l'instant où la dictature de

¹ MATHIEU (Roméo), « Aperçu de l'histoire politique de la FUIQ », conférence politique, 20 janvier 1957, document ronéotypé, p. 2.

² Dans sa thèse, Michel GRANT signale que tous les documents de la LAS ont été détruits. Dans le Fonds FTQ, nous n'avons pu trouver que la photocopie de la lettre dans laquelle la LAS sollicitait des adhésions, en définissant son but : le socialisme démocratique. Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/31.

³ *La Réforme*, « La Fédération des Unions Industrielles rejette le projet d'un troisième parti », 25 mai 1955.

l'Union Nationale met en danger le syndicalisme lui-même, qu'il faut morceler, rompre le front uni des forces d'opposition. »

L'article rappelait ensuite la collaboration étroite du CIO américain avec le parti démocrate et poursuivait :

« À plus d'un titre, l'exemple américain nous paraît le moyen le plus réaliste qui puisse s'offrir aux syndicats ouvriers suffisamment conscients de leurs droits et de leurs besoins pour vouloir passer à l'action politique. »

« Dans le contexte nord-américain, la condition ouvrière n'a pas *encore* ce caractère permanent qu'elle a acquis en Europe. Le passage d'une classe à l'autre est plus rapide, plus généralisé, et le standard de vie y aidant, les travailleurs eux-mêmes répugnent au concept d'un *parti de classe*. Sans compter qu'ils se rendent compte que ce n'est qu'en participant à la vie organisée d'un parti populaire, s'appuyant sur l'ensemble du peuple, qu'ils pourront influencer le cours des lois et démocratiser les cadres économiques de l'État. »

Ce « parti populaire », c'était, selon *La Réforme*, la Fédération libérale du Québec, dont l'existence même rendait « inutile la création d'un troisième parti ». L'article estimait que tel était aussi « sans doute » « le point de vue de la majorité des cotisants du Congrès Canadien du Travail puisqu'elle a rejeté la proposition d'un troisième parti tout en votant l'ensemble du Manifeste. »

À propos du Manifeste, justement, le journal déclarait qu'il ne « contient rien que le Parti Libéral provincial n'accepte déjà »...« si on fait abstraction du vocabulaire « social-démocrate » ou socialiste utilisé dans les premiers paragraphes, (et de quelques propositions un peu hâtives comme celles qui réclament soit la socialisation des ressources naturelles, soit un droit de veto pour les provinces dans le domaine des questions constitutionnelles) ... »

La conclusion venait d'elle-même : « C'est dans le cadre, au sein du Parti Libéral provincial, que les ouvriers syndiqués doivent travailler au renversement de la dictature et à la construction d'une société véritablement démocratique. »

Du point de vue des intérêts qu'elle soutenait, *La Réforme* avait parfaitement saisi l'enjeu le plus fondamental du débat sur la création d'un troisième parti. Cet enjeu néanmoins n'avait pas été exprimé clairement au congrès de Joliette puisque l'affrontement s'était porté sur la reconnaissance ou non de la CCF comme « arme politique ». Les partisans du troisième parti provincial faisaient figure d'opposants à la CCF. Ils avaient été défaits avec l'argument principal du ralliement nécessaire à la politique nationale du parti pan-canadien.

Mais leur défaite signifiait beaucoup plus que le simple échec d'une tentative d'autonomie politique provinciale par rapport à la CCF. C'était la défaite d'une tentative de créer un parti politique du mouvement ouvrier, indépendant du régime et des partis dominants, l'Union Nationale aussi bien que le Parti Libéral dont même la CTCC était plus éloignée que jamais.

Le Parti Libéral s'en félicitait, et opposait au « troisième parti » l'alternative du regroupement des forces démocratiques. Celle-ci signifiait le ralliement des forces ouvrières au Parti Libéral sur un programme politique « démocratique » mais qui

n'était déjà plus celui du Manifeste de Joliette dont le vocabulaire et quelques propositions telles la socialisation des ressources naturelles et la refonte de la structure politique du Canada étaient jugées un peu hâtives et donc inacceptables.

La Réforme ne surestimait pas d'ailleurs l'importance du Manifeste, son contenu plus ou moins socialiste plus ou moins acceptable au Parti Libéral. Elle savait que le Manifeste, sans troisième parti, n'empêcherait pas la jonction avec les Libéraux, ou tout au moins leur laisserait le champ libre comme unique parti d'opposition, alors que la création du parti, même avec un manifeste acceptable aux libéraux (il ne l'était d'ailleurs pas) aurait dressé une frontière politique plus difficilement franchissable entre eux et le mouvement ouvrier. C'est pour cette raison d'ailleurs que le journal centrait l'essentiel de son attention sur la défaite du « troisième parti ».

Par ce long plaidoyer en faveur du regroupement des forces démocratiques, *La Réforme* présentait pour la première fois l'argumentation stratégique fondamentale qui sera celle des Libéraux jusqu'à la chute de DUPLESSIS et même après. Nous aurons l'occasion d'y revenir longuement.

Rappelons pour l'instant qu'aux yeux des dirigeants du mouvement ouvrier de l'époque, le « rétablissement des libertés démocratiques » ne passait pas par le Parti Libéral.

À la fin de 1955, celui-ci invitait les dirigeants des organisations syndicales à participer à son congrès. Mais les dirigeants refusèrent l'invitation et Roméo MATHIEU émit à cette occasion une déclaration significative :

« Nous ne pourrions jamais trop mettre en garde les honnêtes gens de cette Province contre les promesses illusoires des partis conservateurs et libéraux quand ils se trouvent dans l'opposition. L'Union Nationale ne s'est-elle pas faite élire (en 1936) sur le programme aux allures progressives et anti-trust de l'Action Libérale Nationale? Une fois au pouvoir, elle n'a fait que trahir ce mandat. Dans l'opposition, les Libéraux ont dénoncé la loi du cadenas. Au pouvoir, ils se sont bien gardés de la révoquer.

« Les lois anti-syndicales qui nous accablent... sont imputables au même titre au régime GODBOUT et au régime DUPLESSIS.

Le fait est que les politiciens rouges et bleus sont des frères siamois issus d'une même famille, celle du régime du profit duquel ils dilapident notre patrimoine national et asservissent le peuple canadien-français à l'exploitation égoïste, insatiable et inexorable du capitalisme domestique et étranger. » ¹

La rupture était plus prononcée que jamais auparavant dans l'histoire, entre le mouvement ouvrier et les deux grands partis. Mais l'absence d'un « troisième parti » limitait considérablement l'impact politique d'une telle rupture.

¹ Political Action Committee (CCT) « Les chefs ouvriers ignorent l'invitation des libéraux », Bulletin, vol. 6, no 5, décembre 1955, p. 6.

7- La nouvelle initiative : la résolution de Winnipeg

[Retour à la table des matières](#)

La « nouvelle initiative » attendue par les « majoritaires » de Joliette allait finalement venir en avril 1958 deux ans après la fusion du CMTC et du CCT.

La création du Congrès du Travail du Canada contribuait à homogénéiser les orientations politiques des deux organisations constituantes. Le maintien par le CCT de son appui au CCF, même au sein du nouveau CTC, rapprochait le CMTC d'une forme d'action politique dans laquelle il avait préalablement toujours refusé de s'impliquer.

Par ailleurs, à l'élection fédérale de mars 1958, le CCF subissait la pire défaite de son histoire. Sa représentation au Parlement passait de 25 à 8 députés.

Ces deux facteurs, ainsi que le poids d'un mouvement ouvrier uni comptant plus d'un million de membres devait précipiter la recherche d'une alternative politique nouvelle fondée sur des bases sociales mieux en accord avec la réalité. S'il devait y avoir une action politique d'envergure du mouvement ouvrier, celui-ci ne pouvait plus se limiter à appuyer de l'extérieur un parti aux origines et aux traditions trop étroitement paysannes. Le mouvement ouvrier prendrait la place qui lui revenait, à côté des fermiers, dans une formation politique dont les deux groupes seraient les principaux initiateurs.

Le premier geste dans cette direction fut la résolution historique du deuxième congrès du CTC tenu à Winnipeg du 21 au 25 avril 1958.

La résolution déclarait entre autres:

« Le présent congrès croit qu'il existe aujourd'hui sur la scène politique canadienne, un besoin impérieux qui commande la création d'une nouvelle force politique efficace, fondée sur les besoins des travailleurs, des agriculteurs et de groupes semblables financée et contrôlée par le peuple et ses organisations.

« ... Le temps est venu d'effectuer en profondeur un réaligement des forces politiques au Canada. On sent le besoin d'un vaste mouvement politique populaire qui grouperait le PSD, le mouvement syndical, les organisations d'agriculteurs, les membres des professions libérales et toute autre personne d'esprit libéral intéressée à une réforme et à une reconstruction sociale en profondeur, effectuées dans les cadres de notre régime parlementaire. Ce vaste instrument politique devrait voir à ce que le mouvement syndical et les autres organisations populaires, de concert avec le PSD, participent directement à la création d'un tel mouvement, à

l'organisation de ses structures, à l'élaboration de sa philosophie et de son programme, aussi bien qu'à son financement et au choix de ses candidats à des fonctions publiques. » ¹

Le mouvement syndical canadien prenait l'initiative d'appeler à la formation d'un nouveau parti politique. Ce parti serait l'œuvre commune du mouvement ouvrier, des organisations populaires et du PSD qui participeraient « directement » à sa construction et à l'élaboration de son programme. Ces organisations inviteraient les membres des professions libérales et les personnes intéressées à une reconstruction sociale en profondeur, à se rallier au nouveau parti. Celui-ci comptait réaliser un regroupement des forces démocratiques autour du mouvement syndical, du PSD, des agriculteurs, fondé sur les besoins des travailleurs, des agriculteurs et des catégories sociales voisines.

La résolution donnait déjà une première indication du futur programme du parti. La reconstruction en profondeur devait s'effectuer « dans les cadres de notre régime parlementaire ». C'était en effet devenu une constante dans l'ensemble des organisations ouvrières canadiennes, qu'il s'agisse du CTC, de la FTQ, ou de la CTCC, que de proclamer leur volonté de maintenir le régime parlementaire. Elles entendaient ainsi se démarquer à chaque occasion du « socialisme » stalinien des pays de l'est. Les événements de Pologne et de Hongrie en 1956 n'avaient pas peu contribué à renforcer cette volonté. On ne parlait plus que rarement de socialisme tout court, on parlait constamment de « socialisme démocratique » par opposition aux « totalitarismes », communistes et fascistes.

Il était évident par ailleurs que les traditions syndicalistes anti-communistes demeuraient vives et que les directions syndicales se réclamaient toujours de la social-démocratie.

La résolution de Winnipeg eut rapidement des effets considérables partout au Canada. Deux mois plus tard, en juillet 1958, réunis en congrès national à Montréal, les délégués de la CCF décidaient de participer aux travaux préparatoires à la formation du Nouveau Parti.

« Un tel mouvement, disait la résolution adoptée, devra se consacrer à la tâche de reconstruire démocratiquement notre société pour en arriver à ce que la coopération remplace l'âpreté du gain, pour que le développement ordonné remplace l'exploitation de l'homme par l'homme, pour que l'union entre fermiers et ouvriers, entre l'est et l'ouest, entre les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise remplace les sentiments de discorde et les sources de conflit. » ²

Ce qui s'était avéré impossible dans le cadre du CCF – un débat démocratique de fond et de nouvelles perspectives pour résoudre la question nationale au Canada – paraissait désormais possible, en relançant l'action politique sur des bases différentes.

¹ CTC, Résolution adoptée au 2^e congrès, Winnipeg, 21-25 avril 1958.

² CCF, Résolution adoptée au congrès de juillet 1958, dans BOURRET (Fernand), « Le colloque CTC-PSD à Winnipeg », *Relations Industrielles*, vol. 14, no 4, octobre 1959, Presses de l'Université Laval, p. 576.

8 - la FTQ appelle au parti des classes laborieuses

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, dès novembre 1958, la FTQ décidait de se joindre au mouvement par une résolution dont le contenu témoigne des espérances nouvelles qu'avait suscitées l'initiative de Winnipeg.

« Attendu que le Congrès du Travail du Canada, à Winnipeg, a décidé d'entreprendre des pourparlers avec d'autres groupements à tendances progressives en vue de fonder un parti politique populaire représentant les intérêts des classes laborieuses ;

« Attendu que la fondation dans cette province d'un tel parti populaire constitue un besoin très urgent pour la grande majorité des citoyens et particulièrement pour la classe ouvrière dont les gains économiques et le droit d'association sont sans cesse menacés par une législation provinciale inadéquate;

« Attendu qu'il est impérieux de mettre sur pied dans la province de Québec un mouvement dont le programme, tout en s'harmonisant à celui de l'organisation nationale en ce qui a trait aux questions relevant de juridiction fédérale, tiendrait compte des problèmes particuliers à la province de Québec, ainsi que des légitimes aspirations de la population de notre province sur des sujets tels que l'éducation, la politique fiscale, et autre;

« Attendu que cette Fédération, représentant quelque 175,000 travailleurs syndiqués du Québec, est toute désignée pour prendre l'initiative d'un tel mouvement.

« Qu'il soit résolu que cette conférence de la Fédération des Travailleurs du Québec donne mandat à son Comité exécutif et à son Comité d'éducation et d'action politique d'entreprendre immédiatement les démarches nécessaires auprès des autres groupements à tendances progressives, de les consulter, et de faire rapport à la prochaine conférence en vue de donner suite à la résolution de Winnipeg sur le plan provincial. » ¹

Le Devoir du 22 novembre rapportait que cette résolution avait été adoptée par les 400 délégués avec seulement 6 dissidences, dans le climat d'« une explosion d'anti-duplisme et à la suite d'un débat passionné sur l'urgence pour le mouvement ouvrier de devenir une force politique... » ²

Trois ans après le congrès de Joliette, un an et 1/2 après le congrès de fusion de la FUIQ et de la FPTQ, la Fédération des Travailleurs du Québec s'engageait de plein pied dans une action dont les principes reprenaient l'essentiel et presque le mot à mot de la conclusion « majoritaire » battue en 1955.

¹ FTQ, « Résolution politique », Procès-verbal, 3^e Conférence annuelle, Québec, 20-22 novembre 1958, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3 /2.

² *Le Devoir*, « La FTQ appliquera sa décision politique du CTC dans le Québec », le 22 novembre 1958.

Ce n'était pas un mince effet de la résolution de Winnipeg. L'unité semblait refaite entre les fédéraux et les « autonomistes » qui allaient désormais faire porter leurs énergies dans la même direction. Mais, de plus, les droitiers, adversaires de toute action politique ouvrière, champions de l'éducation, se trouvaient projetés par cette vague de fond dans le camp des partisans de la création d'un troisième parti politique.

On peut mesurer le chemin parcouru par ces derniers, en un an, en relisant le discours inaugural prononcé par le président Roger PROVOST de la FTQ au deuxième congrès de cette Fédération, les 14, 15, 16 novembre 1957.

PROVOST y déclarait notamment :

« Certains pourraient opiner pour la fondation d'un parti à l'échelle provinciale. Que voulez-vous, nous avons la réputation dans cette province d'être des fondateurs. Toutefois, à ceux-là je dirai qu'un tel parti dans le contexte actuel n'a aucune chance de succès. Tout d'abord, à cause de la carte politique, même s'il est favorisé, il ne pourrait être qu'un faible groupe minoritaire. En second lieu, vous admettez avec moi qu'une éducation poussée s'impose avant que nous puissions convaincre nos membres d'appliquer les recommandations des corps centraux ou même d'emboîter le pas derrière eux. » ¹

L'année suivante, lors de l'adoption de la résolution appelant à la création d'un parti provincial, Roger PROVOST comptait parmi ses principaux défenseurs. À titre de président, il avait même insisté publiquement pour que le mouvement syndical montre « une grande prudence quant aux alliances possibles » et s'assure « de la conformité des programmes des différents groupes aux besoins économiques et sociaux des ouvriers ». « D'autant plus, disait-il, qu'il est à bâtir son instrument politique et qu'il se donnera des cadres qui seront bien à lui. » ²

Ce virage à 180 degrés avait été favorisé par la résolution de Winnipeg mais aussi, pendant l'année 1957-58, par la grève des mineurs de cuivre à Murdochville, dans laquelle la FTQ et tout le mouvement ouvrier s'étaient mobilisés contre le Gouvernement DUPLESSIS.

¹ PROVOST (Roger), « Discours inaugural », Procès-verbal, 2^e conférence annuelle de la FTQ, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/1.

² Reproduction d'une déclaration faite au journal *La Presse*, dans Rapport des Officiers, 3^e Conférence annuelle de la FTQ, 20-22 novembre 1958, Fonds FTQ, Archives de l'Université Laval, 230/3/2.

9 - La CTCC décide de participer aux pourparlers

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement unitaire vers la création d'un nouveau parti avait aussi ses répercussions sur la CTCC. Les origines et les traditions de cette centrale constituaient une carapace solide contre toute participation à la création d'un troisième parti.

À chacun de ses congrès ou presque, la CTCC rappelait son refus de toute affiliation et de tout appui à un parti politique.

Mais il y avait les textes d'une part et la réalité d'autre part qui faisait pression dans une direction contraire à l'idéologie officielle.

En 1957, sous la présidence de Gérard PICARD, la CTCC reconnaissait pour la première fois que « le programme du PSD répond aux vœux exprimés à plusieurs reprises par les organisations syndicales. » ¹

En 1958, à son congrès du 14 au 21 septembre, la Centrale s'interdisait et interdisait à ses groupements, une fois de plus, de s'affilier à un parti politique et à la CTCC comme telle d'appuyer un parti politique. Il s'agissait d'un rappel de la constitution de la CTCC quelques mois après la résolution de Winnipeg. ²

Mais la conférence de novembre de la FTQ allait à nouveau entrouvrir la porte pour une action politique conjointe des deux centrales syndicales. La FTQ, comme le CTC, avait résolu d'engager des pourparlers avec les autres organisations populaires afin de les associer à la construction du nouveau parti. Au Québec, la CTCC venait évidemment en tête de liste de ces organisations.

Quelques mois après le congrès de septembre, le président Roger MATHIEU de la CTCC faisait une déclaration publique dans laquelle il annonçait que le Bureau Confédéral de la Centrale avait accepté l'invitation « aux pourparlers qui auront lieu en vue de la fondation d'un nouveau parti politique et de la formulation de son programme. » ³

Roger MATHIEU rappelait les positions traditionnelles de la CTCC en matière d'action politique. Il soulignait que « Pas plus aujourd'hui que dans le passé, les dirigeants, militants et membres de la CTCC ne souhaitent l'arrivée au pouvoir, que ce soit à Québec ou Ottawa, d'un parti ouvrier qui aurait pour but de servir exclusivement les intérêts de la classe ouvrière au détriment des autres classes de la société. »

¹ TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 55.

² CTCC, 37^e session du Congrès, 14-21 septembre, 1958.

³ MATHIEU (Roger), « Déclaration », *Le Travail*, organe de la CTCC, le 12 décembre 1958.

Il estimait néanmoins que la CTCC devait participer aux pourparlers parce que « ... notre mouvement sera en mesure de dire à qui de droit ce qu'il attend d'un parti politique qui veut être au service du bien commun » et qu'il pourra aussi dire son mot « dans l'élaboration du programme projeté. »

Il posait, en terminant, la question suivante : « Et n'est-il pas plausible de croire qu'un parti en gestation est plus susceptible d'être influencé par nous que ne le sont en réalité les vieux partis? Ceux-ci ont déjà prouvé il y a déjà longtemps qu'ils sont imperméables à tout ce qui vient de la classe ouvrière. »

Au moment où elle allait discuter officiellement d'un « troisième parti » en rupture avec les deux partis dominants, la direction de la CTCC tenait à ce que son geste ne soit pas perçu comme contredisant les principes traditionnels de la centrale. Elle offrait des garanties de non-partisanerie à l'égard des partis politiques mais non évidemment à l'égard du parti ouvrier auquel elle s'opposait. Mais il était significatif que tout en réitérant cette option et son refus de toute affiliation à un parti politique, elle s'associe pour la première fois de son histoire, aux pourparlers de construction d'un « troisième parti » et à l'élaboration de son programme. Cela même témoignait de la force du mouvement dans lequel elle était entraînée.

On ne pouvait pas facilement prédire le point d'aboutissement de cette évolution. À la fin de 1958, la presse se faisait de nouveau l'écho du troisième parti. *Le Devoir* titrait : « Vers un nouveau parti provincial ». ¹ Par rapport à 1955, le processus, cette fois, était réellement engagé.

¹ *Le Devoir*, « Vers un nouveau parti provincial » le 22 novembre 1958.

Illustrations 8, 9 et 10:

[Illustrations 8, 9 et 10](#) (page 180, texte original)

Le congrès de fondation de la FUIQ en 1952. Le Manifeste au Peuple du Québec adopté au congrès de Joliette en 1955. En Garde! le bulletin du comité d'action politique de la Fédération.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Deuxième partie : La révolte de la base contre le sommet

Chapitre VII

UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES OU PARTI DES TRAVAILLEURS ?

[Retour à la table des matières](#)

Le régime DUPLESSIS faisait « l'unanimité » contre lui. Depuis au moins 1955, toute une génération d'intellectuels, universitaires, journalistes, écrivains, avaient basculé dans l'opposition et cherchaient l'alternative, la fameuse « combinaison gagnante » qui réglerait son sort à la « réaction ».

Il n'était évidemment pas question de tenter ou d'espérer une réforme de l'Union Nationale. Nul n'envisageait cette impossible perspective. Le « Parti » et son « Chef » avaient été reportés au pouvoir à l'élection de 1956 avec une majorité de 52 sièges à l'Assemblée législative,¹ et maintenaient comme si de rien n'était, la même politique.

¹ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), Gagnon (François-Marc) et RIOUX Marcel), *op. cit.*, p. 196.

1 - Comment vaincre Duplessis ? le désarroi des intellectuels

[Retour à la table des matières](#)

Se tourner vers les Libéraux ? Une bonne part du désarroi des intellectuels provenait de ce qu'ils voyaient dans le Parti Libéral une simple réplique en miniature de la machine duplessiste.

Dans une série d'articles publiés dans *Le Devoir* sous le pseudonyme d'Isocrate, en 1956-57, le politicologue Gérard BERGERON, témoignait du discrédit des Libéraux auprès des intellectuels en écrivant :

« Ils (les Libéraux) ne sont pas ou n'apparaissent pas suffisamment différents du duplessisme qui n'a, d'ailleurs, que poussé à un degré de perfectionnement de prototype, dans un autre contexte, le gounisme ou le taschereauisme... »

« Aujourd'hui encore, des jeunes gens, qui étaient encore au biberon en 1936, vous diront avec aplomb qu'il n'y a rien à faire avec les libéraux et invoqueront la grande ombre de M. TASCHEREAU, le DUPLESSIS, – modèle réduit d'alors! » ¹

En 1955, l'organe de la Fédération Libérale du Québec avait proclamé son accord, à quelques propositions près, avec le Manifeste de Joliette mais en 1956, pour l'élection provinciale, l'équipe libérale faisait coalition avec l'Union des électeurs, un parti créditiste des milieux ruraux, champion de la libre entreprise (contre la haute finance), dénonciateur du syndicalisme et de l'étatisation.

Le Parti Libéral se signalait aussi par sa structure antidémocratique, sa direction autocratique et occulte et son financement provenant des mêmes sources que l'Union Nationale : la grande entreprise capitaliste ². On ne pouvait enfin que constater qu'en majorité au Conseil législatif, le parti ne s'était pas prévalu de son droit de veto contre les lois antisyndicales du régime qu'il prétendait combattre.

Les Libéraux étant disqualifiés, avec quel instrument politique changer le régime? Sur quelles forces sociales s'appuyer? La question était posée dans les cercles d'intellectuels avec d'autant plus d'acuité qu'il n'existait pas du côté du mouvement ouvrier, une force politique déjà constituée ayant prouvé sa capacité de triompher contre DUPLESSIS et qui aurait pu rallier une bonne part des intellectuels sans parti.

¹ BERGERON (Gérard), *op. cit.*, p. 50 et pp. 195-196. Fait révélateur du climat politique de l'époque : *Le Devoir* en 1956 lance une enquête auprès de ses lecteurs (en majorité des intellectuels) sur la politique provinciale. Plus de la moitié des répondants refusent qu'on publie leur nom dans le journal.

² *Idem*, pp. 156-158.

En 1958, la plus grande centrale syndicale, la FTQ, s'était néanmoins portée candidate pour la formation d'un tel parti avec l'ensemble des organisations populaires. Les membres des professions libérales et les personnes « d'esprit libéral » en rupture avec l'Union Nationale et le Parti Libéral étaient invités à s'y rallier.

2 - Le manifeste pour une « Union démocratique »

[Retour à la table des matières](#)

Mais déjà, chez les intellectuels, un fort courant s'était engagé dans la formation d'une « union démocratique ».

En octobre 1958, un mois avant la 3^e Conférence de la FTQ, Pierre-Elliott TRUDEAU, dirigeant de l'équipe de la revue *Cité Libre*, ancien conseiller juridique de la FUIQ, publiait un « manifeste démocratique » qui appelait à la formation d'un nouveau parti politique. Ce parti aurait comme unique vocation de mettre fin au régime DUPLESSIS et de rétablir la démocratie.¹

L'idée première de ce manifeste consistait dans un diagnostic sur l'état de la démocratie au Québec. Son extrême faiblesse était attribuable selon TRUDEAU au peuple canadien-français lui-même, peuple qui « ne croit pas à la démocratie » et qui, donc, « n'a pas de raison de vivre une morale démocratique » (p. 14). Les Canadiens français avaient toutes les caractéristiques « d'un peuple qui n'a pas encore appris à se gouverner lui-même, d'un peuple où la démocratie ne peut pas être prise pour acquise » (p. 18)

Ce n'était pas la première fois que TRUDEAU développait cette thèse. Déjà en 1952, dans *Cité Libre*, il avait élaboré une « théorie de notre immoralisme profond »², théorie qu'il avait notamment reprise en août 1958, dans un article intitulé « Some obstacle to democracy in Quebec »³.

La « théorie » avait fait des adeptes. Dans sa chronique au *Devoir*, Gérard BERGERON, en 1956-57, la reprenait en écrivant :

¹ TRUDEAU (Pierre-Elliott), « Un manifeste démocratique », *Cité Libre*, no 22, octobre 1958, pp. 131.

² *Idem*, p. 14.

³ TRUDEAU (Pierre-Elliott), « Some obstacle to democracy in Quebec », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, Aug. 1958, p. 311.

« Nous n'avons pas fait nos classes de démocratie dont nous ignorons l'abécédaire ; nos très faibles classes de religion y suppléent d'une façon paradoxalement païenne. » ¹

Le diagnostic de ces intellectuels en vue relevait évidemment du domaine des idées politiques plutôt que d'une théorie au sens propre du terme. Car les revendications démocratiques de ces intellectuels eux-mêmes, les luttes du mouvement ouvrier, ses revendications démocratiques, économiques et sociales, le Manifeste de Joliette démontraient sans l'ombre d'un doute, que chez « les » Canadiens français, le nombre de ceux qui « croyaient » suffisamment à la démocratie pour en faire un combat était passablement élevé.

Il y avait cependant un fait indéniable : c'est au Québec, territoire national des Canadiens français, que le développement démocratique était le plus retardataire au Canada et, bien sûr, dans l'ensemble du continent nord-américain.

TRUDEAU constatait que le phénomène prenait sa source au XIX^e siècle. Mais quelle explication y trouvait-il? La révolution démocratique, selon lui, amorcée ici par « PAPINEAU, puis LAURIER », s'était embourbée « dans les querelles nationalistes et les intérêts partisans de la bourgeoisie... » ².

Cet héritage démocratique incomplet s'était transmis jusqu'à nos jours et commandait les orientations stratégiques de la lutte politique.

Le « manifeste démocratique » posait la question : « Au Québec serait-ce trop nous abaisser que d'achever d'abord la révolution démocratique ...? » (p. 23).

Trudeau donnait une réponse négative à la question et déclarait qu'« En ce sens, la révolution démocratique, est la seule nécessaire. tout le reste en découle. » (p. 21)

Cette proposition concernant l'objectif de la lutte avait évidemment des implications sur le type d'instrument politique à mettre en place.

TRUDEAU écrivait :

« *Démocratie d'abord*, voilà qui devrait être le cri de ralliement de toutes les forces réformistes dans la Province. Que les uns militent dans les chambres de commerce et les autres dans les syndicats, que certains croient encore à la gloire de la libre entreprise alors que d'autres répandent les théories socialistes, il n'y a pas de mal à cela – à condition qu'ils s'entendent tous pour réaliser d'abord la démocratie : ce sera ensuite au peuple souverain d'opter librement pour les tendances qu'il préfère. » (p. 21)

La logique du raisonnement était inattaquable. Dans la mesure où elle était conçue comme première étape préalable nécessaire, la révolution démocratique réclamait en effet la coalition dans un même parti politique, « l'Union démocratique », des socia-

¹ BERGERON (Gérard), *op. cit.*, p. 28.

² TRUDEAU (Pierre-Elliott), « Un manifeste démocratique », *op. cit.*, p. 23. Pour les citations suivantes tirées du manifeste, nous n'indiquerons que les numéros de page, en les intégrant dans notre texte.

listes et des défenseurs de la libre entreprise sur un « objectif » et un « programme minimum », la démocratie.

Une fois la démocratie établie, dans une deuxième étape, celle de la « démocratie économique et sociale », chaque force sociale reprendrait son indépendance politique, s'affirmerait sur son programme, et il reviendrait au peuple souverain de trancher.

Mais en introduisant deux étapes dans la lutte, TRUDEAU était amené à s'opposer aux socialistes dont il disait partager le programme économique et social.

Il leur reprochait de fusionner dans une stratégie de révolution économique et sociale les tâches de la révolution démocratique inachevée.

« La dialectique de l'action, disait-il, nous impose impérieusement de concentrer nos effectifs sur un objectif unique : la démocratie. Dès lors, ceux qui refusent de collaborer à l'instauration d'une démocratie politique, sous prétexte que – eux – ils en sont déjà à préparer la démocratie économique et sociale commettent une erreur stratégique très grave. Car il faut à tout prix fabriquer l'enveloppe démocratique avant de se diviser sur la définition de son contenu. » (p. 20)

Les forces politiques « réformistes de la Province (étaient) trop pauvres » (p. 22) et c'était pour ne l'avoir pas compris que les socialistes du PSD manifestaient un « isolationnisme entêté » (p. 9) et ne comprenaient pas l'impossibilité de « deux révolutions simultanément : la libérale et la socialiste, sans compter la nationaliste. » (p. 22).

Il fallait, selon le manifeste démocratique, regrouper « les éléments démocratiques venant de divers partis » (p. 22) Ceux du PSD, évidemment, mais aussi ceux du Parti Libéral. Les libéraux, disait TRUDEAU, « devraient comprendre que dans la formule d'union démocratique proposée ici, il ne s'agit pas d'un groupe formé *contre* le parti libéral, mais *avec* ces éléments du parti qui se disent démocratiques » (p. 26).

La fusion de positions aussi opposées au sein d'un même parti n'était évidemment pas une entreprise facile. TRUDEAU le constatait. Mais justement, pensait-il, dans la marche vers l'Union démocratique, diverses étapes, diverses formules préparatoires sont possibles.

« ...avant d'envisager l'union démocratique, qui suppose la création d'une nouvelle formation politique et la disparition des anciennes, les dirigeants voudront probablement discuter d'autres possibilités. Par exemple, les partis existants pourraient conserver leur identité propre, mais former pour une période définie un front commun dans le double but de défaire le régime et de réaliser un programme minimum. Les partis pourraient encore former un front électoral, mais sans entente sur le programme, de sorte que chaque parti retrouverait sa liberté au lendemain des élections. » (p. 31)

Un « comité de vigilance » formé de « citoyens capables de s'élever au-dessus des considérations partisans », pourrait enfin coiffer le tout, travailler au rapprochement des divers éléments démocratiques et surveiller devant l'opinion publique le respect des ententes conclues.

3- Un point commun : l'opposition au parti du travail

[Retour à la table des matières](#)

Les thèses du manifeste démocratique n'étaient pas le produit d'un seul homme. TRUDEAU les exprimait sans doute avec le plus de brio, mais elles étaient partagées par bon nombre d'intellectuels.

En 1954, le directeur du *Devoir*, Gérard FILION, avait écrit sur le sujet :

« ...Ce qui presse dans Québec, ce n'est pas de fonder un parti travailliste ou un parti socialiste, ou un parti social-chrétien. Ce qui importe d'abord c'est de redonner au peuple canadien-français une juste notion de la politique et de la démocratie. » ¹

En 1956, dans le même journal, Gérard BERGERON déclarait que :

« Tout militant social-démocrate poursuit simultanément une triple chimère : 1° de croire viable au sens d'une existence parlementaire minimum – un troisième parti, quel qu'il soit; 2° de croire recevable un parti « socialiste » dans cette province non-revendicatrice et qui est à mille coudées de toute cristallisation idéologique en matière politique; 3° de croire que les sources « étrangères » de ce parti ne l'affecteront pas, dans notre milieu, d'un permanent coefficient négatif. » ²

BERGERON partageait l'essentiel de la pensée démocratique étapiste de TRUDEAU.

« Ce dont nous avons d'abord besoin, disait-il, en cette province – j'établis, une priorité à la fois d'urgence et de valeur – ce n'est pas d'un programme socialiste, créditiste, nationaliste, corporatiste, capitaliste, *coopératiste*, etc. ... mais d'un *démocratisme* minimum au lieu de son simulacre grossier qu'est le duplessisme. Quand cela sera, on pourra, discuter « programmes » et « plans d'action ». Ils risqueront d'être entendus sur la place publique. » ³

Mais il ne voyait pas, lui, qu'on puisse envisager de faire cette révolution démocratique par la mise sur pied d'une union démocratique. Il avait avec TRUDEAU cette différence de point de vue, qu'il croyait le Parti Libéral seule force capable d'en finir

¹ FILION (Gérard), *Le Devoir*, 14 juillet 1954, dans Les Idées en marche, Société Canadienne d'Éducation des Adultes, feuillet non daté.

² BERGERON (Gérard), *op. cit.*, pp. 32-33.

³ *Idem*, pp. 39-40.

avec DUPLESSIS et donc aussi seule force dans laquelle il était opportun de s'engager pour la réformer de l'intérieur :

« Nous couper de la masse, c'est le danger... Qui peut être en contact politique avec la masse, à part l'Union Nationale? La réponse est simple : seul le parti libéral. En tout cas, il faut être singulièrement « coupé » de la masse, vivre au milieu d'une mer d'irréalités, pour croire que le PSD puisse seulement arriver à l'existence minimum dans la province de Québec, ou encore pour croire comme me le disait un syndicaliste, qui avait hésité neuf ans avant d'adhérer au PSD, que la « province est mûre pour le socialisme! » ¹

Sur la façon de réaliser l'objectif de la Démocratie d'abord qu'ils partageaient, les intellectuels différaient donc d'opinion.

Mais qu'ils appuient ou non le Parti Libéral, qu'ils proposent l'union démocratique ou des ententes démocratiques minimum, tous ces hommes avaient en commun de ne pas croire ou de s'opposer à la création d'un parti du Travail distinct.

Leurs idées, diffusées dans les revues, dans les journaux, faisaient du chemin et pénétraient les sphères dirigeantes des organisations syndicales. Ceux qui, à la tête des organisations ouvrières s'opposaient à une action politique directe ou à la formation d'un troisième parti, trouvaient dans ces idées une argumentation articulée concernant les tâches politiques de l'heure.

4 - Une première tentative : le rassemblement

Dès 1956, TRUDEAU et ses amis avaient fondé ce qu'ils appelaient alors le « Rassemblement », sorte de préfiguration de l'Union démocratique, regroupement de « citoyens désireux de construire dans cette Province une société vraiment démocratique. » ²

Les thèses du Rassemblement étaient moins achevées que celles du « manifeste démocratique », mais le fond y était déjà.

Des hommes comme Pierre DANSEREAU, doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal, Pierre-Elliott TRUDEAU, avocat et économiste, Jean-Paul LEFEBVRE, directeur adjoint de l'Éducation à la CTCC, Jacques HÉBERT, directeur de l'hebdomadaire *Vrai*, André LAURENDEAU, rédacteur en chef adjoint du *Devoir*,

¹ *Idem*, pp. 198-199.

² RASSEMBLEMENT, « Extraits de la Constitution », A, *Pourquoi j'adhère au Rassemblement*, feuillet non daté. Le Rassemblement a été fondé le 8 septembre 1956.

Gérard PELLETIER, commentateur de radio et de télévision, comptaient parmi les fondateurs ¹ et les dirigeants du Rassemblement.

Le secrétaire-général Jean MARCHAND de la CTCC avait signé le feuillet « Pourquoi j'adhère au Rassemblement » en déclarant :

« Pour les syndiqués, le Rassemblement représente l'occasion si longtemps attendue d'établir des liens efficaces avec les cultivateurs, les intellectuels, les professionnels, en vue de trouver des solutions aux problèmes politiques du Québec.

« Le Rassemblement n'est pas un parti politique. Il permettra donc une coopération étroite entre tous les éléments du monde du travail et de la société.

« Les travailleurs auraient tort de ne pas saisir cette occasion de prendre leur place dans la vie politique. » ²

On trouvait même au Rassemblement et parmi ses dirigeants un homme comme Jacques V. MORIN, secrétaire de la FUIQ qui faisait partie en 1955 des tenants de la conclusion « majoritaire » battue. Lui et les partisans d'un troisième parti s'étaient après leur défaite engagés dans l'éducation politique démocratique. Peut-être, pensaient-ils, le Rassemblement permettrait de combler le vide devant DUPLESSIS en regroupant les forces démocratiques provenant de divers milieux.

La FUIQ, en novembre 1956, avait donné son appui officiel au Rassemblement. ³ Elle avait même organisé le 20 janvier 1957 une conférence politique des dirigeants du Rassemblement à l'intention de ses syndiqués. ⁴

La Conférence s'était soldée par une invitation aux syndicats locaux d'organiser des rencontres avec les représentants du Rassemblement, de recruter des membres pour ce mouvement et de souscrire à sa campagne de financement.

Pourtant, après un succès rapide d'adhésions dans les mois qui suivirent sa fondation, ⁵ le Rassemblement ne fit jamais de véritables percées.

En octobre 1958, dans son manifeste, TRUDEAU déclarait que « les socialistes adoptèrent au sein du Rassemblement une attitude doctrinaire, exigeant l'admission de leurs chefs et l'exclusion des autres, et refusant à toute fin pratique de collaborer avec des démocrates qui ne seraient que libéraux. De leur côté, les Libéraux au sein du Rassemblement eurent comme souci principal de ne rien faire qui puisse nuire au Parti Libéral. » ⁶.

¹ Une bonne part d'entre eux provenait du mouvement de l'Action catholique.

² MARCHAND (Jean), « Pourquoi j'adhère au Rassemblement », feuillet non daté (septembre 1956). MARCHAND, comme les autres initiateurs du Rassemblement, voulait que cette union des syndiqués et des cultivateurs avec les intellectuels et les professionnels se réalise dans un Rassemblement des éléments démocratiques de toutes les classes de la société plutôt que dans le cadre d'un Parti du travail distinct sur la scène politique.

³ MATHIEU (Roméo), « Lettre aux Représentants Permanents, aux présidents et secrétaires des locaux et conseils affiliés », FUIQ, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/32, 30 novembre 1956.

⁴ FUIQ, « Rapport du secrétaire général », 5^e Congrès annuel, 13 et 14 février 1957, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3/32.

⁵ BERGERON (Gérard), *op. cit.*, p. 140, donne comme nombre d'adhérents en avril 1957, 511.

⁶ TRUDEAU (Pierre-Elliott), *op. cit.*, p. 28.

Le manifeste de 1958 visait justement à relancer le mouvement non pas sur des bases politiques nouvelles mais en cernant son objectif de plus près. TRUDEAU estimait maintenant qu'il fallait éviter toute autre considération que l'objectif minimum de la démocratie. Il voyait là un « point de ralliement suffisant pour le moment ». ¹

La situation politique n'était pourtant plus la même qu'en 1956. Toujours dressés contre DUPLESSIS, les éléments de l'ancienne FUIQ n'étaient plus divisés entre partisans du troisième parti et partisans de l'appui à la CCF. Il n'y avait plus d'autre part cette division aussi tranchée entre partisans de l'action politique organisée et ses opposants tenants de l'éducation. Le fossé entre la FUIQ et la FPTQ commençait d'être comblé depuis la fusion de février de 1957 et l'action commune dans la grève de Murdochville. Il y avait eu surtout la résolution de Winnipeg (avril 1958) et ses retombées politiques sur le mouvement ouvrier du Québec. La CTCC avait accepté de participer aux discussions préparatoires à la fondation du nouveau parti.

Au moment où TRUDEAU publiait son manifeste démocratique (octobre 1958), la FTQ préparait sa 3^e conférence annuelle (novembre 1958) et son appel à la création d'un nouveau parti provincial fondé sur les besoins des masses laborieuses.

5 - Deux options contradictoires

[Retour à la table des matières](#)

Il importe de revenir sur la signification que revêtait la décision prise à la 3^e conférence annuelle de la FTQ, dont nous avons cité plus haut la résolution politique.

Cet appel constituait un précédent historique au Québec. Jamais auparavant, une centrale syndicale ne s'était engagée officiellement dans la création d'un parti politique distinct des partis dominants.

S'agissait-il d'un simple vœu émis sur le papier ? Les termes même du débat et l'enthousiasme exceptionnel des 400 délégués qui s'étaient prononcés avec seulement 6 dissidences en faveur de la résolution démontraient une volonté réelle de ne plus s'en remettre à l'action traditionnelle de pression sur les partis Libéral et l'Union Nationale et de doter le mouvement ouvrier de son « bras politique » indépendant.

Signe des temps, les tenants de « l'éducation politique préalable » adversaires de l'indépendance politique du mouvement ouvrier ne s'étaient plus trouvés qu'en tout petit nombre à la Conférence de la FTQ.

¹ *Idem.*

La presse notait d'ailleurs le peu d'écho qu'avaient eu leurs arguments auprès de la grande majorité des délégués.

« Les quelques délégués, rapportait *Le Devoir*, qui ont parlé contre le projet d'action politique ont repris les arguments habituels contre une telle action : les syndicats doivent s'occuper uniquement de syndicalisme, personne ne doit dire aux syndiqués comment voter. Les dirigeants syndicaux ne doivent pas consacrer leur temps à la politique et négliger l'organisation syndicale et la convention collective, il faut éduquer les membres politiquement avant de passer à l'action, etc. ... » ¹

Plus nombreux, les orateurs partisans de la résolution avaient de leur côté souligné « l'urgence pour le mouvement ouvrier de devenir une force politique ». Leur argumentation s'appuyait sur la situation politique au Québec même, mais aussi sur le simple constat que les revendications mises en avant par les délégués eux-mêmes en congrès nécessitaient pour être défendues et satisfaites la mise sur pied d'un parti politique qui les intégrerait à son programme. ²

En prenant la décision de travailler à la construction d'un « troisième » parti au Québec, les délégués de la FTQ faisaient donc bien davantage qu'entériner simplement la résolution de Winnipeg du CTC. Comme la résolution adoptée l'affirmait, les délégués considéraient comme impérieux de mettre sur pied un parti dont le programme tout en s'harmonisant à celui du parti pan-canadien, refléterait les problèmes particuliers du Québec et les « légitimes aspirations » de la population de cette province.

Avec le mouvement pour la création du nouveau parti dans l'ensemble du Canada, la reconnaissance spécifique du Québec et les implications organisationnelles de cette reconnaissance paraissaient désormais possibles alors que cela n'avait jamais été le cas dans le cadre de la vieille CCF. Ce changement traduisait une évolution politique profonde au Canada et comptait pour beaucoup dans la détermination des militants ouvriers du Québec de s'engager dans l'action politique directe.

Cet aspect décisif du congrès de la FTQ n'échappait d'ailleurs pas aux « observateurs ».

« ...à la vérité, notait le journaliste Guy LAMARCHE, on s'attendait à une simple approbation de la résolution de Winnipeg, à un appui officiel de la centrale comme telle, puisque ses syndicats avaient été favorables à l'idée, à Winnipeg. »

« L'insistance avec laquelle la résolution souligne l'urgence de la formation d'un nouveau parti politique provincial, à l'image de celui que le CTC veut mettre au monde sur le plan national, a particulièrement retenu l'attention des observateurs. » ³

Il convient enfin de noter que le même enthousiasme qui accompagnait l'adoption de la résolution politique marquait aussi l'appel à l'unité lancé à la CTCC. Tous

¹ *Le Devoir*, « Vers un nouveau parti provincial », 22 novembre 1958, p. 1.

² *Ibidem*, p. 1.

³ LAMARCHE (Guy), « La FTQ tentera de réaliser 'l'union démocratique' », *Le Devoir*, 24 novembre 1958, p. 1.

ressentaient vivement le rapport étroit entre les deux questions, le fait que l'affiliation de la CTCC au CTC serait un puissant facteur de réussite de l'entrée du mouvement ouvrier sur la scène politique. Les 400 délégués exprimaient l'espoir que les pourparlers d'unité aboutissent à un succès le plus tôt possible, « parce que l'unité syndicale est essentielle à l'efficacité économique et politique du mouvement ouvrier, plus particulièrement dans le Québec. » ¹

La presse notait que :

« Le plus vieil argument utilisé (à la FTQ-R.D.) contre la CTCC – celui de la rivalité traditionnelle – s'est fait à ce point rabrouer (au congrès-R.D.) qu'on croit bien qu'il ne sera jamais plus défendu sérieusement. » ²

« Plus vite on réalisera l'unité syndicale dans la province, avait déclaré Louis LABERGE, président du Conseil du Travail de Montréal, plus vite on pourra régler les grands problèmes de législation et de force économique. » ³

Par sa décision en faveur d'un nouveau parti, la FTQ opposait un refus au projet d'union démocratique conçu par Pierre-Elliott TRUDEAU et le Rassemblement. Les deux projets étaient en effet incompatibles. TRUDEAU appelait à la réunion des démocrates de toutes les classes de la société sur un programme « minimum », la restauration de la démocratie politique. Cette réunion serait celle des Libéraux, des socialistes, des militants syndicaux, des démocrates chrétiens : ils avaient tous en commun leur opposition au duplessisme et leur volonté de le chasser du pouvoir. La FTQ appelait à la constitution d'un parti politique distinct aussi bien de l'Union Nationale que des Libéraux et dont le programme serait celui des travailleurs organisés, des agriculteurs, des masses laborieuses inorganisées autour desquels se rallieraient les autres couches opprimées de la population, et les intellectuels, professionnels, professeurs, journalistes, écrivains, etc.. Ils avaient tous en commun un intérêt fondamental à déloger DUPLESSIS du pouvoir et à le remplacer par un régime de démocratie politique, économique et sociale fondé sur les besoins de l'immense majorité de la population.

TRUDEAU qui comptait entraîner le bloc des organisations syndicales dans l'union démocratique venait incontestablement de subir un échec de taille avec la défection de la FTQ qui groupait à l'époque 175,000 travailleurs.

Mais il allait néanmoins continuer à défendre son projet avec acharnement, cette fois en direction du Parti Social Démocratique du Québec dont le congrès avait été fixé au mois de mai 1959.

¹ *Le Devoir*, « Vers un nouveau parti provincial », 22 novembre 1958, p. 1. (25)

² *Ibidem*, p. 1.

³ *Ibidem*, p. 1.

6- Un deuxième manifeste

[Retour à la table des matières](#)

Un mois avant la troisième conférence de la FTQ, TRUDEAU avait publié son « manifeste démocratique ». À nouveau, un mois avant le congrès du PSD, en avril 1959, le Rassemblement revenait à la charge en publiant un manifeste signé par une trentaine de personnalités. ¹

Le manifeste reprenait essentiellement le projet défini par TRUDEAU.

« ... La réforme la plus importante, proclamait-il, parce qu'elle rend toutes les autres possibles, c'est l'instauration d'une démocratie authentique et agissante. »

« Il faut donc redonner aux citoyens la conviction qu'ils peuvent eux-mêmes effectuer les changements qui s'imposent. »

« ...politiquement, c'est l'Union Nationale qui, depuis plusieurs années, constitue la principale entrave à la démocratisation véritable de notre société. »

« La division chez les démocrates ne fait, dans l'état actuel des choses, que retarder l'avènement de la démocratie véritable. C'est pourquoi toutes les forces éprises de progrès, de liberté et de justice ont l'obligation de s'unir contre un parti ennemi de la démocratie. »

« On se rend compte de plus en plus qu'avec le système électoral actuel, la présence de plusieurs candidats d'opposition dans un même comté ne peut que favoriser l'élection d'un gouvernement anti-démocratique. »

« Démocratie d'abord! Tel doit être le cri de ralliement de tous les éléments réformistes du Québec. Que les uns militent dans les chambres de commerce et les autres dans les syndicats ouvriers; que certains croient à la nécessité de la libre entreprise alors que d'autres voient le salut du peuple dans une économie dirigée; qu'on soutienne que la qualité morale des hommes politiques est la condition-clef de tout renouveau ² ou que l'on croie que la réforme des institutions doit être le premier de nos objectifs, aucune de ces attitudes ne constitue EN FAIT un obstacle au regroupement groupement des forces de la démocratie combattante. Il faut d'abord *réaliser la démocratie*. Ceci fait, le peuple souverain pourra opter pour le parti ou la tendance politique de son choix. » ³

En conclusion, le Manifeste s'adressait aux dirigeants des partis d'opposition pour leur soumettre trois formules de coalition possibles et leur demander d'engager les négociations sur ces formules, à savoir :

¹ Le RASSEMBLEMENT, Manifeste, Montréal, le 10 avril, 1959, 2 p. (document ronéographié).

² Le Manifeste fait ici allusion à la Ligue d'Action Civique de l'avocat Jean DRAPEAU qui prônait en quelque sorte le réarmement moral comme fondement du renouveau politique.

³ Le RASSEMBLEMENT, Manifeste, *ibidem*, pp. 1 et 2.

- « a) Fusion des différents groupes d'opposition au sein d'une nouvelle formation politique ;
- b) Mise au point d'une alliance autour d'un programme minimum, chaque parti maintenant son identité ;
- c) Constitution d'un simple front électoral assurant la présence, dans chaque comté, d'un seul candidat d'opposition. » ¹

Parmi les partis d'opposition visés par ces propositions, il y avait évidemment le Parti Libéral. Mais l'autre parti auquel le Rassemblement accordait le plus d'importance était le Parti Social Démocratique du Québec. Obtenir l'appui du PSD, aurait signifié gagner, sinon le soutien actif, du moins la neutralité de la grande majorité des militants socialistes, des militants syndicaux engagés en politique, vis-à-vis du projet d'union démocratique et aurait réduit considérablement l'impact de la décision de la FTQ quelques mois plus tôt.

Nous avons noté plus haut que le PSD n'avait jamais pu s'implanter véritablement au Québec. Cela ne doit pas cependant faire oublier la place réelle qu'occupait ce parti sur la scène politique à la fin des années 50 au Québec. Avec ses mille membres ² répartis en « clubs » locaux et régionaux, son secrétariat permanent, son école de formation, ses interventions publiques fréquentes dans la vie politique, ses congrès, le PSD, sans être un parti de masse, n'était pas non plus le « petit groupe » extérieur aux luttes et aux enjeux politiques décisifs.

Ce qui témoigne mieux peut-être que les votes qu'il récoltait aux élections ou le nombre de ses membres, de la place qu'il occupait en politique, c'est que ses adversaires et notamment le Parti Libéral n'ignoraient pas du tout son existence. ³ Le PSD en 1959 était une des forces principales avec lesquelles on comptait dans les débats politiques concernant l'alternative à opposer au régime DUPLESSIS. Par ses dirigeants, par bon nombre de ses militants, par son programme, il véhiculait malgré ses faiblesses, les vues et les objectifs du travail organisé sur la scène politique. Son président, à l'époque, était Émile BOUDREAU, organisateur des Métallurgistes Unis d'Amérique dans la région de Rouyn-Noranda. Son « leader » provincial, Michel CHARTRAND, de la CTCC, avait failli l'emporter en recueillant 8,000 votes dans la circonscription de LAPOINTE aux élections fédérales de mars 1958. L'ancien président de la CTCC, Gérard PICARD, devenu président de la Fédération de la Métallurgie de cette centrale, avait adhéré au PSD, comme membre actif, dès la fin de son mandat à la présidence des syndicats catholiques. ⁴

Mis en face de deux propositions contradictoires, coalition avec le Parti Libéral ou création d'un nouveau parti politique avec la FTQ et le CTC, le PSD devait donc définir sa position au congrès du mois de mai 1959. La question se posait pour lui avec d'autant plus d'acuité que le Rassemblement avait pu obtenir pour son manifeste, à côté des signatures de quelques Libéraux dont le député René HAMEL, de membres de la Ligue d'Action Civique et de représentants syndicaux de la CTCC et du CTC,

¹ *Ibidem*, p. 2.

² CONSTANTINEAU (Gilles), « PSD : Regain de vitalité » *Le Devoir*, 18 mai 1959, p. 1.

³ Pour refaire son image publique et se présenter comme l'alternative démocratique à DUPLESSIS, le Parti Libéral depuis 1955 proclamait son ouverture à toutes les forces d'opposition, et explicitement aux socialistes, c'est-à-dire au PSD. Nous y reviendrons.

⁴ Parti Social Démocratique, Documents du Congrès, 16, 17, 18 mai 1959.

les` signatures de cinq membres en vue du PSD dont deux de ses vice-présidents, Jean-Paul COULOMBE et Jean-Robert OUELLET, son ex-secrétaire Jean-Paul GEOFFROY ainsi que celles de Paul KING et Adrien PLOURDE.

Dans ses rangs mêmes, le PSD était donc confronté à une question d'orientation stratégique fondamentale, coalition avec un parti dominant, le Parti Libéral et les « démocrates » de toutes les classes, ou coalition exclusive des forces du mouvement ouvrier, agricole, coopératif, le camp des « petites gens ».

Finalement, en prévision du congrès de mai, l'exécutif du PSD prépara et adopta un document intitulé « Projet de rapport de stratégie ». Malgré l'adhésion de deux de ses vice-présidents au projet d'union démocratique, l'exécutif prenait carrément position contre toute fusion ou coalition avec le Parti Libéral, rejetait l'union démocratique et répondait favorablement à l'appel de la FTQ pour la mise sur pied d'un nouveau parti. Présenté au congrès, le rapport de stratégie était adopté très majoritairement et définissait dorénavant la position du PSD qui s'engageait officiellement dans des pourparlers avec la FTQ.¹

7 - La critique du PSD

[Retour à la table des matières](#)

Le « Projet de rapport de stratégie » est un document de grande importance. Il constitue en fait, la première critique, et même à notre connaissance, la seule, des thèses défendues par Pierre-Elliott TRUDEAU et le Rassemblement dans les années 50. Aussi nous arrêterons-nous à présenter ce document en en citant de larges extraits. Les questions soulevées ici étaient devenues les questions politiques « de l'heure » au Québec à la fin des années 50. La presse n'y faisait écho qu'indirectement, plutôt sous la forme de compte-rendus séparés que par de véritables analyses, mais une étude attentive de la période permet de constater que ces questions de stratégie étaient alors les questions centrales du débat politique.

Le rapport de stratégie du PSD s'attachait d'abord à démontrer les différences entre les projets d'union démocratique du Rassemblement et de parti politique de la FTQ et du CTC.

Les deux projets, disait-il, « s'inspirent de philosophies différentes. »

« Le projet mis de l'avant par le CTC, le PSD national et la FTQ repose sur le postulat suivant : des citoyens ayant des intérêts, des aspirations et des ennemis communs ne peuvent que finir par s'entendre au terme de discussions plus ou moins longues ou laborieuses, sur un programme commun d'action politique de nature à satisfaire aux besoins du peuple. C'est

¹ *Idem.* « Projet de rapport de stratégie », document ronéographié, 8 p. sauf information, toutes les citations suivantes sont tirées de ce rapport. Il avait été préparé par un comité de 6 membres désignés par l'exécutif du parti, le 20 mars 1959 : Noël PÉRUSSE, Émile BOUDREAU, Pierre VADEBONCOEUR, Jacques V. MORIN, Michel CHARTRAND et Michel FOREST.

pourquoi il fait appel, en plus du PSD, composé de gens des classes laborieuse et moyenne, à des organisations démocratiques de citoyens poursuivant des buts de caractère économique mais ayant déjà des revendications semblables sur le plan législatif. Il s'agit surtout des associations syndicales de travailleurs et de cultivateurs, ainsi que du mouvement coopératif. Ce sont tous des gens qui pratiquent la démocratie à l'intérieur de leurs associations et qui ont, en commun, les problèmes des petites gens. Les citoyens « d'esprit libéral » auxquels l'invitation s'adresse, militent plus souvent dans le PSD que dans le parti libéral. »

Au contraire, poursuivait le rapport, le postulat sur lequel s'appuie le projet d'union démocratique est bien différent. Il vise à rallier au cri de « Démocratie d'abord! » aussi bien des membres des chambres de commerce que des militants ouvriers ou sociaux-démocratiques. Il vise à unir d'un côté des gens qui s'opposent à DUPLESSIS pour obtenir des contrats ou « reprendre le patronage » ou encore « pour distribuer honnêtement les permis de la Commission des liqueurs », et de l'autre côté, et des gens qui s'y opposent « pour avoir l'assurance-santé et l'éducation gratuite. »

Les uns comme les autres sont considérés par les signataires du manifeste d'union démocratique comme « les éléments réformistes du Québec. »

Et le rapport de stratégie ajoutait :

« Qu'on réclame l'assurance-santé ou qu'on s'y oppose, qu'on désire le plein emploi ou une réserve de main-d'œuvre disponible afin de geler les salaires, qu'on recherche l'adoption de lois dites « du droit du travail » ou la sécurité syndicale, qu'on soit en faveur de l'habitation subventionnée ou qu'on y voit une mesure « communisante », peu importe, disent-ils, « il est impératif de s'élever au-dessus des considérations partisans ? ».

Les deux projets s'opposaient donc en ce que l'un, l'union démocratique, voulait réaliser une coalition de classes aux intérêts antagoniques et l'autre, un parti qui serait en quelque sorte la coalition exclusive de classes aux intérêts communs et dont les revendications sont déjà semblables sur le plan législatif.

Mais en plus de constater la nature de classe opposée des deux projets, le rapport de stratégie voyait un énorme danger à l'union démocratique. En y adhérant, le camp des « petites gens » serait amené à taire ses revendications et ses aspirations pour ne pas compromettre l'objectif de la « Démocratie d'abord ! » ; il serait amené à se dissoudre dans cette « union sacrée », pour ensuite, des années plus tard, être obligé de se reconstruire sur les ruines de cette union.

« Le projet de Winnipeg et de Québec consiste à faire participer les associations de citoyens à la construction d'un parti politique nouveau qu'ils contrôleront démocratiquement et par lequel s'exprimeront leurs revendications législatives. Par contre, l'union démocratique se propose de grouper artificiellement des militants politiques qui renonceront à leurs revendications propres pour « réaliser la démocratie », ...« Ceci fait, prétendent les signataires du manifeste, le peuple souverain pourra opter pour le parti ou la tendance de son choix ». C'est-à-dire qu'après des années de stérilisation idéologique, il faudra, une fois DUPLESSIS disparu, réapprendre à avoir des tendances de son choix et créer de nouveaux partis sur les ruines de l'union sacrée. »

Par ailleurs, les risques encourus par les Libéraux et le PSD dans la formation d'une union démocratique n'étaient pas du tout équivalents. La « vieille gang »

libérale qui disposait de « l'argent » et d'un « réseau de faiseurs d'élections couvrant l'ensemble de la province » pouvait avoir intérêt à s'emparer d'« un mouvement qui signifierait la disparition de tous les autres groupes d'opposition. » Au contraire,

« ... le PSD... perdrait à peu près la moitié de son effectif, les défections se produisant surtout chez ses militants les plus convaincus, si bien qu'en dépit de la représentation proportionnelle prévue par M. TRUDEAU pour les premiers congrès du mouvement, nous ne pourrions même pas exprimer les aspirations de certains secteurs de la population aussi efficacement que nous le faisons présentement. »

Ainsi donc, loin de représenter une perspective de renforcement du PSD, loin de lui fournir une meilleure tribune publique pour la défense de son programme, la participation à l'union démocratique déclencherait une scission au sein du parti, et celui-ci serait moins en mesure de poursuivre ses buts qu'il ne l'est aujourd'hui en préservant son autonomie.

Le rapport de stratégie s'employait ensuite à critiquer les conceptions mêmes que Pierre-Elliott TRUDEAU se faisait de la démocratie et des problèmes politiques du Québec, conceptions qui l'amenaient à promouvoir l'union démocratique.

TRUDEAU, rappelait le rapport, écrit dans *Cité Libre*, que « les Canadiens français se conduisent comme s'ils ne croyaient pas en la démocratie. » « Et, comme solution à ce problème, il propose une grande croisade au cri de « Démocratie d'abord ! » « Selon lui, le peu de sens démocratique des Canadiens français explique l'immoralisme électoral ».

Le PSD contestait radicalement cette analyse. Le phénomène de l'immoralisme (vendre son vote en échange de cadeaux du régime, etc.) ou de l'absentéisme électoral relevait d'un problème « encore bien plus troublant et beaucoup plus grave au point de vue démocratique » que le manque de « sens démocratique » des Canadiens français. Il n'était pas possible de remédier à ce « déplorable état de choses en faisant campagne sous la seule bannière de la démocratie. »

Le rapport poursuivait :

« La démocratie à l'état pur n'intéresse plus que quelques professeurs d'université et les amateurs de films non-censurés. Il est remarquable que les associations où l'on respecte le mieux la démocratie soient composées de gens qui se sont d'abord groupés pour obtenir de meilleurs salaires, un prix plus élevé pour leurs produits (les agriculteurs-R.D.) ou une ristourne plus intéressante sur leurs achats et leurs économies. Il est également notable que ces gens réclament avant tout des mesures de démocratisation sociale et économique. »

L'immoralisme et l'absentéisme électoral de ces gens ne s'expliquaient donc pas par leur peu de sens démocratique mais par leur « dégoût » d'un régime qui ne satisfait en rien leurs besoins et leurs aspirations. Ils se détournent de ce régime, ne croient plus en l'utilité d'exercer leur droit de vote puisqu'ils n'ont le choix qu'entre des partis dominants qui au pouvoir font la même politique, et ils cherchent par d'autres voies, par des moyens détournés, à améliorer leurs conditions de vie.

Il fallait donc un parti qui s'identifie à leurs besoins fondamentaux, à leurs revendications, pour les entraîner à nouveau dans l'activité politique et mettre un terme à leur apparente passivité. C'est ainsi qu'ils se prévaudraient à nouveau de leurs droits démocratiques avec l'espoir réel de s'en sortir.

« C'est en leur faisant revendiquer l'assurance-santé qu'on empêchera certains citoyens de vendre leur vote en échange du paiement d'un compte d'hôpital; c'est en leur faisant réclamer des logements salubres à loyers modiques qu'on en fera sortir d'autres de leurs taudis pour aller voter. « Il faut... redonner aux citoyens la conviction qu'ils peuvent eux-mêmes effectuer les changements qui s'imposent », dit fort justement le manifeste, mais il leur propose une démocratie qui ne prévoit ni le plein emploi ni l'éducation gratuite, ce qui est bien la meilleure façon de les entretenir dans le dégoût de ce régime et de les jeter dans les bras de quelque chef messianique autoritaire. »

Telle était l'argumentation d'ensemble qu'opposait le PSD à l'Union démocratique et qui justifiait son « rejet catégorique » d'une telle « formule ».

Restait le problème de l'action que le PSD mènerait, lui, comme force politique, dans le contexte de cette « vague d'anti-duplessisme », pour « hâter la chute de l'Union Nationale ». Le rapport de stratégie refusait toute fusion dans le cadre de l'union démocratique, mais il était néanmoins conscient que le PSD ne pouvait se limiter à proclamer ses principes.

C'est la vague d'anti-duplessisme soulevée notamment dans le mouvement ouvrier par l'anti-syndicalisme du régime – la grève de Murdochville était encore présente dans l'esprit de tous – qui avait amené les délégués de la FTQ à adopter leur résolution d'action politique. Le mouvement syndical était « impatient de se débarrasser d'un gouvernement qui opprime véritablement les travailleurs ». Dans cette situation, quelle politique devait faire le PSD pour répondre à cette impatience, la véhiculer, et non pas paraître l'ignorer ou la mépriser.

Sans qu'il soit question de fusion, pouvait-il être question d'alliance électorale avec des forces d'opposition comme le Parti Libéral? Le Rassemblement en émettait la possibilité. Le PSD se devait d'avoir une politique claire face à ces propositions. Il devait apparaître, sans l'ombre d'un doute, aux yeux des travailleurs, comme une force qui désire vraiment et qui combat concrètement pour la chute de l'Union Nationale.

« Autrement, expliquait le rapport, les travailleurs eux-mêmes nous accuseront de trop tenir à nos principes, et de faire fi de leurs difficultés présentes. »

Comment dans ces conditions répondre à la proposition d'une alliance électorale autour d'un programme minimum ? Il fallait, selon le rapport, accepter de négocier le projet d'une telle alliance mais en posant une condition préalable contre le « programme minimum » du Rassemblement qui ne retenait que la « démocratie » politique ou institutionnelle, le PSD devrait exiger que ce programme « minimum » inclut la démocratie, non seulement politique ou libérale, mais « la démocratie économique et sociale », c'est-à-dire, par exemple, l'assurance-santé, la nationalisation des services publics, l'instruction gratuite, le plein emploi, etc..

« Nous demanderons en outre que les membres eux-mêmes des partis devant faire partie de l'alliance adhèrent à ce « programme minimum » et nous exigerons des garanties nous assurant qu'ils sont en mesure de forcer leurs dirigeants à mettre ce programme en application (par la démocratisation de leurs structures organisationnelles) dans le cas où l'un des partenaires de la coalition pourrait constituer le gouvernement ».

Pour ce qui est du partage des circonscriptions dans un simple front électoral, le rapport notait que le PSD n'avait pas les forces pour présenter des candidats dans chaque circonscription. Si on venait à lui offrir un tel partage, sa force de négociations dépendrait alors du travail effectué entre-temps par ses militants pour construire de solides organisations de comté.

Ces considérations tactiques qui découlaient de l'orientation stratégique fondamentale exposée dans le rapport, ne devaient pas détourner le PSD de sa tâche primordiale, celle de construire avec le mouvement syndical un puissant parti qui saurait exprimer les aspirations profondes du peuple travailleur.

À ce chapitre, le rapport de stratégie formulait en conclusion des observations significatives sur les obstacles qui continuaient de se dresser dans la voie de la construction du parti.

Tout d'abord, le mouvement syndical n'avait pas encore fait l'unanimité sur le projet de création d'un nouveau parti politique. Par ailleurs, contrairement à ce qui s'était passé dans les autres provinces, l'unité syndicale n'était pas encore complétée dans le Québec. Il fallait de plus constater que les travailleurs se trouvaient « un peu désorientés par le foisonnement de solutions offertes à un électorat impatient : regroupement au sein du Parti Libéral, union démocratique, Action civique, etc. ». Dans ce foisonnement, le projet d'un nouveau parti politique pouvait apparaître aux travailleurs comme une proposition parmi d'autres et non pas l'unique solution véritable pour la satisfaction de leurs intérêts. Et enfin, obstacle majeur s'il en était, il y avait cette hésitation perçue chez certains dirigeants syndicaux de voir se fonder le nouveau parti d'abord au Québec par crainte de provoquer ainsi une montée du nationalisme québécois. Ces dirigeants qui s'étaient affirmés partisans d'un troisième parti provincial semblaient vouloir attendre que le nouveau parti se soit donné de solides cadres au niveau fédéral avant de la fonder ici.¹

Créé rapidement au Québec, le parti n'aurait-il pas été incité à revendiquer ensuite une trop grande autonomie par rapport au parti fédéral? N'aurait-il pas été enclin à se retrancher dans ses tâches « provinciales » et à délaisser la lutte au niveau de l'État fédéral? On avait subi trop long le nationalisme réactionnaire de DUPLESSIS. Il fallait éviter à tout prix de donner prise à des revendications de type nationaliste autonomiste du Québec dans l'édification et les structures du nouveau parti.

Ce point de vue n'était pas nouveau. Il s'était exprimé, rappelons-le, au cours du débat sur l'action politique, au congrès de la FUIQ, à Joliette, en 1955. Parmi les opposants à la mise sur pied d'un parti distinct au Québec, il y avait les syndicalistes hostiles à la rupture du mouvement ouvrier avec les partis dominants, mais aussi ceux

¹ Ces hésitations s'étaient notamment exprimées lors d'un premier « échange de vues » entre les délégations de la FTQ et du PSD, le 31 janvier 1959, sur le projet de création du nouveau parti. Eucher CORBEIL de la FTQ, notamment, soutenait qu'il fallait d'abord construire un « parti national », les chances de succès étant plus grandes, selon lui, sur le plan fédéral. PSD, Documents du Congrès, 16, 17, 18 mai 1959.

pour qui l'appui à la CCF interdisait toute existence d'un parti provincial autonome au Québec. Bien sûr, la situation n'était plus la même qu'en 1955. Poussés par les luttes sociales et par l'urgence d'en finir avec le duplessisme, les congressistes de la FTQ en 1958 avaient voté à la quasi-unanimité pour la création d'un nouveau parti provincial dont le programme s'harmoniserait avec le nouveau parti fédéral, mais qui défendrait aussi les légitimes aspirations spécifiques de la population francophone de cette province.

Tous reconnaissaient maintenant la nécessité d'un parti au Québec, mais il est clair qu'en ce qui a trait aux liens qu'il devrait entretenir avec le parti fédéral (autonomie complète avec affiliation, ou simple section provinciale), en ce qui a trait au contenu précis qui serait donné dans le programme aux légitimes aspirations du Québec, et aux échéances de la création du parti au Québec (avant ou après le parti fédéral) bien des questions demeuraient sans réponse. L'unité de vue n'était pas acquise. Il est possible aussi que les hésitations notées chez certains syndicalistes qui invoquaient leur crainte du nationalisme, traduisaient des craintes plus profondes de voir le mouvement ouvrier du Québec se lancer dans la politique à son compte.

L'exécutif du PSD ne partageait pas les vues de ceux qui souhaitaient attendre que le parti fédéral se mette en place pour passer à l'action au Québec.

Le bilan qu'il tirait de l'histoire du PSD-CCF l'amenait dans le rapport de stratégie à défendre la position suivante :

« Conscients des raisons de l'échec du PSD dans cette province et du demi-succès de notre parti sur le plan national, les dirigeants du PSD du Québec... savent qu'une des raisons du peu d'écho qu'a trouvé notre parti dans notre province, c'est qu'il a été longtemps considéré comme un produit d'importation : « La faiblesse fondamentale du PSD, déclarait récemment le professeur Michael OLIVER à l'École sociale-démocrate, résidait dans son caractère trop exclusivement canadien-anglais. »

L'échec du PSD au Québec se répercutait sur les performances de la CCF au plan fédéral qui n'avait pu, comme en 1945, faire une véritable percée aux élections parce que le Québec lui « était resté fermé ».

L'exécutif du PSD tirait de ce bilan une nette conclusion pour l'avenir :

« Donc, si l'on ne veut pas répéter les erreurs du passé, il faut d'abord construire un solide parti provincial qui permettra au nouveau mouvement pan-canadien d'être vraiment national et d'effectuer enfin sa percée aux élections fédérales. »

Dans cette perspective, la tâche qui incombait aux militants du PSD était « à proprement parler formidable ». Les membres syndiqués, disait le rapport, devront, comme les membres d'organisations agricoles ou coopératives, intervenir dans leurs associations respectives pour obtenir la participation de ces associations aux pourparlers en vue de la création du nouveau parti. Et parce que le mouvement syndical semble pour l'instant hésiter à s'engager. « Ils devront probablement prendre l'initiative de rencontres entre militants de ces divers groupements. »

Ceux qui militent dans la CTCC pourront se voir « handicapés dans leur action par le fait que le nouveau parti est une initiative du CTC, la centrale syndicale rivale, « mais leur tâche est aussi délicate qu'importante à accomplir », « la responsabilité leur incombe... de faire « naturaliser » le projet de Winnipeg par la CTCC, la centrale syndicale la mieux intégrée dans maints secteurs de la société québécoise. » ¹

Tels étaient donc les éléments essentiels du rapport de stratégie présenté par l'exécutif du PSD. Soumis au congrès, ce rapport fut évidemment l'objet des débats les plus importants entre les quelque 100 délégués réunis. Au terme de leurs discussions à huis-clos, les congressistes adoptaient la ligne politique directrice du rapport, faisaient leur la résolution d'action politique de la FTQ, rejetaient tout projet de fusion avec le Parti Libéral et, sur les questions tactiques d'alliance ou de front électoral, mandataient le Conseil Provincial pour « participer à toutes les consultations jugées utiles en vue de résoudre d'une façon compatible avec les principes du parti les difficultés de la situation politique actuelle ». ²

8 - L'offensive du parti libéral contre le parti du travail

[Retour à la table des matières](#)

L'importance politique de ces décisions était évidente. Au lendemain du congrès, les principaux quotidiens de Montréal présentaient des compte-rendus substantiels des résolutions adoptées par le PSD, ainsi que des entrevues avec ses dirigeants. La place accordée par *Le Devoir* à ces reportages était fort significative. Le 18 mai, en manchette, le journal titrait : « PSD, regain de vitalité » ³.

Le 19 mai, en gros titre, le même journal annonçait : « Le PSD rejette tout projet d'alliance avec les libéraux » et notait comme remarquable l'importance de la représentation syndicale au congrès. ⁴

L'impact de l'orientation prise au congrès du PSD tenait à deux aspects. D'une part, en rejetant à la suite de la FTQ, le projet de coalition avec le Parti Libéral, le PSD venait de porter un coup mortel à l'union démocratique de TRUDEAU et du Rassemblement. Les observateurs, disait-on, « sont d'avis que le projet d'un regroupement des forces de l'opposition (PSD, Libéraux, Action civique), lancé par le président provincial du « Rassemblement » et repris plus récemment sous forme de manifeste par une trentaine de personnes de toutes les tendances, ne sera guère

¹ PSD, « Projet de rapport de stratégie », *op. cit.*

² *Le Devoir*, 19 mai 1959, p. 1.

³ *Le Devoir*, « PSD : regain de vitalité », 18 mai 1959, p. 1.

⁴ *Le Devoir*, « Le PSD rejette tout projet d'alliance avec les libéraux », « Prépondérance de l'élément syndical au congrès du PSD », 19 mai 1959, pp. 1 et 9.

réalisable dans les délais prévus, c'est-à-dire à la veille des prochaines élections. » ¹ D'autre part, la décision du PSD de se joindre avec ses forces et son appareil au processus de construction d'un nouveau parti provincial distinct de l'Union Nationale et du Parti Libéral, renforçait considérablement la probabilité d'apparition d'un parti du Travail sur la scène politique. On avait pu se limiter à faire des hypothèses au lendemain du congrès de la FTQ; mais cette fois, puisque le PSD emboîtait le pas à la centrale ouvrière, on commençait à croire sérieusement au nouveau parti. Et il ne s'agissait pas du tout d'un événement secondaire au Québec.

Ne sous-estimant pas les conséquences politiques profondes que risquait d'avoir le choix politique du PSD, le chef du Parti Libéral, Jean LESAGE, avait cru opportun de faire une déclaration publique sur ce sujet le 21 mai.

Ce n'était pas tellement le refus de faire alliance avec son parti qui préoccupait le chef libéral. Sans se réjouir de la décision du PSD, Jean LESAGE déclarait que cette décision était loin de constituer un « désastre ». À preuve, disait-il, selon le dernier sondage de l'institut GALLUP, « seulement 2% de la population du Québec serait prête à accorder sa faveur au groupe PSD. » ²

En revanche, M. LESAGE s'inquiétait beaucoup plus du processus de rupture politique du mouvement ouvrier avec les partis dominants, et d'abord le sien, que venait de faire avancer la décision du PSD. Le sondage GALLUP ne rendait évidemment pas compte de ce processus qui s'amorçait. Mais le chef libéral le voyait parfaitement et cherchait à l'enrayer en tentant de dissuader les unions ouvrières de faire alliance avec le PSD pour la création d'un « parti de classe ».

« Par contre, disait-il, le PSD a fait appel aux unions ouvrières pour la formation d'un parti populaire. Je suis convaincu que les membres des unions et syndicats ne veulent pas d'un parti de classe. Un tel parti, l'expérience nous l'a prouvé, n'a aucune chance de succès au Canada ou dans le Québec. Si nos ouvriers décidaient de faire classe à part dans un parti à part, qui n'a aucune chance de succès électoral, ils se priveraient des moyens qu'ils ont d'influencer les législateurs et l'administration provinciale par une participation politique active à la vie des partis traditionnels. « Le Parti Libéral, qui a démocratisé sa doctrine, ses structures et sa finance, est le seul qui puisse débarrasser la province du duplessisme.

« Je garantis de nouveau aux ouvriers qu'ils trouveront chez-nous un climat de liberté leur permettant toujours de faire valoir leurs idées et les réformes qu'ils préconisent. Je les invite à mener le bon combat dans l'armée de ceux qui, de plus en plus nombreux rallient notre camp de jour en jour. »

Jean LESAGE faisait la promotion du Parti Libéral auprès des ouvriers. Mais, on l'aura noté, par rapport à l'enjeu capital d'un nouveau parti, il comprenait l'importance de défendre le monopole de représentation des « partis traditionnels » sur la scène politique en invitant les ouvriers à s'intégrer à l'un ou l'autre plutôt qu'à faire « classe à part dans un parti à part ».

L'argument du « parti de classe » avait été constamment opposé à l'action politique indépendante et directe des ouvriers et de leurs organisations depuis plusieurs années. Il continuait d'avoir du poids auprès d'une partie non négligeable des

¹ *Le Devoir*, « Est-ce l'échec du regroupement? », 19 mai 1959, p. 1.

² LESAGE (Jean), « Le refus du PSD n'est pas un désastre », *La Presse*, 21 mai 1959.

dirigeants syndicalistes. Ceux-ci avaient l'habitude de se défendre de vouloir créer un tel parti en rappelant qu'ils voulaient un parti non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour la classe agricole, les membres des coopératives, les professionnels du genre de ceux qu'on trouvait au PSD.

Mais le leader provincial du PSD, Michel CHARTRAND, avait voulu, au congrès de mai, répondre cette fois en termes différents à l'objection du « parti de classe ».

Il était parfaitement normal, selon lui, que le PSD repousse tout projet de fusion avec le Parti Libéral « qui est uniquement dévoué aux gros intérêts financiers et asservi à la même caisse électorale que l'Union Nationale ». En toute logique, « étant un organisme démocratique », le PSD voulait se grouper avec des « associations démocratiques travaillant à satisfaire les besoins des travailleurs industriels et agricoles sur le plan économique » pour fonder un nouveau parti.¹ « On nous objecte que nous formerons un parti de classe... disait CHARTRAND. On néglige... (cependant) de rappeler que nous avons présentement un « gouvernement de classe », une « dictature économique », avait-il lancé au congrès.²

Plus le projet du nouveau parti paraissait se concrétiser partout au Canada, au printemps et à l'été de 1959, plus on trouvait dans la grande presse de commentaires ou d'éditoriaux exprimant l'idée que le nouveau parti ne devrait pas être un parti de classe mais un parti qui « mettrait l'accent sur son caractère démocratique et la pédale douce sur son caractère socialiste. »

La presse mettait l'accent sur cet aspect capital de la question puisqu'il semblait que désormais rien ne détournerait le mouvement ouvrier de la création d'un troisième parti.

En juillet, le directeur du *Devoir*, Gérard FILION défendait la même argumentation que celle de *La Réforme* suite au congrès de la FUIQ en 1955, et celle de Jean LESAGE après le congrès du PSD.

Il constatait d'abord « ...l'impossibilité pour un parti nettement socialiste de faire des gains appréciables au Canada, sauf aux périodes de crise... ». Il notait ensuite que « La hausse spectaculaire du niveau de vie du travailleur d'usine nord-américain l'a déprolétarisé. »

« Parler de prolétaires chez-nous, c'est employer un vocabulaire européen et s'exprimer dans un langage que nos gens ne comprennent pas. L'ouvrier nord-américain qui habite sa maison, qui possède en montagne ou à la mer un petit chalet d'été, qui roule une voiture de modèle récent, qui possède son appareil de télévision, sa cuisinière électrique, son réfrigérateur, se prend-il pour un prolétaire? Pas le moins du monde. »

Et FILION concluait que si « le parti à naître » tenait compte de ces réalités dans son orientation, il jouerait « un rôle utile dans la politique canadienne. »³

¹ *Le Devoir*, « Le PSD rejette tout projet d'alliance avec les libéraux », 19 mai 1959, p. 1.

² *Le Devoir*, « PSD : Regain de vitalité », le 18 mai 1959, p. 2.

³ FILION (Gérard), « Le parti à naître », *Le Devoir*, 18 juillet 1959, p. 4.

Comme nous l'avons noté, la poussée politique dans le mouvement ouvrier était très forte en 1959, à tel point que même une organisation comme la CTCC avait accepté de participer aux pourparlers en vue de la création du nouveau parti. D'ailleurs, à son congrès de septembre 1959, la centrale allait apporter des amendements d'importance historique à sa constitution en matière d'action politique.

Continuant de s'interdire à elle-même, en tant que centrale, toute affiliation à un parti politique, la CTCC reconnaissait toutefois désormais à ses organisations affiliées, syndicats, fédérations, conseils centraux, une complète liberté d'action politique. Ceux-ci, maintenant, pouvaient faire de la politique ouvertement et directement, y compris appuyer officiellement ou même s'affilier à un parti politique. Cette nouvelle orientation était contenue dans un paragraphe de la résolution proposée par Gérard PICARD et adoptée avec seulement quelques dissidences, paragraphe qui disait que la CTCC :

« N'intervient pas dans les attitudes que les organisations affiliées jugeraient à propos de prendre du point de vue politique, sauf, si elles venaient à l'encontre des intérêts généraux du mouvement; » ¹

Cette décision s'ajoutait à celles prises quelques mois plus tôt par la FTQ et le PSD. Bien sûr la CTCC, contrairement au CTC et à la FTQ, n'appuyait pas officiellement la création du nouveau parti ni n'invitait ses affiliés à s'y joindre éventuellement. Mais la porte était ouverte et les syndicats de la CTCC pouvaient désormais emboîter le pas au mouvement ouvrier pan-canadien dans l'action politique indépendante.

Le quotidien *La Presse* titrait : « Émancipation politique autorisée par la CTCC ». ² *Le Devoir* avait en manchette : « La CTCC : les syndicats sont libres de s'affilier à un parti politique ». ³

9 - Révolution par étapes ou révolution démocratique et sociale combinée ?

[Retour à la table des matières](#)

En septembre 1959, le congrès de la CTCC constituait en quelque sorte le dernier d'une série d'événements rapides qui venaient de marquer une évolution politique sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier au Québec.

L'occasion immédiate de cette évolution avait été bien sûr le duplessisme et la répression très dure qu'il opposait sans broncher aux luttes sociales des travailleurs

¹ CTCC, Procès-verbal de la 38^e session du Congrès, septembre 1959.

² *La Presse*, « Émancipation politique autorisée par la CTCC », 19 septembre 1959.

³ *Le Devoir*, « La CTCC : les syndicats sont libres de s'affilier à un parti politique », 19 septembre 1959, p. 1.

canalisées par le mouvement ouvrier. Mais plus profondément, comme nous avons voulu l'illustrer, cette évolution était le produit en même temps que l'expression du choc intervenu entre les aspirations démocratiques et sociales jaillies de la société et un système politique extrêmement retardataire qui n'avait subi à toutes fins utiles aucune transformation depuis sa mise en place au XIX^e siècle.

Le gouvernement DUPLESSIS était porteur de cet héritage qui s'était transmis de gouvernement en gouvernement jusqu'à lui. Sa politique réactionnaire n'expliquait donc pas à elle seule la rupture profonde qui séparait désormais la base de la société et son sommet. Mais peut-être, en plus de pouvoir s'appuyer sur des institutions politiques héritées du siècle précédent qui lui facilitaient la tâche, le régime avait-il d'autant plus besoin d'instaurer « la grande noirceur » qu'il était littéralement assailli, comme jamais dans le passé, par une avalanche de revendications démocratiques et sociales pressantes qui fusaient de partout. C'est comme si, à travers DUPLESSIS, les institutions politiques avaient poussé la résistance jusqu'à l'ultime limite pour mieux se préserver contre l'assaut des forces qui menaçaient directement leur survie.

Par ses manifestations, par ses grèves, par ses défis répétés aux diktats du « Chef », le mouvement ouvrier constituait le foyer d'opposition le plus actif et le plus menaçant. Mais autour de lui, au moins depuis 1949, l'opposition s'était étendue à d'autres couches très larges de la population qui réclamaient le changement. L'action des intellectuels, universitaires, journalistes, écrivains, leur participation au débat politique, les initiatives de regroupement qu'ils tentaient de susciter étaient significatives à cet égard. Ils étaient nettement plus nombreux à s'impliquer dans la lutte politique que dans les périodes de stabilité politique relative. De même un courant d'opposition très fort atteignait des secteurs de la classe dominante : la forme de domination politique exercée par DUPLESSIS ne convenait plus à l'époque; il fallait s'ajuster au 20^e siècle, procéder à des transformations nécessaires. La presse, et notamment *Le Devoir* témoignait de cette volonté de changement, par ses attaques répétées contre le régime. Enfin, certains éléments du clergé catholique étaient venus ajouter leurs voix à celles des dénonciateurs du duplessisme. Pendant l'été 1956, deux abbés, Gérard DION et Louis O'NEILL, avaient publié une lettre dénonçant l'immoralisme du régime, dans un bulletin miméographié « Ad usum sacerdotum », c'est-à-dire à l'usage exclusif des membres du clergé. Publiée par *Le Devoir*, la lettre avait eu un très fort impact. Gérard BERGERON notait dans sa chronique au *Devoir* qu'un « sous-produit » de l'Affaire DION-O'NEILL avait été « d'enrayer dans l'œuf un fort courant d'anti-cléricalisme qui prenait naissance à la suite de l'exploitation éhontée de la religion et du clergé par les forces duplessistes et la passivité, au moins apparente, du clergé. »¹

L'accumulation des revendications sociales et démocratiques formait un ensemble impressionnant en contradiction directe avec le système, ses institutions et ses lois. Nous avons retracé, dans les deux premières parties de notre travail, les éléments principaux de cette contradiction. Revendications sociales reliées au travail face à une législation extrêmement répressive. À ce chapitre, et comme élément indicatif de la conjoncture, il faut noter que le Québec comptait à lui seul, pendant l'hiver 58-59,

¹ BERGERON (Gérard), *op. cit.*, p. 119. La lettre des deux abbés fut aussi publiée dans le GLOBE AND MAIL, le NEW YORK TIMES et le TIMES des États-Unis ainsi que dans LE MONDE et le MANCHESTER GARDIAN.

presque la moitié des chômeurs du Canada. Pourtant, le gouvernement DUPLESSIS refusait que la province se prévale du programme fédéral d'« assistance-chômage ». ¹

Revendications reliées à la sécurité sociale, formulées depuis de nombreuses années par le mouvement ouvrier. Il y avait bien sûr au Québec un système de Bien-Être social mais de portée fort limitée et qui s'appuyait largement sur les institutions de « charité » privée existantes. Ce système n'avait rien d'une législation sociale universelle et pleinement accessible à la population. Il ne comportait évidemment pas d'assurance-hospitalisation et encore moins d'assurance-maladie. Les hôpitaux continuaient d'être des institutions confessionnelles gérées par les communautés religieuses. Revendications touchant l'Éducation : des masses de jeunes se voyaient privés de l'accès aux études supérieures du fait que la porte d'entrée à l'Université était tenue par un réseau de collèges classiques privés. La gratuité scolaire n'existait ni au niveau secondaire-pré-universitaire, ni au niveau universitaire. Depuis le XIX^e siècle, le système d'Éducation était tout entier aux mains des Églises catholique et protestante, jalouses de leurs prérogatives, farouchement opposées à la « nationalisation » de l'Éducation. Le Québec n'avait pas de ministère de l'Éducation. La séparation de l'Église et de l'État était loin d'y être accomplie.

Revendications démocratiques s'opposant au caractère profondément anti-démocratique du découpage géographique des circonscriptions, au maintien des « comtés protégés », eux aussi hérités du XIX^e siècle, qui étouffaient la voix des habitants des villes, travailleurs en grande majorité. Dans les villes même, un mode de suffrage municipal par « classes », lui aussi tout à fait anti-démocratique. Au niveau des institutions gouvernementales proprement dites, revendications réclamant la séparation de l'exécutif et du judiciaire. La magistrature était nommée par le gouvernement pour faveur politique, nous l'avons noté; mais il faut mentionner aussi que la fusion des organes de l'exécutif et du judiciaire s'exprimait le mieux dans le cumul par Maurice DUPLESSIS des deux fonctions de Premier Ministre et de Procureur Général de la Province.

Revendications touchant l'extension de la portée de la souveraineté populaire par l'abolition du Conseil Législatif, chambre haute non élue. Revendications pour la refonte de la structure politique de l'État fédéral notamment par l'abolition du sénat non élu et son remplacement par un « conseil de la confédération » où siègeraient les provinces. Rapatriement de l'AANB et élaboration d'une constitution par le peuple canadien lui-même qui intégrerait une charte des droits de l'homme. Revendications, enfin, concernant la reconnaissance au Canada des aspirations spécifiques du peuple du Québec et la suppression de toute discrimination envers lui, au travail, dans sa langue et dans sa culture.

Toute la série des revendications sociales propres aux pays capitalistes du XX^e siècle se conjugaient au Québec avec des revendications portant sur des questions démocratiques qui n'avaient pas été résolues au XIX^e siècle du fait de l'échec des mouvements révolutionnaires.

L'opposition à DUPLESSIS ne se réduisait donc pas à une lutte politique centrée sur des questions sociales. Elle concernait simultanément l'accomplissement de tâches

¹ MORIN (Claude), « La sécurité sociale et l'augmentation des dépenses publiques », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 14, no 2, avril 1959, pp. 277-279.

démocratiques héritées du siècle précédent et contre lesquelles le système s'était érigé et maintenu.

Cette combinaison d'une double série de questions de nature distincte multipliait, si l'on peut dire, les foyers d'opposition à DUPLESSIS. Tout était projeté contre lui, les revendications sociales aussi bien que les revendications démocratiques. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement puisqu'il fallait bien passer par la politique pour obtenir la satisfaction des unes et des autres. Mais dans le feu de la lutte, il pouvait sembler que la politique instaurée par DUPLESSIS était seule à l'origine des problèmes gigantesques auxquels était confronté le Québec, alors qu'il y avait aussi dans les institutions l'héritage très lourd d'une révolution démocratique qui n'avait pas triomphé.

La combinaison des questions sociales et des questions démocratiques avait ses effets les plus importants sur l'orientation stratégique à définir face au gouvernement DUPLESSIS.

Avec beaucoup d'intelligence politique, Pierre Elliott TRUDEAU avait eu l'intuition que les problèmes de l'heure au Québec trouvaient leur origine bien avant DUPLESSIS, dans l'échec de la révolution démocratique du XIX^e siècle. Sans discuter ici de ce qui était pour lui la cause de cet échec ni des conséquences qu'il lui prêtait, nous avons constaté qu'il en était venu à concevoir que parallèlement aux tâches économiques et sociales, le Québec avait des problèmes démocratiques d'une ampleur telle qu'il lui faudrait reprendre au XX^e siècle la révolution démocratique ratée au XIX^e.

TRUDEAU constatait que les questions démocratiques et les questions sociales étaient imbriquées les unes dans les autres. Mais justement, pour lui, le retard économique et social du Québec était dû en bonne partie à l'échec de la révolution démocratique. La révolution sociale et la révolution démocratique ne pouvaient donc pas, selon lui, s'accomplir simultanément. En accomplissant d'abord la révolution démocratique, on ouvrirait la voie à la révolution sociale qui pourrait se réaliser ensuite. Faisant de la révolution démocratique une condition préalable de la révolution sociale, TRUDEAU s'opposait logiquement à toute stratégie qui oppose les classes fondamentales d'une société capitaliste – bourgeoisie et classe ouvrière, stratégie qui débouche en conséquence sur l'organisation de la classe ouvrière en parti politique indépendant. Contrairement à la révolution sociale qui est accomplie par la classe ouvrière contre la bourgeoisie, la révolution démocratique, nécessaire au Québec, constatait TRUDEAU, inclut la bourgeoisie aussi bien que la classe ouvrière, les deux classes y trouvant leur intérêt face à la réaction. De là, le projet d'union démocratique des forces « réformistes » de toutes les classes de la société.

Face aux conceptions élaborées par TRUDEAU, une partie au moins du mouvement ouvrier s'était engagé dans la mise sur pied d'un troisième parti provincial, parti fondé sur les besoins des masses laborieuses et entièrement distinct des partis dominants traditionnels. Comme l'analyse faite par le PSD a pu nous le montrer, le mouvement ouvrier et socialiste de l'époque mettait en avant un programme de revendications aussi bien démocratiques que sociales. Il reconnaissait lui aussi l'ampleur du problème démocratique. Mais au contraire de TRUDEAU, il refusait de faire de la révolution démocratique une étape préalable. Les deux « révolutions », selon lui, étaient inséparables; elles devaient être menées en combinaison, par les classes laborieuses, seules forces sociales ayant, au XX^e siècle, un intérêt véritable à réaliser

jusqu'au bout aussi bien les tâches démocratiques que les tâches sociales. Le mouvement ouvrier et socialiste déniait à la bourgeoisie et aux partis dominants un quelconque rôle révolutionnaire même pour les seules tâches démocratiques, et les soupçonnaient de s'opposer à DUPLESSIS et de tenir le langage des démocrates simplement pour se hisser de nouveau au pouvoir.

C'est le refus de faire de la « révolution démocratique » une condition, une étape préalable nécessaire à l'accomplissement de la révolution sociale, qui amenait le mouvement ouvrier et le PSD à rejeter la coalition avec le Parti Libéral et à tendre plutôt à la création de leur organisation indépendante sur la scène politique.

Il serait erroné de prétendre que les protagonistes du combat politique en 1959 avaient une nette conscience des questions de fond qui sous-tendaient l'opposition des deux stratégies. Les choses, en politique, se passent rarement ainsi. Mais il est intéressant de constater que l'évolution de la situation politique avait poussé ces questions au devant de la scène, sous la forme de deux stratégies radicalement opposées, et que le débat politique portait, en fait, objectivement sur ces questions déterminantes dans la lutte contre DUPLESSIS.

Il s'agissait des rapports entre révolution démocratique et révolution sociale au XX^e siècle; il s'agissait de déterminer la capacité de l'une ou l'autre classe de réaliser les tâches démocratiques non accomplies et donc il s'agissait, enfin, de la stratégie à définir : coalition de classes, ou constitution du front des masses laborieuses dans un parti fondé sur leurs intérêts.

En 1959, au sommet de la société, il était devenu évident qu'on ne pouvait plus continuer à dominer comme avant, sous la forme du duplessisme. À la base de la société, il était non moins évident qu'on ne voulait plus subir cette domination.

Il y avait là des conditions propices au déclenchement d'un bouleversement politique majeur.

Et le leader provincial du PSD, Michel CHARTRAND, pressentait l'ampleur de ce bouleversement à venir en déclarant devant le congrès de son parti que... « la révolution sociale était amorcée dans tous les coins de la province et dans toutes les classes. » ¹

Toutes les classes de la base au sommet étaient traversées et secouées par ce qui s'annonçait déjà et ne pouvait être qu'une transformation en profondeur de la vie politique, économique et sociale du Québec.

Mais s'agirait-il d'une révolution? Et, le cas échéant, quelle révolution ?

¹ CONSTANTINEAU (Gilles), « PSD : Regain d'activité », *Le Devoir*, 18 mai 1959, p. 2.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie

Nationalisme ou socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Illustrations 11 et 12 :

[Illustrations 11 et 12](#) (page 220, texte original)

Illustration 11 (page 220A, texte original)

Pierre Elliot Trudeau, théoricien, dirigeant fondateur du Rassemblement en 1956, essaie de convaincre les dirigeants ouvriers de faire “ l'unanimité démocratique ” avec les libéraux, contre la création du parti des travailleurs.

Illustration 12 (page 220B, texte original)

De Gauche à droite sur la photo: Romuald “doc” Lamoureux, président de la FUIQ, Roger Provost, président de la FPTQ, président de la FTQ en 1957, Roméo Mathieu, secrétaire-trésorier de la FUIQ, et Gérard Picard, président de la CTCC.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre VIII

LA FIN DU VIEUX RÉGIME ET LE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

[Retour à la table des matières](#)

Maurice DUPLESSIS est mort le 1^{er} septembre 1959. L'événement n'est en rien la « cause » du déblocage sans précédent qui le suit immédiatement, mais plutôt l'occasion dont le mouvement social et politique va se saisir pour tenter de régler son compte au passé.

Immédiatement après sa mort, DUPLESSIS est remplacé à la tête de l'Union Nationale par Paul SAUVÉ qui devient de ce fait, le nouveau premier ministre. Son règne sera très court puisqu'il meurt, à son tour, le 2 janvier 1960.

Pourtant les « cent jours » de Paul SAUVÉ suffiront à montrer que, même au sein de la vieille Union Nationale, certains éléments au moins savent qu'il n'est plus possible désormais de dominer comme avant, c'est-à-dire dans la forme du duplessisme.

Le style de Paul SAUVÉ tranche avec celui de DUPLESSIS. L'homme s'affirme ouvert au dialogue, notamment en direction du mouvement ouvrier. Il déclare vouloir prendre en sérieuse considération, ses représentations, ses mémoires. Les choses ont changé.

Mais l'indice le plus clair de ce que la situation n'est déjà plus la même est fourni par la victoire très rapide remportée en décembre 1959 par le mouvement ouvrier du Québec.

Le 4 et le 11 novembre, la CTCC et la FTQ ont présenté chacune un mémoire au gouvernement dans lequel elles revendiquent des mesures contre les congédiements pour activités syndicales qui constituent l'arme préférée du patronat, ainsi qu'une réforme de la Commission des Relations Ouvrières. Les deux centrales réclament l'obligation pour l'employeur de reprendre le travailleur congédié, dans le cas d'une décision favorable de la CRO; une compensation en dommages-intérêts au travailleur congédié qui, une fois sa cause gagnée, préfère ne pas reprendre son emploi; des amendes suffisamment élevées à l'employeur qui viole la loi; l'attribution du fardeau de la preuve à l'employeur qui congédie; la parité de représentation syndicale et patronale à la CRO; la possibilité pour les organisations syndicales de recommander elles-mêmes leurs représentants à cette commission; l'obligation pour la commission de rendre publiques et de motiver ces décisions dans un délai de trente jours.

Quelques jours plus tard, le 19 novembre, le gouvernement présente à l'Assemblée législative, le projet de loi no 8 modifiant la Loi des Relations Ouvrières. Le projet de loi donne en gros satisfaction aux revendications des centrales, sans toutefois hausser les amendes aux employeurs qui ne respecteraient pas la loi, ni rendre obligatoire la publication des décisions motivées de la CRO dans un délai de trente jours. Le projet gouvernemental autorise par ailleurs désormais la contestation ou la révision des décisions de la CRO devant les tribunaux civils.

Le 3 décembre, les deux centrales forment cette fois une délégation conjointe devant le gouvernement pour réaffirmer leurs revendications et demander en particulier que les décisions de la CRO ne puissent, comme auparavant, être contestées devant les tribunaux. Elles voient dans la nouvelle disposition gouvernementale l'attribution aux patrons d'un recours en justice en échange de l'élargissement du droit d'association des travailleurs.

Finalement, le 18 décembre, le gouvernement revient devant l'Assemblée Législative avec la version finale du projet de loi qui interdit la contestation des décisions de la CRO devant les tribunaux.

La principale organisation patronale au Canada, l'Association des Manufacturiers Canadiens s'est opposée au projet de loi dès le 3 décembre. Mais la voix du mouvement ouvrier l'emporte. La loi est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée et entre en vigueur le 5 janvier 1960.¹

La loi no 8 n'est de toute évidence qu'une avance sur le prix des réformes et des transformations de tous ordres qu'il faudra payer pour tenter de refaire l'image des institutions politiques, dont celle du Parlement et du Gouvernement, redonner la

¹ CHARTIER (Roger), « Modification de la Loi des Relations Ouvrières », *Relations Industrielles*, vol. 15, no 1, janvier 1960, pp. 102-114.

confiance dans les partis dominants et combler le fossé qui les sépare du mouvement ouvrier organisé et d'autres couches de la population. Mais dans le cas de l'Union Nationale, cette avance paraît plus mince encore et l'opposition radicale qu'elle a soulevée et accumulée contre elle depuis tant d'années laisse prévoir que, quoiqu'elle fasse et promette, son règne est passablement compromis.

Ce qu'on appellera plus tard la « révolution tranquille » – et qui vise à désigner – un ensemble de réformes et de conquêtes démocratiques et sociales réalisées principalement de 1960 à 1965 – est déjà en marche. L'aspiration au changement est trop profonde pour s'arrêter à ce point de départ que constituent les gains partiels enregistrés dans la loi no 8.

Le Parti Libéral s'est préparé à prendre la relève. Il est la seule force qui au début de 1960 soit prête à la lutte contre l'Union Nationale sur le plan politique. Le Parti Social Démocratique est engagé avec la FTQ dans le processus de création du « troisième parti provincial », mais il est déjà acquis que sa fondation ne précèdera pas celle du parti pan-canadien. Ainsi, lorsque la date des élections est fixée au 22 juin 1960, seule la machine libérale est en place. Les libéraux engagent dans la lutte ce qu'ils appellent « l'équipe du tonnerre » et se présentent sous le mot d'ordre « C'est le temps que ça change ».

Le programme mis en avant par le Parti Libéral au cours de cette campagne électorale est centré sur les grandes questions sociales et démocratiques qui ont fait l'objet des revendications les plus pressantes depuis de nombreuses années. Éducation, Santé, Travail, Carte électorale et Culture. Le parti ne reprend pas à son compte chacune des revendications majeures sur ces questions, mais il est significatif que, pour se tailler une majorité dans l'électorat, il veuille se donner l'image du réformateur. Image toute fraîche, puisque que tout le passé du parti, sa politique au gouvernement comme dans l'opposition, lui ont donné une renommée inverse. Même en 1956, aux élections précédentes, les libéraux ne jouaient pas aussi résolument la carte du changement. Leur mot d'ordre « Être libéral, c'est être juste » ne paraissait pas constituer une alternative véritable au duplessisme.

En 1960, le parti promet l'instauration immédiate d'un système d'assurance-hospitalisation en collaboration avec la profession médicale et les autres professions et services connexes. Il promet la gratuité scolaire à tous les niveaux, mais en première étape, jusqu'à la onzième année ; la prolongation de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à seize ans figure aussi à son programme, mais la création d'un ministère de l'Éducation et la refonte en profondeur de tout ce système ne s'y trouvent pas. Cependant le Parti Libéral promet la création d'une Commission Royale d'enquête sur l'Éducation. Au chapitre du travail, le programme s'engage à fondre les différentes lois en vigueur en un code unique; il promet l'abrogation des lois 19 et 20 votées en 1954. Les libéraux s'engagent enfin à réaliser la réforme électorale, à instaurer la publication des débats de l'Assemblée législative et à créer un ministère des affaires culturelles.¹

Ce programme tranche avec la politique de l'Union Nationale et c'est un signe de l'époque, au Québec, qu'un grand parti dominant soit entraîné à s'identifier, ne serait-ce que partiellement, aux aspirations sociales et démocratiques, pour être en mesure de se hisser au pouvoir. Ce faisant il contribue lui-même à ouvrir des brèches dans le

¹ Parti Libéral du Québec, *Programme politique*, 1960.

vieux régime; il enclenche un processus dont il est difficile de prévoir où et quand il s'arrêtera.

Avec ce programme, le Parti Libéral remporte l'élection du 22 juin. Il obtient 51,3% des voix et 51 sièges à l'Assemblée contre 46,6% des voix et 43 sièges à l'Union Nationale.¹

Cette victoire est loin d'être spectaculaire. L'effet déformant de la carte électorale a certes joué dans ce résultat. Mais il y a aussi l'expression de la distance et du scepticisme de larges couches de l'électorat vis-à-vis du Parti Libéral dont les promesses réformatrices n'ont pas complètement réussi à effacer les performances du passé. C'est dans cette direction qu'il faut chercher à rendre compte de la faiblesse de la majorité que gagnent les Libéraux à l'Assemblée plutôt que dans une résistance conservatrice au changement dont aurait témoigné l'électorat. On le verra mieux, en 1962, lorsque après deux années de gouvernement, les Libéraux accroîtront sensiblement leur majorité en se présentant aux élections avec le projet de nationalisation des compagnies d'électricité. En 1960, puisque l'alternative n'est représentée que par le deuxième parti « traditionnel », connu pour ce qu'il a fait dans le passé davantage que pour ce qu'il promet, une bonne part de l'électorat de l'Union Nationale garde son allégeance à ce dernier parti.

1- Traits dominants de la période

[Retour à la table des matières](#)

Il n'entre pas dans l'objet de notre étude de faire une analyse exhaustive de la révolution tranquille.² D'innombrables traits sociaux, politiques et culturels ont marqué cette période dont nous ne saurions prétendre faire ici ne serait-ce qu'une simple présentation. Il y a eu les réformes qui, en quelque sorte, symbolisent le caractère d'ensemble de la période. Mais à côté d'elles, toute une série de phénomènes ont contribué tout autant à faire de ces années une période de rupture avec le régime antérieur.

Signalons simplement à titre de rappel les plus importants de ces réformes et phénomènes auxquels a donné lieu la révolution tranquille. Cela nous permettra ensuite d'illustrer à l'aide de quelques exemples la dynamique des rapports sociaux dans la révolution tranquille sur les questions démocratiques et sociales majeures. Sur cette base, il nous sera plus facile de suivre l'évolution des questions stratégiques déjà abordées dans la deuxième partie.

¹ BOILY (Robert), DUBUC (Alfred), GAGNON (François-Marc) et RIOUX (Marcel), *op. cit.*, p. 196.

² Nous voulons nous attacher plutôt à dégager quelques caractéristiques sociales et politiques de la période.

En 1960, le gouvernement libéral instaure un régime d'assurance-hospitalisation. Il remet en fonction le Conseil Supérieur du Travail, organisme consultatif composé de représentants patronaux, syndicaux et de sociologues experts en relations industrielles, qui était resté complètement inactif sous le précédent gouvernement.¹ En 1961, il crée le Conseil d'Orientation Économique² et, au chapitre de l'éducation, institue la Commission Royale d'enquête sur l'Enseignement et un peu plus tard promulgue la gratuité scolaire jusqu'à la onzième année en incluant les quatre premières années du cours classique qui donne accès à l'Université.³ La même année, il procède à un certain nombre d'amendements aux lois du travail : le droit de grève qui auparavant n'était acquis qu'après une sentence que les arbitres rendaient quand bon leur semblait est maintenant accordé après un délai fixe de conciliation; il est désormais interdit à l'employeur de modifier les conditions de travail (mises à pied, congédiements, etc.) dès le moment du dépôt d'une requête en reconnaissance syndicale alors qu'auparavant cette interdiction ne valait qu'à partir du commencement des négociations directes entre les deux parties; les décisions de la Commission des Relations Ouvrières doivent désormais être motivées, communiquées aux parties et accessibles au public ; dans le secteur public, pour les corporations municipales et scolaires, chacune des deux parties peut désormais demander la révocation de son représentant au conseil d'arbitrage avant l'expiration de son mandat. En vertu de la règle antérieure, les syndicats, par exemple, pouvaient se trouver forcés d'être représentés par un délégué qui n'avait plus leur confiance. La grève continue d'être interdite dans le secteur public ; dans le secteur privé, les amendements de 1961 maintiennent l'interdiction de la grève pendant la durée de la convention collective mais renforcent cette disposition en précisant qu'elle vaut « en toute circonstance » pendant la durée de la convention; enfin, les innovations apportées aux textes de loi comportent une restriction au droit de grève dans le secteur du bâtiment : l'interdiction du droit de grève compte maintenant parmi les matières négociées qui peuvent faire l'objet d'une extension juridique à tout ce secteur⁴. D'autres réformes suivent. En 1962, nationalisation de l'électricité.⁵ En avril 1963, la Commission d'enquête sur l'Enseignement recommande la création d'un ministère de l'Éducation et en mars 1964, l'Assemblée Législative adopte le projet de loi 60 qui institue le ministère.⁶ En juillet de la même année, adoption d'un code du travail⁷ et en août 1965, adoption d'une loi de la Fonction publique (projet de loi no 55) qui accorde le droit d'association, d'affiliation, de négociations et de grève aux employés du secteur public et para-public, en les

¹ TREMBLAY (Louis-Marie), « L'évolution du syndicalisme dans la révolution tranquille », *Relations Industrielles*, vol. 22, no 1, janvier 1967, pp. 86-97.

² RELATIONS INDUSTRIELLES, « Le Conseil d'Orientation Économique du Québec » (informations), vol. 18, no 1, janvier 1963, pp. 110-119.

³ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, tome 1, p. XIII et LAURENDEAU (André), « Le gouvernement établit le régime de gratuité scolaire », *Le Devoir*, mardi 30 mai 1961, p. 4.

⁴ CHARTIER (Roger), « Évolution de la législation québécoise du travail (1961) », *Relations Industrielles*, vol. 16, no 4, octobre 1961, pp. 381-426. Ces amendements ont été sanctionnés le 10 juin 1961.

⁵ HAMELIN (Jean), GARON (André), « Introduction » – « La vie politique au Québec de 1956 à 1966 », dans LEMIEUX (Vincent), *Quatre élections provinciales au Québec 1956-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, pp. 1-26.

⁶ *Idem.*

⁷ HÉBERT (Gérard), « Le code du travail du Québec : Principales Orientations », *Relations Industrielles*, vol. 20, no 1, janvier 1965, pp. 52-61.

plaçant sous la juridiction du code du travail.¹ Ces mesures, de 1960 à 1965, sont relayées par d'autres qui visent à renforcer l'intervention économique de l'État : création d'une Société Générale de Financement (SGF), d'une Société Québécoise d'Exploration Minière (SOQEM) et d'une Caisse de Dépôts et Placements, mis en route d'une sidérurgie du Québec, etc.²

Toutes ces réformes dont l'impact politique résulte aussi bien de la rapidité de leur réalisation en cinq années que de leur nature même lorsqu'on les met en relation avec le duplessisme, ne constituent pas toutefois, comme nous l'avons noté, les seules caractéristiques de la révolution tranquille. Avec l'irruption, sur la scène politique, des revendications démocratiques et sociales, la question des droits démocratiques et nationaux des Canadiens français prend un relief et une acuité qu'elle n'avait pas eus antérieurement. Toutes les questions renvoient à celle-là par certains de leurs aspects fondamentaux. Se saisit-on par exemple de la question de l'éducation, on y rencontre forcément l'écart énorme qui sépare les francophones des anglophones, dans l'ensemble du Canada mais plus au Québec qu'ailleurs. Dans l'ensemble des provinces anglophones, les droits scolaires des minorités francophones n'ont jamais été reconnus comme l'ont été au Québec les droits de la minorité anglophone. Se saisit-on du domaine du travail? On aboutit au même constat : le droit de travailler et de négocier des contrats collectifs dans sa langue n'est pas acquis aux francophones ni au Québec, ni ailleurs. Les francophones se retrouvent au bas de l'échelle des emplois; une discrimination évidente s'exerce contre eux dans l'attribution des fonctions au sein de la grande et de la moyenne entreprise. Se saisit-on plutôt de la situation économique ? Encore là, même diagnostic. Les francophones viennent très loin derrière les anglophones, le capital canadien-français étouffe sous la double domination du capital américain et canadien-anglais. Qu'il s'agisse des droits linguistiques des francophones au sein ou dans leurs rapports avec la fonction publique fédérale, ou qu'il s'agisse de l'épanouissement de leur culture au Québec comme partout au Canada, les francophones rencontrent la même oppression contre leur nationalité. À partir des années 60, la question nationale s'impose très vite comme la question dominante; elle apparaît comme le dénominateur commun de toutes les questions. Et, très vite aussi, cette question déborde le champ d'une question « québécoise » pour atteindre une dimension pan-canadienne.

Le 10 septembre 1960, se crée au Québec, un mouvement de pression, le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) qui préconise la séparation du Québec du reste du Canada. Un an plus tard, le 18 septembre 1961, Marcel CHAPUT, chimiste à l'emploi du gouvernement fédéral, animateur dirigeant du RIN, publie un petit ouvrage intitulé *Pourquoi je suis séparatiste*. L'ouvrage tombe dans l'opinion au Québec, mais aussi au Canada, comme une petite bombe. Le débat politique sur le sort des Canadiens français dans la Confédération prend une ampleur inconnue jusqu'alors. En mars 1963, le RIN se transforme en parti politique.³

¹ CARDIN (Jean-Réal), « La nouvelle loi de la fonction publique du Québec », *Relations Industrielles*, vol. 21, no 2, avril 1966, pp. 251-257.

² *Québec en marche*, Le programme politique du Parti Libéral du Québec, avril 1966, passim.

³ PELLETIER (Réjean), *Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale* (une analyse systématique-fonctionnelle d'un parti politique), Thèse pour le doctorat de recherches sous la direction de M. Georges LAVAU, Paris, FNSP, avril 1972, 482 p. Bibliogr.

La mise en avant de la solution indépendantiste suscite d'autres options qui, à leur tour, relancent le débat. Très peu préconisent le statu quo. La plupart des options présentées constatent que le vieil ordre politique érigé en 1867 ne peut plus durer tel quel. Certaines réclament une adaptation du texte de l'AANB dans le sens d'une définition plus explicite des prérogatives fédérales et provinciales afin d'assurer à l'État du Québec la plénitude de son rôle comme promoteur et gardien de l'existence nationale des Québécois. Un dirigeant de l'Union Nationale, Jean-Jacques BERTRAND qui deviendra premier ministre en 1968, dépose en 1963 à l'Assemblée Législative une motion pour la convocation des États Généraux de la nation canadienne-française. Les États Généraux contribueraient, selon lui, à l'élaboration d'une nouvelle constitution fédérale.¹

Le premier ministre LESAGE défend à la même époque une thèse très voisine. Pour lui, le maintien du cadre constitutionnel canadien suppose une redéfinition des attributions de chaque palier de gouvernement, fédéral et provincial, et la reconnaissance au Québec d'un « statut spécial », ou particulier au sein de la Confédération.²

D'autres encore défendent une thèse plus autonomiste. Ainsi le ministre libéral René LÉVESQUE se fait le champion d'une refonte de la constitution qui accorderait au Québec le statut d'État associé ». Le ministre déclare en 1964 :

« On se leurre si on croit vivre dans une Confédération où les provinces, ou encore les deux principaux groupes ethniques, ont le statut d'associés. Nous ne vivons pas dans une Confédération, mais dans un système fédéral où les provinces ne sont que des États extrêmement partiels... Le seul statut qui convienne au Québec est celui d'un « État associé », statut qu'il faudrait négocier avec le reste du Canada sans fusil et sans dynamite autant que possible... Si on refuse ce statut au Québec, nous devons faire la séparation. »³

C'est dans ce climat de grand bouillonnement politique, au plus fort de la révolution tranquille que surgissent des revues et des groupes nouveaux d'intellectuels qui, tels *Parti-Pris*, le plus important d'entre eux, réclament l'indépendance et le socialisme.⁴ En mars 1963, le nouveau *Front de libération du Québec* déclenche une série d'opérations terroristes. En juin, l'Assemblée Législative crée par une résolution unanime le Comité parlementaire de la Constitution « en vue de la détermination des objectifs à poursuivre par le Canada français et des meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs. »⁵

Toutes ces initiatives ne sont évidemment pas de même nature et ne poursuivent pas les mêmes buts. Mais l'ensemble témoigne sans nul doute d'une crise politique profonde à tous les niveaux de la société. C'est l'État fédéral lui-même qui se trouve mis en question. Et la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme créée en juillet 1963 donnera une confirmation « officielle » de ce constat dans son rapport préliminaire, en février 1965. Comme nous l'avons noté dans la première partie de notre étude, la Commission estimera après enquête que « le

¹ *Le Devoir*, 9 mai 1963.

² LESAGE (Jean), Allocution au congrès de la Fédération libérale du Québec en septembre 1964.

³ LÉVESQUE (René), Allocution devant les étudiants du collège Sainte-Marie de Montréal. Propos reproduits dans *Le Devoir*, le 11 mai 1964.

⁴ Nous y reviendrons longuement plus loin.

⁵ Le 7 juin 1963. *Le Devoir*.

Canada traverse la période la plus critique de son histoire, depuis la Confédération ». « Ce qui est en jeu, dira-t-elle, c'est l'existence même du Canada. »

« Les principaux protagonistes du drame, qu'ils en soient pleinement conscients ou non, sont le Québec français et le Canada anglais. Et il ne s'agit plus, selon nous, du conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est plutôt un conflit entre deux majorités : le groupe majoritaire au Canada et le groupe majoritaire au Québec...

« ... un grave danger menace l'avenir du Canada et de tous les Canadiens. Certains croient que les problèmes s'amenuiseront et disparaîtront avec le temps. C'est possible mais, à notre avis, il est plus probable que la situation ira en s'aggravant, à moins de réformes capitales, et qu'elle pourrait se détériorer plus rapidement que beaucoup ne le croient. » ¹

Dans une de ses dimensions capitales, la révolution tranquille coïncide donc avec une crise politique sans précédent de la Confédération canadienne en même temps qu'elle agit comme facteur moteur de cette crise.

Nous compléterons ce bref aperçu des traits principaux de la période au Québec, en signalant deux autres phénomènes importants. Parmi les questions démocratiques héritées du XIX^e siècle qui resurgissent dès la fin du duplessisme, il y a la question capitale de la séparation non encore accomplie de l'Église et de l'État. Le 8 avril 1961, un groupe d'intellectuels, de professionnels et de syndicalistes fonde le Mouvement Laïque de Langue Française qui entend mener la bataille sur cette question notamment dans le secteur de l'éducation. ² La seule apparition de ce mouvement déclenche un débat public de grande ampleur qui va s'amplifier à la faveur des travaux de la Commission d'enquête sur l'Enseignement. Nous y reviendrons.

De même, et sans malheureusement pouvoir y consacrer de plus longs développements, il faut souligner la véritable explosion culturelle et artistique qui marque le déclenchement et toute la période de la révolution tranquille. Renouveau et affirmation de la poésie, apparition d'une chanson et d'un théâtre québécois. L'importance politique, sociale et culturelle du phénomène est très grande. Il accompagne et témoigne de la montée du mouvement démocratique et social dont il est lui-même un élément, par la libération d'une culture trop longtemps étouffée.

2 - Signification politique et limites des réformes

[Retour à la table des matières](#)

La révolution tranquille ne s'effectue pas en dehors des rapports sociaux. Tout au contraire elle est le produit de ces rapports en mouvement. Dans son déroulement et dans ses résultats ces rapports se manifestent en elle. Nous avons vu dans la deuxième partie que les luttes sociales des travailleurs et le mouvement ouvrier comme tel

¹ Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport préliminaire*, op. cit., pp. 125, 127 et 131.

² *Le Devoir*, 24 mai : 1961.

constituaient la pointe avancée du combat pour un nouveau régime. Nous avons vu le mouvement ouvrier venir tout près de se porter candidat à la direction de la société au moyen d'un parti constitué pour l'accomplissement de cette véritable révolution démocratique et sociale qu'il appelait depuis tant d'années. En même temps, nous avons vu les représentants d'autres classes, jusqu'au sommet de la société, constituer un mouvement d'opposition à DUPLESSIS et les intellectuels faire écho sous diverses formes aux intérêts de ces classes. Quelles forces sociales, quelles classes pouvaient réaliser la révolution démocratique? Révolution démocratique et révolution sociale pouvaient-elles se faire par étapes, par une coalition entre le mouvement ouvrier et socialiste et l'un au moins des partis dominants, ou dans un même processus par le mouvement ouvrier et la classe agricole rassemblant autour d'eux la petite bourgeoisie?

Le Parti Libéral ayant finalement accédé au pouvoir et la « révolution tranquille » s'étant déroulée pendant son mandat, il nous paraît important de suivre l'évolution des rapports sociaux pendant cette période et d'analyser la révolution tranquille de ce point de vue. De toute évidence, il ne peut s'agir d'une analyse couvrant tous les aspects, laquelle aurait représenté un travail hors de notre portée. Nous nous limitons plutôt à livrer quelques éléments d'une analyse exhaustive qui reste à faire; nous tirons d'ailleurs ces éléments d'une sélection de quelques données qui nous ont paru significatives dans la période. Nous serons ainsi mieux en mesure d'éclairer la suite du débat politique sur les questions stratégiques à partir de là où nous l'avons laissé en 1959.

Au sommet de la société, avons-nous dit, il y avait en 1959 cette conviction largement partagée que la domination politique ne pouvait plus continuer à s'exercer avec l'orientation et les méthodes du duplessisme.

Il est intéressant à ce point de vue de connaître l'orientation du Parti Libéral formulée par son chef Jean LESAGE, quelques mois avant qu'il soit élu au gouvernement et que s'engage la révolution tranquille.

Dans un ouvrage paru en 1959,¹ le chef libéral présente un vibrant plaidoyer contre l'Union Nationale qu'il qualifie de « machine infernale ». Ce plaidoyer comporte l'énoncé des éléments programmatiques principaux qui seront repris ensuite sous forme de plate-forme électorale. Mais il fournit aussi l'exposé de la « philosophie » politique qui inspire ces éléments programmatiques.

Le chef libéral s'adresse principalement aux forces économiques fondamentales de la société, celle du capital et celle du travail en vue de les convaincre de l'intérêt qu'elles ont à chasser l'Union Nationale du pouvoir et d'emboîter le pas au Parti Libéral.

Les chefs d'entreprise, dit-il, doivent comprendre que leurs intérêts sont menacés par l'Union Nationale et ce d'une double façon. Tout d'abord, la politique de développement économique du régime se réduit à « accorder – combien de fois moyennant prébendes électorales! – les concessions et les franchises qu'ils sollicitent » aux « intérêts souvent étrangers qui exploitent nos ressources naturelles ». Face à cette politique, le Parti Libéral proclame que « notre condition d'infériorité économique ne saurait se prolonger indéfiniment sans dommage » et, « c'est à bon droit, déclare Jean

¹ LESAGE (Jean), *Lesage s'engage*, Montréal, Les Éditions Politiques du Québec, 1959, 127 p.

LESAGE, que notre fierté nationale refuse de s'en accommoder ». Seule une politique favorisant l'extension du mouvement coopératif, la création d'entreprises canadiennes-françaises plus nombreuses et l'accession des Canadiens français aux postes de commande dans les entreprises établies avec du capital étranger permettra que « nous n'ayons plus l'humiliante impression que nous ressentons parfois de jouer les serviteurs dans notre propre maison. » ¹

Alors que l'Union Nationale concède sans plus nos richesses naturelles, ce que je propose face au capital étranger, déclare le chef libéral,

« ... c'est une politique éclairée en vertu de laquelle nous traiterions avec les exploitants en toute lucidité, d'hommes d'affaires à hommes d'affaires, prêts à négocier pour l'avantage des deux parties. » ²

Mais il est une autre façon par laquelle l'Union Nationale nuit aux intérêts du patronat : la méthode avec laquelle elle sert les intérêts du capitalisme renforce plutôt qu'elle réduit l'opposition à ce système.

Ainsi, écrit Jean LESAGE,

« (les chefs d'entreprise)... doivent se rendre compte avant qu'il ne soit trop tard, que l'Union Nationale bloque la voie du progrès économique, qu'elle pratique à leur dépens le chantage électoral et qu'elle crée chaque jour, par son favoritisme et son encouragement aux abus, de nouveaux ennemis au système de l'entreprise libre. Ils doivent également se convaincre que si le mouvement de libération se fait sans eux, il pourrait peut-être – et ce serait regrettable – se faire aussi contre eux. » ³

Pour préserver le maintien du système de l'entreprise libre il importe donc de réviser les méthodes de la politique gouvernementale en mettant fin au chantage, au favoritisme, et aux abus de toutes sortes. Les chefs d'entreprise doivent pour leur part jouer un rôle actif dans la mise en place d'une alternative au duplessisme faute de quoi le mouvement pourrait se retourner contre eux.

À l'adresse du mouvement ouvrier et de ses dirigeants, l'appel de Jean LESAGE ne cherche pas à convaincre de la nécessité d'en finir avec l'Union Nationale. Cette conviction unanime est acquise depuis un bon moment. Il vise plutôt, strictement, à gagner leur appui au Parti Libéral par une argumentation développée en deux directions : a) contrairement au duplessisme qui rejetait la classe ouvrière « en dehors » du système par sa politique répressive, le Parti Libéral promet que cette classe aura désormais sa place dans toutes les institutions où ses intérêts sont en jeu ; b) la classe ouvrière n'a pas intérêt à s'isoler elle-même dans d'autres formations politiques qui n'ont aucune chance d'arriver au pouvoir.

« Nous voulons... déclare le chef libéral, que la représentation de la classe ouvrière s'étende à tous les domaines de l'administration publique où les intérêts professionnels et

¹ LESAGE (Jean), *idem*, pp. 117 et 119.

² *Idem*, p. 117.

³ *Idem*, p. 75.

civiques des travailleurs sont engagés, tout principalement aux organismes s'occupant des relations du travail et de l'entreprise. » ¹

Dans cette optique, il faudra redonner aux institutions chargées d'assurer cette représentation leur caractère de neutralité. Le duplessisme a creusé le fossé entre la classe ouvrière et le système, notamment en compromettant l'indépendance de ces institutions et en leur faisant jouer un rôle partisan.

« Quant aux institutions destinées à jouer le rôle d'arbitre en ces matières (les relations de travail, par exemple) il faut qu'elles soient élevées à la dignité et à l'indépendance d'organismes judiciaires ou quasi judiciaires. En un mot, l'appareil des relations patronales ouvrières et l'ensemble des lois qui s'y rapportent doivent cesser d'être les outils du caprice dictatorial et de l'opportunisme politicien. » ²

Pour la réalisation de ses intérêts la classe ouvrière doit donc prendre elle aussi sa place dans le mouvement de libération qu'incarne le Parti Libéral et ne pas se laisser entraîner dans d'autres partis qui n'ont pas d'avenir.

« (les chefs syndicaux) ... devraient être convaincus que la province ne pourra se débarrasser de l'occupant s'ils ne participent pas activement au mouvement de libération ou s'ils décident d'entrer dans des formations politiques qui peuvent théoriquement satisfaire davantage leur idéal mais qui n'ont, en fait, aucune chance de réussir. » ³

Si les syndicats décidaient d'organiser une nouvelle formation politique, ce n'est pas leur cause et celle des citoyens du Québec qu'ils serviraient, « mais bien plutôt les intérêts et la cause de l'Union Nationale qu'ils contribueront ainsi à maintenir au pouvoir en divisant les forces de libération. » ⁴

Ce discours que tient le chef libéral en 1959 éclaire singulièrement l'orientation politique de son parti à partir de 1960. D'un côté l'utilisation d'une certaine dose de nationalisme économique qui se fait le promoteur de réformes destinées à relever le capitalisme canadien-français de sa situation de nette infériorité. L'État devra mieux soutenir l'entreprise autochtone existante ou encourager la création de nouvelles firmes ; il devra aussi, par la réforme de l'éducation notamment, favoriser l'accession des Canadiens français aux postes de commande de la grande entreprise. Le nationalisme économique et les réformes qui l'accompagnent ne sont pas dirigés contre le capital étranger mais devront permettre que sa pénétration soit négociée non seulement à son avantage mais à l'avantage aussi du capital canadien-français. D'un autre côté, prenant acte de ce que le duplessisme, loin de mater le mouvement ouvrier l'a plutôt renforcé dans une position de rupture très prononcée avec le système, il faudra déployer une politique qui favorise l'intégration des organisations ouvrières dans les institutions et leur participation aux grands objectifs économiques, sociaux et politiques de l'État.

¹ *Idem*, p. 23.

² *Idem*, p. 23.

³ *Idem*, p. 75.

⁴ *Idem*, p. 16.

Aussi bien sur le plan politique, économique que social, le régime DUPLESSIS a favorisé l'aggravation de la lutte des classes. Les ennemis de l'entreprise libre sont plus nombreux que jamais, cependant que le mouvement ouvrier est traversé par un courant de rupture politique avec les partis dominants qui peut l'entraîner fort loin. L'équipe libérale s'engage donc à mettre en œuvre une politique qui favorise la résorption de cette lutte de classes. C'est dans cette perspective également que Jean LESAGE affirme la nécessité d'une réforme électorale quand il déclare :

« Notre carte électorale actuelle renferme le germe néfaste de la lutte des classes. Il faut qu'elle soit refaite, si l'on veut que la structure politique du Québec corresponde à la réalité sociale. » ¹

Le Parti Libéral arrive donc au pouvoir avec cette orientation. Et à partir du 22 juin 1960, on voit le soutien au capital canadien-français et la politique de participation des organisations ouvrières s'exprimer dans une série de réformes.

Parmi elles, la création du Conseil d'orientation économique du Québec, la relance du Conseil supérieur du travail, la nationalisation de l'électricité, et la création des sociétés d'État, telle la Société Générale de Financement, sont les principales.

La création du Conseil d'orientation économique, le 11 février 1961, s'inscrit dans un mouvement d'ensemble à l'échelle du Canada. Chaque province s'est en effet dotée, à cette période, (ou s'apprête à le faire) de tels conseils suivant en cela l'exemple du gouvernement fédéral qui a créé en décembre 1960, son Conseil national de la productivité. Le Conseil national a pour objet de favoriser l'emploi optimum de tous les éléments de la production, capital, main-d'œuvre et matières premières, parce que l'accroissement de la productivité est devenue une nécessité urgente pour améliorer la position concurrentielle du Canada. Cette tâche exige l'effort conjugué des employeurs, des travailleurs et du gouvernement. Et en ce sens, le Conseil se fixe comme un de ses buts premiers de « travailler à la bonne entente entre employeurs et travailleurs » et veut pour cela susciter la création de comités mixtes de patrons et d'ouvriers dans les usines. ² Le Conseil voit par ailleurs avec satisfaction la création de tels conseils ou comités provinciaux.

Ainsi la création du Conseil d'orientation économique du Québec n'est-elle pas une initiative entièrement exclusive ou originale du gouvernement libéral. Mais si le Québec poursuit, en mettant en place de tel organisme, les mêmes buts que ceux de tous les gouvernements du Canada, il donne, quant à lui, une allure nationaliste-libératrice au projet. Le Québec entre dans l'ère de la « planification incitative » à l'exemple de la France et d'autres pays. Ce type de planification permet de fonder le plus d'espoir pour le développement économique de la province. ³

¹ *Idem*, p. 23.

² CONSEIL NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ, « Extraits du premier rapport annuel 1961-1962 », Informations, *Relations Industrielles*, vol. 18, no 1, janvier 1963, pp. 120-129. Le Conseil note que plus de 1,700 comités patrons-ouvriers fonctionnent au Canada en 1962.

³ RELATIONS INDUSTRIELLES, Informations, « Le Conseil d'orientation économique du Québec », vol. 18, no 1, janvier 1963, pp. 110-119.

Le Conseil supérieur du travail est un autre organisme qui doit contribuer à l'emploi optimum des éléments de la production par l'amélioration des relations patronales-ouvrières et la participation des syndicats aux organes de l'État.

Mais la principale mesure, présentée comme la clé de la libération économique du Québec, demeure la nationalisation des compagnies d'électricité. Le ministre libéral des Richesses naturelles, René LÉVESQUE, déclenche une campagne en ce sens au mois de février 1962. Le Cabinet, comme tel, donne son appui au projet le 19 septembre suivant et décide la tenue d'élections sur ce thème le 14 novembre.¹

La question suscite un débat public extrêmement important. La récupération d'une richesse naturelle aussi fondamentale des mains de l'entreprise privée et son exploitation au bénéfice de la collectivité rencontrent évidemment de profondes aspirations dans la population.

Tout en s'appuyant sur ces aspirations, le gouvernement compte, par le rachat des compagnies, étendre le réseau d'électricité à des régions que l'entreprise privée a mal pourvue, et favoriser ainsi l'investissement et le développement économique dans ces régions. C'est le cas entre autres de l'Abitibi et de la Gaspésie.² Dans ces régions éloignées, à faible densité de population, les compagnies d'électricité privées ne trouvent aucune rentabilité à l'installation d'un système adéquat d'électrification. Les tarifs demeurent par ailleurs anormalement élevés. L'industrie locale s'en trouve donc pénalisée. Le gouvernement compte aussi uniformiser à l'échelle de la province le réseau et les tarifs en supprimant le double emploi et les chevauchements qui résultent un peu partout de la multiplicité des compagnies qui opèrent dans ce secteur. En plus d'assurer une meilleure planification de l'utilisation des ressources, la nationalisation doit permettre d'offrir l'électricité à un prix moins élevé, notamment aux populations éloignées. Enfin, le gouvernement compte par cette mesure récupérer les impôts sur les profits des compagnies qui sont chaque année versés au gouvernement fédéral.

Dans la propagande électorale, la mesure est annoncée comme « la clé du royaume », la condition et le pas décisif à franchir sur la voie rapide de la libération économique du Québec. Mais si elle profite à la population par l'abaissement des tarifs et l'amélioration de la qualité du service, elle est en même temps une mesure de soutien étatique au groupe capitaliste canadien-français par la prise en main, l'homogénéisation et le développement de cet indispensable réseau d'électricité.

Dans l'ouvrage qu'il consacre à la question, en octobre 1962, l'éditorialiste Paul SAURIOL affirme qu'à travers la nationalisation de l'électricité, il s'agit de « reprendre une richesse qui profite surtout et presque exclusivement à des capitalistes étrangers au groupe canadien-français. »³

« Dans un domaine important de l'économie canadienne, écrit-il en parlant de l'électricité, où l'on peut dire que des capitaux canadiens sont solidement installés, le groupe canadien-

¹ HAMELIN (Jean), GARON (André), *op. cit.*, pp. 17-18.

² SAURIOL (Paul), *La nationalisation de l'électricité*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1962, pp. 30-34. L'auteur souligne qu'en Abitibi les Chambres de Commerce de la région s'opposent au régime de l'entreprise privée dans le domaine de l'électricité, qui leur est défavorable.

³ *Idem*, p. 87.

français se trouve devant une double domination étrangère, une double occupation économique. » ¹

La nationalisation de l'électricité permettra d'apporter un correctif énergétique à cette situation. Mais en même temps SAURIOL voit déjà cette industrie devenir « comme une grande école d'où sortiraient des chefs bien préparés pour prendre la direction des industries qui vont naître chez-nous ou qui vont passer aux mains des nôtres par suite de la mobilisation croissante de nos capitaux d'épargne. » ²

La récupération par l'État de cette richesse s'impose selon lui parce que le soutien que les hommes d'affaires et les spécialistes canadiens-anglais trouvent dans le réseau dense et varié des grandes affaires contrôlé par leur groupe ethnique, les Canadiens français doivent se le procurer autrement pour « bâtir les cadres supérieurs » de leur « armature économique ». ³

Le nationalisme économique inhérent au projet de nationalisation de l'électricité ressort aussi du fait qu'il n'est pas du tout question pour le gouvernement de donner à cette mesure le caractère d'un « précédent socialiste ». Vis-à-vis du capital canadien-anglais, et en vue d'obtenir son adhésion au projet, le gouvernement s'engage à verser aux compagnies des indemnités fort alléchantes. ⁴ Mais aussi bien vis-à-vis du capital canadien-anglais que du capital canadien-français, la nationalisation est présentée comme une mesure exceptionnelle.

Le 7 octobre 1962, Jean LESAGE ouvre sa campagne électorale à Shawinigan, siège du plus puissant groupe privé d'électricité, et déclare :

« Non seulement la nationalisation de l'électricité n'est pas le début d'une campagne de socialisation générale à travers le Québec, mais je dirais même que la nationalisation est une condition essentielle à l'essor de l'entreprise privée de la Province. » ⁵

Le gouvernement cherche ainsi à démontrer qu'en prenant en mains l'électricité, l'État donnera au réseau un développement sans précédent qui profitera à l'industrie privée.

Le ministre René LÉVESQUE abonde dans le même sens mais soutient également qu'une telle mesure est devenue nécessaire pour éviter que le système économique et politique tout entier soit menacé d'exploser. ⁶

S'engager dans la voie de la planification incitative, racheter la principale richesse naturelle du Québec, ne plus s'attaquer de front aux organisations ouvrières, mettre

¹ *Idem*, p. 87.

² *Idem*, p. 93.

³ *Idem*, p. 93.

⁴ SAURIOL (Paul) invite le gouvernement à agir en ce sens : « Ce ne serait pas, écrit-il, dans l'intérêt bien compris de l'État provincial d'abuser de la situation et d'imposer par une loi, l'acquisition à un prix suffisant : car les inquiétudes et les griefs qu'une telle conduite susciterait dans les milieux financiers et à l'étranger, nuiraient au crédit du Québec ». *Idem*, p. 107.

⁵ LESAGE (Jean), *Propos reproduits dans Le Devoir*, 8 octobre 1962, p. 1.

⁶ LÉVESQUE (René), *Discours au Banquet de la Fédération Libérale du Québec*, 1^{er} octobre 1962.

sur pied des sociétés d'État pour soutenir l'entreprise autochtone : par cette politique, et pouvant compter sur le soutien du grand patronat, du patronat canadien-français et des dirigeants du mouvement ouvrier, le gouvernement libéral s'est acquis aux élections de 1962 une majorité accrue. Il remporte 56,5% des voix et 63 sièges contre 42,2% des voix et 31 sièges à l'Union Nationale. Mais, comme le note *Le Devoir* aux lendemains des élections, l'UN « a récolté les suffrages des comtés et des classes moins favorisées ». ¹ Ce résultat paraît en effet témoigner de ce que les « classes moins favorisées » adhèrent avec moins d'enthousiasme à une politique qui, au total, depuis deux ans, n'a guère apporté de changements concrets dans leurs conditions de vie et de travail. Il y a eu bien sûr les mesures d'assurance-hospitalisation, de gratuité scolaire jusqu'à la 11^e année, et les amendements apportés à la législation du travail. Mais ces réformes demeurent limitées en regard des aspirations démocratiques et sociales formulées depuis tant d'années.

Comme l'écrira plus tard le ministre de la Jeunesse Paul GÉRIN-LAJOIE ² les lois votées dans le domaine de l'éducation en juin 1961 suppléaient à des « défaillances » criantes mais l'absence d'un ministère, le maintien des pouvoirs des deux comités confessionnels, le monopole privé de la voie d'accès à l'Université, parmi d'autres facteurs, « continuaient à saboter la démocratisation » de l'Éducation. À cette époque, le gouvernement n'avait pas de plans précis de refonte complète du système; pour montrer qu'il reconnaissait la nécessité d'agir, il avait créé une Commission Royale d'enquête. Mais quels en seraient les résultats? Quelles réformes en sortirait-il? On ne le savait pas. ³ De même dans le domaine de la santé, l'assurance-hospitalisation suppléait à des défaillances, mais l'accès généralisé aux soins médicaux, aux médicaments demeuraient une attente non satisfaite. Là non plus le gouvernement n'avait pas de plan de refonte complète du vieux système privé d'accès à la santé tenu par l'Église. Enfin, en matière de législation du travail, exception faite des amendements de 1961, la fusion des nombreuses lois en un Code unique du Travail demeurait une promesse non réalisée de la campagne électorale de 1960. Le monde du travail continuait de réclamer ce code mais il y mettait aussi un contenu face auquel le gouvernement n'avait pas défini de projet législatif.

En tous ces domaines, le gouvernement s'était montré moins innovateur et moins résolu qu'en ce qui a trait aux politiques destinées à réduire les menaces concurrentielles pesant contre l'entreprise canadienne-française et à faire leur place aux organisations ouvrières dans les institutions.

Comment vont s'effectuer les deux grandes réformes de l'Éducation et de la législation du travail de 1963 à 1965? C'est à ces questions que nous voulons nous attacher maintenant parce qu'elles sont essentielles à la caractérisation des rapports sociaux dans la révolution tranquille.

¹ FILION (Gérard), *Le Devoir*, 16 novembre 1962, p. 4.

² GÉRIN-LAJOIE (Paul), *Pourquoi le bill 60*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, 142 p.

³ *Ibidem*, p. 60.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre IX

LA BATAILLE DE L'ÉDUCATION

1 - L'enjeu décisif

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'ouvrage déjà cité, paru en 1959, Jean LESAGE a consacré de longs développements au domaine de l'Éducation. Il a analysé les caractéristiques qui, selon lui, devraient être celles d'un système d'Éducation réformé. Il a proposé par exemple la prolongation de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 16 ans ainsi que la gratuité scolaire jusqu'à la 11^e année. Mais la « première qualité » du système, a soutenu le chef libéral, « doit être la professionnalité. »¹.

Pour défendre sa position Jean LESAGE s'est appuyé sur celle des deux centrales syndicales, la FTQ et la CTCC (CSN). Les deux organisations ouvrières ont en effet présenté en février 1958 un mémoire conjoint au surintendant de l'Instruction publique dans lequel elles préconisaient le maintien de la professionnalité du système scolaire.

¹ LESAGE (Jean), Lesage s'engage, *op. cit.*, p. 35.

« L'épreuve de près d'un siècle, disaient-elles, qu'il a maintenant subie a démontré la valeur de ce système et son efficacité à maintenir dans les cadres d'une parfaite confessionnalité l'enseignement des écoles publiques...

« Nous tenons à conserver l'essentiel de la structure actuelle du Conseil de l'Instruction publique : son partage en un comité catholique et un comité protestant, la présence « ex officio » des évêques dans le comité catholique. » ¹

Cette proclamation faite, la CSN et la FTQ disaient réaffirmer leur volonté de voir démocratiser le système d'Éducation en s'attachant à trois aspects qui leur paraissaient majeurs : la fréquentation scolaire obligatoire; l'abolition du mode non démocratique d'élection des commissaires d'écoles qui assurait l'éligibilité et le droit de vote aux seuls propriétaires des biens-fonds, tandis qu'à Montréal et Québec il imposait la nomination des commissaires par le gouvernement et les évêques, et enfin, la désignation par les organismes provinciaux, tels les fédérations de parents et d'enseignants, des représentants laïcs au comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

En 1958, aucune association, aucun groupe ou comité de quelque nature que ce soit qui intervienne avec quelque poids dans la vie politique ne mettait, publiquement, en cause la confessionnalité du système d'Éducation. Le Parti Social Démocratique joignait sa voix aux autres organisations pour constater que « ...le pluralisme scolaire, grâce auquel chaque famille spirituelle a droit à son propre système d'enseignement, est une condition de la démocratie. » ²

Ces positions du mouvement ouvrier et socialiste reflétaient évidemment l'héritage d'un système séculaire dont l'étonnante stabilité à travers le temps lui donnait une apparence encore plus immuable. Elles traduisaient aussi la volonté de ne pas heurter de front les convictions d'une population qu'on jugeait très majoritairement catholique. Les positions sociales défendues par ces organisations ne devaient en rien paraître s'identifier à une restriction de la liberté de culte. En défendant publiquement la confessionnalité, elles tentaient de répondre, par ailleurs, de cette manière aussi, aux attaques de DUPLESSIS qui associait volontiers la moindre revendication dans le domaine de l'éducation au complot de cliques totalitaires athées.

En regard du contexte de l'époque, les positions sur la question de la confessionnalité vont évoluer rapidement en quatre années de 1958 à 1962. Dès après la chute du duplessisme, la nouvelle liberté d'expression qui traverse la société de part en part, fait avancer la réflexion et les conceptions. L'apparition du Mouvement Laïque de Langue française, au début de 1961, témoigne de cette évolution en même temps qu'elle favorise son accélération. On se rend compte que, dans le mouvement ouvrier et socialiste et chez bon nombre d'intellectuels, les positions antérieures étaient moins profondément ancrées qu'il n'y paraissait.

Pourtant le poids des traditions dominantes, des institutions politiques et du système d'Éducation comme tel est encore lourd. Ainsi malgré son nom, le Mouvement Laïque ne se risque pas à réclamer la séparation de l'Église et de l'État, c'est-à-dire la laïcité du système scolaire public. Il préconise l'ouverture d'un secteur non-confes-

¹ Cité par LESAGE (Jean), *idem*, p. 35.

² LE SOCIAL-DÉMOCRATE, « Duplessis nous insulte », vol. 5, no 3, juillet 1959, p. 6.

sionnel parallèle au secteur confessionnel existant.¹ Cependant le débat est ouvert dans ses rangs mêmes et publiquement, et, comme le souligne *La Presse*, plusieurs des quelque 600 participants, au congrès de fondation du MLF, le 8 avril 1961, ont préconisé la laïcité intégrale.²

Mais si les positions ont évolué de ce côté, il n'en est pas ainsi à tous les niveaux de la société. Même les positions limitées à la simple revendication d'un secteur neutre commencent à heurter les tenants du monopole confessionnel de l'enseignement. Ainsi, Jean LESAGE devenu premier ministre, réaffirme, quelques semaines après la fondation du MLF, sa position de 1959, dans un discours prononcé à l'Université de Montréal.

« Au Canada français, dit-il, la liberté des cultes est garantie par la loi, mais l'État est officiellement chrétien.

« ...L'État québécois recherche cette lumière (de l'Église) auprès de la hiérarchie catholique, qui est le guide spirituel de l'immense majorité des citoyens. Il recherche et respecte en même temps le conseil et l'expérience des autres confessions religieuses auxquelles appartiennent nos concitoyens. »

Et, dans une violente mise en garde adressée implicitement à ceux qui depuis deux mois se font les promoteurs du « neutralisme » dans l'école, le premier ministre ajoute :

« Jamais l'État du Québec, toutefois, ne se fera complice de la propagation de l'athéisme, cette maladie de l'esprit qu'il faut certes traiter avec autant de charité que de justice, mais non pas favoriser par un traitement d'exception, en trahissant la presque totalité d'un peuple qui se sent en possession tranquille de la vérité. »³

2 - La réforme proposée

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où le premier ministre prononce le discours de l'Université de Montréal, la Commission Royale d'enquête sur l'Enseignement instituée par son gouvernement le 28 février 1961, amorce ses travaux. Le gouvernement a désigné à la tête de cette commission un évêque, Mgr Alphonse-Marie PARENT, vice-recteur de l'Université Laval. Il est entouré de six personnalités dont M. Gérard FILION, directeur-gérant du journal *Le Devoir*, qui deviendra en 1963 président de la nouvelle

¹ MOUVEMENT LAÏQUE DE LANGUE FRANÇAISE, « Constitution, art. 2-4 », 8 avril 1961. *Le Devoir*, « Pas question d'abolir l'école confessionnelle. Le Mouvement laïque n'a jamais réclamé autre chose que l'école neutre pour ceux qui la désirent », 29 mai 1961.

² *La Presse*, « Un secteur non confessionnel en attendant la laïcité intégrale », lundi, 10 avril 1961, p. 15. Le professeur Marcel RIOUX de l'Université de Montréal est un des principaux défenseurs de la laïcité intégrale comme seule garantie de la véritable démocratie du système.

³ LESAGE (Jean), Texte intégral de l'allocution prononcée le 31 mai 1961 à l'Université de Montréal, dans *La Presse* : « M. LESAGE et les écoles neutres : « Jamais Québec ne se fera complice de la propagation de l'athéisme », jeudi, 1^{er} juin 1961, p. 2. La dernière phrase citée, en particulier sa conclusion, est demeurée célèbre.

Société Générale de Financement, M. Paul LAROCQUE, secrétaire-adjoint de la compagnie Aluminium Ltd et deux représentants anglophones, MM. David MUNROE, directeur de l'Institut d'Éducation de l'Université Mc Gill et John MCILHONE, directeur-adjoint des études à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal.¹

L'enquête de la Commission va s'échelonner sur 4 années. Elle publiera en plusieurs tranches un rapport en trois parties qui portent sur les « structures supérieures » et sur « les structures pédagogiques » du système scolaire ainsi que sur « l'administration de l'enseignement ». En tout, plus de 300 mémoires lui seront présentés, qui témoignent de l'immense intérêt que soulevait la réforme de l'Éducation.

Mais c'est de loin la publication, le 23 avril 1963, de la première tranche du rapport sur les structures supérieures qui va déclencher les plus grands débats. C'est sur elle en fait que se jouait la réforme tant attendue.

Dans son rapport, la Commission recommande la création d'un ministère de l'Éducation et d'un Conseil Supérieur consultatif.

Le rôle du ministère « sera de promouvoir et de coordonner l'enseignement à tous les degrés, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. »² « Le ministre sera assisté d'un sous-ministre associé de foi protestante ». ³ Les services du ministère seront groupés en trois divisions, celle de l'enseignement, celle de l'administration et celle du plan. La division de l'enseignement comprendra notamment un service des programmes à l'enseignement élémentaire et secondaire protestant. ⁴ Pour fournir plus de garanties suffisantes à la minorité protestante, le rapport suggère en outre l'établissement, à la division de l'enseignement, d'un bureau responsable de l'enseignement protestant et d'un bureau responsable de l'inspection des institutions protestantes. » ⁵

Le Conseil Supérieur de l'Éducation sera composé de 16 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période de huit ans non renouvelable. Parmi ses membres, le lieutenant-gouverneur devra désigner un président et un vice-président, l'un de religion catholique, l'autre de religion protestante. Le Conseil, à la différence de l'ancien Conseil de l'Instruction publique qui n'avait d'existence qu'à travers ses deux comités catholique et protestant cloisonnés, devra, selon la Commission PARENT, fonctionner de manière unifiée. Mais il maintiendra en son sein deux comités confessionnels, l'un catholique, l'autre protestant. Les fonctions de réglementation, de direction et d'administration académiques relevant désormais du ministère, le rapport recommande que les deux comités soient responsables principalement de « la formation religieuse et morale des jeunes » et du « caractère religieux des écoles ». ⁶

¹ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, tome 1, p. XIV.

² *Idem*, p. 96.

³ *Idem*, p. 113.

⁴ *Idem*, p. 113.

⁵ *Idem*, p. 105.

⁶ *Idem*, p. 130.

« Nous croyons, dit-il, qu'ils doivent avoir en cela une autorité exclusive, indépendante du Conseil et du ministère. Ainsi, recommandons-nous, que leur responsabilité soit de faire des règlements, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur l'enseignement religieux et la formation morale de l'enfant. Mais le caractère religieux des écoles dépassant largement le seul enseignement religieux, les Comités auront juridiction pour faire des suggestions au Conseil en toute matière concernant la préservation ou le développement des valeurs spirituelles et morales propres aux deux groupes religieux; ainsi pourront-ils être appelés à conseiller sur les problèmes que pourrait soulever l'enseignement de certaines matières, comme la philosophie, l'histoire ou la littérature. » ¹

Dans sa recommandation officielle, la Commission précisera que l'une des prérogatives des Comités est de « faire des règlements... pour assurer le caractère religieux des écoles... » ².

En ce qui a trait à la composition de ces deux comités le rapport prévoit que de neuf à quinze membres devront siéger dans chacun. Trois groupes se trouveront ainsi représentés en nombre égal : l'autorité religieuse, les parents, les éducateurs. Pour le Comité catholique, la Commission propose que les représentants de l'autorité religieuse soient désignés directement par l'assemblée des évêques et que les autres membres le soient par le Conseil Supérieur de l'Éducation après consultation avec l'assemblée des évêques et les associations de parents et d'éducateurs. Le président du comité catholique sera désigné par le Conseil après consultation avec l'assemblée des évêques. ³

3 - Un ministère coordonnateur et une école confessionnelle

[Retour à la table des matières](#)

En préconisant la mise en place d'un ministère et d'un Conseil Supérieur de l'Éducation, la Commission PARENT poursuivait divers objectifs. Par le ministère, elle entendait remettre entre les mains du gouvernement, responsable devant le Parlement élu, le contrôle ultime du système d'Éducation financé à même les impôts des contribuables. Elle constatait le caractère profondément anti-démocratique du système précédent qui laissait aux deux comités confessionnels le pouvoir de gérer l'Éducation à leurs fins, sans contrôle. Elle visait aussi à unifier un système qui avait été littéralement brisé en deux depuis ses origines, ce qui rendait pratiquement impossible tout contrôle, toute administration, toute planification publics. Par la désignation d'une autorité unique, elle comptait mettre fin à l'anarchie tout autant qu'à la stagnation de l'Éducation au Québec.

¹ *Idem*, p. 128.

² *Idem*, p. 131.

³ *Idem*, p. 128.

Mais la Commission n'estimait pas devoir atteindre cette fin par la création d'un système scolaire sous la seule direction et responsabilité de l'État, système public unique et déconfessionnalisé. D'autre part elle maintenait le secteur privé parallèle au secteur public, et de là découlait, disait-elle, le rôle de « coordonnateur » du privé et du public à tous les degrés de l'enseignement qu'elle proposait d'attribuer au ministère de l'Éducation.¹ L'unification « des systèmes » scolaires antérieurs ne devait donc pas se faire par la « nationalisation » de l'Éducation et l'abolition du financement public du secteur privé, mais par une meilleure coordination de l'apport respectif du secteur public et du secteur privé. La Commission fondait cette recommandation sur une « conception », bien précise de la liberté de l'enseignement : « ... les pouvoirs publics ne sont pas les seuls à avoir le droit d'organiser un enseignement et (...) on reconnaît à des particuliers ou à des groupes le droit de mettre sur pied des établissements d'enseignement. »² Soulignant que ce droit n'emporte pas de soi le droit à des subventions » de l'État, la Commission recommandait dans le tome IV de son rapport que de telles subventions égales à celles du secteur public soient versées aux institutions privées qui adhèreraient aux normes académiques auxquelles le secteur public se voyait soumis.³

« C'est parce que, disait-elle, le secteur privé d'enseignement remplit une fonction sociale en éduquant des élèves dont l'État a la responsabilité, en dernier ressort, et qu'il évite à l'État de mettre sur pied de nouveaux établissements, que celui-ci peut mettre à sa disposition des fonds publics. »⁴

La Commission proposait dans cette perspective, que le nom d'établissement privé ne soit désormais retenu que pour les établissements se tenant « en dehors d'une active collaboration avec le secteur public », les autres étant plutôt officiellement désignés sous le nom d'« établissement semi-publics ». ⁵

D'autre part, la confessionnalité était maintenue. La Commission avait conçu le projet de préserver entièrement cette confessionnalité au niveau des établissements scolaires mais de la faire disparaître au niveau de la structure supérieure. Il s'agissait ainsi pour elle de conserver une réalité « acquise depuis longtemps », tout en assurant l'unité de fonctionnement de la structure administrative centrale que les divisions confessionnelles avaient autrefois compromise. Mais la confessionnalité demeurerait même au niveau de cette nouvelle structure centrale qu'était le ministère. Ainsi le critère essentiel de choix du sous-ministre associé était sa foi protestante; de même la Division de l'enseignement du ministère comportait la séparation des deux services catholique et protestant à l'élémentaire et au secondaire. Mais c'est surtout par l'instrument du Conseil Supérieur que la Commission entendait garder au système scolaire son caractère confessionnel. Les deux comités confessionnels se voyaient attribuer une indépendance et des prérogatives fort importantes notamment dans l'élaboration des règlements pour assurer le caractère religieux des écoles. Le Conseil Supérieur, organisme consultatif, était lui-même structuré sur une base confessionnelle par son

¹ *Idem*, tome IV, p. 44.

² *Idem*, tome IV, p. 44.

³ *Idem*, tome IV, p. 48.

⁴ *Idem*, tome IV, p. 48.

⁵ *Idem*, tome IV, p. 49.

président et son vice-président catholique et protestant. Les deux comités devaient assurer la représentation des parents, des éducateurs et de l'autorité religieuse, mais celle-ci avait seule le privilège de désigner ses représentants. De plus elle était consultée en ce qui a trait à la désignation des représentants des parents et des éducateurs. Le conseil désignait lui-même les représentants de ces deux derniers groupes, dont les associations ne se voyaient reconnaître que le droit d'être consultées.

Dans la première tranche de son rapport, la Commission ne prévoyait pas la mise en place d'un secteur d'enseignement non-confessionnel parallèle au système confessionnel dominant. Mais elle allait formuler cette proposition dans l'étude réservée à l'administration de l'enseignement.¹ À cette occasion, le rapport réétudiait plus à fond tous les aspects du problème de la confessionnalité. La reconnaissance d'un secteur non-confessionnel dans l'Éducation s'imposait, selon la Commission, du fait de la « neutralité » de l'État en matière religieuse. Ce principe, remarquait-elle, « ne doit pas être confondu avec celui de la séparation de l'Église et de l'État, inscrit dans les lois ou dans la constitution d'un pays ». ² Il est au contraire l'expression du respect par l'État de chaque conviction religieuse, incluant l'absence de conviction; il traduit le devoir de l'État de considérer sans parti-pris les différentes requêtes qui lui sont présentées touchant la fonction religieuse de l'école, et son effort pour répondre positivement à ces demandes lorsque cela lui est possible.³

Dans le cas du Québec, cette conception amenait la Commission à rejeter la fondation d'un système public unique et unifié constitué exclusivement d'écoles laïques « financées par l'État et ouvertes à tous ».

Cette solution, notait le rapport, a l'avantage d'être administrativement simple et efficace. Elle assure à tous le même enseignement public ; elle évite la ségrégation des jeunes par groupes religieux et contribue à l'unité nationale; elle permet à tous, sans distinction religieuse de participer à l'organisation et à la vie des écoles publiques ; elle peut économiser les ressources et concentrer les énergies. Dans ce système, ceux qui n'acceptent pas l'enseignement public ont la liberté d'ouvrir leurs propres écoles à leurs frais. Mais par contre, ajoutait-il, cette solution a le défaut d'imposer une seule conception de l'école publique et ne satisfait pas les parents qui veulent une école conforme à leurs convictions; elle impose un double fardeau financier aux groupes religieux qui créent ainsi leurs propres écoles; dans ces écoles les maîtres sont souvent moins bien payés faute de ressources, l'équipement scolaire est insuffisant, la formation intellectuelle de second ordre ou trop isolée des préoccupations humaines et sociales des autres citoyens.⁴

La Commission voyait cette solution conduire à un « malaise social », à une « guerre scolaire latente », à un « climat de revendications et d'aigreurs qui ne peuvent que gêner et entraver le progrès social ».

Au Québec, de surcroît, affirmait-elle, pareille solution irait à l'encontre des conceptions de la majorité catholique qui considère la formation religieuse comme indis-

¹ Dans la troisième partie de son rapport publié en 1965, la Commission recommandait l'ouverture d'établissements non-confessionnels de langue française dans l'île de Montréal pour septembre 1966, *idem*, tome IV, p. 76.

² *Idem*, tome IV, p. 32.

³ *Idem*, tome IV, pp. 33-34.

⁴ *Idem*, tome IV, pp. 64-65.

sociable de l'éducation générale. Tel type d'école publique brimerait la liberté de conscience de la majorité en lui imposant une philosophie qu'elle n'accepte pas. L'école devait donc demeurer confessionnelle.

L'État devait cependant ouvrir et subventionner des écoles non confessionnelles distinctes pour ceux qui en feraient la demande et ainsi, selon la commission, aussi bien les droits de la majorité que ceux de la minorité seraient respectés. ¹

Le principe de la non-confessionnalité défendu par le rapport PARENT n'avait donc aucun lien de parenté avec la laïcité de l'École. Le rapport rappelait que le laïcisme militant du XIX^e siècle n'était pas neutre au point de vue religieux puisqu'il prenait parti contre la religion dans l'école ou la société. Après avoir été assez fort dans certaines couches de la population de langue française, ce laïcisme s'était tû vers la fin du siècle. ²

La non-confessionnalité signifiait plutôt une exception faite au régime général confessionnel, c'est-à-dire la possibilité offerte à ceux qui ne veulent pas d'enseignement religieux, d'« en être dispensés ». Mais même dans le cadre du secteur public non-confessionnel, la Commission recommandait que les établissements offrent un ou des cours de religion répondant aux convictions religieuses des enfants qui les fréquentent et un enseignement moral à l'intention des enfants n'optant pour aucun cours de religion. ³

Finalement, toute cette question de la confessionnalité devait se résoudre selon la Commission dans des limites compatibles avec l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique qui garantissait le maintien des droits confessionnels catholiques et protestants. Il n'entrait pas dans le mandat de la Commission PARENT de proposer des réformes qui sortiraient de ce cadre. ⁴

4- Deux camps s'affrontent

[Retour à la table des matières](#)

Depuis son dépôt public le 23 avril 1963, la première tranche du rapport PARENT était donc devenue la question majeure du débat politique. Presque tout de suite les positions s'étaient cristallisées en deux blocs opposés. La Fédération des Collèges Classiques et la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, l'économiste François-Albert ANGERS et l'ancien secrétaire de la province Yves PRÉVOST donnaient le ton dans l'assaut contre le rapport PARENT. Ces groupes et personnalités centraient leur opposition sur des aspects divers, mais au total on peut dire qu'ils avaient en

¹ *Idem*, tome IV, pp. 67-68.

² *Idem*, tome IV, pp. 74 et 80-81.

³ *Idem*, tome IV, p. 91.

⁴ *Idem*, tome 1, p. 34.

commun le rejet d'un ministère et la dénonciation de la faiblesse des garanties confessionnelles que contenait, selon eux, le rapport.

De l'autre côté, les principaux appuis au rapport venaient d'associations de professeurs (notamment l'Association des Professeurs de l'Université de Montréal et l'Association des Professeurs de l'Enseignement Spécialisé), d'associations étudiantes, telles l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal et la Presse Étudiante Nationale, et des centrales syndicales, la CSN et la FTQ. Ces organisations étaient surtout préoccupées par la création d'un ministère qu'elles appuyaient à fond. La Commission Politique de la Fédération Libérale du Québec appuyait aussi le rapport et, à travers lui, le parti au pouvoir qui avait commandé l'enquête sur l'enseignement. Enfin, le Mouvement Laïque de Langue Française comptait parmi les principaux appuis aux conclusions du rapport qui concernaient la création du ministère, mais s'opposait fortement aux dispositions sur la confessionnalité.¹

La position défendue par le MLF est importante à noter parce qu'elle indique déjà, au moment où s'engage la bataille publique, comment vont s'élaborer les positions dans chaque camp. Du côté de ceux qui refusent le ministère et le rétrécissement du champ de la confessionnalité, le principal objectif sera de plus en plus le renforcement de la confessionnalité pour préserver sous la nouvelle structure administrative toute la réalité et les attributs de l'ancien système. Du côté de ceux qui veulent à tout prix « sauver » le ministère contre les menaces que font peser sur lui ses opposants, l'attention sera presque exclusivement captée par cet objectif et beaucoup moins par la confessionnalité qui, néanmoins, préserve dans le rapport PARENT les « acquis » fondamentaux de l'ancien système.

Reprenant l'essentiel des conclusions du rapport PARENT, le gouvernement déposait, le 26 juin suivant, le Bill 60 prévoyant la création du ministère et du Conseil Supérieur de l'Éducation. Élevée à la dimension d'un projet législatif, la question prenait désormais une ampleur politique inconnue jusqu'alors. À peu près les mêmes organisations favorables au rapport pressaient le gouvernement de faire adopter sans délai le Bill 60. Mais du côté des opposants, de nouvelles voix venaient s'ajouter, dont celles des évêques CABANA, CODERRE, DOUVILLE et FRENETTE ainsi que du cardinal Paul-Émile LÉGER, archevêque de Montréal et de Mgr Maurice ROY, archevêque de Québec et primat de l'Église du Canada, qui réclamaient le retrait du Bill pour en permettre une étude publique plus approfondie.²

Il s'agissait des premières interventions publiques de membres influents de la hiérarchie catholique. Mais ceux-ci étaient en action depuis un bon moment déjà. Avant de déposer le Bill 60 devant les élus du Parlement, le gouvernement en avait communiqué le contenu à Mgr ROY. Le 17 juin, soit neuf jours avant le dépôt, celui-ci s'adressait par lettre au Premier Ministre au nom de l'Assemblée des Évêques catholiques de la Province de Québec. Mgr ROY recommandait plusieurs changements au Bill en vue d'assurer la sauvegarde des écoles catholiques au Québec. Il se disait étonné que le gouvernement ait pu procéder si hâtivement à la rédaction de son projet de loi. Le 6 juillet, les évêques CODERRE, DOUVILLE, FRENETTE et

¹ À notre connaissance, la seule étude qui ait jamais été faite sur le débat entourant la réforme de l'Éducation est celle du politologue Léon DION : *Le Bill 60 et le public*, Montréal, Les Cahiers de l'ICEA, no 1, janvier 1966, pp. 23-24 et *Le Bill 60 et la société québécoise*, Montréal, Ed. HMH, « Aujourd'hui », 1967, 197 p.

² DION (Léon), *idem*, p. 26.

CABANA adressaient au ministre de la Jeunesse Paul GÉRIN-LAJOIE un document intitulé « Modifications nécessaires, avant toute adoption du Bill 60 ». ¹

Une des « remarques préliminaires très importantes » du document se lisait ainsi :

« Toutes les démarches faites par le Ministre (i.e. de la Jeunesse) et d'autres personnes auprès de certains évêques ne sont *qu'officieuses et privées* ».

Cette remarque tendait à indiquer que le ministre lui-même avait pris l'initiative de démarches confidentielles auprès des évêques plutôt que d'« attendre » simplement leurs réactions, et que, de leur côté, les évêques préféraient que les sollicitations dont ils étaient l'objet de la part d'hommes politiques aussi bien que les documents qu'ils adressaient eux-mêmes à ces hommes ne soient pas connus publiquement.

En faisant sienne dans le projet de loi les recommandations essentielles du rapport PARENT le gouvernement n'avait nulle intention d'abolir ou de restreindre la confessionnalité des écoles, mais il accordait la plus grande importance à un accord complet de la hiérarchie catholique avant de faire adopter le texte précis des mesures législatives par le Parlement.

Les remarques des évêques avaient sur lui une influence prépondérante, ² dépassant de loin celles des organisations favorables au Bill, et c'est dans ce contexte que, le 8 juillet, le Premier Ministre LESAGE retirait provisoirement le projet de loi du feuillet de la Chambre et que, le 16, il accordait aux associations et individus un nouveau délai jusqu'au 1^{er} septembre pour lui faire parvenir des suggestions d'amendements.

À ce moment, une dizaine d'organisations intervenaient publiquement pour dénoncer le retrait du Bill, et les menaces qu'il faisait peser sur la réforme projetée. En plus des organisations qui s'étaient déjà manifestées dans ce groupe, on trouvait maintenant, l'Association des Professeurs de l'Université Laval, la Fédération des Associations Parents-Maîtres du Québec, la Corporation des Techniciens Professionnels, la Voix des Femmes et le Parti Socialiste du Québec. Avec les centrales ouvrières et les organisations étudiantes, le bloc commençait à être imposant.

Seule la Fédération des Collèges Classiques félicitait publiquement le gouvernement de son geste. Mais les évêques et la plupart des associations et personnalités tenant de la confessionnalité scolaire n'intervenaient pas publiquement. Ils venaient, comme le note Léon DION, d'obtenir gain de cause, du moins à cette étape. ³

Plusieurs suggestions d'amendement parviendront au Premier Ministre, de la part de ces associations, au cours de l'été 63. Elles proposaient des modifications substantielles visant surtout à garantir d'une façon plus nette la confessionnalité, en renforçant les fonctions du Conseil Supérieur et en réduisant celles du Ministre. Les organisations de l'autre camp formulaient des suggestions en moins grand nombre

¹ Le politologue DION qui donne ces informations affirme sa conviction de la grande fréquence des interventions d'évêques durant cette phase du débat « et de l'oreille toute attentive que le Premier Ministre et le Ministre de la Jeunesse leur prêtèrent », *idem*, pp. 27-28.

² DION (Léon), *idem*, p. 27.

³ *Idem*, p. 30.

puisque, soit elles s'opposaient à toute modification du Bill, soit elles réclamaient un renforcement de la compétence du ministre.

Mais c'est de nouveau l'Assemblée des Évêques qui, le 29 août, allait occuper le devant de la scène en rendant publique une Déclaration officielle. Pour l'essentiel cette déclaration reprenait sous forme d'amendements les propositions contenues dans la lettre de Mgr ROY au premier ministre, le 17 juin. Elle réclamait le renforcement de la structure confessionnelle du Ministère ainsi que des prérogatives du Conseil Supérieur et de ses deux comités.

Il faut noter que les évêques ne s'opposaient pas à la création du ministère comme tel. Si sa structure était rendue compatible avec la réalisation des objectifs qu'ils visaient, ils ne voyaient pas d'objection à ce que le Gouvernement procède à sa mise en place.

Mais, d'un autre côté, le fait même que les évêques ne donnent pas l'image d'opposants au ministère contribuait à freiner la réplique des organisations qui, partisans de cet objectif, ne le liaient pas étroitement à la question de la confessionnalité.

Ainsi on peut s'expliquer que les deux Centrales syndicales, la CSN et la FTQ, se soient limitées à cette époque à presser le gouvernement de représenter sans délai le Bill 60 à l'Assemblée législative, sans commenter publiquement la Déclaration des Évêques.¹ Il faut dire aussi que quelle que soit l'importance des amendements que suggéraient les évêques, les directions ouvrières ne souhaitaient sans doute pas s'y opposer publiquement, pas plus qu'elles ne souhaitaient s'avancer trop avant sur des positions qui auraient été publiquement identifiées comme opposées à la confessionnalité dans le système scolaire. Sans l'appui des deux organisations ouvrières, d'autres mouvements répliquaient cependant aux évêques : le Mouvement Laïque de Langue Française et sa section étudiante, le Parti Socialiste du Québec, l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal et la Presse Étudiante Nationale.²

De son côté, le ministre Paul GÉRIN-LAJOIE s'employait à réduire les foyers d'opposition aux amendements des évêques en rappelant qu'ils n'affectaient pas substantiellement le contenu du Bill. Celui-ci, en effet, assurait déjà dans sa première version de très fortes garanties à la confessionnalité. Les évêques réclamaient simplement que ces garanties soient renforcées. Pour sa part, René LÉVESQUE, le ministre responsable de la nationalisation de l'électricité, doté pour cela d'un grand prestige notamment auprès des directions ouvrières, sans se prononcer sur les amendements comme tels, donnait cependant son appui public aux évêques en les félicitant du sens de la démocratie qu'ils avaient révélé en intervenant publiquement.³

Ayant en mains l'ensemble des modifications proposées, le gouvernement préparait à compter de septembre 1963 une version révisée du projet de loi. Le Bill 60 amendé était finalement redéposé devant l'Assemblée législative le 14 janvier 1964 et la loi créant le Ministère et le Conseil Supérieur de l'Éducation était adoptée le 5 février.⁴

¹ Dans un télégramme conjoint adressé au Premier Ministre le 30 août 1963. DION (Léon), *idem*, p. 70.

² DION (Léon), *idem*, pp. 34 et 70.

³ *Idem*, p. 34, « Les évêques ont compris la démocratie », *Le Devoir*, 20 septembre 1963.

⁴ *Idem*, p. 38.

À nouveau, avant de soumettre le projet de loi à l'Assemblée, le gouvernement avait communiqué sa nouvelle version à l'épiscopat. Et dès le 12 décembre, au nom de l'Assemblée des évêques de la Province de Québec, Mgr ROY pouvait s'adresser au Premier Ministre et lui déclarer :

«...(les évêques) vous sont très reconnaissants de la bienveillance avec laquelle vous avez étudié leurs observations... ils estiment que la nouvelle rédaction des articles qu'ils vous avaient signalée correspond en substance aux suggestions qu'ils vous ont soumises. »¹

Le nouveau Bill 60 était donc, cette fois, entièrement conforme aux vues de l'épiscopat et celui-ci donnait le feu vert au gouvernement pour la création du ministère de l'Éducation. Les démarches auprès de l'Assemblée des Évêques de même que la lettre de ces derniers étaient restées inconnues de la population jusqu'au dépôt du projet de loi amendé devant l'Assemblée législative. Mais le Premier ministre LESAGE allait en révéler l'existence au cours du débat parlementaire, le 23 janvier. Il y trouvait un point d'appui déterminant pour la version révisée du projet de loi. En donnant lecture de la lettre des évêques, le Premier ministre prouvait au-delà de tout doute à l'Opposition que l'épiscopat faisait front commun avec le Gouvernement pour l'adoption de la loi.²

Sans déroger d'aucune façon à l'esprit des recommandations du rapport PARENT, la loi contenait toutefois un certain nombre d'ajouts et de précisions qui consolidaient nettement les dispositions relatives à l'enseignement confessionnel et au maintien d'un secteur privé subventionné contenues dans le premier projet législatif.

Ainsi, pour en retenir quelques-unes, le ministère avait à sa tête, en plus du ministre et d'un sous-ministre, deux sous-ministres associés, catholique et protestant, responsables plus particulièrement de l'orientation et de la direction générale des écoles reconnues comme catholiques ou protestantes. La Commission PARENT avait simplement prévu un sous-ministre associé de foi protestante. Les deux comités confessionnels du Conseil Supérieur de l'Éducation conservaient leur indépendance dans l'élaboration des règlements destinés à assurer la reconnaissance et le caractère confessionnel des écoles catholiques ou protestantes. Mais ils se voyaient également attribuer le pouvoir de reconnaître eux-mêmes les institutions confessionnelles comme catholiques ou protestantes et de révoquer au besoin cette reconnaissance, sans que ces décisions soient soumises à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil.³ Les deux comités avaient aussi désormais le pouvoir de soumettre des règlements sur la qualification, au point de vue religieux et moral, du personnel dirigeant et enseignant dans les institutions reconnues comme catholiques ou protestantes. Et de même, tous les programmes, le matériel didactique et les manuels scolaires préparés par le ministère devaient désormais être approuvés, au point de vue religieux et moral, par les deux Comités dans leur confessionnalité respective, avant d'être adoptés pour les écoles catholiques ou protestantes.⁴ L'approbation préalable

¹ *Idem*, p. 38.

² Les compte-rendus de presse ont noté qu'en lisant cette lettre, le Premier Ministre affichait un air de triomphe. *Idem*, p. 37.

³ COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT, *op. cit.*, Tome IV, p. 59.

⁴ *Idem*, tome IV, p. 59.

nécessaire au point de vue religieux et moral signifiait que tel programme, tel matériel ou tel manuel qui serait refusé par les Comités dans les écoles relevant de leur juridiction ne pourrait être mis en vigueur par le ministère. Le ministère, pour un aspect essentiel de son rôle, se voyait donc placé sous la dépendance des Comités auxquels la Commission PARENT s'était plutôt limitée à confier un mandat consultatif. Enfin, il importe de souligner qu'en vertu de la loi, les Comités confessionnels exerçaient ces pouvoirs non seulement sur l'enseignement élémentaire et secondaire du secteur public, comme c'était le cas pour les anciens comités catholique et protestant du Conseil de l'Instruction publique, mais sur l'enseignement à tous les niveaux, pour le secteur privé aussi bien que pour le secteur public.

Ce sont ces dispositions législatives qui amenaient la Commission PARENT à constater, dans la troisième partie de son rapport publiée après l'adoption de la loi, « ... qu'en ce qui concerne la confessionnalité de l'enseignement, la juridiction des Comités confessionnels a été étendue, leur autorité précisée et accrue par rapport à celle des anciens Comités du Conseil de l'Instruction publique. » ¹

En ce qui concerne la défense du secteur privé d'enseignement, la nouvelle loi stipulait dans un préambule de principe à peu près entièrement tiré des amendements des évêques, que « les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins ». ² Se trouvait là inscrite, davantage que le seul droit à l'existence du secteur privé, davantage que le rôle de coordonnateur des deux secteurs confié au ministère, l'obligation législative du financement public des institutions privées. Ce faisant, la loi donnait à une des recommandations du rapport PARENT, le statut d'un principe qui fondait parmi d'autres l'existence même du ministère de l'Éducation.

5 - L'ancien système sous une enveloppe nouvelle

[Retour à la table des matières](#)

Au total, la réforme effectuée se présentait comme la mise en place d'une nouvelle structure politique et administrative sous laquelle continuerait d'évoluer tout l'ancien système maintenu dans son intégrité, plutôt que comme une réforme de l'Éducation au sens propre du terme. L'accessibilité à l'Éducation serait plus grande, par exemple du simple fait de l'ouverture d'un secteur public conduisant à l'Université. Mais l'absence de gratuité scolaire complète à ce niveau comme à l'Université, limitait la portée de ce changement. Une centralisation gouvernementale plus forte remplacerait l'ancien fractionnement administratif, mais cette centralisation se manifesterait surtout par le regroupement des commissions scolaires et des établissements d'enseignement en des

¹ *Idem*, tome IV, p. 59.

² DION (Léon), *op. cit.*, p. 107.

unités de plus grande taille. Sur les questions décisives, celles justement que le débat entourant le Bill 60 avait fait ressortir comme les questions-clés, la division du système en deux secteurs confessionnels et le maintien du secteur privé sur un pied d'égalité avec le secteur public, les deux étant désormais mieux coordonnés par le ministère, la réforme ne cherchait guère à dépasser le *statu quo*.

C'est à cette réalité que faisait écho le nouveau ministre de l'Éducation, M. GÉRIN-LAJOIE, dans l'ouvrage qu'il avait publié à l'automne 1963 à l'occasion de sa tournée provinciale sur le Bill 60.¹

M. GÉRIN-LAJOIE y notait que de même que la confessionnalité « a été le pivot essentiel de tout le système d'éducation du Québec, depuis sa création », de même elle « a été à la base de la formation du système actuel qui remet à deux comités confessionnels l'autorité véritable sur l'enseignement primaire et secondaire public. »²

Le ministère de l'Éducation ne serait pas un ministère comme les autres. Fondé sur la confessionnalité d'une part, il ajouterait d'autre part à la démocratie directe assurée par le suffrage universel, un « mécanisme de démocratie organique » garantissant la représentation des corps intermédiaires par l'instrument du Conseil Supérieur de l'Éducation. C'est l'importance accordée au Conseil Supérieur et à ses deux comités confessionnels qui différencierait, selon le ministre, le ministère de l'Éducation « d'un ministère ORDINAIRE ». ³

La réforme votée n'était pas sans susciter un très large sentiment de satisfaction chez les associations et personnalités dont les évêques s'étaient faits les puissants porte-parole. Pour l'essentiel, le gouvernement avait accédé à leurs exigences. Au contraire, une bonne partie des organisations qui avaient dès le départ emboîté le pas à la création du ministère de l'Éducation dénonçaient le sort que la coalition des évêques et du gouvernement venaient de lui faire subir.

Le Mouvement Laïque de Langue Française déplorait que le « Bill 60 » consacre la confession des pouvoirs religieux et civils... « Rien ne saurait justifier, en effet, disait-il, dans un système démocratique, l'exigence d'une profession de foi quelconque comme condition d'éligibilité à une fonction publique ». ⁴ « Un Ministère d'État va gouverner des écoles d'Eglise », avait-il lancé contre l'Assemblée des Évêques et le gouvernement. ⁵

L'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal abondait dans le même sens en déclarant que les « amendements des évêques prônent tout bonnement le retour à l'arbitraire dans l'application de la loi, tendent à soumettre tout le système d'enseignement au contrôle déguisé de la hiérarchie... », et elle dénonçait cette « législation étatique propre à brimer la liberté de conscience et à assurer à des non-élus une main mise légale sur le système d'éducation. » ⁶

¹ GÉRIN-LAJOIE (Paul), *op. cit.*. Le politologue Léon DION a signé la préface de cet ouvrage. Il y vante les qualités démocratiques exemplaires du ministre, qualités démontrées aussi bien par sa tournée publique elle-même que par le contenu de ses déclarations.

² *Idem*, p. 99.

³ *Idem*, pp. 80 et 85.

⁴ *Le Soleil*, 17 août 1963; DION (Léon), *op. cit.*, p. 92.

⁵ *Le Devoir*, 25 janvier 1964; DION (Léon), *idem*, p. 93.

⁶ *Le Soleil*, 12 septembre 1963; Dion (Léon), *idem*, p. 97.

La Presse Étudiante Nationale concluait que « Le Ministère de l'Éducation sera un pseudo-ministère ». ¹ Et telle était aussi la position du Parti Socialiste du Québec qui déclarait : « Il n'y aura donc pas de véritable Ministère de l'Éducation au Québec ». ²

Comme les prises de position des deux « camps » le révélaient, la réforme de l'Éducation avait été un terrain de lutte politique d'intérêts sociaux opposés. Le politicologue Léon DION a noté la parenté d'intérêts qui existait entre l'Assemblée des Évêques, les associations d'administrateurs scolaires et les collaborateurs de certaines revues, eux-mêmes administrateurs ou intimement liés aux ordres religieux, qui tiraient « des avantages du régime d'éducation établi ». Ce pôle d'intérêts était constitué par « ...les associations à vocation « confessionnelle » et les individus ayant un statut officiel élevé, notamment dans la hiérarchie ecclésiastique, idéologiquement de mentalité cléricale et concrètement à la tête des organismes administratifs du régime d'éducation public et privé existant ou encore dans une situation privilégiée à l'intérieur de ce régime. » ³ Au sein de cette coalition d'intérêts, il convient aussi d'inclure le gouvernement qui tout au long du débat sur le Bill 60 avait entretenu des rapports « secrets », « privilégiés » et très « étroits » avec le groupe dominant des « associations à vocation confessionnelle », l'Assemblée des Évêques. La nouvelle loi témoignait jusque dans son texte même de cette réalité dans la mesure où elle « ... incorporait la plupart des amendements contenus dans la Déclaration de l'Assemblée des Évêques et notamment les quatre « considérants » proposés au Chapitre 58 A qui servent de préambule au Bill 60 révisé. » ⁴

Dans l'autre camp, on retrouvait en tête les organisations ouvrières, des syndicats ou associations de professeurs et d'étudiants, la Fédération de Parents-Maîtres, le Mouvement Laïque, toutes associations et individus qui n'avaient pas d'intérêts au maintien du régime d'éducation établi et qui avaient, au contraire « tout intérêt à faire la lutte pour une réforme du régime. » ⁵ Mais ce pôle d'intérêts n'avait manifesté ni l'unité ni la force du pôle opposé. Ne pouvant compter sur l'appui du gouvernement, il aurait eu besoin d'une mobilisation de ses troupes sans commune mesure avec celle du « camp » adverse pour triompher. Mais cette mobilisation avait fait défaut tout au cours de la lutte. En fait les deux seules organisations qui disposaient vraiment des moyens d'engager une campagne de masse sur la réforme de l'Éducation et d'entraîner avec elles les autres mouvements, la CSN et la FTQ, s'étaient plutôt tenues dans une position conciliatrice, passant de l'appui au Gouvernement à la critique du retrait du Bill, mais laissant d'autres organisations beaucoup plus faibles répliquer seules à la Déclaration de l'Épiscopat, et ne recherchant finalement que la préservation du mot « Ministère » dans la loi, indépendamment du contenu qui lui serait donné. La FTQ, par exemple, avait décidé d'accorder son appui au ministre GÉRIN-LAJOIE, s'il entreprenait « à la René LÉVESQUE », une campagne en faveur de l'adoption du Bill 60. ⁶ Avant même l'adoption de la loi, le président de la CSN, Jean MARCHAND, déclarait la CSN « satisfaite du Bill 60 ». ⁷ Ainsi, contrairement aux autres organisations qui avaient mené la lutte en faveur d'une réforme de l'Éducation, la CSN était

¹ *Le Devoir*, 23 janvier 1964; DION (Léon), *idem*, p. 98.

² *Le Devoir*, 1^{er} février 1964; DION (Léon), *idem*, p. 93.

³ DION (Léon), *idem*, pp. 77 et 83-84.

⁴ *Idem*, p. 85.

⁵ *Idem*, p. 84.

⁶ *Idem*, p. 105, *Le Devoir*, 12 juillet 1963.

⁷ *Idem*, pp. 40 et 105; *Le Devoir*, 25 janvier 1964.

la seule à se dire publiquement satisfaite du projet de loi amendé. À toutes fins utiles, elle emboîtait le pas au gouvernement et à l'Épiscopat qui s'étaient entendus sur le texte de loi à présenter au Parlement et elle fournissait au gouvernement un appui de plus, pas du tout négligeable, au moment où il s'apprêtait à faire adopter son Bill.

La question de la confessionnalité qui avait fondé une unité très forte chez les adversaires de la réforme, faisait l'objet d'appréciations différentes chez les partisans du Bill 60 qui ne se trouvaient pas tous sur la même longueur d'ondes en cette matière. Jointe à cette question, l'attitude générale plus ou moins explicite mais réelle de sympathie, notamment des directions ouvrières, à l'endroit du gouvernement LESAGE, n'avait pas permis la constitution d'un solide front indépendant doté d'une ligne claire des organisations partisans de la réforme. À défaut d'un tel front s'employant à mobiliser largement, il n'était pas possible d'espérer que la réforme soit poussée plus loin.

Du point de vue de l'image publique du gouvernement libéral, la réforme de l'Éducation comptait désormais comme une des réalisations majeures dont il avait eu l'initiative. La presse y voyait la marque d'un élan réformateur qui s'était affirmé dans la nationalisation de l'électricité et se prolongeait dans la réforme de l'Éducation. Mais, sur cette question sociale d'importance capitale qu'est l'Éducation, le gouvernement avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour replacer tout l'ancien « système » sous une enveloppe nouvelle. Tel était le contenu réel de la réforme des structures supérieures de l'Éducation.

Illustration 13 :

[Illustration 13](#) (page 266, texte original)

L'assemblée générale des enseignants de l'Alliance des Professeurs de Montréal en janvier 1949. Leur syndicat a été décertié pour fait de grève. Quinze ans plus tard, le mouvement ouvrier uni, dressé contre le projet de Code du travail du gouvernement LESAGE, réclame le droit de grève pour tous les travailleurs du secteur public et para-public.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre X

LA BATAILLE DU TRAVAIL

1 - Des promesses de 1960 au Bill 54

[Retour à la table des matières](#)

La réforme de la législation du travail occupe, avec l'Éducation, une place centrale dans la période de la révolution tranquille. Les enjeux sociaux et politiques qui y sont concentrés sont évidemment capitaux. Depuis de nombreuses années, comme on l'a vu, le mouvement ouvrier a réclamé le rappel des vieilles lois répressives qui ont été votées sous différents gouvernements, mais dont le gouvernement DUPLESSIS a considérablement renforcé la portée.

Le Parti Libéral s'est fait élire en 1960 en promettant notamment l'adoption d'un Code du Travail revendiqué par le mouvement ouvrier et l'abrogation des Bills 19 et 20 votés en 1954. Pourtant, en 1963, si l'on excepte les quelques amendements adoptés en juin 1961, la réforme demandée ne s'est toujours pas réalisée. Qu'il suffise à ce sujet de rappeler que les milliers d'employés d'hôpitaux, des commissions scolaires, des corporations municipales, des services publics (par exemple, le transport) et les instituteurs, n'ont pas le droit de recourir à la grève, ce qui limité fortement la

portée de leur droit de négocier un contrat collectif de travail. Les fonctionnaires et l'ensemble des professionnels salariés sont exclus de la catégorie des « salariés » et se voient donc nier le droit de reconnaissance syndicale, d'affiliation à une centrale et bien sûr aussi, de faire grève. Pour l'ensemble des travailleurs, les lois en vigueur comportent d'importantes restrictions à l'exercice du droit de grève.

Devant les revendications du « monde du travail » formulées depuis si longtemps, le gouvernement ne peut pas refuser de rouvrir le dossier de la législation du travail. Mais rouvrir ce dossier, c'est s'exposer à voir surgir tout un ensemble de revendications que le mouvement ouvrier voudra voir satisfaites dans le nouveau Code du Travail.

C'est dans ce contexte que le gouvernement LESAGE a remis sur pied dès 1960, le Conseil Supérieur du Travail dont la tâche primordiale est d'associer patrons, gouvernement, syndicats et spécialistes à la préparation d'un projet de législation du travail, à partir duquel le gouvernement élaborera ensuite son propre texte législatif.

Pendant plus de deux années, le Conseil poursuit ses travaux qui aboutissent, au début de 1963, à la remise au ministre du Travail René HAMEL ¹ de trois rapports distincts provenant de chacun des groupes principaux du Conseil.

Dans les mois qui suivent le gouvernement s'emploie à préparer son projet de loi. Le Bill 54 est finalement déposé devant l'Assemblée législative, le 5 juin 1963.

2 - Une première version

[Retour à la table des matières](#)

Mis à part l'abrogation des Bills 19 et 20 et l'obligation pour l'employeur de prélever les cotisations syndicales à la source sur demande écrite de ses employés syndiqués, le texte n'apporte pas de modifications sensibles aux anciennes lois et se présente davantage comme leur codification en un document unifié.

Ainsi, les fonctionnaires continuent de se voir interdire le droit de s'affilier à une centrale syndicale. Les professionnels font partie des catégories exclues de l'organisation de type syndical. Les employés d'hôpitaux, les employés des commissions scolaires et des municipalités, les instituteurs, les fonctionnaires, les employés des entreprises de téléphone, d'eau, de gaz et d'électricité, les employés d'entreprises de transport et de toute entreprise définie comme service public, n'ont pas le droit de recourir à la grève.

Le Bill 54 maintient aussi les anciennes dispositions législatives qui nient le droit de grief aux employés des corporations municipales et scolaires dans le cas de suspension ou de congédiement et leur enlèvent ainsi la pleine sécurité d'emploi. Il

¹ René HAMEL a signé le manifeste du Rassemblement en 1959.

accorde aux ministres de la Santé et de la Jeunesse (Éducation) le droit de contester une convention collective conclue entre une corporation scolaire ou un hôpital et ses employés, en référant cette convention à un tribunal d'arbitrage.

En ce qui concerne le droit de grève dans les autres secteurs, le projet de loi en conditionne l'exercice par la tenue d'un vote au scrutin secret et la détermination du moment précis auquel ce vote doit être pris. Enfin, le Bill 54 maintient l'interdiction du recours à la grève pendant la durée de la convention collective.

Sur chacun de ces points,¹ les centrales syndicales ont élaboré conjointement au cours des années précédentes un ensemble de revendications qui vont les amener à rejeter le projet de législation du travail du gouvernement.

Elles réclament la pleine liberté d'association pour les fonctionnaires, le droit de se syndiquer pour les professionnels, le droit de grève pour tous les employés des services publics à commencer par les employés d'hôpitaux, des corporations scolaires et municipales, et les instituteurs; elles demandent une pleine sécurité d'emploi pour toutes ces catégories, la liberté complète pour les travailleurs de décider au sein de leurs organisations des modalités de leurs votes de grève et le droit pour les syndicats de négocier le recours à la grève pendant la durée d'un contrat de travail.

Elles réclament par ailleurs une législation ouvrière qui échappe entièrement au droit civil, domaine par excellence des droits individuels, alors qu'elles voient le travail comme le domaine des droits collectifs. Les centrales syndicales voudraient, en ce sens, l'institution de tribunaux distincts du travail. Mais le Bill 54 n'a pas davantage retenu cette revendication et le mouvement ouvrier y voit une raison supplémentaire de rejeter le projet gouvernemental qu'il refuse de considérer comme un véritable Code du Travail.

Devant l'opposition unitaire des organisations ouvrières, le Gouvernement retire le Bill 54 peu après son dépôt, et annonce une nouvelle rédaction du projet de loi pour la session de l'automne 1963.

3 - Une deuxième version

[Retour à la table des matières](#)

Mais ce n'est qu'en janvier 1964 qu'une deuxième version du Bill est présentée à l'Assemblée législative, comme texte définitif.

Cette deuxième version n'apporte aucune modification majeure au projet de loi. Elle renforce plutôt certaines dispositions qui avaient été très nettement rejetées par les centrales. D'autres catégories de salariés, par exemple, se voient exclues du droit d'association syndicale. C'est le cas des travailleurs agricoles, des domestiques, mais

¹ LE TRAVAIL, vol. XXXIX, no 6, juin 1963, pp. 1 et 12; et vol. XXXIX, no 9, septembre 1963, pp. 6-7 et 13.

aussi de nouvelles professions comme les chimistes et les comptables. Par ailleurs, alors que la première version du Bill reconnaissait le droit de grève aux camionneurs, elle les en exclut désormais, les ramenant dans le groupe des employés des services publics.¹

Identifié comme un recul, le nouveau projet soulève une véritable tollé au sein du mouvement syndical. Mais le 18 février, le gouvernement fait adopter le projet en deuxième lecture alors que les centrales syndicales avaient demandé le report de son adoption.

À partir de ce moment, la mobilisation du mouvement ouvrier prend une ampleur qu'elle n'avait pas eue jusque là. La Confédération des Syndicats Nationaux prend les devants en organisant le 23 février, une assemblée extraordinaire de ses dirigeants et militants qui, au nombre de 1,500, rejettent le Bill 54 et réclament la négociation d'un nouveau texte.² Au mois d'avril, la Fédération canadienne des employés de services publics (CSN) et la Fédération Nationale des Services (CSN) organisent conjointement avec le Syndicat des fonctionnaires provinciaux une série d'assemblées régionales sur le Bill 54.³ Simultanément, la Fédération des Travailleurs du Québec se réunit les 11 et 12 avril en congrès extraordinaire. Parmi les moyens d'action adoptés, la résolution du congrès de la FTQ inclut le recours éventuel à la grève générale.⁴

4 - Une troisième version

[Retour à la table des matières](#)

La deuxième version du Bill 54 est retirée. Le 30 avril, le gouvernement présente une troisième version amendée qui, notamment, reconnaît le droit à la syndicalisation des travailleurs agricoles et des professionnels, ingénieurs, architectes, médecins et comptables. Le projet supprime également l'obligation légale du vote de grève au scrutin secret.⁵

Ces modifications marquent évidemment des gains non négligeables pour le mouvement ouvrier. Mais parce qu'elles continuent d'interdire le droit de grève aux milliers d'employés des services publics et aux instituteurs, parce qu'elles nient le droit d'affiliation aux fonctionnaires, qui sont les revendications majeures du mouvement syndical, celui-ci réaffirme son rejet catégorique du projet de loi.

¹ *Idem*, vol. XL, no 3, mars 1964, pp. 1-3.

² *Idem*, pp. 2-3.

³ LE TRAVAIL, vol. XL, no 4, p. 8.

⁴ *Idem*, vol. XL, no 5, p. 5.

⁵ HÉBERT (Gérard). « Le code du travail du Québec : Principales Orientations », *Relations Industrielles*, vol. 20, no 1, janvier 1965, Presses de l'Université Laval, pp. 52-61.

5 - Une quatrième version : la conquête du droit de grève dans les services publics

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement, cependant, a commencé à céder. Et c'est avec une quatrième version qui marque un virage complet par rapport à sa position initiale qu'il se présente à nouveau, devant l'Assemblée législative, le 9 juillet 1964.

Les employés d'hôpitaux, des commissions scolaires et des corporations municipales et les employés de tous les services publics et para-publics à l'exception des fonctionnaires, des instituteurs et des pompiers et policiers, gagnent le droit de grève. Mais dans le cas de ces groupes, le gouvernement s'est engagé à présenter une législation distincte qui définira leurs droits. ¹

En concédant le droit de grève aux employés des services publics, le gouvernement a néanmoins obligé les syndiqués de ce secteur, à déposer un avis de grève auprès du ministère du Travail, huit jours avant le déclenchement de leur arrêt de travail. Il s'est aussi gardé le pouvoir de créer une commission d'enquête et de déposer une requête en Cour Supérieure pour suspendre temporairement l'exercice du droit de grève s'il juge que la santé ou la sécurité publiques sont en danger. ²

Mais ces restrictions sont à toutes fins utiles secondaires par rapport à l'enjeu le plus déterminant qui consistait dans la conquête du droit de grève pour des dizaines de milliers de salariés des services publics.

Le mouvement syndical y enregistre une importante victoire. Le Bill 54 est adopté à l'unanimité du Parlement le 22 juillet 1964.

Pendant l'hiver et le printemps 1965, le travail d'élaboration d'une loi de la Fonction Publique se poursuit dans le cadre d'un comité conjoint gouvernement-syndicats que le gouvernement a formé à cette fin. Le travail du comité s'achève et en juillet 1965 le gouvernement présente à l'Assemblée législative le Bill 55 ou projet de « loi de la Fonction Publique ». Après des modifications apportées à la toute dernière minute de la dernière session provinciale, sous la pression des syndicats, le Bill est finalement adopté le 6 août. ³ Les fonctionnaires ne sont plus exclus du statut de « salarié » défini par le Code du Travail. Ils obtiennent le droit d'association, d'affilia-

¹ *Idem*, le Bill 54, dans sa version finale, enlève aussi aux ministres de la Santé et de l'Éducation le pouvoir de référer les conventions collectives à un tribunal d'arbitrage : LE TRAVAIL, vol. XL, no 8, août 1964, p. 4.

² *Idem*, p. 4.

³ CARDIN (Jean-Réal), « La nouvelle loi de la fonction publique du Québec », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 21, no 2, avril 1966, pp. 251-257.

tion, de négociation collective et de grève. Le droit d'affiliation est concédé à la condition que l'association des fonctionnaires s'interdise à elle-même de faire de la politique partisane et de participer au financement d'un parti politique. Le groupement d'affiliation est donc, tenu d'accepter lui-même cette condition. L'exercice du droit de grève suppose une entente préalable entre l'association des fonctionnaires et le gouvernement sur la définition des services essentiels et le moyen de les maintenir. À défaut d'entente, la Commission des Relations de Travail qui remplace l'ancienne Commission des Relations Ouvrières est appelée à trancher.

Là encore ces restrictions n'ont qu'une portée limitée par rapport au précédent historique que constitue la conquête du droit de grève par les fonctionnaires. Ceux-ci se sont taillés une place dans le mouvement ouvrier organisé et disposent désormais d'une arme puissante face à l'État-patron.

6 - Ailleurs au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Avant les années 60, au Canada, ces droits n'étaient acquis qu'en Saskatchewan, province où la conquête du pouvoir par le CCF avait résulté en une législation sociale très avancée. En 1965, seuls les mouvements ouvriers du Québec et du Manitoba ont rejoint celui de la Saskatchewan, pour ce qui est du droit d'organisation et de grève dans les services publics. La seule différence notable qui persiste avec cette province, c'est que la législation, en Saskatchewan, ne fait aucune distinction entre les travailleurs des secteurs public et privé alors qu'au Québec, notamment, certaines dispositions restreignent les droits des travailleurs dans le secteur public.¹

À eux seuls ces faits donnent la mesure des conquêtes sociales remportées par le mouvement ouvrier du Québec qui est passé, en cinq ans, d'une des législations sociales les plus répressives, semblable à celle de la Colombie-Britannique,² à l'une des législations les plus avancées du continent nord-américain.

¹ CUNNINGHAM (W.B.), « Public Employment, Collective Bargaining and the conventional. Wisdom : USA and Canada », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 21, no 3, juillet 1966, pp.. 406-435.

² Le Gouvernement créditiste du premier ministre BENNETT y a fait adopter en 1959, le Bill 43, qui instaure parmi d'autres mesures la présomption de culpabilité pour les syndicats traduits devant les tribunaux. Une autre loi, le Bill 42, interdit l'aide financière du mouvement ouvrier à un parti politique. *LE TRAVAIL*, vol. XXXIX, no 1, janvier 1963, pp. 7 et 10.

7- Unité syndicale et combativité ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

L'un des facteurs principaux qui avaient permis au mouvement ouvrier d'obtenir ces conquêtes, consistait dans la complète identité de vues des organisations ouvrières face au gouvernement, en matière de législation du travail. Même en menant leurs actions séparément, les centrales avaient les mêmes revendications et, ¹ surtout, ni l'une ni l'autre n'était disposée au compromis avec le gouvernement sur ces questions essentielles qui avait fait l'objet de tant de luttes au cours des années passées.

Mais cette unité elle-même tirait sa force et n'avait pu être victorieuse que parce qu'elle s'appuyait sur la nouvelle combativité qui animait en particulier les travailleurs du secteur public. Le 15 octobre 1963, les infirmières à l'emploi de l'Hôpital Ste-Justine avaient fait une première percée en déclenchant une grève qui allait se solder, un mois plus tard, par l'obtention de gains importants. Quelques semaines plus tard, le 25 novembre, 1,000 travailleurs membres du Syndicat des Employés d'Hôpitaux de Montréal, étaient réunis au Centre Paul Sauvé et décidaient à une forte majorité de refuser désormais l'arbitrage obligatoire. ² La Fédération Nationale des Services groupant l'ensemble des employés d'hôpitaux affiliés à la CSN, suivait, au mois de juin 64, avec son congrès annuel qui réclamait pour la première fois, l'obtention du droit de grève. ³

De leur côté les 35,000 fonctionnaires à l'emploi du gouvernement provincial, appelés à choisir entre le *Conseil Général* qui les regroupait depuis 20 ans et le *Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux du Québec*, optaient, le 30 novembre 1964, pour ce syndicat dans une majorité de 77%. Ce résultat était le point d'aboutissement d'une campagne commencée en 1961 pour la syndicalisation des employés de l'État. ⁴ Le même mouvement de syndicalisation s'amplifiait chez les 12,000 ingénieurs professionnels du Québec depuis le mois de juin 1963, date de la création du Syndicat professionnel des Ingénieurs de la Ville de Montréal. ⁵

Ces mouvements de syndicalisation, notons-le, se déroulaient au moment où le Québec était, sur un autre front, le théâtre d'un conflit de grande envergure. Depuis le 3 juin 1963, en effet, les 1,300 employés du grand quotidien *La Presse* étaient sous le coup d'un lock-out effectué par les propriétaires de l'entreprise à la suite du déclenchement d'une grève par le groupe des typographes (FTQ). Le lock-out qui frappait aussi bien les ouvriers que les employés de bureaux et les journalistes membres d'autres syndicats (CSN) était considéré par le mouvement syndical comme une

¹ En 1962, s'était formé le « Carrefour de la Fonction Publique », sorte de cartel intersyndical FTQ-CSN-CIC, en vue d'élaborer la position commune des centrales. CARDIN (Jean-Réal), « La création d'un carrefour syndical dans la fonction publique », Commentaires, *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 17, no 2, avril 1962, pp. 176-178.

² LE TRAVAIL, vol. XXXIX, no 12, décembre 1963, pp. 3 et 11.

³ *Idem*, vol. XL, no 7, juillet 1964, p. 8. Congrès de la FNS, les 4, 5, 6 juin 1964.

⁴ *Idem*, vol. XL, no 12, décembre 1964, pp. 1-4.

⁵ *Idem*, vol. XL, no 4, avril 1964, pp. 10-11.

opération de force destinée à redonner aux propriétaires le contrôle de l'information dans le journal. Le conflit allait se prolonger pendant plus de six mois et atteindre la dimension d'une lutte politique pour la défense de la liberté de presse. « Nous ne voulons pas revivre l'époque de la 'grande noirceur' », déclarait le secrétaire général de la CSN, Marcel PÉPIN, au congrès de la centrale, en septembre 1964, à propos de la situation au journal *La Presse*. La CSN, à cette occasion, décidait en collaboration avec les journalistes la publication d'un journal, « *La... Libre* », dont la parution trois fois par semaine, devait grandement aider la cause des syndiqués. Le conflit prenait fin en décembre par la victoire des journalistes qui voyaient leurs conditions de travail clarifiées et consolidées.¹

C'est à la même époque enfin qu'un autre groupe d'employés de l'État, ceux de la Régie des Alcools, engageaient leur première bataille. Organisés en un syndicat nouvellement accrédité, ces 3,200 travailleurs déclenchaient la grève le 5 décembre 1964 pour ne rentrer au travail que le 17 février forts d'une victoire qui leur accordait notamment la pleine sécurité d'emploi.²

L'élaboration de la nouvelle législation du travail s'inscrivait dans ce contexte. Elle était le résultat de la détermination nouvelle de milliers de travailleurs des services publics et para-publics à s'organiser en syndicat et à recourir, s'il le fallait, à l'arme de grève pour changer leurs conditions de travail extrêmement retardataires. Le mouvement au Québec se situait dans la montée générale des travailleurs des services publics sur tout le continent nord-américain au début et au milieu des années 60.³ Mais, peut-être, le retard accumulé ici sous le duplessisme du point de vue des conditions de travail et d'organisation dans les services publics avait-il pour effet de susciter une combativité plus grande encore, contre laquelle le gouvernement devait renoncer à se dresser, au moins temporairement. Parti de plus loin en arrière que les mouvements ouvriers d'autres provinces, le mouvement ouvrier au Québec, une fois mis en marche, ne s'était pas arrêté à exiger que le retard soit comblé, mais s'était engagé sur la voie de nouvelles conquêtes sociales fort importantes.⁴

Le mouvement ouvrier n'avait pas remporté la bataille de l'Éducation. Il venait de remporter celle du Travail. La nouvelle législation constituait un élément majeur de cette période de la révolution tranquille. Le gouvernement n'était pas l'auteur, il était plutôt simplement le co-signataire de cette législation élaborée de toutes pièces par le mouvement ouvrier.

¹ *Idem*, vol. XL, no 10, octobre 1964, p. 1 et 10-11; vol. 41, no 1, janvier 1965, pp. 5-6.

² *Idem*, vol. 41, no 1, janvier 1965, p. 3; vol. 41, no 3, mars 1965, pp. 24.

³ La première grève dans les hôpitaux canadiens, s'est produite à Terre-Neuve en 1963. D'autres grèves eurent lieu, à la même époque, dans l'Île du Prince Édouard et en Ontario. ISBESTER (Fraser), CASTLE (Sandra), « Labor Relations in Ontario Hospitals : a question of survival », *Relations Industrielles*, Presses de l'Université Laval, vol. 26, no 2, avril 1971, pp. 345-362.

⁴ Au moment où le droit de grève était conquis par les travailleurs des services publics au Québec, le gouvernement ontarien faisait adopter, en 1965, le « Hospital Labor Disputes Arbitration Act » qui imposait l'arbitrage obligatoire et interdisait la grève et le lock-out dans les hôpitaux. Cette loi faisait suite à des mouvements de grève dans les hôpitaux de différentes villes de la province. ISBESTER (Fraser), CASTLE (Sandra), *idem*, pp. 345-362.

Illustration 14 :

[Illustration 14](#) (page 278, texte original)

Le premier ministre Jean LESAGE et le président de la CSN Jean MARCHAND.
Quelque temps avant que MARCHAND adhère au Parti libéral du Canada.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre XI

RÉFORMISME GOUVERNEMENTAL OU CONQUÊTES SOCIALES ?

1 - Une interprétation de la Révolution tranquille

[Retour à la table des matières](#)

Une interprétation de la révolution tranquille aujourd'hui largement répandue veut que le gouvernement LESAGE ait été à l'initiative des grandes réformes qui ont été réalisées au Québec pendant cette période.

Celui qui a le mieux exprimé cette interprétation est sans nul doute le sociologue Gérard DION qui a consacré une somme impressionnante d'articles aux rapports du travail dans la période du duplessisme et dans celle de la révolution tranquille.

En 1969, Gérard DION traçait en ces termes une évaluation de la politique libérale des années 60 :

« La politique gouvernementale, disait-il, était non seulement favorable aux réformes préconisées par les syndicats, mais elle favorisait ouvertement l'organisation syndicale dans les secteurs relevant directement ou indirectement de son pouvoir. »

Notant que la montée en flèche de la syndicalisation était sans doute attribuable « à un certain engouement vis-à-vis du syndicalisme... », DION poursuivait :

« Mais elle (cette montée en flèche) a été rendue possible, d'une part, grâce à la libéralisation de la législation du travail et, d'autre part, grâce à l'action de l'État québécois qui a directement ou indirectement pris en charge certains secteurs et en a développé d'autres : transformation du régime scolaire, avènement de l'assurance-hospitalisation, nationalisation de l'électricité. » ¹

Le mouvement ouvrier avait donc pu, selon DION, bénéficier d'une politique gouvernementale qui non seulement en matière de législation du travail, mais dans tous les domaines, avait été résolument réformatrice.

On retrouve cette interprétation présente sous diverses formes et avec plus ou moins de nuances chez d'autres auteurs. Ainsi, le sociologue Louis-Marie TREMBLAY écrit que « La révolution tranquille a marqué les structures et les pratiques syndicales *dans la mesure où l'État s'est engagé dans le processus de socialisation.* » (s. n.) ². Le politicologue Vincent LEMIEUX note pour sa part que « ...le Parti Libéral s'est montré plus égalisateur, donc plus à gauche, que l'Union Nationale dans plusieurs secteurs : réforme électorale, réforme de l'Éducation, nouveau code du travail, sécurité sociale, etc. » ³.

Des intellectuels de gauche ont aussi repris à leur compte cette interprétation en développant la thèse selon laquelle la politique du gouvernement libéral était l'expression des intérêts d'une fraction progressiste de la bourgeoisie québécoise. ⁴

Seule une étude exhaustive de la période de la révolution tranquille permettrait de discuter à fond de cette interprétation. Mais il nous semble, à la vue des éléments que, nous avons recueillis précédemment, que sa validité scientifique est contestable.

On peut en juger au moins partiellement en considérant les trois aspects suivants : l'interventionnisme étatique, la politique à l'égard du mouvement ouvrier, la politique concernant les grandes questions démocratiques et sociales.

¹ DION (Gérard), « Les relations patronales-ouvrières sous la révolution tranquille », *Relations*, Montréal, Ed. Bellarmin, vol. 29, no 344, décembre 1969, p.334.

² TREMBLAY (Louis-Marie), « L'évolution du syndicalisme dans la révolution tranquille », *Relations Industrielles*, vol. 22, no 1, janvier 1967, p. 96.

³ LEMIEUX (Vincent), « La gauche : rétrospective et prospective (1969) » Extraits d'une communication inédite présentée à un colloque de la FTQ et du CTC sur l'action politique des syndicats, à Montréal, le 18 avril 1969, dans *Le quotidien politique vrai*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, pp. 61-62.

⁴ Nous le verrons plus loin dans l'étude de *Parti-Pris*.

2- Trois aspects de la politique gouvernementale

[Retour à la table des matières](#)

L'étatisme progressiste qu'on prête au gouvernement libéral consiste plutôt, nous l'avons vu, dans la simple coloration nationaliste d'une politique de défense et d'appui des capitaux autochtones face à l'envahissement de la concurrence étrangère. Cet étatisme d'ailleurs est une réplique assez fidèle de celle que pratiquent tous les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada au début des années 1960.

Dans son premier rapport annuel que nous avons déjà cité, le Conseil National de Productivité situait fort bien la nature des problèmes auxquels se trouvait confronté le Canada à la fin des années 50.

Le Conseil rappelait d'abord que pendant plusieurs années après la seconde guerre mondiale, les produits des divers secteurs de l'industrie canadienne avaient été l'objet d'une forte demande. Par suite d'une pénurie mondiale de nombreux articles, le Canada pouvait faire un volume considérable de commerce à des conditions favorables. Toutefois cette situation s'était depuis largement modifiée. Certains pays avaient formé de nouveaux groupes économiques, d'autres avaient obtenu leur indépendance et cherchaient à développer leur économie en améliorant leur production industrielle. Les perfectionnements technologiques appliqués à l'industrie étaient aussi venus ajouter de nouveaux éléments à la lutte pour les marchés.

Le rapport poursuivait :

« Pour tous les secteurs de l'industrie canadienne, les conséquences de ces changements ont été un accroissement de la concurrence à l'étranger. Même le marché domestique est devenu de plus en plus disputé par les producteurs de l'extérieur. » ¹

Les capitaux canadiens devaient donc chercher à améliorer leur propre situation du point de vue de la concurrence tant au pays qu'à l'étranger. Sous ce rapport l'accroissement de la productivité apparaissait comme une condition nécessaire pour les progrès futurs de l'économie canadienne. Il ne pouvait être possible que si l'on réalisait l'emploi optimum de tous les facteurs de la production. Dans le contexte d'une récession qui atteignait le Canada depuis 1957, le rapport du Conseil National de Productivité annonçait l'accentuation des mesures étatiques de soutien aux capitaux autochtones (développement régional, subventions aux entreprises) qui seront prises au cours des années 60, au plan fédéral comme dans chaque province. ²

¹ CONSEIL NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ, *op. cit.*, pp. 120-121.

² PARIZEAU (Jacques), « Évolution économique depuis 10 ans et problèmes actuels », *Relations*, Ed. Bellarmin, vol. 29, no 344, décembre 1969, pp. 331-333.

Au Québec, les initiatives du gouvernement libéral traduisaient la même politique. Mais dans cette province, l'extrême faiblesse du capital autochtone le rendait particulièrement vulnérable à l'envahissement du capital étranger. Par ailleurs, contrairement aux autres provinces, le fond de scène des problèmes de tous ordres, politique, économique, social et culturel était celui d'une nationalité opprimée. Le gouvernement pouvait donc s'appuyer sur cette situation pour donner à ces initiatives de soutien aux capitaux locaux le caractère distinctif d'une politique de libération de la nation québécoise. Mais, bien que faites à l'enseigne du « Maître chez nous », la nationalisation de l'électricité (réalisée quarante ans plus tôt en Ontario), la création de la Société Générale de Financement, ou celle du Conseil d'Orientation économique demeuraient des mesures tout à fait analogues à celles d'autres gouvernements au Canada.

En 1964, le ministre du Revenu du Québec, M. Éric KIERANS, dégageait d'ailleurs devant la Chambre de Commerce du district de Montréal, le sens et la portée véritable de la politique économique du gouvernement.

« En plus de la Société Générale de Financement, disait-il, le gouvernement considère en ce moment un système de fonds de retraite qui viendra s'ajouter au flot des investissements. Aucune de ces mesures ne devrait soulever de critiques irréfléchies de la part du monde des affaires, car nos objectifs sont les mêmes que les siens : nous voulons maintenir notre activité économique à un niveau élevé et stable. » ¹

La politique économique du gouvernement libéral n'était pas plus à « gauche » que celle de l'Union Nationale.

Mais alors que DUPLESSIS, malgré ses attaques très dures contre le mouvement ouvrier et ses prétentions autonomistes vis-à-vis du gouvernement fédéral, avait échoué à sauvegarder les intérêts du capitalisme canadien-français face à l'emprise du capital étranger, l'arrivée au pouvoir des Libéraux marquait l'inauguration de nouvelles méthodes en vue d'atteindre cet objectif.

Ces méthodes, tout comme le duplessisme, ne visaient d'aucune façon à stopper la pénétration des capitaux étrangers au Québec.

« Nous nous rendons compte, déclarait le ministre KIERANS, que lorsque le capital étranger vient s'établir au Québec, il nous fait en quelque sorte, le compliment de savoir que nous avons l'aptitude et la capacité d'utiliser ces fonds sagement et efficacement. Cet argent vient ici dans le but de rapporter; mais, par là même, il fait reculer le chômage, il met en valeur nos richesses et il nous verse des impôts. Le modeste profit qui part à l'étranger sous la forme d'intérêts ou de dividendes n'est qu'un prix bien minime en comparaison de l'accélération de notre croissance et de notre activité économique. » ²

Mais à la différence du duplessisme qui s'était plutôt limité à reconnaître ces avantages au capital étranger, le gouvernement libéral voulait aussi répondre aux

¹ KIERANS (Éric), « Le Québec au point tournant de son histoire » (causerie prononcée par le ministre du Revenu du Québec devant la Chambre de Commerce du district de Montréal, le 25 février 1964, *Relations Industrielles*. vol. 19, no 3, juillet 1964, p. 401.

² KIERANS (Éric), *idem*, p. 401.

aspirations des « entrepreneurs » québécois, d'une manière plus adaptée aux exigences nouvelles de la concurrence, en les incitant à la croissance et à la conquête de nouveaux marchés.

L'État devait appuyer, plus directement, leurs efforts en ce sens, et cela serait rendu possible notamment par la création d'une société centrale de financement mais aussi par la mobilisation des épargnes collectives transformées en capitaux d'investissement.¹

Il est difficile aussi de reconnaître à la politique du gouvernement libéral à l'égard du mouvement ouvrier cet élan réformateur et progressiste qu'on lui a attribué. Le cas le plus souvent cité, celui du « Code du Travail », tend plutôt à démontrer que le gouvernement a beaucoup plus cédé devant cette réforme gagnée par les syndicats qu'il ne l'a lui-même voulu ou initié. Les méthodes d'approches du gouvernement à l'égard des organisations ouvrières étaient cependant différentes de celles du duplessisme et ce sont elles qui ont pu créer l'image du gouvernement « favorable aux demandes des syndicats ». En 1959-60, il était devenu évident que les méthodes répressives pratiquées par le duplessisme avaient complètement échoué à enrayer la combativité du mouvement ouvrier. Elles avaient plutôt contribué au résultat opposé. L'arrivée au pouvoir des Libéraux marquait à cet égard l'inauguration de nouvelles méthodes qui, tout en continuant de rechercher la paix sociale, tentaient de l'obtenir non pas par l'attaque frontale et le musellement du mouvement ouvrier mais par la collaboration, en amenant les syndicats à s'associer aux objectifs politiques, économiques et sociaux de l'État. La relance du Conseil Supérieur du travail, le Conseil d'orientation économique sur lequel aussi les syndicats étaient appelés à être représentés, concrétisaient ces méthodes axées sur la participation. Sur ce plan aussi, la politique du gouvernement libéral emboîtait le pas aux méthodes semblables qui avaient commencé à se répandre un peu partout au Canada. Nous avons relevé l'existence des comités mixtes patrons-ouvriers dans les entreprises. Mais de la même manière, on peut citer l'exemple du gouvernement de la Nouvelle-Écosse qui au mois de mai 1962 mettait sur pied un Comité mixte patronal-ouvrier sur les problèmes des relations de travail. La création de ce Comité faisait suite aux confrontations sociales qu'avait connu la province à la fin des années 50, les plus graves dans toute la période d'après-guerre.²

L'approche fondée sur la participation n'était pas instaurée pour satisfaire aux demandes essentielles des syndicats jugées trop fortes mais pour réduire les luttes de classe de la période antérieure. De ce point de vue, lorsque devant les projets gouvernementaux de législation du travail, la CSN – fait sans précédent de son histoire – tenait en 1964 une assemblée extraordinaire de ses dirigeants et militants et que la FTQ décidait en congrès le déclenchement éventuel d'une grève générale, l'approche de la participation connaissait un test révélateur de son efficacité toute relative. Simultanément, il devenait plus évident que la volonté du gouvernement d'« approcher » les syndicats par d'autres voies que celles du duplessisme n'était pas équivalente à un engagement de sa part de réaliser le « programme » social du mouvement ouvrier.

¹ *Idem*, pp. 402-403.

² HENSON (Guy), « The Nova Scotia Labour-Management Agreements » *Relations Industrielles*, vol. 24, no 1, janvier 1969, pp. 87-128.

On peut enfin faire le même constat en ce qui a trait à la politique du gouvernement sur les grandes questions démocratiques et sociales. L'étude des deux questions majeures de l'Éducation et de la législation du travail ne renvoie pas du gouvernement libéral l'image d'un gouvernement initiateur de grandes réformes par opposition à celui de l'Union Nationale. Le gouvernement apparaît plutôt « obligé » de satisfaire certaines demandes pressantes pour rétablir l'équilibre du système. Mais sur chaque question, y compris celle de la santé, il tente de minimiser le plus possible la portée des changements sans toujours y parvenir également. Le gouvernement apparaît moins comme le conducteur que comme le frein d'une voiture en marche au volant de laquelle se trouvent d'autres forces.

Entre la réalité de la politique gouvernementale et l'image qu'en projette le gouvernement, l'écart est toutefois sensible. C'est sur cette image que paraît s'appuyer l'interprétation la plus répandue de la révolution tranquille, en s'attachant davantage à noter la somme impressionnante des réformes effectuées qu'à discuter de l'origine et du contenu de ces réformes. Mais si le gouvernement s'avère effectivement l'auteur des mesures de nationalisme économique et de participation, sa fiche de réalisation aux chapitres des aspirations démocratiques, sociales et nationales manifestées depuis longtemps ne lui confère pas la même performance ni le même rôle d'initiative.

Cela dit, l'image projetée d'une Politique, qu'elle corresponde ou non à la réalité de cette politique, a jusqu'à un certain degré, des effets réels sur le déroulement des luttes politiques et sociales. Cela nous semble particulièrement typique de la période de la révolution tranquille. Nous le verrons mieux dans les chapitres qui suivent.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre XII

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET L'ORIENTATION POLITIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER

[Retour à la table des matières](#)

La période de réformes et de conquêtes de 1960 à 1965 se déroule au moment où le mouvement ouvrier au Québec (tout comme au Canada) connaît les débats les plus importants de son histoire sur la fondation d'un troisième parti distinct des partis dominants.¹ Ces débats coïncident également avec l'ouverture de la crise des fondements de l'État au Canada au centre de laquelle se trouve la question nationale.

Ces trois facteurs – révolution tranquille, question nationale, parti du travail – ne sont pas reliés entre eux par une simple coïncidence chronologique. L'évolution politique du mouvement ouvrier sous DUPLESSIS intervient dans le type de politique que définit le Parti Libéral au pouvoir. À son tour, cette politique a un impact sur l'évolution politique du mouvement ouvrier et le processus de fondation du troisième

¹ La question a été débattue à d'autres époques mais jamais auparavant les organisations ouvrières syndicales, leurs dirigeants, leurs militants, leurs membres, n'ont été impliqués aussi étroitement dans ce débat et les initiatives qui l'entourent.

parti. Les problèmes reliés à la question nationale interviennent dans la création d'un Nouveau Parti au Canada et au Québec. La création du Nouveau Parti au Canada agit à son tour sur le développement de la question nationale. La question nationale occupe une place centrale dans les débats concernant la fondation du Nouveau Parti au Québec.

Centrée sur le processus de création d'un troisième parti au Québec, notre analyse plonge au cœur de la question nationale, parce que comme nous tenterons de le montrer les problèmes reliés à cette question au Canada ont été particulièrement mis en relief à la faveur du débat du mouvement ouvrier sur son indépendance politique.

Dans l'histoire de cette tentative, amorcée à Joliette en 1955, d'ériger sur la scène politique un parti fondé sur les « besoins des classes laborieuses », le mouvement ouvrier organisé, les syndicats, jouent le rôle déterminant. C'est leur présence ou leur absence, leur implication officielle ou leur distance vis-à-vis du projet qui décident de l'existence ou non du parti. Le mouvement ouvrier, selon ses positions, fait aussi toute la différence entre un parti créé sur papier), et une force politique réelle dotée des moyens d'agir dans la lutte politique.

Il importe, pour cette raison, de suivre à partir de 1960 l'évolution politique du mouvement ouvrier face à la politique gouvernementale. Sans intervenir comme facteur explicite dans les débats sur le nouveau parti, l'attitude face au gouvernement libéral détermine largement le déroulement de ces débats et leur issue.

1 - Les élections de 1960 : Le mouvement ouvrier n'est pas prêt

[Retour à la table des matières](#)

Engagée depuis 1958 dans la création du nouveau parti politique, la FTQ réaffirme sa position, à son 4^e congrès, en novembre 1959. Adoptée avec seulement quatre dissidences, la résolution d'action politique donne aux dirigeants de la Fédération le mandat d'intensifier le travail entrepris en organisant notamment « une vaste campagne de publicité afin de démontrer à la population la similitude d'intérêts et de besoins qui existe entre les diverses classes laborieuses. » ¹

La résolution est plus qu'un simple rappel du vote pris l'année précédente. DUPLESSIS, rappelons-le est mort en septembre 1959 et il a été depuis lors remplacé à la tête du gouvernement par Paul SAUVÉ qui a tout de suite voulu montrer de meilleures dispositions à l'endroit du mouvement ouvrier. Dans ce contexte, les observateurs de la presse se sont demandés si l'arrivée du nouveau Premier ministre ne freinerait pas l'élan vers un nouveau parti chez les délégués au congrès de la FTQ, en donnant par exemple des arguments aux opposants d'une action politique

¹ FTQ, « Résolution d'action politique », 4^e Conférence annuelle, 26-27 -28 novembre 1959, à Montréal, Fonds FTQ, Archives de la FTQ, 230/3 /2 et 3/.

indépendante.¹ Mais tel n'a pas été le cas, et les dirigeants de la Fédération, « parmi de nombreux intervenants, ont souligné que leur adhésion au projet d'un nouveau parti ne tenait pas à un homme, ni au vote de législations ouvrières plus ou moins favorables au mouvement ouvrier. C'est pour doter les classes laborieuses d'un parti démocratique contrôlé par ses membres, désignant des représentants au Parlement contrôlé par eux et faisant une politique rivee aux intérêts des classes laborieuses, que la FTQ s'est engagée dans l'action politique directe. Et de ce point de vue, rien n'a été modifié par la politique du premier ministre SAUVÉ.

La Fédération ne compte pas cependant mettre en place le nouveau parti immédiatement en considérant le fait que 1960 est au Québec une année d'élections. Le processus défini à l'échelle pan-canadienne et suivi par chaque fédération provinciale prévoit que les nouveaux partis provinciaux seront créés après le grand parti fédéral, dont la création est elle-même conditionnée par la décision finale du congrès du CTC fixé au printemps 1960. Cela n'empêcherait pas toutefois l'organisation d'une coalition des organisations ouvrières avec le PSD au Québec, en vue des élections de 1960, mais au moment où la campagne électorale de juin s'engage, cette possibilité n'a pas été retenue.

Le PSD, pour sa part, a décidé de ne pas présenter de candidats, en invoquant le fait que ni ses organisations de comté, ni son secrétariat provincial n'avaient les ressources financières pour faire connaître aux électeurs le programme du parti.² Mais il semble aussi que la crainte des retombées politiques d'une piètre performance électorale, au moment où le nouveau parti est en route, ait pesé dans cette décision. De son côté la FTQ abonde dans le même sens, préférant ne pas utiliser la participation aux élections pour promouvoir la création du nouveau parti, mais craignant plutôt de trop maigres résultats à cause du manque de préparation.

Alors que le PSD appelle à l'annulation du vote le 22 juin 1960, la FTQ, « dans l'attente du nouveau parti », déclare qu'elle « n'a rien à voir » dans ces élections et appelle ses membres à « utiliser leur bulletin de vote » selon leur conscience.³ Quant à la CSN, elle ne donne son appui officiel à ni l'un ni l'autre des partis en lice, et, après avoir comparé les programmes de l'Union Nationale et du Parti Libéral aux revendications de la centrale, elle invite ses membres à voter selon leur conscience.⁴

¹ BOURRET (Fernand), « L'action politique, le point saillant du congrès de la FTQ », *Le Devoir*, 19 novembre 1959, p. 14.

² CHARTRAND (Michel), « Le PSD continue à bâtir le parti du peuple », *Le Social-Démocrate*, vol. 4, no 1, juin 1960, p. 1.

³ FTQ, « Rapport des Officiers », 5^e Congrès, 17,18,19 novembre 1960, p. 4.

⁴ LE TRAVAIL, « Nos demandes et leurs programmes. Un vote à penser », vol. XXXVI, no 12, 10 juin 1960, pp. 1 et 3.

2 - Distance, méfiance et rapprochement

[Retour à la table des matières](#)

Il pourrait sembler à première vue que ces positions de la FTQ et de la CSN ne sont finalement qu'une réédition du « gompérisme » traditionnel. En fait, tout en aboutissant à ce résultat dans leur consigne de vote, elles témoignent néanmoins de la distance qui continue de séparer le mouvement ouvrier des partis dominants à la suite des années de la « grande noirceur ». Ainsi, malgré des promesses qui semblent coller de près à certaines revendications ouvrières, le Parti Libéral continue de susciter la plus grande méfiance. Cela est d'ailleurs plus vrai de la FTQ que de la CSN. Car, sans aucune tradition d'indépendance politique, la direction de la CSN appelle implicitement à voter pour les Libéraux en incitant ses membres à déterminer leur choix avant tout par rapport au « programme », signifiant ainsi qu'il existe une différence réelle entre le programme de l'UN et celui du PL. La FTQ indique plutôt à ses membres qu'« il n'existe aucune différence fondamentale entre les deux seuls partis en présence » et que les travailleurs sont de ce fait « dans l'impossibilité de faire un choix véritable qui corresponde à leurs intérêts collectifs ou aux aspirations profondes de l'ensemble de la population ».¹

Mais c'est surtout avec l'arrivée des Libéraux au pouvoir et l'amorce des premières réformes que l'évolution politique des organisations syndicales est significative. Si la CSN avait manifesté une certaine réserve de ton et de style à l'endroit des promesses du Parti Libéral à la veille du 22 juin 1960, sa sympathie s'est accrue, cette fois ouvertement, à peine un mois après l'élection, devant l'annonce des premières mesures gouvernementales. La direction de la centrale est particulièrement sensible à l'annonce du projet d'assurance-hospitalisation, à la promesse d'abolition du patronage, au projet de gratuité scolaire et aux « mesures législatives dans le domaine du travail qu'on nous prédit pour la prochaine session ». Elle y voit « une nouvelle étape » qui « commence bien ».²

Cinq mois plus tard, à son congrès de novembre 1960, la FTQ prend note de deux mesures législatives spécifiques qui sont venues s'ajouter aux précédentes, la résurrection du Conseil Supérieur du Travail et la création du Conseil d'orientation économique, et elle déclare que ces mesures « sont de nature à améliorer éventuellement la condition des travailleurs ». Le Conseil d'orientation économique, en particulier, lui semble « un pas dans la bonne voie ».

Toutefois, la Fédération ne trouve pas là des raisons suffisantes pour « changer un iota à son orientation politique » en faveur d'un nouveau parti. Les réformes gouvernementales, déclare le Rapport des Officiers, ne doivent pas inciter les travailleurs à abandonner leur sort « à une poignée de gens bien intentionnés sur lesquels (ils ne

¹ FTQ, « Rapport des Officiers », *op. cit.*, p. 4.

² LE TRAVAIL, « Une nouvelle étape », vol. XXXVI, no 14, 29 juillet 1960, p. 1.

peuvent) exercer aucun contrôle démocratique ». L'idéologie des « vieux partis », et « les intérêts qu'ils représentent » font que toujours ils « s'arrêtent au seuil des réformes réelles et du plein emploi ». ¹

Plutôt que de voir dans les réformes gouvernementales l'expression d'une politique subitement devenue pro-ouvrière la FTQ y décèle le genre de concessions que les travailleurs obtiennent toujours lors des années d'élections générales. Mais, d'autre part, en elle-même la défaite de l'Union Nationale témoigne d'une volonté de changement qui s'est reportée, faute d'autre choix, sur les Libéraux et qui reste prometteuse pour la création d'un parti fondé sur les besoins des masses laborieuses.

En ce sens, dans le rapport qu'ils soumettent au congrès, les délégués de la FTQ au comité provincial du nouveau parti déclarent :

« Dans le Québec, où le PSD a dû s'abstenir de participer à l'élection du 22 juin dernier, à cause de l'impréparation politique du mouvement syndical, il convient d'interpréter la victoire libérale comme découlant du désir général de la population d'obtenir un renouveau politique. Cet événement a eu pour effet d'aiguiser l'appétit de réformes de l'électorat et d'amener la désintégration presque complète de l'Union Nationale. Comme nous ne croyons pas le Parti Libéral assez démocratisé pour répondre aux aspirations du peuple, ni suffisamment libéré de ses servitudes financières pour réaliser son programme de réformes, nous prévoyons que le nouveau parti provincial constituera le véritable parti d'opposition à l'élection de 1964 et qu'il ralliera tous les éléments sains alors déçus par l'expérience libérale. » ²

3 - Les élections de 1962 : la neutralité partisane

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir laissé passer l'élection de 1960 faute d'un parti pour livrer la lutte, les dirigeants de la FTQ prévoient donc disposer de quatre années pour atteindre leur objectif politique – la mise en place du nouveau parti – puisque selon la loi électorale, les élections suivantes n'auront lieu qu'en 1964. L'échéance s'avère cependant beaucoup plus rapprochée puisque au terme de la campagne engagée par le ministre René LÉVESQUE au printemps de 1962, en faveur de la nationalisation de l'électricité, le gouvernement libéral déclenche des élections générales le 14 novembre 1962.

Ces élections dont le thème est unique ont tous les attributs du « plébiscite » puisqu'en invitant les électeurs à se prononcer pour ou contre la nationalisation de

¹ FTQ, « Rapport des Officiers », *op. cit.*, p. 1.

² FTQ, « Rapport au 5^e congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec de la Délégation de la FTQ au Comité provincial du nouveau parti », 17, 18, 19 novembre 1960. La délégation est composée de Roger PROVOST, Jean GÉRIN-LAJOIE, Philippe VAILLANCOURT, Noël PÉRUSSE et Ivan LEGAULT.

l'électricité, le gouvernement compte évidemment se tailler une majorité accrue dans l'électorat.

Il s'agit d'un test important pour les organisations syndicales. Elles ont toutes deux réclamé la nationalisation des compagnies privées d'électricité. La CSN qui porte fièrement sa tradition de non-partisanerie politique ^{*} n'hésite pas cette fois à emboîter le pas au Parti Libéral contre l'Union Nationale. Mais comme par le passé, la centrale ne formule pas une position d'appui explicite à l'un ou l'autre parti. Elle invite plutôt ses membres à voter en faveur de la nationalisation de l'électricité, les laissant choisir le parti qui s'engage à réaliser cette réforme! Ce n'est qu'au lendemain de l'élection que le président de la CSN, Jean MARCHAND, donnera explicitement la position de la centrale en déclarant qu'elle « a manifesté clairement sa préférence pour le Parti Libéral lors des dernières élections. » ¹

Mais même là, pour convaincre de sa non-partisanerie, ce n'est pas le Parti Libéral, mais le ministre René LÉVESQUE, auteur et parrain du projet, que la CSN félicitera (avec manchette : « BRAVO, RENÉ LÉVESQUE! » et photo du ministre en première page du Travail). « Au-dessus de toute considération partisane, ... pour le magnifique travail d'éducation politique qu'il a accompli et pour la confiance qu'il a toujours manifestée au peuple du Québec. » ² La volonté d'effacer toute trace de partisanerie ressortira encore mieux dans le numéro suivant du journal *Le Travail*, alors que la manchette « BRAVO, JEAN-JACQUES BERTRAND » et la photo du député de l'Union Nationale en première page, accompagneront une déclaration du président MARCHAND félicitant l'homme politique pour sa volonté de lutter ferme en faveur du renouvellement de son parti. ³

Toutes ces précautions ne, parviennent guère à dissimuler le rapprochement évident de la CSN avec le Parti et le gouvernement libéral ⁴. En quatre années, l'évolution a été très nette, puisque, rappelons-le, en 1959, après 10 années de lutte contre les attaques du régime DUPLESSIS entérinées au Conseil législatif par la majorité libérale, la centrale en était venue à décider de s'associer aux pourparlers en vue de la création d'un troisième parti. Ce processus n'était pas achevé et l'on ne pouvait pas penser que la CSN avait définitivement choisi de rompre avec les partis dominants et de s'engager dans l'action politique indépendante, mais la conjoncture politique, économique et sociale était parvenue à ébranler ses traditions politiques. L'idée d'un parti distinct au service des intérêts du Travail avait progressé dans ses rangs et au sein de sa direction d'alors. Mais avec l'arrivée de Jean MARCHAND, très proche des Libéraux, à la présidence de la CSN, et suite au changement de gouvernement survenu en 1960, l'orientation amorcée antérieurement allait rapidement être révisée.

* Expression consacrée tirée de l'américain « non partisanship » qui désigne la politique de neutralité officielle de centrales syndicales vis-à-vis des partis politiques.

¹ MARCHAND (Jean), « la CSN collaborera... dans la liberté », LE TRAVAIL, vol. XXXVIII, no 10, novembre 1962, pp. 1 et 3.

² LE TRAVAIL, « Grand vainqueur, le 14 BRAVO RENÉ LÉVESQUE! », vol. XXXVIII, no 10, novembre 1962, pp. 1.

³ LE TRAVAIL, « BRAVO, JEAN-JACQUES BERTRAND! », vol. XXX VIII, no 11, décembre 1962.

⁴ Dans le cadre de sa politique de neutralité, la très nette sympathie que manifeste la CSN à l'endroit du Parti Libéral provincial n'est pas aussi évidente à l'endroit du Nouveau Parti Démocratique sur la scène fédérale, aux élections du 18 juin 1962 et du 8 avril 1963. Se consacrant à la dénonciation du Parti du Crédit Social, la centrale insiste beaucoup sur le fait qu'elle n'appuie aucun des partis politiques en lice. LE TRAVAIL, vol. XXXVIII, no 6, juin 1962, pp. 1, 8 et 9 et vol. XXXIX, no 3, mars 1963, pp. 1 et 6-10.

Les réformes, la politique de participation, surtout la nationalisation de l'électricité, allaient fournir à la nouvelle direction de la CSN cette assurance, cette confiance dans l'option politique traditionnelle de la centrale en faveur du choix de l'un ou l'autre parti existant selon les questions en jeu.

En 1962, tout comme la CSN, la FTQ adhère pleinement au projet de nationalisation de l'électricité. Mais sa position est beaucoup moins confortable. Le projet de nouveau parti n'étant pas achevé, la Fédération n'est guère en mesure de traduire son opposition au Parti Libéral par une alternative organisée sur toutes les questions qui font l'objet des revendications des travailleurs syndiqués ou non-syndiqués et qui ne sont pas débattues dans la campagne électorale. Elle est en quelque sorte forcée d'accepter la campagne électorale dans les termes dictés par le parti au pouvoir. Et cette position n'autorise pas davantage, à ses yeux, la critique du contenu que le Parti Libéral donne à la nationalisation de l'électricité – le paiement aux compagnies du prix de cette ressource naturelle – puisque sans pouvoir s'effectuer dans le cadre d'une alternative organisée au régime, il semble à la direction de la FTQ que cette critique ferait le jeu des opposants à la nationalisation.

Dans cette situation, théoriquement opposée au Parti Libéral, mais pratiquement à sa remorque, la FTQ en arrive à l'appuyer dans des termes à peu près identiques à ceux de la CSN. Ce n'est pas le parti qu'elle appuie explicitement, mais la nationalisation de l'électricité. Et ce n'est qu'après les élections que sa direction expliquera que l'appel au vote en faveur de la nationalisation équivalait, « en somme » à une recommandation de voter « pour le parti libéral ». ¹

L'appui au Parti Libéral se veut limité au cas exceptionnel des élections de 1962 et à la question spécifique de l'électricité. La FTQ continue parallèlement d'affirmer sa position politique officielle en faveur d'un parti distinct pour les travailleurs, les agriculteurs, les petites gens au Québec. Mais chose certaine, cette « exception » de 1962 ne contribue pas à renforcer la clarté de l'objectif; elle n'est pas de nature à convaincre encore mieux les militants, les membres et d'autres couches inorganisées que seul un nouveau parti serait capable de satisfaire leurs aspirations, ce à quoi pourtant la Fédération veut les rallier. La FTQ donne l'impression de pratiquer le va-et-vient entre le NPD au Canada et le Parti Libéral au Québec, impression qui ressort particulièrement de l'appel qu'elle adresse aux « travailleurs du Québec » en vue des élections fédérales du 8 avril 1963 :

« À l'occasion du scrutin fédéral du 18 juin dernier, dit le texte, nous vous avons demandé de voter pour les candidats du Nouveau Parti Démocratique. À l'élection provinciale du 14 novembre dernier, nous vous avons recommandé de voter en faveur de la nationalisation de l'électricité, c'est-à-dire, en somme, pour le Parti Libéral. En prévision du scrutin fédéral du 8 avril prochain, nous vous prions de nouveau de voter pour les candidats du NPD. » ²

Sans qu'on puisse parler d'un rapprochement avec le Parti et le gouvernement libéral comparable à celui de la CSN, la position de la FTQ est désormais moins tranchée, si on la compare, par exemple, à celle de 1960 où elle rejetait aussi bien le

¹ FTQ, « Un appel aux travailleurs du Québec », document ronéotypé, non daté, précédant les élections fédérales du 8 avril 1963.

² FTQ, « Un appel aux travailleurs du Québec », *idem*, p. 1.

Parti Libéral et ses promesses que l'Union Nationale, en mettant en relief l'identité fondamentale des deux partis.

4 - L'appui de la CSN et de la FTQ : une victoire du Parti libéral

[Retour à la table des matières](#)

Pour Jean LESAGE et le Parti Libéral qui ont sans cesse combattu depuis 1955 pour dissuader le mouvement ouvrier de s'organiser en parti indépendant, la nationalisation de l'électricité a fait plus que bien des discours. Elle leur vaut des gains appréciables, beaucoup plus nets que ceux d'autres réformes, dans la mesure où elle ramène le mouvement ouvrier au bercail. Bien sûr, la CSN ne s'en était jamais tellement éloignée, la FTQ n'est revenue qu'à distance, mais aller chercher un appui des *deux* centrales syndicales dans une élection, c'est pour un parti dominant une performance non négligeable.

Le projet de création du nouveau parti, dans lequel la FTQ se trouve seule engagée avec le PSD, n'est pas annulé pour autant, mais on peut constater que la politique libérale pèse sur son développement. Le seul fait que la CSN, se rapprochant du Parti Libéral, garde finalement ses distances vis-à-vis des travaux préparatoires au nouveau parti auxquels elle ne participe pas, est significatif à cet égard. L'action politique unitaire du mouvement ouvrier qui avait connu une remontée certaine sous DUPLESSIS faiblit au moment où les Libéraux se gagnent par leur politique de très fortes sympathies dans l'une et l'autre organisation.

5 - L'ère de la planification démocratique

[Retour à la table des matières](#)

Au centre de la politique libérale du début des années 60, le discours sur la planification démocratique a, lui aussi, un impact quasiment foudroyant sur les centrales syndicales. Parmi d'autres réformes, la simple création du Conseil d'orientation économique fait figure d'une véritable révolution du système : après avoir si souvent dénoncé l'anarchie économique du « laisser-faire » capitaliste, les centrales croient enfin trouver dans le Conseil d'orientation la réponse à leurs aspirations. Évidemment il faudra que le Conseil se mette au travail et que son travail soit suivi de législations, mais son existence même soulève énormément d'enthousiasme. Les directions syndicales voient là le commencement de l'ère de la planification démocratique. Qu'un gouvernement, pour la première fois dans l'histoire, tienne ouvertement le langage de

la planification incitative, elles le considèrent comme un bond en avant extrêmement positif et ce fait à lui seul invite les centrales à la collaboration avec les autres « agents économiques » et l'État.

Dans son mémoire sur le chômage, qu'elle a présenté au gouvernement en juin 1958, la FTQ a vanté les mérites de la planification économique démocratique. Elle y est revenue dans son journal, *Le Monde Ouvrier*, qui consacre à la planification une série d'articles du mois de janvier au mois de septembre 1960. À nouveau, dans un mémoire présenté au gouvernement en février 1962, elle plaide la même cause.¹ La CSN défend les mêmes positions peut-être avec encore plus de conviction et d'éclat. Elle se déclare officiellement favorable à la planification économique et démocratique à son congrès de 1962.² Cette position est réaffirmée dans les congrès suivants. En 1963 et 1964, le journal *Le Travail* consacre nombre d'articles à la question. En juillet 1964 un cahier spécial de 8 pages est publié sous le titre « Comment la planification pourra être démocratique ».³

Exception faite des études qu'entreprend le Conseil d'orientation économique, la planification gouvernementale s'avère toutefois plus une référence idéale, un objectif proclamé qu'une réalisation s'incarnant dans de profondes réformes économiques. Elle tient dans le discours politique beaucoup plus que dans les transformations que souhaitent y trouver les centrales syndicales. Mais le discours lui-même aussi bien que le modèle des expériences européennes telles celles de la France ou de la Suède, contribuent dans une certaine mesure à redonner aux directions syndicales la confiance dans le régime économique et sa capacité d'auto-transformation. Cela s'ajoute aux effets d'autres réformes sur l'orientation politique des centrales ouvrières.

6- Adapter les structures syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Mais l'orientation de la vie syndicale elle-même subit aussi l'influence du discours de la planification. À la CSN, le phénomène est nettement plus sensible qu'à la FTQ. Nous voulons l'illustrer par quelques exemples afin de compléter notre étude du contexte dans lequel se mène le débat sur le nouveau parti que nous analyserons ensuite.

La CSN adhère avec d'autant plus de conviction à la planification démocratique qu'elle y reconnaît la forme moderne de son idéologie traditionnelle inspirée de la doctrine sociale de l'Église catholique. Le but de cette planification c'est en effet d'humaniser ou d'harmoniser le système économique et les rapports sociaux depuis le milieu de travail jusqu'au sommet de l'État. Sous la responsabilité de ce dernier, les

¹ TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 191.

² LE TRAVAIL, « La CSN : une puissance politique », vol. XXXVM, no 9, 29 octobre 1962, pp. 1 et 3.

³ LE TRAVAIL, vol. XL, no 7, juillet 1964.

grands agents économiques du Capital et du Travail sont appelés à collaborer par l'intermédiaire de corps représentatifs et de façon institutionnalisée, à la définition des objectifs économiques, sociaux et politiques généraux. Cette institutionnalisation de la collaboration entre partenaires égaux doit assurer la représentation des différents pôles d'intérêts et faire de l'État le véritable représentant du bien commun. Elle doit permettre de réduire les tensions et les conflits sociaux qui viennent de la prédominance trop exclusive de certains intérêts auprès de l'État. La planification commence avec les comités d'entreprise, elle se développe en conseils régionaux, elle s'achève en un Conseil économique et social central qui est l'émanation démocratique auprès de l'État des autres niveaux de représentation.

Depuis ses origines la CSN a toujours combattu pour le même idéal. Selon les époques, les formes et le vocabulaire ont varié. On n'a pas toujours parlé de Plan et de Conseil économique et social. Mais c'est le même objectif qui était recherché par le « corporatisme » des années 30 et 40, puis par la « co-gestion », la « participation », la « démocratie organique » des périodes ultérieures.¹

Gérard DION a souligné la continuité de cette idéologie sous différents vocables. Traitant de l'enseignement social de l'Église catholique, en ce qui concerne la réforme des institutions et l'organisation d'une économie humaine, il écrit :

« Les catholiques américains le présentaient (cet enseignement) sous le nom de Industry Council Plan, alors que chez nous on parlait de 'corporatisme', 'organisation corporative'. Et récemment, avec raison, on écarte ces appellations équivoques pour utiliser 'démocratie organique' ». ²

Le corporatisme ne tenait pas suffisamment compte du caractère distinct des intérêts en présence dans la société. Mais dans une forme qui respecte mieux l'autonomie et l'égalité des corps représentatifs de ces intérêts, la planification démocratique ou la « démocratie organique », vise tout comme le corporatisme social catholique à humaniser les rapports sociaux.

Cette idéologie, à la CSN, a incontestablement subi un recul pendant les années 50 du fait de l'évidente collusion de l'État et du patronat contre le mouvement ouvrier. Mais elle revient en force au début des années 60, « dans un langage et sous une forme adaptée aux circonstances actuelles ». ³

Dans le cadre de la planification démocratique, la direction de la centrale commence à promouvoir la tenue de grandes négociations au sommet de l'industrie. Les « rencontres systématiques » patronales-syndicales à l'échelon de l'industrie et de l'économie globale, permettraient, explique-t-elle, que les « pourparlers tiennent vraiment compte de la situation économique générale du pays », ce que ne permettent pas des négociations au niveau de l'entreprise. ⁴ Elle note que la délégation canadienne

¹ L'« autogestion » des années 70 est la forme la plus récente de cette recherche de l'humanisation de la production par la CSN. Voir le Rapport Moral intitulé « Vivre à notre goût » du président Marcel PÉPIN au congrès de 1974.

² DION (Gérard), « La démocratie organique et l'encyclique Mater et Magistra », *Relations Industrielles*, vol. 16, no 4, octobre 1961, p. 460.

³ TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 54.

⁴ MARCHAND (Jean), « Il faut sortir de l'anarchie actuelle », vol XXXIX, no 4, avril 1963, p. 9.

qui a été envoyée en Europe, pendant l'été 62, à l'initiative du Conseil National de Productivité, « a été frappée par l'efficacité des organismes de collaboration qui ont été mis sur pied par les employeurs et les syndicats ouvriers européens ». ¹ La direction de la centrale est particulièrement attirée par le modèle suédois dont elle vante l'absence de grèves importantes depuis 1945 à cause de l'organisation syndicale et patronale... très forte », et la « bonne foi » des négociations qui se déroulent « le plus souvent à l'échelle nationale dans chaque industrie » et « dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée ». ²

C'est cette philosophie qui inspire au président de la CSN, Jean MARCHAND, son appel en faveur d'une organisation du patronat au niveau national. M. MARCHAND, qui dès 1960 a été nommé par le gouvernement LESAGE au Conseil d'orientation économique du Québec, ³ puis élu président du Conseil Supérieur du Travail en juin 1962, ⁴ déplore que le patronat qui dispose de plusieurs organisations n'en ait aucune qui soit dotée d'un mandat général de représentation. Il lui paraît urgent que cette situation soit corrigée pour renforcer la « coopération tripartite (État-ouvriers-patrons) ». ⁵

Mais dans la même perspective, il faut aussi que les syndicats se dotent de structures qui leur permettent d'assumer la négociation patronale-syndicale au sommet. La « réforme des services » que la direction de la CSN fait adopter au congrès spécial de 1961 et au congrès de 1962, s'inscrit tout à fait dans cette logique de la planification démocratique. La réforme centralise les structures en remettant certains des pouvoirs des Conseils Centraux et des Fédérations, qui sont tous deux des organismes autonomes, à des Bureaux Régionaux relevant directement de la centrale. Ces Bureaux ont notamment pour fonctions de diriger le personnel de la centrale posté dans les régions qui était auparavant sous l'autorité des Conseils Centraux et de fournir les principaux services d'organisation et d'éducation, de même que certains services de négociation et d'application de la convention collective qui relevaient entièrement des Fédérations. Aux fins de la réforme, la province a été divisée en six grandes régions économiques qui sont coiffées chacune par un bureau régional. ⁶

La relation étroite qui existe entre la centralisation des structures et la volonté des dirigeants de la CSN d'adapter le syndicalisme aux futurs organes de planification, a été très clairement exposée par le sociologue Mathieu VAILLANCOURT. Il écrit :

« L'ère de la socialisation qui a débuté au Québec avec l'avènement du gouvernement libéral au pouvoir depuis 1960, s'est accompagnée de changements profonds à la CSN...

« ... devant ce rôle de participation et de contrôle que les syndicats sont appelés à jouer dans tous les domaines, les représentants ouvriers doivent disposer d'une autorité suffisante pour participer aux discussions et aux prises de décisions de portée générale en liant leurs membres, par leurs engagements, afin de mettre en œuvre au niveau communautaire les politiques adoptées. Cette nécessité pour la CSN s'est donc traduite par une centralisation du

¹ *Idem.*

² LE TRAVAIL, « Peut-on bannir la grève? », vol. XXXIX, no 5, mai 1963, p. 1.

³ LE TRAVAIL, vol. XXXVI, no 17, 9 septembre 1960, p. 1.

⁴ LE TRAVAIL, vol. XXXVIII, no 6, juin 1962, p. 2.

⁵ MARCHAND (Jean), « Il est urgent que le patronat s'organise au niveau national », *Le Travail*, vol. XXXIX, no 2, février 1963, p. 13.

⁶ *Idem*, « La CSN met sur pied six bureaux régionaux », vol. XXXVIII, no 9, 29 octobre 1962, p. 3.

pouvoir vers le haut qui lui permettra d'être représentative de ses membres et d'exercer sur eux un contrôle réel dans un tel contexte. » ¹

Combattue par les Conseils Centraux et les Fédérations, la réforme s'avérera finalement un échec et les Bureaux Régionaux seront dissous avant d'avoir pu réellement exister. Mais cette réforme illustre néanmoins le contenu précis que la direction de la CSN entendait donner à l'orientation fondamentale de la centrale, au début des années 60. Conçue comme une conséquence logique des idéaux défendus par le mouvement, la réforme marquait en même temps une nette adaptation à la politique gouvernementale.

7 - Servir la planification par l'action politique

[Retour à la table des matières](#)

Les mêmes influences reliées aux objectifs de la planification démocratique et observables au niveau des structures peuvent être perçues en ce qui a trait à l'action politique. En 1959, nous l'avons vu, la CSN, dans une autre conjoncture, a accordé la pleine liberté d'action politique à ses organismes affiliés. Elle a cependant maintenu pour la centrale comme telle de très fortes restrictions en matière d'action politique. Au congrès de 1962, qui précède d'un mois les élections pour la nationalisation de l'électricité, la direction fait adopter un amendement à la Constitution qui accorde au Bureau Confédéral le droit de prendre toute position en faveur ou contre un parti ou de proclamer sa neutralité. ² La centrale se dote par ailleurs d'un Comité Central d'action politique. En regard des principes traditionnels qui ont toujours affirmé qu'en matière de politique le champ du syndicalisme était celui de l'éducation et non pas de l'action directe, la création du Comité Central d'action politique est interprétée comme l'expression d'une radicalisation et d'une politisation nouvelles. Mais il est significatif que la structure du nouveau Comité soit calquée sur celle adoptée dans le cadre de la réforme des services. Désigné par le Bureau Confédéral, le Comité est composé de 9 membres, dont 3 de la direction centrale de la CSN et 6 représentants des nouvelles Régions. ³

¹ VAILLANCOURT (Mathieu), « La distribution des pouvoirs à la Confédération des Syndicats Nationaux », *Relations Industrielles*, vol. 23, no 1, janvier 1968, pp. 38 et 41.

² Cet amendement ne vise pas seulement à faire entériner par le congrès la position prise contre le parti créditiste en juin 1962. La Constitution accordait déjà à la direction de la Centrale le droit de répliquer aux attaques de partis politiques pendant les campagnes électorales. L'action et le programme créditiste étaient considérés en eux-mêmes comme une attaque au syndicalisme. L'amendement d'octobre 1962 donne au Bureau Confédéral la possibilité d'appuyer la nationalisation de l'électricité et le Parti Libéral, et aussi éventuellement, de prendre toute position, sans qu'il doive s'agir d'une réplique à des attaques.

³ LE TRAVAIL, vol. 38, nos 9 et 11, 29 octobre et décembre 1962, p. 3 et p. 2. Le congrès de 1962 a lieu du 14 au 18 octobre, à Montréal.

Les dirigeants de la CSN veulent ainsi assurer à la Centrale une représentation politique nationale et régionale analogue à celle qu'ils recherchent sur le plan syndical. Et comme le note le professeur Gilles BEAUSOLEIL, dans un article consacré aux résolutions d'action politique du congrès de 1962 :

« L'objectif immédiat de l'action politique du syndicalisme à la CSN consiste dans l'établissement d'organismes de planification dans le cadre de l'économie canadienne. »¹

Par ailleurs, si elle fait simultanément écho à la montée de la conscience politique des travailleurs dans la centrale, la création du Comité Central et des Comités régionaux d'action politique encadre cette politisation dans les limites qui demeurent celles de la non-partisanerie et de l'action éducative. Comme plusieurs auteurs l'ont souligné, les « CAP » visent à éclairer les travailleurs sur les options politiques qui leur sont offertes, en particulier au moment des élections.

Sans relation organique avec aucun parti politique, ils visent à aider les travailleurs à exercer leur droit de vote de façon rationnelle. Les CAP tentent également de guider le vote ouvrier en mettant en relief les positions qui, dans les programmes des partis, sont les plus proches ou les plus éloignées des revendications syndicales. Es cherchent enfin à sensibiliser l'opinion publique et les hommes politiques à ces revendications afin de les influencer par la pression exercée sur eux.² Il est frappant, à cet égard, de constater la proximité des vues des dirigeants de la CSN avec celles du fondateur des premiers comités d'action politique aux États-Unis, Sydney HILLMAN du CIO, en 1944. Dans son livre sur le mouvement ouvrier canadien, Jean-Pierre DESPRÉS a cité une déclaration officielle de HILLMAN qu'il vaut la peine de reprendre ici :

« Le comité d'action politique n'est pas une organisation partisane... Son but est d'assurer l'union des travailleurs, des fermiers et de tous les groupements progressifs appuyant un programme positif et de supporter les candidats qui, quelque soit leur parti, appuient ce programme.

« Nous ne sommes pas intéressés dans la formation d'un troisième parti car un troisième parti diviserait les forces du progrès au lieu de les unir. Nous ne sommes pas l'apanage d'aucun parti politique et nous n'avons pas l'ambition de contrôler aucun parti. Comme toute organisation préoccupée des affaires publiques, nous cherchons à influencer les idées, le programme et le choix des candidats des deux partis. Et ce genre d'activité est conforme à la tradition du système des deux partis. »³

¹ BEAUSOLEIL (Gilles), « Le congrès 1962 de la CSN : l'action politique » (Commentaires), *Relations Industrielles*, vol. 18, no 1, janvier 1963, p. 82.

² TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 58 et BÉLANGER (Paul) et al., *La rivalité intersyndicale au Québec*, Rapport présenté à l'Équipe Spécialisée en Relations de Travail, Projet No 21, Québec, Université Laval, 1968, Document ronéotypé, p. 89. BÉLANGER souligne que le mandat des Comités d'action politique relève « presque de la philosophie de GOMPERS ».

³ *The New York Times*, 29 août 1944. Citation de Sidney HILLMAN lors de son témoignage devant le comité spécial d'enquête de la Chambre des Représentants sur les fonds électoraux, dans DESPRÉS (Jean-Pierre), *op. cit.*, pp. 89-90.

Ces propos montrent que pour les dirigeants du CIO, la création de comités d'action politique ne se situait pas comme une étape dans une évolution vers une action sortant des frontières du système traditionnel des deux partis, mais qu'elle était au contraire une initiative opposée au troisième parti, destinée à éviter sa création. Il est tout aussi frappant de constater que c'est au moment où la FTQ est engagée dans la création d'un troisième parti au Québec que la CSN s'engage, elle, dans la création de Comités d'action politique, deux processus qui pourraient sembler complémentaires mais qui en fait s'inspirent d'une orientation politique contraire.

C'est ce dont témoignent, d'ailleurs, les recommandations mêmes du Comité des résolutions au congrès d'octobre 1962 de la CSN. Après avoir recommandé la création du Comité Central d'action politique proposée par la direction de la centrale, le Comité recommande de renvoyer pour « étude » la proposition du Conseil Central des Syndicats Nationaux de Montréal en faveur de l'affiliation de la centrale au Nouveau Parti Démocratique. Le Comité substitue à la proposition du CCSNM une nouvelle proposition dont le texte, soumis aux délégués, ne fait plus mention de l'affiliation au NPD mais proclame entre autres, l'appui de la CSN... « à la planification économique démocratique sous la responsabilité de l'État, avec la collaboration des intéressés, ces derniers s'exprimant par l'intermédiaire d'organismes appropriés ».¹

8 - Pression gouvernementale et rivalités intersyndicales

[Retour à la table des matières](#)

La politique libérale, la montée du nationalisme se répercutent aussi, au début des années 60, sur les relations intersyndicales. Le rapprochement des centrales qui s'était constamment développé du fait des luttes ouvrières face à la répression duplessiste et à la faveur aussi des pourparlers d'unification depuis 1955, connaît un sérieux fléchissement à partir de 1960.

D'une part, le projet d'affiliation de la CSN au CTC est définitivement abandonné. Le Comité d'unité des deux organisations tient sa dernière réunion en 1961. La décision n'est pas prise officiellement de le dissoudre mais l'arrêt complet de ses activités engendre progressivement sa disparition.²

Le gel des rapports CSN-CTC est d'autre part lui-même relié à une progression spectaculaire de la rivalité et du maraudage entre la CSN et la FTQ. Les cas de

¹ *Relations Industrielles*, « La Confédération des Syndicats Nationaux et l'action politique », Informations, vol. 17, no 4, octobre 1962, pp. 495-499. La résolution soumise stipule en outre que la CSN « accepte le degré de socialisation et les nationalisations nécessaires, notamment dans les domaines des services publics et des richesses naturelles... » et qu'elle « prenne tous les moyens à sa disposition en vue de contribuer à instaurer... une démocratie politique, une démocratie économique et une démocratie sociale », p. 499.

² *Relations Industrielles*, « Relations Intersyndicales : CSN-FTQ-CEQ », vol. 23, no 2, avril 1968, Presses de l'Université Laval, pp. 361-367.

maraudage se multiplient pour atteindre en 1964-65 un chiffre record : 11,287 travailleurs sont impliqués cette année-là dans un changement d'allégeance.¹ Sur ce nombre, la CSN enregistre nettement les plus forts gains puisque 10,000 travailleurs passent dans ses rangs.

Comme nous l'avons vu, il est difficile d'établir l'origine de l'arrêt de pourparlers d'unification. Le CTC semble avoir posé certaines objections au statut d'union nationale qui devait être celui de la CSN. La CSN, de son côté, aurait réclamé de conserver au sein du CTC toutes ses anciennes prérogatives. Mais les auteurs s'entendent pour attribuer à la nouvelle politique expansionniste-nationaliste de la CSN l'origine du maraudage et de la rivalité intersyndicale dans les années 60. Louis-Marie TREMBLAY souligne par exemple que la « trêve » intersyndicale des années 50 « fut très tôt rompue par la CSN qui, profitant de son élan du début de la révolution tranquille, adoptait une politique expansionniste de ses effectifs. »² Dans son étude très documentée sur la rivalité intersyndicale, le sociologue Paul BÉLANGER constate que c'est la CSN qui maraude le CTC – c'est-à-dire ses unions nationales ou internationales affiliées ou non à la FTQ – tandis que le CTC réplique peu à la CSN, préférant diriger ses attaques contre les syndicats locaux indépendants (non affiliés).³

Avec l'arrivée de Jean Marchand à la présidence de la CSN en mars 1961, l'orientation nationaliste de la centrale est beaucoup plus marquée qu'antérieurement. Cette politique correspond très étroitement à la politique du « Maître chez nous » projetée par le gouvernement libéral. Il s'agit pour la CSN de doter le monde du travail d'un syndicalisme national fort, exactement comme il s'agit pour elle de doter la province d'un État du Québec fort, les deux se faisant promoteurs d'une conception originale et distincte des rapports sociaux fondés sur la concertation et la planification démocratiques. Mais face à la conception « bureaucratique » et « dominatrice » du syndicalisme international, c'est-à-dire américain, la CSN entend bien faire profiter les travailleurs de tout le Canada de son modèle d'organisation « indépendante » et « démocratique ».

C'est pourquoi, comme l'explique son président, elle « veut, suivant la formule la plus appropriée et la plus efficace, étendre ses cadres aux dimensions du Canada ».

« Elle croit fermement que les travailleurs canadiens désirent une organisation syndicale authentiquement canadienne qui collaborera loyalement avec les autres centrales nationales et internationales. »⁴

Cette orientation est poussée très loin. Elle amène *Le Travail*, par exemple, à proclamer en manchettes sur cinq colonnes : « Le syndicalisme canadien doit briser ses liens avec les centrales américaines ». ⁵ Il y a même une certaine euphorie chez les dirigeants de la centrale à constater ses gains sur les unions nationales et internationales. En 1964, le conseiller technique Pierre VADEBONCOEUR écrit que

¹ BÉLANGER (Paul) et al., *op. cit.*, p. 168.

² TREMBLAY (Louis-Marie), *op. cit.*, p. 156.

³ BÉLANGER (Paul) et al., *op. cit.*, p. 180.

⁴ MARCHAND (Jean), « La CSN a quarante ans » (Commentaires), *Relations Industrielles*, vol. 16, no 4, octobre 1961, p. 473.

⁵ LE TRAVAIL, « Le syndicalisme doit briser ses liens avec les centrales américaines », vol. XL, no 2, février 1964, p. 1.

« Les travailleurs, de plus en plus, fuient les unions internationales... ». Il y voit une véritable « hémorragie » que rien ne pourra « endiguer ». ¹ En janvier 1965, la CSN célèbre la « délivrance attendue depuis si longtemps » des 5,000 travailleurs du transport qui étaient « enrégimentés » dans une union affiliée au CTC depuis une vingtaine d'années. ²

Il importe de rappeler que la distance qui sépare les centrales syndicales dans la concurrence pour le recrutement des travailleurs n'empêche pas celles-ci de faire front commun face au gouvernement contre le Bill 54 et pour le droit de syndicalisation, d'affiliation et de grève des travailleurs du secteur public. Mais cette lutte commune en 1964-65 est déjà annonciatrice d'une nouvelle période qui voit tomber une bonne part des espoirs mis dans le gouvernement libéral.

Jusqu'en 1964, le rapprochement des directions ouvrières, surtout celle de la CSN, avec le gouvernement, se traduit par un recul de l'unité entre les centrales syndicales. À la direction du mouvement ouvrier se renforce pendant un moment la conviction de pouvoir obtenir par de bonnes relations avec le gouvernement libéral « réformateur », ce qui ne sera obtenu finalement que par une opposition unitaire au Bill 54.

Mais cette période de reflux de l'unité, 1960-1964, correspond à la période durant laquelle se joue le sort du « troisième parti » au Québec.

¹ VADEBONCOEUR (Pierre), « Mécontentement et révolte », LE TRAVAIL, vol. XL, no 5. mai 1964, p. 14.

² LE TRAVAIL, vol. 41, no 1, janvier 1965, p. 1. Les travailleurs à l'emploi de la Compagnie de Transport Provincial et de la Commission de Transport de Montréal.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre XIII

VERS LA FONDATION D'UN TROISIÈME PARTI AU QUÉBEC

1 - La création du « Nouveau parti » au Canada

[Retour à la table des matières](#)

C'est le 27 avril 1960 qu'a été prise au Canada la décision définitive de créer un nouveau parti politique pan-canadien fondé sur les classes laborieuses. Ce jour-là, les 1,700 délégués réunis aux assises biennales du Congrès du Travail du Canada, à Montréal, décidaient en effet à une très forte majorité (il y eut moins d'une centaine d'opposants), la convocation de concert avec le CCF-PSD du congrès de fondation du nouveau parti.

Cette décision faisait suite à deux années de travail préparatoire au cours desquelles la grande centrale syndicale canadienne s'était employée à multiplier les colloques, les conférences, les séminaires, à publier d'un bout à l'autre du pays des brochures, destinés à convaincre le plus largement du bien-fondé du projet élaboré à Winnipeg. La direction du CTC ne s'était pas simplement limitée à « enquêter » auprès des membres sur leurs options politiques et leur appui éventuel à la fondation d'un nouveau parti; elle avait pris elle-même une position claire et s'était efforcée de

l'expliquer et de la défendre auprès des travailleurs. Contre les prédictions d'opposants qui avaient prétendu que les travailleurs n'étaient pas « prêts » à faire de l'action politique directe par l'instrument d'un parti, la direction détenait désormais l'assurance du contraire. L'« enthousiasme délirant » qui accompagna le vote de Montréal était pour elle le témoignage de ce qu'au Canada, la décision de créer un nouveau parti recevait un écho très favorable chez les travailleurs organisés. ¹

L'appui du mouvement ouvrier canadien et de chacune de ses fédérations syndicales provinciales était le facteur décisif dans la mise en place du nouveau parti. Fort de cet appui, le CCF-PSD décidait à son tour en congrès, le 10 août 1960, de s'associer au CTC pour la convocation d'un congrès de fondation. Votée à l'unanimité, la résolution soulevait un enthousiasme qu'on avait rarement vu chez les délégués depuis la création du parti en 1932. ²

À la suite de ces deux congrès, toute l'attention et le travail allaient se concentrer sur la préparation du congrès de fondation du Nouveau Parti dont la date fut fixée du 31 juillet au 4 août 1961. Les délégués du CTC, du PSD et les représentants des membres n'appartenant à ni l'une ni l'autre de ces deux organisations, groupés dans les clubs du Nouveau Parti, dans chaque province comme à l'échelon fédéral, devaient terminer l'élaboration du projet de constitution et du projet de programme du parti qui seraient soumis au congrès. Pendant l'année 1960-1961, le comité national et les comités provinciaux du Nouveau Parti organisèrent à cet effet plusieurs « colloques d'orientation » dont l'un, pour tout l'est du Canada, à Montréal, les 3 et 4 décembre 1960. ³

Pour suivre le processus d'édification du Nouveau Parti au Québec, il convient de distinguer deux étapes : la première, qui va jusqu'à la fondation du parti fédéral en août 1961 et la deuxième, qui vise à la formation d'un parti provincial jusqu'au congrès d'orientation du mois de juin 1963.

2 - Les revendications des Québécois

[Retour à la table des matières](#)

Dans les chapitres précédents, nous avons fait état des espoirs que suscitait au Québec, le projet de création d'un nouveau parti fédéral. Les Québécois qui n'avaient jamais véritablement eu leur place dans la Commonwealth Cooperative Federation, ni au niveau des structures ni en ce qui a trait au programme, comptaient qu'à l'occasion de la fondation d'un nouveau parti sur de nouvelles bases, leurs aspirations spécifiques seraient reconnues. Cela signifiait que le Nouveau Parti ferait siennes dans son

¹ Nouvelles du Nouveau Parti, « Victoire écrasante », vol. 1, no 4, juin 1960, et KNOWLES (Stanley), *Le nouveau parti*, Montréal, Les Éditions du Jour, mai 1961, pp. 62-64.

² KNOWLES (Stanley), *idem*, p. 64-65.

³ COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI (QUÉBEC), « Colloque d'orientation sur le Nouveau Parti », Montréal, 3 et 4 décembre 1960. Document ronéotypé, 14 novembre 1960. Le colloque réunit environ 150 participants venant du Québec, des Maritimes et du sud de l'Ontario.

programme et ses structures les revendications nationales des Québécois vis-à-vis de la Confédération. Ces revendications ne seraient plus l'affaire exclusive de la province de Québec, mais seraient intégrées à part entière au programme de lutte politique du parti des classes laborieuses d'un bout à l'autre du Canada. Si le sort des Québécois dans la Confédération était celui d'une nation opprimée, cela relevait des bases sur lesquelles l'État fédéral avait été érigé et s'était développé, et constituait donc une question centrale pour tout le Canada et non seulement pour le Québec.

Dans le contexte de l'explosion revendicative qui secouait le Québec à partir de 1960, la réclamation par les Québécois de leurs droits nationaux aboutissait à une contestation de la Confédération. Cette contestation elle-même se traduisait au sein du Nouveau Parti par des propositions programmatiques formulées par les Québécois, que ces derniers voulaient voir inclure dans le programme qui serait adopté au congrès de fondation.

Ainsi toute l'étape précédant le mois d'août 1961 était-elle consacrée, par le Comité Provincial du Nouveau Parti au Québec, à préparer la position que les délégués de cette Province iraient défendre au congrès de fondation.

En juin 1961, la Fédération des Travailleurs du Québec rendait publique une importante déclaration sur la « Confédération et les droits provinciaux ». ¹ La FTQ y livrait une « interprétation » de la Confédération qui tranchait avec les conceptions dominantes traditionnelles selon lesquelles le Canada était avant tout formé de dix provinces.

La déclaration disait :

« ... la Fédération des Travailleurs du Québec croit que le Canada est formé de deux nations : la nation canadienne-française et la nation canadienne-anglaise. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord implique le respect de leurs droits respectifs; c'est selon notre interprétation, le résultat d'un pacte entre les deux nations qui forment le Canada. »

Constatant que « les Canadiens français considèrent de plus en plus l'État provincial du Québec comme la consécration juridique et l'expression politique de leur fait national », la FTQ rappelait que les « sociaux-démocrates reconnaissent traditionnellement le droit des nations à l'autodétermination. Mais, poursuivait-elle, le Québec n'en est pas encore à vouloir exercer ce droit. « ...et nous avons la conviction que nous n'en arriverons jamais là. » Le Nouveau Parti, « libéré de toutes servitudes financières étrangères et autochtones, et seul capable de répondre aux aspirations populaires, pourra, en y apportant les aménagements nécessaires, relancer la Confédération. »

À quelques semaines du congrès de fondation du Nouveau Parti, la déclaration de la FTQ formulait donc de manière officielle la revendication de la reconnaissance des deux nations au Canada, reconnaissance que les deux partis dominants avaient toujours niée. Sans en préciser le contenu, la FTQ revendiquait dans le cadre de son interprétation des fondements du Canada, des « aménagements nécessaires » à la Confédération que le Nouveau Parti serait en mesure d'apporter.

¹ FTQ, « Déclaration de la Fédération des Travailleurs du Québec sur la Confédération et les droits provinciaux », Montréal, 12 juin 1961; document ronéotypé.

À peu près en même temps, le Comité Provincial du Nouveau Parti rendait public un mémoire qui définissait une philosophie de la « Constitution » canadienne très proche de celle de la FTQ.¹

Après avoir rappelé que la Confédération canadienne devait « être considérée non seulement comme un pacte intervenu entre des provinces, mais aussi comme un pacte entre deux nations », ² le mémoire revendiquait une nouvelle coopération fédérale-provinciale fondée sur une planification décentralisée. Cette planification, pour être rendue possible, nécessitait cependant de profondes réformes des institutions politiques canadiennes. Le mémoire en énonçait quatre : 1) Le rapatriement de la Constitution : à six ans du centenaire de la Confédération, le peuple canadien ne possédait pas le contrôle de sa constitution; la nature du pacte confédératif entre deux nations exigeait que le mode d'amendement de la constitution rapatriée garantisse à chacun des partenaires originaux le respect intégral de ses droits fondamentaux. Ces droits devaient inclure la possibilité pour un des partenaires d'empêcher certains amendements à la Constitution. 2) L'abolition du « droit de désaveu » détenu par le gouvernement central à l'égard des lois provinciales et le remplacement de cette prérogative centralisatrice et anti-démocratique par l'incorporation à la Constitution d'une Déclaration des Droits de l'Homme, acceptée par chaque province et garantissant les libertés fondamentales des citoyens. 3) L'abolition du Sénat, chambre haute non-élue et tout entière nommée par le gouvernement central, et son remplacement par un « Conseil de la Confédération », composé pour les deux tiers de conseillers élus par les citoyens à l'occasion d'élections provinciales et pour un tiers de conseillers élus à l'occasion d'élections fédérales. 4) La refonte de la Cour Suprême relevant exclusivement du gouvernement fédéral en un véritable tribunal constitutionnel de dernière instance géré lui-même par la Constitution et dont les membres seraient nommés sur ratification du Conseil de la Confédération.

Parti d'une interprétation du Canada comme résultat d'un pacte conclu entre ses deux nations fondatrices, le mémoire du Comité provincial du Nouveau Parti, par l'importance des réformes proposées, revendiquait, à toutes fins utiles, l'élaboration d'une constitution et la fondation du Canada sur de nouvelles bases politiques. Car il y avait un écart énorme entre l'interprétation proposée (le pacte de 1867) et la réalité politique canadienne. La revendication des droits des Canadiens français faisait surgir cette interprétation du Canada, laquelle conduisait directement à la mise en cause des institutions politiques mises en place en 1867.

L'organisateur provincial du Nouveau Parti Jean-Claude LEBEL faisait d'ailleurs le constat de l'écart entre l'interprétation des deux nations et la réalité, en notant que les juristes avaient « juridiquement » raison de définir le Canada comme ayant été « un pacte entre provinces, (et non entre deux peuples - R.D.) sous le manteau d'une mère-patrie maternelle! » ³

¹ COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI, « Mémoire de la Commission sur « les relations fédérales provinciales » du Nouveau Parti au Québec, document ronéotypé, non daté juin 1961), 5 p.

² L'affirmation est moins tranchée que celle de la FTQ qui ne reconnaît qu'un pacte entre deux nations.

³ LEBEL (Jean-Claude), « Résumé du discours d'ouverture du colloque de Montréal du Nouveau Parti, le 17 juin 1961 », Document ronéotypé, 3 p.

Mais justement, selon lui, l'importance de s'entendre sur une nouvelle interprétation du Canada provenait de ce que, autrement, l'avenir du fédéralisme était irrémédiablement compromis.

La déclaration de principe de la FTQ et le mémoire du Comité provincial définissaient la position de la délégation québécoise au congrès de fondation du Nouveau Parti. Les deux documents furent discutés lors d'un colloque organisé par le Comité provincial, les 17 et 18 juin 1961,¹ puis formulés sous forme de projets de résolutions discutés avec les représentants du Comité national, en vue du congrès du mois d'août.

À cette étape du débat, la reconnaissance par le Nouveau Parti de l'existence des deux nations ressortait, aux yeux des délégués du Québec, comme la question primordiale dans laquelle se concentraient toutes les autres. Sans cette reconnaissance, la création du Nouveau Parti serait un échec; il ne serait pas possible de lutter pour la refonte des institutions politiques donnant aux Canadiens français une place de partenaires égaux dans une nouvelle Confédération. Avec elle, au contraire, la lutte pour les plus profondes aspirations démocratiques et sociales du Canada français et du Canada anglais allait être considérablement renforcée.

Aussi peut-on facilement imaginer la grande satisfaction de la délégation du Québec, lorsque les 2,000 délégués au congrès de fondation du Nouveau Parti, en août 1961, à Ottawa, proclamèrent à l'unanimité moins une voix leur adhésion à la thèse de l'existence de deux nations au Canada. Le moment était considéré comme historique. C'était la première fois en effet que cette reconnaissance était acquise officiellement au sein d'un parti fédéral et il était significatif qu'elle l'ait été au congrès d'un nouveau parti où siégeaient très majoritairement des délégués provenant du mouvement ouvrier organisé, du mouvement agricole, des coopératives, et des professionnels et intellectuels ayant rompu avec les partis dominants. La reconnaissance des deux nations était inscrite jusque dans la constitution du parti puisque partout, sur proposition des délégués du Québec, on avait remplacé les mots « national » et « nation », (par exemple, le parti national, la nation canadienne) par les mots « fédéral » et « pays ». De même, à la tête du « Nouveau Parti Démocratique », on avait désigné deux présidents conjoints, l'un de langue anglaise, le politicologue Michael OLIVER, et l'autre de langue française, Gérard PICARD, ancien président de la CTCC, ancien membre du conseil national du PSD et président de la Fédération de l'Imprimerie et de l'Information (CSN) et du Conseil Central des Syndicats Nationaux de Montréal (CSN). Parmi les cinq vice-présidents du parti, se trouvait Roméo MATHIEU, du Syndicat des Salaisons (FTQ) ancien secrétaire de la FUIQ et principal artisan de la tentative de créer un troisième parti au Québec en 1955. Les syndicats membres de la CSN avaient aussi été invités à s'affilier au Nouveau Parti au même titre que ceux du CTC.

Le communiqué émis par le siège du Nouveau Parti à Ottawa à la suite du congrès insistait sur ces décisions et déclarait :

« Jamais encore un parti fédéral n'avait reconnu aussi clairement d'aucune manière que ce soit, l'existence au Canada de deux nations et n'avait conçu son programme et sa constitution en fonction de cette réalité canadienne. »

¹ COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI, Colloque de Montréal du Nouveau Parti, les 17 et 18 juin 1961, à l'Université de Montréal.

« C'est un grand pas dans la direction du succès dans la Province de Québec. Car c'était une condition de succès.

« Les 2,000 délégués au congrès de fondation de ce nouveau parti ont assuré son avenir, au Canada en général, et plus particulièrement au Canada français. » ¹

La direction nationale du Nouveau Parti avait donné son adhésion à la thèse des deux nations dès avant le congrès. Elle y voyait, en effet, la condition *sine qua non* de l'appui des Québécois et de l'implantation du parti dans leur province.

Toutefois, et bien que cela ne fut pas pleinement perceptible à ce moment, elle ne mettait pas sous la reconnaissance des deux nations le même contenu revendicatif que le Comité du Nouveau Parti au Québec. Sans que les délégués du Québec aient explicitement réclamé l'élaboration d'une constitution et l'édification du Canada sur de nouvelles bases politiques, il est clair que leur position en faveur des deux nations était engagée dans cette direction.

Le Comité National se tenait sur une ligne différente, et en fait, opposée. L'affirmation de l'existence des deux nations n'était pas pour lui le point de départ d'un processus de transformations profondes des structures politiques du Canada.

En témoignait déjà le fait que lors des discussions pré-congrès, il avait demandé et obtenu du Comité Provincial qu'il marque plus nettement dans ses propositions sa profession de foi au fédéralisme canadien. Il s'était aussi opposé à la création du Conseil de la Confédération tel que proposé par le Comité Provincial, bien qu'il ait par ailleurs appuyer l'abolition du sénat. ² Un passage de la résolution adoptée sur les deux nations, qui n'apparaissait pas dans le projet de résolution initiale soumis par les délégués du Québec illustre aussi la position du comité national. Le passage se lisait ainsi :

« Ce système (le fédéralisme) offre tout particulièrement aux Canadiens français des garanties de vie nationale distincte et d'épanouissement de leur culture.

« Le Nouveau Parti Démocratique maintiendra et respectera intégralement ces garanties. » ³

La direction fédérale du NPD définissait sa position dans les strictes limites du « maintien » et du « respect » des « garanties » déjà offertes aux Canadiens français par le fédéralisme canadien, plutôt que dans l'énoncé de changements constitutionnels profonds que se serait engagé à réaliser le Nouveau Parti.

Néanmoins, sur cette ligne la direction du NPD ne donnait pas l'image d'un parti défendant l'état de choses existant. Elle affirmait sa volonté résolue d'appliquer la

¹ COOPERATIVE PRESS ASSOCIATION, « Une grande victoire du Québec », Ottawa, 12 août 1961.

² COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI – Amendements proposés aux résolutions de la Province de Québec », Procès-verbal de la réunion du 24 juillet 1961.

³ NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE (Programme du), « Le fédéralisme coopératif », Congrès de fondation, Ottawa, 31 juillet, 4 août 1961.

« Constitution » canadienne dans le sens de la reconnaissance des deux nations, ce que rejetaient les deux partis traditionnels dominants.

Même s'ils percevaient les limites de leur « victoire » au congrès de fondation, les délégués du Québec appréciaient davantage l'importance du pas qui venait d'être franchi, justement par rapport à la politique des partis Conservateur ou Libéral. Au sein du Nouveau Parti, leur cause avait été entendue pour la première fois. C'était un début qui laissait espérer d'autres percées. L'objectif de la création d'un solide troisième parti au Québec sortait renforcé du congrès de fondation du Nouveau Parti Démocratique du Canada.

3 - Principales étapes du projet de fondation du parti au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Avec la fondation du NPD, s'ouvre au Québec l'étape décisive pour la création du parti provincial. Cette étape qui s'étend sur deux années, jusqu'en juin 1963, est marquée par de très importants débats sur le programme politique du futur parti ainsi que sur la nature de ses liens avec le parti fédéral. Mais comme on va le voir, c'est surtout sur cette dernière question que vont se concentrer les problèmes les plus difficiles auxquels seront confrontés dirigeants et militants du parti.

Avant d'aborder ces débats, il convient d'indiquer les principaux moments qui marquent pendant deux années le projet de fondation du parti au Québec. On aura ainsi une première idée de l'ampleur des problèmes soulevés !

Depuis le 7 mars 1961, le congrès de fondation du Nouveau Parti Démocratique du Québec (NPD-Q) a été fixé du 16 au 18 février 1962.¹ À la fin du mois d'août 1961, après la création du NPD, le Comité provincial se restructure en un « Conseil provisoire du Nouveau Parti Démocratique provincial ». Le Conseil est composé de trente membres, dix représentants de la FTQ, dix du PSD, qui sont les deux « partenaires originaux » et dix des Clubs du Nouveau Parti. La constitution prévoit aussi que quatre des dix représentants syndiqués de la FTQ pourront être remplacés par des représentants d'autres centrales syndicales. Sans qu'il la désigne nommément, le Conseil compte ainsi faire une place à la CSN. Le nouveau président élu est Roméo MATHIEU, tandis que Michel CHARTRAND et Gilles L. DUGUAY occupent les deux postes de vice-présidents, le premier comme représentant du PSD, le second comme représentant des Clubs du Nouveau Parti. Le nouveau secrétaire est Michel FOREST².

¹ COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI, Procès-verbal de la réunion du 7 mars 1961.

² *Idem* et, Procès-verbaux des réunions du 23 août, 28 août et 5 septembre 1961, et CONSEIL PROVISOIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE PROVINCIAL, Procès-verbal de la réunion du 14 septembre 1961.

Dès sa première réunion, le 14 septembre 1961, le Conseil Provisoire met sur pied cinq sous-comités, au programme, à l'organisation, aux finances, à la Constitution et aux relations extérieures. Devant la somme de travail à accomplir, le Conseil décide également de reporter le congrès de fondation à une date indéterminée. Mais dans cette décision, intervient aussi la rumeur d'élections fédérales que pourrait déclencher au printemps le gouvernement conservateur DÍEFENBAKER. Comme le rapporte le bulletin mensuel du Nouveau Parti, le maintien du congrès de fondation à la date de février aurait forcé le Comité d'organisation à « partager ses efforts » entre la campagne fédérale et la préparation du congrès de fondation, tandis qu'en donnant la priorité aux élections le parti provincial compte en même temps bénéficier du travail d'organisation et, d'implantation accompli à cette occasion.¹

Le 9 décembre 1961, le sous-comité d'organisation recommande au Conseil Provisoire la tenue du congrès de fondation à l'automne 1962, durant les trois jours précédent immédiatement le congrès annuel de la FTQ. La proposition est entérinée quelques semaines plus tard par le Conseil qui fixe le congrès au mois de novembre.²

Pendant tout l'hiver et le printemps 62, l'appareil du parti se consacre entièrement à la préparation de la campagne électorale fédérale : recrutement de militants et de candidats, organisation de congrès de désignation des candidats dans les comtés, formation des candidats et des organisateurs, organisation électorale proprement dite, les tâches à réaliser sont énormes. Et finalement aux élections qui ont lieu le 18 juin, le NPD est représenté au Québec par 40 candidats dont 15 dans la seule région de Montréal qui compte 22 comtés. Les résultats ne sont guère impressionnants. Le parti ne fait élire aucun candidat et dans les comtés de la région de Montréal où se trouve la plus forte concentration ouvrière, il atteint, avec 9,7% du vote sa moyenne la plus élevée. Il s'agit évidemment d'une première présence électorale. Les dirigeants du parti notent que dans la région de Montréal le NPD a fait meilleure figure que le parti du Crédit Social qui n'a recueilli que 6,2% des suffrages.³

À la suite de cette campagne électorale, l'activité du parti décroît pendant l'été 1962. Les dossiers du programme et de la Constitution sont relativement peu avancés en regard de l'échéance du congrès de novembre qui approche rapidement. Mais un événement extérieur va de nouveau bousculer le calendrier du Conseil Provisoire. Lorsqu'ils ont reporté le congrès à l'automne, pour assurer la présence du parti aux élections fédérales, les dirigeants du Conseil ne prévoyaient pas que le Parti Libéral provincial engagerait une campagne sur la nationalisation de l'électricité et déclencherait des élections le 14 novembre. À l'annonce des élections en octobre le Nouveau Parti n'est pas prêt : la participation aux élections fédérales ne semble pas avoir donné les résultats escomptés en terme de recrutement; elle a aussi relégué au second rang le travail d'élaboration du programme provincial. Il décide en conséquence de ne pas participer à la campagne électorale et de reporter son congrès de fondation au mois de mars 1963. Toutefois, sans que cela soit clairement établi, cette double décision est aussi motivée par le thème même des élections. Comme on l'a vu, la FTQ appuie la

¹ NOUVELLES DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE, Élections fédérales d'abord », vol. 1, nos 7-8, septembre-octobre 1961.

² CONSEIL PROVISOIRE, « Rapport du sous-comité d'organisation », 9 décembre 1961.

³ Ces données figurent dans une étude comparative préparée pour le Nouveau Parti par le sociologue Claude GOUSSE, aux lendemains des élections du 8 avril 1963. On a souvent comparé le Crédit Social au poujadisme en France. Le Crédit Social est traditionnellement plus fort en province qu'à Montréal.

nationalisation et le Parti Libéral. Le Conseil Provisoire, de son côté, appuie la nationalisation mais, comme son président l'explique, il refuse « tout alignement, toute liaison et toute coalition avec le Parti Libéral provincial comme avec l'Union Nationale ». Le Nouveau Parti estime que quelque soit le parti élu, il est bien possible que la nationalisation de l'électricité se fasse après les élections, étant donné la très nette volonté de la population de voir réaliser cette mesure. Il dénonce enfin la « démagogie » des politiciens sur la nationalisation de l'électricité, mesure isolée qui n'est pas de nature à régler le chômage, augmenter le niveau de vie de la population et remplacer les réformes sociales qui s'imposent ¹.

En s'appuyant sur le programme déjà élaboré du parti fédéral, le parti au Québec dispose sinon d'un programme « provincial » complet, du moins de certains éléments d'une plate-forme de revendications sociales qu'il pourrait opposer aux deux partis dominants pendant la campagne électorale. Il compte bien le faire d'ailleurs sur un plan propagandiste mais sa décision de ne pas présenter de candidats l'empêche d'ouvrir une alternative véritable. Contrairement aux élections fédérales, où il justifiait sa présence pour en récolter une organisation et une implantation plus grandes, le parti, sur le plan provincial, se dit incapable, dans l'immédiat, de mettre sur pied des organisations de comté et d'organiser une campagne de recrutement. ² Quant au programme, dont il dit ne pas disposer encore, cela concerne davantage la définition d'une position claire sur la question nationale que toutes les autres questions. Il renonce finalement à présenter des candidats devant la crainte d'un échec électoral retentissant et ce, dans le contexte d'une campagne sur la nationalisation de l'électricité qui semble produire un très fort impact dans le mouvement ouvrier.

La Fédération des Travailleurs du Québec décide à la mi-octobre 1962 de lancer une « grande campagne de recrutement » pour que le NPD du Québec compte 10,000 membres lors de son congrès de fondation. Un comité spécial de trois membres est formé à cette fin, composé du président de la FTQ, Roger PROVOST, du président du NPD provincial, Roméo MATHIEU et du président du Conseil du Travail de Montréal, Louis LABERGE. Dans une lettre qu'ils adressent à tous les membres de la Fédération le 22 octobre, les trois dirigeants expliquent que leur appel aux travailleurs est l'un des plus importants de l'année. L'existence du Nouveau Parti au Québec dépend du succès de cette campagne, disent-ils, de même que la représentation convenable des travailleurs au congrès de fondation du parti au Québec.

« Nous sommes prêts à faire l'impossible pour créer un parti puissant qui protégera efficacement l'ouvrier, mais nous ne pouvons rien faire sans vous.

« ... Nous ne pouvons pas manquer notre coup, car nos membres en souffriraient pendant des années. » ³

On ne possède pas de chiffres précis sur le nombre de membres que compte le NPD-Q, au moment où s'engage la campagne de recrutement. Mais il est possible que ce nombre se situe autour de 4,000 parce que déjà en août 1961 les documents

¹ LEBLANC (Jules), « Abstention du NPD aux élections », *Le Devoir*, 26 octobre 1962, p. 3 et NPD-Q, « Communiqué de presse », 2 octobre 1962.

² *Idem*, p. 3.

³ PROVOST (Roger), MATHIEU (Roméo), LABERGE (Louis), « Lettre du 22 octobre 1962 », Fédération des Travailleurs du Québec. Document ronéotypé.

internes du parti faisaient état de 2,740 membres et qu'il y a eu depuis des adhésions nouvelles à la faveur de la campagne des élections fédérales.¹

À la fin de l'année 1962, la campagne de recrutement n'a pas eu le succès espéré par le comité spécial. Le parti est encore loin de l'objectif des 10,000 membres, déclarent les trois dirigeants, dans un nouvel appel lancé aux travailleurs, le 4 janvier 1963. À la vérité, disent-ils, parmi ceux qui ont été invités à s'occuper activement de cette campagne « tous n'ont pas encore fait leur devoir ». ² Pourtant les insuccès de la campagne de recrutement n'ont peut-être pas pour seule explication le peu de militantisme que les membres du comité spécial attribuent aux cadres et militants syndicaux. La faiblesse du militantisme, elle-même, doit être évaluée dans le contexte des reports successifs du congrès de fondation par les dirigeants du Conseil Provisoire et de l'absence du parti aux élections provinciales. Ces facteurs, parmi d'autres, ne contribuent guère à donner du NPD-Q l'image d'un réel instrument de luttes politiques sur la scène provinciale. Il faut aussi rappeler qu'au moment où la FTQ appelle les travailleurs à adhérer au Nouveau Parti Démocratique du Québec, en octobre 1962, elle les appelle aussi à voter pour la nationalisation de l'électricité, c'est-à-dire pour le Parti Libéral, aux élections de novembre.

Depuis l'automne 1962, la fondation du NPD-Q a donc été fixée au mois de mars 1963. Mais le 9 février 1963, le Conseil provisoire décide un nouveau report du congrès. Cette fois, la date retenue est celle des 18, 19 et 20 mai 1963. ³ La décision est motivée officiellement par l'annonce de nouvelles élections fédérales au printemps. L'appareil du parti au Québec consacre de nouveau une bonne part de son énergie à la campagne fédérale et, aux élections du 8 avril, le NPD se trouve représenté par soixante candidats. Les résultats sont meilleurs que ceux de l'année précédente. Le parti recueille dans la région de Montréal, 12,8% des suffrages. En province, aucun comté ne dépasse cette moyenne, mais dans plusieurs comtés où le NPD avait fait campagne en 1962, le parti enregistre une nette progression. ⁴ Cela augure bien pour l'avenir et en particulier pour le congrès de fondation.

Mais fixé au mois de mai, le congrès n'aura finalement pas lieu à cette date. Dès le mois de mars, au moment où le parti est en pleine campagne électorale, le Conseil Provisoire a été amené à réviser, pour une quatrième fois en deux ans, sa décision relative au congrès de fondation. La nouvelle date n'est pas fixée immédiatement. Au lendemain du 8 avril, les membres du parti sont convoqués en congrès pour les 29 et 30 juin 1963. Mais cette décision du Conseil Provisoire ne constitue pas seulement un nouveau report qui s'ajoute aux précédents. Le congrès du mois de juin ne sera pas le congrès de fondation attendu mais un congrès d'orientation. Le congrès de fondation, lui, est reporté à une date indéterminée. ⁵

¹ COMITÉ PROVINCIAL DU NOUVEAU PARTI, Procès-verbal de la réunion du 23 août 1961.

² PROVOST (Roger), MATHIEU (Roméo), LABERGE (Louis), « Lettre du 4 janvier 1963 », Fédération des Travailleurs du Québec, Document ronéotypé.

³ CONSEIL PROVISOIRE, Procès-verbal de la réunion du 9 février 1963.

⁴ GOUSSE (Claude), « Le vote NPD dans le Québec aux élections du 8 avril 1963 », NPD-Q, Document ronéotypé, non-daté (fin avril 1963), 4 p.

⁵ DUFRESNE (Jean V), « Le NPD en péril », *La Presse*, 9 mai 1963, p. 5.

4 - deux tendances : nouvelle fédération d'États provinciaux ou Confédération d'États souverains associés ?

[Retour à la table des matières](#)

L'annonce du congrès d'orientation constitue en quelque sorte la reconnaissance officielle, par la direction du nouveau parti au Québec, des graves problèmes politiques internes qui divisent le Conseil Provisoire depuis plusieurs mois. Ces problèmes n'ont jamais été invoqués directement pour expliquer les reports du congrès de fondation, mais c'est sur eux en fait que les divisions se sont creusées. Les différentes élections fédérales et provinciales ont fourni des occasions de délais dont on espérait qu'ils permettraient au Conseil Provisoire sinon de faire l'unité en son sein du moins de dégager une majorité significative sur une orientation politique à soumettre aux délégués en congrès. Mais au printemps 63, les tendances qui s'affrontent se sont retranchées sur des positions si diamétralement opposées qu'il n'est plus possible aux dirigeants d'éviter de plonger l'ensemble du parti dans les débats.

En ce qui a trait au programme, la principale question, la question nationale, a fait l'objet d'une élaboration considérable dont il faut rendre compte brièvement. On se rappelle quelles étaient les revendications formulées par la délégation du Québec au congrès de fondation du NPD en 1961. À partir de ce moment, le travail effectué par le sous-comité du programme ¹ et les débats au sein du Conseil Provisoire ont permis progressivement de donner un caractère beaucoup plus achevé aux revendications nationales et d'en préciser nettement la ligne politique directrice. Dès l'automne 1961, un document intitulé « *Pour la formation d'un NPD uni au Québec* », qui circule au sein du parti, indique déjà l'orientation dans laquelle est engagée l'élaboration du programme. Le document rappelle d'abord le principe de l'égalité complète entre les deux nations dont la réalisation à tous les niveaux demeure un objectif primordial. Il poursuit :

« La convention du NPD fédéral a fait un petit pas dans cette direction, mais il va s'en dire qu'il lui faut aller beaucoup plus loin lors de la prochaine convention. Nous devrions préconiser une nouvelle constitution fédérale, négociée par les représentants des deux nations et cela sur une base d'égalité. La nouvelle constitution devra reconnaître le droit de chacune des deux nations à l'autodétermination – c'est-à-dire le droit de décider en n'importe quel temps de dissoudre l'union. La division des responsabilités entre les deux nations et le

¹ Lors de sa création en septembre 1961, le sous-comité du programme est composé de Fernand DAOUST (FTQ), Jean-Gérin LAJOIE (FTQ), René RONDOU (FTQ), Michael OLIVER (NPD), Michel FOREST (NPD-Q), Pierre VADEBONCOEUR (NPD-Q), Jack WELSON (NPD-Q). Cf. CONSEIL PROVISOIRE, Procès-verbal de la réunion du 14 septembre 1961.

gouvernement fédéral doit être basée sur consentement mutuel – couvrant les questions telles que la taxation, paix et guerre, développement industriel, etc.. » ¹

La nécessité de l'élaboration d'une nouvelle constitution et de la reconnaissance du droit à l'autodétermination de chacune des deux nations font l'unanimité parmi les dirigeants du nouveau parti au Québec. Sur la base de cette position commune toutefois, deux tendances principales s'affirment progressivement quant à la définition des institutions politiques d'une nouvelle Confédération.

Une première tendance, groupée principalement autour des représentants de la FTQ au sein du Conseil Provisoire, définit sa position en une vingtaine de points ² dont les principaux sont :

- La négociation entre les deux nations d'un nouveau pacte fédératif ;
- la reconnaissance dans le préambule de la nouvelle constitution des deux nations et de leur droit à l'auto-détermination ;
- le partage des sources de taxation entre les États provinciaux et l'État fédéral de manière à assurer aux divers États associés dans la nouvelle Confédération les revenus nécessaires pour atteindre leurs fins ;
- la reconnaissance et la définition sans ambiguïté de la souveraineté des États provinciaux et de l'État fédéral dans leurs juridictions respectives ;
- la juridiction exclusive et définitive des États provinciaux dans le domaine de l'Éducation et la détermination précise des droits des minorités à travers le pays ;
- la pleine juridiction des États provinciaux en matière de sécurité sociale et la possibilité d'étendre à tout le pays les régimes de sécurité sociale qui feraient l'accord des États provinciaux et de l'État fédéral ;
- la juridiction exclusive des États provinciaux sur les cours provinciales, en incluant les cours d'appel, et la nomination des juges de ces cours par les États provinciaux ;
- la suppression de la juridiction de la Cour Suprême du Canada en matière constitutionnelle et la création d'une nouvelle Cour de dernière instance en cette matière, établie avec l'appui unanime des États provinciaux et de l'État fédéral ;
- la reconnaissance de la langue française et de la langue anglaise comme les deux langues officielles, sur un pied d'égalité, dans tout le pays ;
- la reconnaissance de la langue française, au même titre que la langue anglaise, comme langue de travail dans le fonctionnarisme fédéral ;
- l'élaboration d'une Déclaration des Droits de l'Homme inscrite dans la Constitution et qui devrait recevoir l'appui unanime des États provinciaux ;
- l'abrogation des privilèges des « comtés protégés » définis par l'article 80 et la Deuxième Annexe de l'AANB ;
- et enfin, le déroulement entièrement public des négociations du nouveau pacte fédératif, « ...vu que la constitution d'un État est sa loi fondamentale et qu'elle doit, en régime démocratique, être approuvée par la population qu'elle est susceptible de régir. »

¹ NPD-Q, « Pour la formation d'un NPD uni au Québec », document non signé et non daté (automne 1961) 1 p.

² NPD-Q, « Document B-1 », Congrès d'orientation, 29 et 30 juin 1963, 3 p.

Face à cette première tendance, une deuxième option, animée notamment par le vice-président Michel CHARTRAND, plaide en faveur d'une affirmation beaucoup plus nette du caractère véritablement confédéral de la nouvelle Confédération. Elle s'oppose à la première qui, dans le cadre de la négociation par les deux nations d'une nouvelle constitution, lui paraît conserver essentiellement le caractère « fédéral » du Canada. La première tendance, en effet, maintient les gouvernements provinciaux au sein d'un État fédéral; elle veut redéfinir les juridictions respectives de ces deux paliers de gouvernement.

Au contraire, la deuxième tendance entend faire du nouveau Canada non pas une fédération bi-nationale de plusieurs provinces, mais une Confédération au sein de laquelle le Québec, pour un, détiendrait le statut d'État associé. Il reviendrait aux autres provinces de revendiquer ou non ce statut, ou de conserver le statut de provinces par rapport à l'État Confédéral. Cette tendance s'attache à définir avec précision ce que seraient le statut du Québec et ses liens avec la Confédération.

Dans un document rédigé par Jacques-Yvan MORIN, qui comporte lui aussi une vingtaine d'énoncés,¹ elle prévoit notamment que :

- le nouveau pacte confédéral énumérerait de façon précise les compétences de la Confédération et de l'État du Québec ;
- le Québec posséderait tous les pouvoirs et tous les organes gouvernementaux nécessaires à son épanouissement politique, culturel, social et économique ;
- le Québec posséderait également sa constitution ;
- la constitution québécoise comprendrait une « Loi des Droits de l'Homme » ;
- le Parlement ou Congrès confédéral et toutes les institutions communes tiendraient compte des deux nations associées au sein de la nouvelle Confédération ;
- toutes les institutions confédérales administratives comprendraient une représentation déterminée de l'État du Québec ;
- la fonction de Lieutenant-gouverneur serait abolie et remplacée par celle de Président, dont la tâche serait d'assurer les relations avec la Confédération canadienne ;
- un tribunal confédéral disposerait des litiges constitutionnels qui pourraient surgir entre l'État du Québec, la Confédération ou les provinces anglophones ;
- le pouvoir judiciaire en matière civile et criminelle ou dans tout autre domaine qui ne relèverait pas du droit constitutionnel, relèverait de l'État du Québec ;
- en matière d'instruction publique à tous les paliers, la compétence du Québec serait exclusive ; il en serait de même en matière de sécurité sociale où des ententes particulières pourraient aussi être conclues avec le gouvernement confédéral ;
- la radio, la télévision, la presse et l'édition relèveraient exclusivement de la compétence du Québec; de même, l'agriculture et la pêche, les ressources naturelles, les transports et les communications à l'intérieur de son territoire seraient de sa compétence exclusive, mais des ententes particulières pourraient être conclues avec la Confédération selon les besoins ;

¹ NPD-Q, « Document B-2 », Congrès d'orientation, 29 et 30 juin 1963 et CHARTRAND (Michel), MORIN (Jacques-Yvan) et L'HEUREUX (André), « Confédération et État du Québec », Projet soumis au Conseil provisoire du NPD-Q, le 2 février 1963.

- tout le domaine du travail relèverait exclusivement du Québec; mais son gouvernement devrait collaborer à l'édiction de normes communes avec la Confédération ;
- le droit du Québec à toutes les sources de revenus serait prioritaire; mais le Québec reconnaîtrait à la Confédération l'accès à certaines sources de revenus en fonction des pouvoirs reconnus par le pacte confédéral ;
- à l'intérieur de son territoire, le Québec aurait compétence exclusive dans le domaine du commerce et des marchés; la compétence de la Confédération s'étendrait au domaine du commerce de caractère nettement confédéral et international ;
- les douanes relèveraient de la Confédération, à condition que le Québec puisse participer, de droit, à l'élaboration de la loi des douanes et du tarif douanier ;
- le Québec établirait sa propre banque d'État et pourrait faire des lois en matière de crédit à la consommation et au commerce à l'intérieur de son territoire ;
- l'émission et le contrôle de la monnaie relèveraient de la Confédération à condition que le Québec puisse participer à la formulation et à l'exécution de la politique monétaire ;
- la représentation du Québec serait proportionnelle à tous les paliers des divers services fédéraux; tout citoyen aurait droit de s'adresser à tous les services publics dans l'une des deux langues officielles ;
- et enfin, le Québec pourrait directement conclure des accords internationaux dans tous les domaines qui relèveraient de sa compétence législative.

Doté de cet ensemble de pouvoirs et prérogatives, le Québec serait à toutes fins utiles, un État souverain-associé. C'est cela même que rejette la première tendance qui y voit l'affirmation d'une option quasi « séparatiste » : le Québec ne serait plus rattaché que pour la forme à un État central vidé de tout pouvoir réel.

Il importe cependant de noter que tout en étant partisane de l'État associé, la deuxième tendance ne préconise pas la séparation et l'Indépendance du Québec. Cet État dont elle définit les pouvoirs serait fondé non pas séparément mais dans le cadre de la conclusion d'un nouveau pacte confédéral et il serait associé à un État confédéral central. Sa position, en définitive, tout comme celle de la première tendance traduit l'hésitation à rompre avec l'État fédéral. Seule, en effet, une prise de position claire et nette en faveur de l'Indépendance nationale dans un État séparé permettrait d'aller jusqu'au bout dans le rejet de l'État fédéral, pilier de cette oppression nationale qu'on dit vouloir combattre. Mais ni l'une ni l'autre des deux tendances n'ose faire ce pas décisif.

Comme nous l'avons vu, la première tendance préconise l'élaboration d'un « nouveau pacte ». Ce pacte serait négocié et conclu non pas par les dix provinces dotées chacune d'une voix égale, mais par les deux nations. Le pacte des nations constituantes ne devrait pas selon elle conduire à la formation d'États nationaux souverains-associés mais à des États provinciaux regroupés par l'État fédéral central. Les provinces et l'État central verraient leur souveraineté et leurs juridictions respectives clairement délimitées dans la Constitution.

Elle propose un pacte « fédéral » qui serait, contrairement à celui de 1867, soudé par la reconnaissance du droit à l'autodétermination des deux nations. La deuxième tendance propose un pacte « confédéral » d'États associés qui accorderait au Québec l'exercice effectif d'une large autonomie politique et administrative. Au total, on le constate, cette opposition porte sur l'ampleur du réaménagement de la structure de

l'État canadien fondé en 1867, et non pas sur l'incompatibilité entre son maintien et la fondation de la nation québécoise indépendante.

Le congrès d'orientation de juin 1963 ne parviendra pas à aller au fond des problèmes et à résoudre le débat des tendances. Dans les discussions en commission, la deuxième tendance l'emporte par une voix de majorité. Mais l'assemblée plénière du lendemain, sans doute devant l'impossibilité de dégager une majorité très nette pour l'une ou l'autre position, décide de renvoyer la question pour étude au Conseil Provincial.¹

On pourrait penser, à lire les documents des deux tendances, qu'un rapprochement pourrait éventuellement s'opérer. Mais les documents, justement, ne révèlent que partiellement le lieu d'une opposition qui s'avère effectivement très profonde.

La divergence quant à la refonte politique et constitutionnelle du Canada en recouvre une autre, qui l'alimente en même temps, sur le statut du nouveau parti au Québec par rapport au NPD fédéral. On y retrouve les deux mêmes tendances dressées l'une face à l'autre mais cette fois sur une question qui met en jeu directement la fondation même du parti. C'est ce que nous allons maintenant étudier.

¹ Nous n'avons pas fait état d'une troisième tendance représentée par un membre en vue du parti, Robert CLICHE. Celui-ci a présenté au congrès un document qui tente de fusionner les deux documents principaux en vue de réduire ainsi le caractère « trop fédéraliste » du premier et le caractère « trop séparatiste » du deuxième. Le document CLICHE reprend essentiellement les propositions principales des deux documents, à l'exception de la Justice dont il ne traite pas et il prévoit l'établissement d'un Conseil de la Confédération constituée en nombre égal de Canadiens-Anglais et de Canadiens-Français et qui aurait le statut d'un organe *consultatif* auprès du Parlement fédéral sur toutes les questions engageant les intérêts vitaux des deux nations. La première tendance se rallie au document CLICHE alors que la deuxième demeure sur ses positions initiales. *La Presse*, 2 juillet 1963.

Illustrations 15, 16 et 17 :

[Illustrations 15, 16 et 17](#) (page 330, texte original)

La nouvelle centrale syndicale canadienne, le CTC, a rompu officiellement avec les libéraux et les conservateurs. Son appel à la fondation d'un « Nouveau Parti » a été entendu. Les co-présidents du NPD à la fondation du parti en 1961 : Gérard PICARD et Tommy DOUGLAS. Michel CHARTRAND s'adresse à une assemblée en faveur du Nouveau Parti. En 1965, assemblée publique du NPD en vue des élections fédérales de novembre.

[Retour à la table des matières](#)

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre XIV

L'ÉCHEC DU MOUVEMENT OUVRIER

Très tôt, au lendemain du congrès de fondation du NPD fédéral en 1961, la question a commencé d'être posée au sein du NPD-Québec sous la forme d'une alternative : serait-ce un parti autonome, affilié au NPD pan-canadien, ou sera-ce un parti indépendant, entièrement et exclusivement québécois, sans lien autre que de sympathie avec le NPD canadien?

1 - Un parti séparé

[Retour à la table des matières](#)

Dès l'automne 1961, le sous-comité de la constitution du NPD-Québec a soumis au Conseil Provisoire la thèse selon laquelle le parti au Québec doit être « complètement indépendant de toute affiliation sur le plan fédéral. »¹ Le sous-comité fonde sa position sur la nécessité pour le parti provincial de ne pas « se tenir à l'écart du

¹ CONSEIL PROVISOIRE DU NPD-Q, « Rapport du sous-comité de la Constitution », Procès-verbal de la réunion du 9 décembre 1961. Le sous-comité de la constitution est constitué de Philippe VAILLANCOURT (FTQ), Jacques-Victor MORIN (FTQ) et Réginald BOISVERT (NPD-Q).

renouveau national qui se manifeste présentement dans la province de Québec. » Il écrit :

« Pour occuper toute la place qui leur revient dans la Confédération canadienne, pour obtenir d'y être traités comme des citoyens à plein titre, les Canadiens français doivent négocier à partir d'une position de force. Ceci stipule le groupement des éléments progressistes du Québec au sein d'un parti provincial libre de toute affiliation fédérale. Ceci n'exclut pas l'affiliation de ceux qui le désirent au Nouveau Parti Démocratique fédéral, sur un plan individuel, ni l'existence d'une section provinciale du parti fédéral, distincte du Parti provincial. »

Le sous-comité estime que tout le champ de la politique québécoise doit être occupé par un parti indépendant et que ce parti ne doit s'occuper que de politique québécoise. Il ne devra pas combattre le fédéralisme centralisateur et l'oppression des Québécois sur la scène fédérale. Il pourra résoudre la question de l'oppression des Québécois à l'intérieur même des frontières du Québec sans qu'il ait à mener directement le combat contre l'État fédéral qui est pourtant l'instrument même de cette oppression. L'action politique directe face à l'État fédéral sera l'affaire des individus qui le souhaitent ou encore d'une section du NPD au Québec avec laquelle, de toute façon, le parti indépendant n'aura aucun lien. Il y aura donc éventuellement deux partis, l'un de politique québécoise, dont on suggère qu'il porte le nom distinct de « Nouveau Parti National », l'autre de politique fédérale, le NPD. Le combat des droits nationaux des Québécois qui est de par sa nature même un combat livré contre l'État fédéral est ici divisé en deux.

Le sous-comité constate que l'indépendance du parti au Québec lui posera un problème de financement, mais il juge que « dans le climat politique actuel », le parti pourra trouver tant du côté du mouvement ouvrier que par le recrutement et les souscriptions individuelles, les 20,000 dollars annuels nécessaires à son fonctionnement.

Le sous-comité de la constitution a soumis son rapport le 9 décembre 1961. Le même jour, le quotidien *Le Devoir* est intervenu dans le débat en publiant sous la plume de son éditorialiste Jean-Marc LÉGER, un « Bloc Notes » intitulé « Quelle figure prendra le NPD, au Canada français? »¹

L'éditorialiste plaide en faveur de l'existence nécessaire d'un « grand parti de gauche canadien-français ». Mais, selon lui, le NPD du Québec risque de manquer son départ s'il s'enferme dans des positions de « compromis » et de « médiocrité » sur les grands problèmes économiques, sociaux et constitutionnels et sur les questions relatives à l'avenir du Canada français. La délégation du Québec, rappelle-t-il, a lutté avec courage pour faire reconnaître l'existence des deux nations au Canada, mais elle n'a pas su tirer de cette victoire toutes les conséquences possibles.

Pour Jean-Marc LÉGER, la première de ces conséquences, c'est que s'il y a deux nations, il doit exister deux partis et non pas un, un parti pan-canadien dont la section québécoise ne serait qu'une section parmi d'autres... La deuxième conséquence, c'est que le NPD-Québec doit être un parti non seulement autonome mais pleinement

¹ LÉGER (Jean-Marc), « Quelle figure prendra le NPD, au Canada français? », *Le Devoir*, 9 décembre 1961, p. 4.

distinct qui occupe tout le champ de la politique aussi bien provinciale que fédérale. Dans ce dernier cas, le parti du Québec serait associé au NPD anglo-canadien au moyen de conventions et de protocoles précis. Un comité confédéral assurerait au sommet la liaison et l'unité d'action; au parlement fédéral, les élus de deux partis se retrouveraient au sein d'un inter-groupe avec un programme commun minimum.

Cette solution présenterait, selon l'éditorialiste, un double avantage fondamental : d'une part elle permettrait à la gauche canadienne-française d'avoir sa propre doctrine et son propre programme plus audacieux et mieux accordés aux besoins du Québec que ceux d'un NPD pan-canadien. D'autre part, la gauche canadienne-française serait ainsi en mesure de mettre à son programme une revendication qu'aucun autre parti n'a encore fait sienne : substituer à la fédération actuelle une véritable « confédération », associant librement deux nations égales qui gèreraient en commun quelques grands domaines et resteraient totalement maîtresses de leurs problèmes intérieurs et de leur destin.

En défendant cette position sur la question de la nature du parti, l'éditorialiste du *Devoir* appuie, en fait, au sein du Conseil Provisoire la tendance qui prône la refonte de l'État fédéral canadien par l'élaboration d'une doctrine et la création d'un parti au rayon d'action strictement québécois. Il pousse en même temps cette tendance à préciser ses positions d'une manière beaucoup plus nette. Nous y reviendrons.

2 - Un parti affilié

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'équipe dirigeante du NPD-Q, une aile a été dès le début et est demeurée partisane de la création d'un parti provincial affilié au parti pan-canadien. Constituée principalement par la délégation officielle de la FTQ au Conseil Provisoire – même si certains de ses membres ont un point de vue distinct – cette aile est convaincue de la nécessité de maintenir des liens organiques avec le mouvement ouvrier pan-canadien et le parti auquel il a donné naissance. Ses liens existent déjà par l'intermédiaire des syndicats. Ils peuvent être un point d'appui pour l'action politique. La direction de la FTQ, dont le président Roger PROVOST est vice-président du CTC, craint beaucoup la rupture de ces liens et rejette la position de ceux qui préconisent la complète séparation organisationnelle. Elle estime que « le NPD a quelque chose de positif et nécessaire à offrir au Québec et (que) l'organisation du NPD au Québec a quelque chose de positif et nécessaire à offrir à toute l'organisation du NPD fédéral ainsi qu'au Canada tout entier. » ¹

Les partisans de l'affiliation n'ignorent pas cependant que le nouveau parti au Québec n'est pas absolument réductible au statut d'une simple section provinciale du NPD. Évoluant dans le cadre d'une province, son action se mène au sein d'une nation

¹ NPD-Q, « Pour la formation d'un NPD uni au Québec », Document ronéotypé, non-signé, non daté (automne 1961). Ce texte ne constitue pas une déclaration officielle de la FTQ, mais il exprime très clairement la position des partisans d'un NPD-Q affilié qui est celle de la FTQ.

distincte et qui plus est d'une nation opprimée au Canada. Le parti doit reprendre à son compte la lutte pour la suppression de cette oppression. Mais justement, ils croient que le parti au Québec peut s'acquitter de cette tâche en utilisant pleinement la marge d'autonomie que lui laisse le NPD fédéral. La constitution du NPD prévoit en effet que chaque parti provincial est « complètement autonome quant à sa constitution et à son programme en autant que ladite constitution et ledit programme n'entrent pas en conflit avec les principes fondamentaux du Parti fédéral ou avec sa constitution. » ¹

En pratique, cela signifie, selon eux, qu'un parti provincial « ...définit lui-même et sa constitution et son programme, et qu'il jouit d'une complète souveraineté tant et aussi longtemps, que son programme et sa constitution sont en accord avec les principes de base du socialisme démocratique. » ² C'est cette complète autonomie qui pourrait par exemple amener le parti au Québec à revendiquer l'élaboration d'une nouvelle constitution et le droit à l'auto-détermination pour chacune des deux nations constituantes, propositions qui ne figurent pas encore au programme du parti fédéral.

Les partisans de l'affiliation n'écartent pas non plus la possibilité qu'étant donné son caractère spécifique, le parti au Québec puisse adopter un autre nom. ³ Il s'agit là aussi d'une prérogative contenue implicitement dans l'autonomie accordée aux partis provinciaux. Ils estiment que le NPD-Q peut et doit défendre son programme au Québec aussi bien qu'au sein du NPD fédéral.

3 - L'affrontement ouvert

[Retour à la table des matières](#)

Pendant les deux années de 1961 à 1963, le fossé ne cesse de s'élargir entre les deux tendances sur cette question. Le congrès de fondation pourrait toujours avoir lieu s'il s'agissait de trancher entre différentes orientations sur la solution de la question nationale, à partir d'une position commune sur la nature du parti. Mais comme cette dernière question le divise aussi profondément, le Conseil Provisoire n'est pas en mesure de formuler une proposition en bonne et due forme.

Il lui paraît impossible dans ces conditions d'appeler à la fondation d'un parti dont il n'a aucune idée préalable de ce qu'il sera. De part et d'autre les attaques se multiplient pendant l'hiver 1963. Au début de janvier, 20 militants du parti, dont huit sont membres du Conseil Provisoire, rendent publique une déclaration dans laquelle ils dénoncent violemment les propos du directeur du journal de la FTQ, *Le Monde Ouvrier*. Noël PÉRUSSE, qui est également membre du Conseil Provisoire, s'est en

¹ NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE. « Constitution » (article X. Les partis provinciaux). Congrès de fondation, Ottawa, 31 juillet-4 août 1961.

² NPD-Q, « Nous préparons le congrès provincial », Nouvelles du Nouveau Parti Démocratique, Bulletin mensuel du NPD-Q, vol. 2, no 1, février-mars 1962

³ MATHIEU (Roméo), Propos recueillis dans *Le Devoir* par Jules LEBLANC, 26 octobre 1962.

effet attaqué, pendant le mois de décembre, à ceux qui préconisent un parti séparé, en disant qu'il y avait risque que le NPD-Q n'engendre un « monstre » dans lequel les syndiqués ne se reconnaîtraient plus. Les 20 protestent contre de tels propos et déclarent :

« Est-il monstrueux pour les Canadiens français de vouloir un parti qui corresponde à leurs aspirations, même si ce parti devait être un parti strictement québécois? Est-ce que lutter contre le colonialisme au Québec est incompatible avec les principes du socialisme ?

« Nous croyons au contraire que la tâche primordiale de la gauche en cette seconde moitié du XX^e siècle est d'apporter une solution socialiste et humaine à la question nationale. » ¹

Mais la question porte-t-elle sur le fait de savoir si oui ou non les Québécois ont raison de vouloir un parti qui corresponde à leurs aspirations? Si tel est le cas, chaque tendance répondra sûrement par l'affirmative. En fait, une fois reconnue la nécessité d'un parti qui prenne à sa charge les aspirations nationales, la question posée est celle de savoir sur quel critère politique fonder ce parti : par rapport à l'existence des nations – ce qui conduit à vouloir par principe autant de partis qu'il y a de nations – ou par rapport à l'État qu'il faut combattre pour en finir avec l'oppression nationale – ce qui conduit à rechercher le plus possible l'unité politique dans l'égalité des travailleurs des diverses composantes nationales. Mais le problème n'est pas posé clairement par ni l'une ni l'autre des deux tendances.

Toujours en janvier 1963, dans la lettre qu'ils adressent aux travailleurs de la FTQ pour relancer la campagne de recrutement syndical au NPD, Roger PROVOST, Roméo MATHIEU et Louis LABERGE, dénoncent à leur tour, ouvertement, les tenants d'un parti séparé.

« Le temps presse d'autant plus, disent-ils, qu'il existe, au sein du NPD, des individus qui manigancent pour en faire un parti provincial indépendant ou même séparatiste auquel la majorité des travailleurs du Québec ne voudrait plus adhérer. Si les ouvriers syndiqués ne sont pas représentés en force au congrès de fondation, ils perdront par défaut et auront raté encore une fois la possibilité d'avoir enfin un parti populaire et démocratique qui leur convienne et réponde à leurs aspirations. » ²

¹ *La Presse*, « La question nationale divise le NPD québécois », 7 janvier 1963. Parmi les signataires de la déclaration publique, on relève les noms de Michel CHARTRAND, Michel FOREST, Jacques GUAY, Jacques-Yvan MORIN, Jacques-Victor MORIN, Marcel RIOUX, Pierre VADEBONCOEUR et Réginald MARTEL.

² PROVOST (Roger), MATHIEU (Roméo), LABERGE (Louis), « Lettre », aux membres de la FTQ, 4 janvier 1963.

4 - Le congrès d'orientation : impasse, compromis et scission

[Retour à la table des matières](#)

C'est dans le contexte de ces attaques répétées et avec la conviction désormais acquise que la division ne peut plus être surmontée avant la fondation officielle du parti, que germe peu à peu l'idée d'un congrès d'orientation au cours duquel le Conseil Provisoire se limiterait à offrir aux délégués le choix entre diverses options.

Même si l'affrontement porte entre deux tendances fondamentales, trois options font l'objet des débats depuis plusieurs mois au sein du parti. En février 1963, André L'HEUREUX, qui occupe depuis un an les fonctions de secrétaire fédéral adjoint du NPD ¹ et qui a depuis lors été « prêté » au secrétariat provincial du Québec, reprend ces options et propose au Conseil Provisoire de les retenir toutes trois, sans en favoriser une au départ, en vue de les soumettre aux membres du parti.

Elles consistent dans la création d'un parti autonome affilié au NPD fédéral, ou dans la création de « deux partis », c'est-à-dire d'une section provinciale du NPD et d'un parti indépendant du Québec, se partageant le terrain d'intervention, ou encore d'un « parti indépendant » québécois occupant tout le terrain aussi bien provincial que fédéral. ²

La première et la troisième de ces options regroupent les principales tendances : ceux qui, d'un côté, préconisent l'affiliation (avec réformes ou non à la constitution du NPD fédéral pour renforcer davantage l'autonomie du parti au Québec) et ceux qui, de l'autre, défendent la thèse d'un parti socialiste québécois indépendant entièrement séparé mais pouvant conclure des ententes « confédérales » avec le NPD canadien. L'option intermédiaire qui peut paraître comme un compromis entre les deux extrêmes, fait contre elle l'unanimité des deux grandes tendances. Avec le temps, il est devenu évident, sauf peut-être à une minorité, que cette troisième option est intenable, vu la confusion politique et la dispersion des forces qui résulteraient de l'existence de deux partis au Québec.

Faute de pouvoir définir sa position entre ces options, sinon de manière unanime du moins même par une majorité suffisante, le Conseil Provisoire adopte finalement la proposition de fonctionnement d'André L'HEUREUX, et convoque le Congrès d'orientation des 29 et 30 juin en appelant les délégués à trancher. ³

À l'ouverture du congrès les membres des deux tendances ont la conviction que leur affrontement risque de mener tout droit à l'éclatement du parti avant même qu'il

¹ CONSEIL PROVISOIRE DU NPD-Q, Procès-verbal de la réunion du Comité exécutif du 27 novembre 1961. André L'HEUREUX est entré en fonction comme secrétaire adjoint du NPD fédéral, le 1^{er} janvier 1962.

² L'HEUREUX (André), « Statuts du parti », 2 février 1963.

³ NPD-Q, « Document C-1 », Congrès d'orientation, Montréal, 29 et 30 juin 1963.

ait pu voir le jour. Cela n'est pas sans soulever dans un camp comme dans l'autre de très graves appréhensions. Dans ce climat surgit une proposition formulée par un membre du Conseil Provisoire, Émile BOUDREAU, ancien président du PSD et cadre du Syndicat des métallos (FTQ). BOUDREAU est lui-même partisan de la création d'un parti socialiste québécois entièrement indépendant évoluant sur les deux scènes fédérale et provinciale mais sa proposition, tout en réaffirmant cette position, contient une déclaration de ferme intention de la part du parti du Québec d'entretenir des liens fraternels avec le NPD et d'élaborer avec lui des principes de base et un programme minimum susceptibles d'assurer l'unité d'action sur le plan fédéral.

La proposition BOUDREAU se veut de toute évidence un compromis visant à sortir les deux tendances de l'impasse où elles se trouvent. Telle que soumise à l'assemblée plénière du congrès, elle déclare :

« Le présent Congrès ré-affirme le principe souvent énoncé voulant que le Canada est formé de deux nations, soit la nation Canadienne française, historiquement constituée, possédant sa langue et sa culture, et la nation anglophone.

Le caractère bi-culturel du Canada et la présence concentrée de la nation canadienne-française à l'intérieur du Québec expliquent le fait que les Canadiens français de tout le Canada considèrent de plus en plus l'État du Québec comme la consécration juridique et l'expression politique de leur fait national.

Le droit d'une nation à l'autodétermination est un droit universellement reconnu.

Une confédération canadienne réaménagée dans sa constitution et son fonctionnement pourrait constituer un cadre admissible en vue de l'épanouissement de la nation canadienne-française et de l'élaboration et la mise en pratique d'un programme de planification économique. Un pacte confédératif dûment négocié entre deux nations souveraines ne peut qu'être un instrument précieux de progrès dans le respect intégral des droits et des prérogatives des deux nations contractantes.

Cependant le présent Congrès est conscient du fait que l'État du Québec ne peut remplir son rôle pour l'établissement d'un tel État Confédératif, et pour son fonctionnement par la suite, que si l'outil politique qu'il se donne conserve une indépendance intégrale et indiscutable.

En conséquence, le présent Congrès déclare solennellement que le Parti Socialiste du Québec est libre de tout assujettissement à quelque parti que ce soit, tant sur la scène provinciale que sur la scène fédérale. Il préconisera, par son programme et ses candidats, une politique de socialisme démocratique. Il tentera de former le gouvernement de l'État du Québec et il présentera des candidats aux élections fédérales, tant sous la présente Constitution que sous une Constitution renouée ou re-négociée.

Par ailleurs, et en conformité avec les principes fondamentaux de socialisme démocratique, le Parti Socialiste du Québec proclame son intention d'établir des liens fraternels avec le Nouveau Parti Démocratique fédéral et avec les sections du Nouveau Parti Démocratique dans les autres provinces de la Confédération. Il s'emploiera activement à déterminer des principes de base et un programme minimum sur lesquels il soit possible de réaliser l'unité d'action sur le plan fédéral. »¹

La proposition est parfaitement acceptable pour les partisans du parti séparé puisqu'elle maintient la totalité de leur objectif. Ceux-ci ont en effet ajouté à leur thèse

¹ NPD-Q, « Proposition d'orientation du Parti » présenté par Émile BOUDREAU, Congrès d'orientation, 29-30 juin, 1963.

initiale une disposition prévoyant l'établissement d'un lien permanent avec le NPD par l'intermédiaire d'un Conseil Confédéral constitué en nombre égal de représentants des deux partis. En revanche, le « compromis » BOUDREAU est difficilement acceptable pour les partisans de l'affiliation puisqu'il fait du NPD et du « Parti Socialiste du Québec » deux partis entièrement séparés, dont le lien confédéral, est peut être souhaité au Québec, mais pas du tout acquis sous cette forme pour le reste du Canada.

C'est en constatant que sa proposition a fort peu de chances de rallier les deux tendances, ce qui est son objectif, qu'Émile BOUDREAU propose lui-même en séance plénière un amendement à son texte. Il biffe la partie de la phrase qui engage le Parti Socialiste du Québec à présenter des candidats aux élections fédérales. Amputé de cette proposition, le projet de résolution continue de préconiser la création d'un parti séparé, mais demeure silencieux sur la question décisive de savoir si le PSQ présentera ou non des candidats sur la scène fédérale. Les partisans du parti séparé ont préalablement fait leur l'amendement BOUDREAU dans lequel ils voient non une renonciation à leur objectif mais un moyen de laisser ouvert pour discussion future tout le problème de l'action du PSQ au plan fédéral. Il s'agit-là, de leur part, d'un repli temporaire, compte tenu de la quasi-égalité des forces des deux tendances au congrès, et de ce que ni l'une ni l'autre n'est assurée de l'emporter.

Les partisans du parti séparé ont retraité sur le texte de la proposition en vue de renforcer leurs chances d'obtenir la création d'un parti entièrement indépendant. Les partisans de l'affiliation qui demeurent eux aussi sur leur position, essaient comme les premiers, d'interpréter l'amendement BOUDREAU dans le sens qui leur convient. Ainsi, pensent-ils, l'amendement BOUDREAU donne peut-être la possibilité au NPD d'agir au Québec sur la scène fédérale, parallèlement au PSQ sur la scène provinciale, ce qui vaut mieux qu'un parti séparé occupant au Québec les deux champs de lutte. C'est en ce sens qu'un des dirigeants principaux de cette tendance, Michael OLIVER, président du NPD fédéral et Québécois, membre du NPD-Q, annonce à l'assemblée plénière qu'il votera avec beaucoup d'insatisfaction (reluctantly) en faveur de la proposition BOUDREAU en tenant pour acquis qu'elle autorise le NPD fédéral à avoir son comité d'organisation au Québec, parallèle au PSQ.

Comme on le constate, le congrès d'orientation du NPD-Q se dirige progressivement vers cette option même qui faisait contre elle l'unanimité des deux tendances, l'option des « deux partis ». Les deux tendances se préparent à voter toutes deux en faveur de la proposition amendée en poursuivant des objectifs parfaitement opposés, ce qui n'augure rien de bon pour le futur « parti du travail » au Québec.

Telle qu'elle est, la proposition amendée a fait apparaître la possibilité d'un vote unanime, mais s'il se réalise, il n'effacera en rien l'existence de deux tendances qui continuent d'être dressées l'une contre l'autre, prêtes à reprendre l'affrontement.

Finalement, un amendement présenté par le délégué André THIBODEAU, membre du Conseil Provisoire et membre de la FTQ, donne un caractère explicite à ce qui motivait essentiellement l'appui des tenants du parti affilié à la proposition amendée d'Émile BOUDREAU : le fractionnement du parti en deux instances séparées au Québec. L'amendement THIBODEAU stipule que « ... dans les matières de juridiction fédérale, ce parti (le PSQ) laissera le champ libre au NPD. »

Cet amendement ne change pas ce qui allait être le vote de l'assemblée. Chaque tendance a l'impression de gagner au moins une partie de son objectif. Soumis au con-

grès, l'amendement et la proposition amendée comme telle sont adoptés à une forte majorité.¹

Mais ce vote traduit l'impasse profonde à laquelle les débats ont abouti : il y aura deux partis au Québec. Cela même peut paraître, au bout du compte, exprimer la volonté commune de la grande majorité des délégués. Mais c'est bien plutôt un accord de non-agression qui vient d'être adopté par les deux tendances, accord fondé sur le constat de l'incapacité de surmonter les divergences.

Sur le coup, les délégués membres de la tendance qui s'est identifiée elle-même comme la « gauche nationale » (le parti séparé) aussi bien que ceux qu'on qualifie d'« orthodoxes » ou d'« intégrationnistes » (le parti affilié), perçoivent la décision du Congrès comme un compromis – dont nul n'est satisfait – plutôt que comme une rupture. Un Conseil Provisoire du Parti Socialiste du Québec est élu, dont le président est Fernand DAOUST, membre de la FTQ. Parallèlement, un comité provisoire d'organisation du NPD au Québec est formé à la tête duquel se trouve Jean-Robert OUELLET². Le président du Conseil du PSQ, Fernand DAOUST est membre du comité d'organisation du NPD.

Très vite cependant, dans les semaines qui suivent le congrès d'orientation, il apparaît évident que ce n'est pas un compromis boiteux mais une véritable scission qui est intervenue entre les deux tendances, et qu'elle a été consacrée jusque dans les structures.

Le constat officiel en sera fait par le comité du NPD-Q dans un document préparé à l'occasion d'une assemblée générale tenue le 10 novembre 1963. Le document donnera l'interprétation suivante des « événements » survenus au congrès d'orientation de juin :

« Il ne faudrait pas croire que ce dédoublement (des organisations) n'est attribuable qu'à des considérations d'ordre tactique, qu'il s'agit uniquement d'une division des tâches, entre les échelons fédéral et provincial du gouvernement, par les forces de gauche.

En réalité, il s'agit bel et bien d'une scission entre ces forces de gauche, d'une scission qui repose sur de profondes divergences de vue... Le PSQ n'est donc pas le parti provincial du NPD mais un autre parti distinct de lui. »³

¹ BOUDREAU (Émile), « Report of Discussions at the Orientation Convention » held in Montreal on June 29th 1963», Rapport présenté à William MAHONEY, directeur national des United Steelworkers of America, le 23 juillet 1963, 4 p.

² Outre Fernand DAOUST, le Conseil Provisoire du PSQ est composé de trois vice-présidents : Michel CHARTRAND, Jack WELDON et Jean-Claude LEBEL, d'un secrétaire, André L'HEUREUX, d'un trésorier, Jean COUVRETTE et de huit directeurs : Pierre VADEBON-COEUR, Jean-Marie BÉDARD, Anita CHAREST, Raymond LEGENDRE, Martial LAFOREST, Émile BOUDREAU, Jean-Paul GAGNON et Robert MILLET.

Outre Jean-Robert OUELLET, le comité provisoire du NPD-Q est composé de Robert CLICHE, vice-président, André THIBODEAU, secrétaire, Harry KRASHINSKY, trésorier, Gérard PICARD, Fernand DAOUST, Roger PROVOST, Roméo MATHIEU, Mme Jean CHAPMAN, Julien MAJOR, Charles TAYLOR, Laurent CHATEAUNEUF, Enn NORAK, Pierre LAMBERT et Roméo MAIONE. Dans La Presse, 2 juillet 1963.

³ NPD-Q, « L'orientation du parti. Prise de position du NPD-Québec », Assemblée générale du 10 novembre 1963.

Cette analyse pourrait signifier que le NPD-Québec entend désormais se construire et lutter au Québec, aussi bien sur la scène provinciale que sur la scène fédérale puisqu'il ne considère en rien le PSQ comme un parti frère dans l'arène provinciale. Mais il n'en est rien. Le NPD-Q, dont les forces sont sorties considérablement réduites de la scission, n'a pas les moyens de se dresser en adversaire direct du PSQ. Il choisit donc de se concentrer exclusivement dans la lutte « pour porter le NPD au pouvoir à Ottawa ».

C'est un peu le même constat d'analyse que fait pour lui-même le PSQ qui tient son congrès de fondation à Québec, les 15, 16 et 17 novembre 1963. Même si la justification fondamentale de la création d'un parti entièrement séparé avait été, dans les mois antérieurs, de lui faire occuper tout le champ politique fédéral-provinciale au Québec, la centaine de délégués présents décident d'en rester au « compromis » de juin et de limiter l'intervention du parti à la politique provinciale. Mais, sur cette question, la division est apparue au sein même de l'exécutif du parti : le vice-président LEBEL a plaidé en faveur d'un PSQ fédéral-provincial, ce contre quoi est intervenu fermement le président DAOUST qui a dénoncé « un certain groupe qui veut déclarer une guerre ouverte au NPD »¹ Le nouveau président élu du parti est Michel CHARTRAND.

Si l'on revoit l'objectif que s'étaient fixé officiellement en 1958, la Fédération des Travailleurs du Québec et le Parti Social Démocratique, celui de créer un parti provincial principalement fondé sur les syndicats qui tout en étant relié au parti fédéral prendrait à son compte les aspirations légitimes du peuple québécois, l'aboutissement de ces cinq années de travail et de débats est incontestablement un échec. Il n'y aura pas un parti du travail au Québec, mais deux groupes étrangers l'un à l'autre travaillant dans des directions différentes. Surtout, la seule centrale ouvrière qui s'était impliquée dans le projet, en y mettant le poids de sa direction, de son appareil et de ses militants va s'en retirer très rapidement. Tout en maintenant son lien officiel avec le NPD, l'appui qu'elle donnera à ce parti n'aura rien de commun avec ce qui avait été voulu par les plus chauds partisans du projet en 1958. Il se réduira à un appui « moral », limité le plus souvent aux campagnes électorales fédérales. Quelques-uns des cadres ou militants de la FTQ travailleront à titre individuel au sein du PSQ, mais la centrale comme telle n'aura aucun lien avec ce parti.

5 - Une tendance fédéraliste

[Retour à la table des matières](#)

Dire que la scission de 1963 s'est faite sur la question nationale, c'est constater une évidence. Mais cette évidence ne nous paraît pas du tout suffire à rendre compte de l'échec enregistré à cette occasion par le mouvement ouvrier et socialiste.

L'analyse des positions des deux tendances qui s'affrontent au sein du NPD-Québec de 1961 à 1963, révèle une coïncidence que nous avons déjà notée. La ten-

¹ SLOAN (Thomas) « Quebec Socialists More Radical Than NPD », *The Globe and Mail*, 18 novembre 1963.

dance qui réclame la négociation d'un nouveau pacte « fédératif » entre les deux nations est en même temps celle qui préconise l'affiliation du parti provincial au NPD fédéral. Celle qui réclame le statut d'État souverain-associé pour le Québec, est en même temps celle qui préconise la création d'un parti socialiste du Québec entièrement séparé du NPD.

La première tendance, bien qu'elle se garde de l'affirmer comme tel, demeure visiblement attachée à la défense du « Canada uni » et très soucieuse de préserver les liens avec les directions du CTC et du NPD fédéraux. La direction de la FTQ, principale animatrice de cette tendance, refuse en effet de s'engager sur une position qui impliquerait ou favoriserait la rupture avec les directions pan-canadiennes. Et c'est là un aspect majeur de l'affrontement entre les deux tendances. Les tenants du parti affilié donnent aux autres l'impression d'être mus avant tout par leur défense du fédéralisme, et leur volonté d'assurer l'unité au sommet entre directions, d'adopter des positions politiques en fonction de cette orientation, plutôt que par la conviction résolue de combattre sans compromis pour les droits des Québécois.

Dès lors l'écho de leur appel en faveur du parti affilié se trouve réduit considérablement du fait même qu'ils refusent de rompre avec l'État fédéral et avec la politique des directions pan-canadiennes fédéralistes. Deux partisans de cette tendance s'emploient à défendre les avantages politiques d'une affiliation en expliquant que la présence active du parti du Québec au sein du parti fédéral accroîtrait la « possibilité de lui faire accepter une renégociation du pacte confédératif », de même qu'elle pourrait permettre d'obtenir la modification de la constitution fédérale du Parti, de « combattre ses tendances centralisatrices » et « de contrôler ses gaffeurs ». ¹ Lutter pour changer l'orientation du NPD en s'appuyant sur une intervention active en son sein : l'argument est irréfutable.

Mais ils ne parviennent pas à convaincre leurs opposants. On les soupçonne de défendre une argumentation politique simplement destinée à voiler leur volonté de s'adapter aux exigences fédéralistes non négociables des dirigeants fédéraux au mépris des aspirations démocratiques et nationales des Québécois. Et dans ce contexte, la proclamation de principe en faveur du droit à l'autodétermination n'apparaît guère plus convaincante.

6- Une tendance nationaliste

[Retour à la table des matières](#)

Cependant, comme on va le voir maintenant, ce n'est pas seulement ni surtout parce qu'elle les considère comme des fédéralistes inavoués que la deuxième tendance refuse d'emboîter le pas aux partisans du parti affilié.

Elle sait qu'elle pourrait défendre ses positions dans le cadre d'un parti affilié. Si le NPD-Québec adoptait ses positions, il pourrait les défendre au Québec et y compris au niveau du NPD fédéral (par exemple dans ses congrès) pour tenter d'y rallier une

¹ PÉRUSSE (Noël), LEGAULT (Yvan), « Rapport Pérusse-Legault », Comité des statuts et des structures du Parti, document ronéotypé, non daté (février 1963), 4 pages.

majorité dans le parti. C'est là un objectif que tous, certes, estiment difficile mais qui n'est pas inatteignable. Au surplus, le fait de gagner le NPD fédéral à une position qui reprendrait résolument toutes les aspirations démocratiques et nationales des Québécois, le renforcerait considérablement face aux partis dominants traditionnels et ferait faire un pas décisif à la lutte contre l'oppression nationale au Canada.

Mais la deuxième tendance rejette cette perspective. Son rejet du parti affilié et son option en faveur du parti séparé ne sont pas modifiables en fonction des garanties d'autonomie programmatique et constitutionnelle qui pourraient être obtenues du NPD fédéral. Ils sont irréductibles. Ils procèdent d'une orientation politique qui s'affirme au-dessus de toute autre considération.

Quelle est justement cette orientation ? On en trouve l'exposé dans un texte que Pierre VADEBONCOEUR, le principal théoricien de la « gauche nationale », a déposé au Conseil Provisoire une première fois en février 1963, mais qui figure à nouveau parmi les documents du congrès d'orientation en juin.¹

Le texte soutient que le fait d'avoir voulu fonder le socialisme « sur les intérêts de la classe ouvrière et sur les idées des personnes d'esprit libéral » au Québec constitue une « erreur ».

« ... c'est, dit-il, l'erreur d'une certaine logique théorique étroite et apprise. L'appréciation de l'ensemble des réalités politiques conduit à une autre conclusion. Sans nier les éléments valables de la théorie traditionnelle qui continueront certes de compter, nous pensons que le socialisme doit être fondé chez nous sur les intérêts du patriotisme. »

Ce « patriotisme » ou encore, ce « nationalisme », est, selon VADEBONCOEUR, la seule constante politique profonde du Bas-Canada depuis l'Ancien Régime. La recrudescence nationaliste et le mouvement séparatiste des années 60 s'inscrivent dans cette constante. Ils constituent des « faits considérables » dont la résonance populaire est profonde et atteint presque tous les Canadiens français, quoiqu'à des degrés divers, selon les milieux, la condition sociale, etc.. Mais nationalisme et socialisme ne s'opposent pas. Au contraire, le nationalisme au Québec contient en puissance le socialisme, « ...car le francophone du Québec, qui est un prolétaire de l'histoire (ce qui le rend patriote) est tout autant un prolétaire économique. »

Cette convergence naturelle entre nationalisme et socialisme laisse cependant peu de latitude aux socialistes du Québec. Ils ne peuvent prétendre, par exemple, travailler au socialisme en marge du nationalisme, car s'ils passent à côté du nationalisme, c'est « à la fois à côté du nationalisme et du socialisme » qu'ils passeront. Le nationalisme, de par sa nature ne peut souffrir d'équivoque. Il impose donc aux socialistes un choix, une « solution tranchée ». Toute politique qui le compromettrait, compromettrait également le socialisme.

C'est par rapport à ces considérations qu'il faut situer, selon VADEBONCOEUR, le problème de l'affiliation d'un parti socialiste du Québec au parti fédéral. Le congrès de fondation du NPD avait donné des résultats encourageants, mais les choses se sont beaucoup détériorées depuis. Les événements survenus, au nombre desquels se

¹ VADEBONCOEUR (Pierre), « Propositions sur un problème crucial de la gauche québécoise », document C-3, Congrès d'orientation du NPD-Q, 29 et 30 juin 1963, 7 pages.

trouvent la recrudescence nationaliste et le mouvement séparatiste ont forcé la gauche nationale à « pousser à fond son analyse ». Le nationalisme qui est non seulement une force, mais « la vérité politique fondamentale du Québec » ne permet pas aux socialistes de cette province de s'affilier à « un parti pan-canadien qui non seulement serait étranger à ces réalités, mais par moments les défierait ».

Le fait pour le parti du Québec d'être affilié à un parti fédéral l'identifierait à ce parti et donc nuirait à la cause du nationalisme et par le fait même aussi à celle du socialisme dans cette province. Aux yeux de la population, l'affiliation conférerait un caractère de dépendance au parti du Québec ou à tout le moins ferait préjuger d'une unité de vues probable entre les deux partis, et dans un cas comme dans l'autre, le parti du Québec serait marqué « d'une signe de complicité constamment jugé inacceptable par l'électorat québécois ».

De plus, le fait pour le parti du Québec de prendre naissance dans le cadre du programme de fondation du parti fédéral et des autres partis provinciaux l'identifierait, dans l'opinion québécoise, « à un mouvement politique qui, pour nous, reste accidentel et sans authenticité profonde ».

Il n'y a dès lors qu'une solution. Le parti socialiste du Québec doit avoir une activité tant fédérale que provinciale, il doit « occuper toute la place », « l'affiliation et même la liaison sont antipolitiques ».

Pour VADEBONCOEUR, il existe enfin une raison fondamentale, englobant toutes les autres, qui milite contre l'affiliation ou toute mesure qui étoufferait le nationalisme et donc le socialisme au Québec :

« C'est la province de Québec qui a la clef du socialisme au Canada. Une réussite socialiste dans cette province ouvrirait seule la voie au succès du socialisme au Canada. Tout calcul par lequel les politiciens misent sur un succès dans les autres provinces au prix possible du succès dans la nôtre est une erreur. Il s'ensuit que toute politique qui risque d'aliéner à un parti socialiste l'opinion québécoise est plus mauvais encore, peut-être, qu'une politique qui risque de lui aliéner l'opinion dans d'autres provinces. Il s'ensuit aussi que toute stratégie qui vise à assurer le succès du parti dans le reste du pays est moins bonne qu'une autre qui viserait à l'assurer au Québec. D'où il suit qu'un parti socialiste nationaliste et autonome au Québec constituerait la meilleure garantie de réussite pour le socialisme au Canada, car seul un tel parti aurait quelque chance de promouvoir efficacement le socialisme dans cette province. »

Les thèses défendues par Pierre VADEBONCOEUR sont fort éloignées de ce que leur auteur désigne comme la « théorie traditionnelle » du socialisme. Le socialisme ne doit pas être fondé sur les intérêts de la classe ouvrière mais sur les intérêts du patriotisme. Il ne procède pas d'intérêts de classe mais de l'intérêt national, bourgeoisie et classe ouvrière se confondant au Québec dans une nation-prolétaire, un peuple-classe. La lutte pour ce socialisme ne doit pas se fonder sur la recherche de l'unité de la classe ouvrière des deux composantes nationales au Canada et au Québec mais au contraire elle doit partir de leurs divisions héritées des origines du Canada. Le combat pour cette unité, et notamment pour la pleine reconnaissance des aspirations nationales des Québécois par les masses laborieuses canadiennes anglaises et leur parti est considéré comme impossible. Plus encore, il est nié car il ne faut absolument pas laisser croire à une unité de vue probable entre les deux partis : l'affiliation au NPD nuirait au nationalisme québécois et donc aussi à son socialisme. Le NPD est considéré comme partie intégrante de cette totalité qui transcende les

classes, le Canada anglais lui-même étranger à une autre totalité, le Québec. Il devra forcément être combattu comme devra l'être la totalité canadienne anglaise. S'il se construit au Canada, le socialisme ne peut se construire que contre les intérêts de la nation québécoise. Au contraire, seule la réalisation du socialisme au Québec ouvrirait la voie au succès du socialisme au Canada. Le socialisme passe par le Québec. Il faut bâtir le « socialisme d'ici », créer le « socialisme des Québécois ». ¹

Défini ainsi, le socialisme se change véritablement en nationalisme. Et c'est ce nationalisme, promoteur de l'union des classes dans la nation opprimée, et qui fait du Canada anglais une totalité d'oppression dans laquelle s'effacent les classes, qui inspire et fonde la politique de rupture avec le NPD. Telle est l'orientation fondamentale de la deuxième tendance.

7 - Un parti écartelé entre la défense du Canada uni et le « socialisme québécois »

[Retour à la table des matières](#)

Le développement d'un fort courant nationaliste au sein du nouveau parti au Québec s'est alimenté à deux sources principales depuis 1960. D'abord, il s'est nourri de son contraire, le fédéralisme pan-canadien anglais des dirigeants du NPD. Reconnaissant l'existence de deux nations au Canada, ceux-ci rejettent la reconnaissance du droit à l'autodétermination et toute orientation qui directement ou indirectement pourrait s'interpréter comme favorisant le droit des Québécois de former un État distinct à l'extérieur ou au sein d'une Confédération d'États souverains, et donc signifiant le démantèlement de l'État fédéral tel qu'érigé en 1867. Le 1^{er} avril 1963, le chef du NPD Tommy DOUGLAS, est venu annoncer à Montréal que son parti préconisait désormais la formation d'un Conseil de la Confédération constitué d'un nombre égal de Canadiens de langue française et de langue anglaise et dont la tâche serait de surveiller tous les problèmes relatifs aux relations des deux nations ². Mais tous savent que cet organisme, sorte de Conseil des Sages, n'a pas pour but de remplacer les structures existantes de l'État fédéral mais doit plutôt s'y greffer à titre de surveillant des relations des deux nations. La politique du parti rive au maintien de l'État fédéral demeure inchangée.

Cette politique soulève déception et opposition chez tous ceux – ils sont en majorité – qui ont cru que le « Nouveau » Parti ferait véritablement siennes les aspirations des Québécois. Elle stimule en même temps les convictions de ceux qui sont déjà très sensibles à la recrudescence nationaliste au Québec et qui voient même cette

¹ LEBEL (Jean-Claude), « Pourquoi un parti indépendant du NPD? Pour que les Québécois cessent de bouder le SOCIALISME », *Le Peuple* (journal du PSQ), vol. 1, no 1, septembre 1963, p. 1.

² DOUGLAS (Tommy), « Déclaration à l'Université de Montréal », 1^{er} avril 1963, document ronéotypé.

recrudescence trouver son écho au gouvernement LESAGE. Il ne faut pas être en reste sur ce gouvernement dont un ministre parle même déjà de « révolution nationale », note VADEBONCOEUR.¹

Alimenté par la politique des dirigeants du NPD, le nationalisme de la « gauche nationale » l'est donc aussi directement par la politique du gouvernement libéral au Québec. Cette gauche est très soucieuse de ne pas se laisser doubler par un gouvernement qui paraît vouloir s'approprier le rôle de défenseur des revendications nationales des Québécois.

C'est donc écartelé entre deux politiques, la défense de l'État fédéral érigé en 1867 et le nationalisme prônant la rupture avec le parti du mouvement ouvrier au Canada anglais que le NPD-Québec est mort avant même d'avoir été créé officiellement.

La scission du nouveau parti s'est faite sur un terrain où l'on trouvait, d'un côté, la montée du nationalisme et sa pénétration au sein d'un fort courant à la direction du NPD-Québec et de l'autre, la politique fédéraliste gravitant autour du statu quo de la direction fédérale du NPD, véhiculée à la direction du NPD-Québec également par un fort courant.

Cette scission consacrait l'échec d'un processus d'indépendance politique du mouvement ouvrier qui s'était amorcé depuis les dernières années de la « Grande Noirceur ».

Elle marquait, en même temps, l'ouverture d'une période au cours de laquelle les directions du mouvement ouvrier, cette fois sans exception, prendraient à nouveau et plus résolument leur distance par rapport à cette idée d'un parti indépendant des classes laborieuses fondé sur les syndicats. Amèrement ressenti, « l'échec du Plateau » freinait considérablement l'élan et l'enthousiasme pour l'action politique directe qu'on avait trouvé jusque là chez bon nombre de militants syndiqués. La FTQ s'étant retirée du projet d'un parti provincial, le PSQ lui-même portait le poids de la scission puisque son unique porte d'entrée sur le mouvement ouvrier organisé venait de se refermer. Et s'il y avait une évidence, c'est que la CSN, devant la scission, allait encore moins qu'auparavant être incitée à emboîter le pas au mouvement. La fondation du nouveau parti « socialiste-nationaliste » se faisait en rupture avec le mouvement ouvrier organisé.

Cette rupture se trouvait institutionnalisée par le PSQ lui-même, qui, dans ses structures, sans interdire formellement l'affiliation des syndicats comme telle au parti, ne prévoyait plus une telle affiliation. Les « cellules » pourraient se constituer sur les milieux de travail mais comme les cellules géographiques, elles seraient intégrées directement au Parti.² C'est comme si, par cette mesure, la direction du PSQ, en identifiant la crise antérieure à l'action des appareils syndicaux, avait voulu prémunir le parti contre de tels obstacles dans le futur. Mais ce faisant, le parti rencontrait ni plus ni moins les vues de la direction de la FTQ. Celle-ci n'avait aucune intention d'aider le PSQ à trouver la base syndicale de masse qu'il lui fallait. Le PSQ éliminait lui-même de ses structures l'affiliation directe de cette base syndicale.

¹ VADEBONCOEUR (Pierre), « Le PSQ, un choix irrévocable », *Le Peuple* (journal du PSQ), vol. 1, no 1, septembre 1963, p. 2.

² PSQ, « Statuts », Congrès de fondation, 15, 16, 17 novembre 1963.

La distance était grande entre le nouveau « parti socialiste » et le projet initial d'un parti provincial autonome et affilié qui devait être au Québec une sorte de coalition politique des classes laborieuses, réalisée par l'intermédiaire de leurs organisations de masse et fondée sur elles.

Luttes de classes et question nationale au Québec,
1948-1968 (1979)

Troisième partie : nationalisme ou socialisme

Chapitre XV

LES INTELLECTUELS ET LE TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION PAR ÉTAPES

[Retour à la table des matières](#)

La montée du nationalisme et son affirmation comme idéologie politique dominante au Québec, trouve son expression très nette chez les intellectuels à partir des années 60. Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dont le nationalisme paraît en rupture profonde avec le nationalisme réactionnaire du duplessisme, avec l'avènement de nouveaux mouvements ou partis qui, tel le RIN, réclament l'Indépendance du Québec, dans ce climat de grande effervescence qui marque les débats sur la question nationale et le sort des Canadiens français dans la Confédération, l'axe déterminant de la politique québécoise semble se déplacer des affrontements de type sociaux de la période antérieure à des affrontements de type nationaux ou nationalistes. Les questions qui règlent la lutte politique ne semblent plus être les questions sociales, l'affrontement des classes, mais les questions relatives à la nation, au peuple du Québec et à son destin commun. Pour ou contre l'Indépendance, pour ou contre le *statu quo* constitutionnel, pour ou contre les États associés, telles sont les questions sur lesquelles les regroupements ou les scissions paraissent s'effectuer et les camps politiques se former désormais. Ces convictions selon lesquelles le Québec est entré

dans une nouvelle phase de son évolution orientée par un « nouveau » nationalisme plutôt que par les luttes de classes des années 50, sont renforcées par l'absence organisationnelle du mouvement ouvrier sur la scène politique. Les reports successifs de la fondation du nouveau parti au Québec, puis l'échec consacré en 1963, s'ajoutent à la montée du nationalisme, comme facteurs qui donnent au Québec l'apparence d'une société où la lutte politique n'est pas (ou est moins) déterminée par l'opposition d'intérêts de classes antagoniques représentées par leurs partis, mais plutôt par l'opposition nationale commune des Québécois à l'oppression du Canada anglais.

1- La classe ethnique

[Retour à la table des matières](#)

Par sa politique, en quelques années, le gouvernement libéral s'est acquis les sympathies ouvertes de bon nombre d'intellectuels qui, à la fin des années 50, s'étaient impliqués dans la recherche d'une alternative au duplessisme. Certains d'entre eux, qui tentent par leurs analyses de rendre compte de la vie politique et sociale au Québec vont proposer des fondements théoriques à cette poussée du nouveau nationalisme. Ainsi, en 1962, les sociologues Marcel RIOUX et Jacques DOFNY, formulent l'hypothèse suivante :

“ Notre hypothèse est que la plupart des caractères particuliers du problème des classes sociales au Canada français tiennent au fait que d'une part cette entité socioculturelle se considère et est considérée comme une société globale, comme une nation, et qu'à ce titre le problème des classes sociales se pose comme dans toute autre société globale en voie d'industrialisation et d'urbanisation; que d'autre part, les Canadiens français se considèrent et sont considérés comme une minorité ethnique reconnue qui, à l'intérieur du Canada, envisagé à son tour comme société globale, joue le même rôle que celui d'une classe sociale à l'intérieur d'une société globale.

C'est l'interaction entre ces deux situations de fait et la prédominance de l'une ou l'autre conscience de « classe » à un moment donné qui explique la physionomie de chaque époque, les alliances et les luttes idéologiques qui y apparaissent.”

Ils forment ce qu'ils appellent une « **classe ethnique** ». ¹

L'hypothèse ne nie pas, à proprement parler, l'existence de classes sociales au sein même de la nation canadienne-française. Mais à la question de savoir s'il est possible de parler de « classe bourgeoise » ou de « classe ouvrière » au Canada-français, DOFNY et RIOUX s'affirment incapables de répondre parce que, disent-ils, la réponse à cette question supposerait la collecte de données souvent encore inexistantes sur les manifestations de la conscience de classe.

¹ DOFNY (Jacques), RIOUX (Marcel), « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, Paris, Julliard, vol. III, no 3, Juillet-septembre 1962, [pp. 290-300], page 291.

En fait, pour les deux sociologues, la difficulté d'identifier les classes au Canada français provient de ce que si d'un côté le problème des classes sociales s'y pose comme dans toute société en voie d'industrialisation et d'urbanisation, le Canada français, est, d'un autre côté, lui-même imbriqué dans une société globale, le Canada, dans laquelle il forme une classe par rapport au Canada anglais.

« C'est l'interaction entre ces deux situations de fait et la prédominance de l'une ou l'autre conscience de « classe » à un moment donné qui explique la physionomie de chaque époque, les alliances et les luttes idéologiques qui y apparaissent. » ¹

Selon eux, de 1945 à 1958, la prise de conscience des classes sociales à l'intérieur du Canada français a été marquée davantage, tandis que la « conscience ethnique » était mise en veilleuse. Mais depuis 1958, la conscience ethnique a repris le dessus. Ce renversement de situation peut être expliqué par l'arrivée au pouvoir en 1957 du gouvernement Diefenbaker à Ottawa. Ce gouvernement ne comptait aucun Canadien français de premier plan; ainsi plusieurs hommes politiques et intellectuels du Québec ont été incités à penser que la lutte contre le duplessisme allait se livrer au Québec même, sans appui de l'extérieur. La conscience ethnique canadienne-française se trouvait nourrie par cette situation. Au contraire, la présence à Ottawa dans les années précédentes d'une équipe libérale dont plusieurs membres étaient sympathiques aux nouvelles aspirations des Canadiens français avait fait reculer la conscience de l'identité canadienne-française par rapport au Canada et favoriser l'éclosion d'une conscience sociale.

La « notion » de « classe ethnique » avancée par Dofny et Rioux trouve, selon eux, sa confirmation dans les études de stratification qui ont été menées au Canada au début des années 60. Les travaux de John Porter, notamment, ont apporté les premières confirmations véritables de la différenciation qui existe entre les deux groupes anglais et français. ² Cette différenciation qui joue au détriment des Canadiens français fonderait la prédominance de leur conscience ethnique sur leur conscience sociale.

L'hypothèse de Dofny et Rioux reçoit beaucoup d'échos dans les milieux universitaires et nationalistes. Elle est formulée à la même époque par le sociologue Guy Rocher qui constate avec Porter que les Canadiens français font figure d'une classe ethnique défavorisée au même titre que les autres groupes ethniques de Néo-Canadiens, à l'exception des Juifs, au Canada. ³

Elle donne aussi un fondement théorique à la position de la « gauche nationale » qui préconise la rupture avec le NPD. On voit en effet, quelques mois après la publication de l'article de Dofny et Rioux, Pierre Vadeboncoeur s'appuyer sur la thèse du « francophone prolétaire de l'histoire » pour préconiser la création d'un parti nationaliste séparé qui lutte pour l'instauration d'un socialisme québécois. Car en effet, si les Canadiens français forment une classe par rapport aux Canadiens anglais, on peut en déduire qu'ils ont des intérêts de classe divergents de ceux de la nation-

¹ *Idem*, p. 291.

² Porter (John), *The Vertical Mosaic : an Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, 626 p.

³ Rocher (Guy), « Les recherches sur les occupations et la stratification » *Recherches Sociographiques*, vol. III, nos 1-2, 1962, pp. 183-184.

classe dominante, et qu'ils ne peuvent lutter au sein du même parti. La théorie de la lutte des classes est transposée au plan national : une nation dominée en affronte une autre dominante et la lutte qui les oppose ne peut trouver d'autre voie stratégique que dans le soulèvement en bloc de la première contre la seconde. Ce ne sont pas les luttes des classes sociales aux intérêts identiques dans chacune des deux nations qui doivent prédominer; mais les luttes de la classe ethnique dominée contre la nation dominante. C'est sur cette base que doivent se régler, au moins dans la nation dominée la fondation et l'orientation programmatique de l'action politique pour le socialisme.

Telle est l'utilisation politique qui est faite au début des années 60 de l'hypothèse sociologique de la classe et de la conscience ethniques. Comme la tendance nationaliste au sein du NPD-Q, les partis nationalistes, tel le RIN, y trouvent une argumentation théorique de premier choix.

Cette hypothèse constitue en fait, pour eux, un appui théorique non négligeable à leur combat d'orientation nationaliste : cet appui est doté du prestige scientifique de l'université.¹

2 - De Cité libre à Parti pris

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux universitaires qui visent à renouveler la connaissance sociologique du Canada français ne sont évidemment pas seuls à témoigner du bouillonnement intellectuel des années 60. Si l'influence de certains de ces travaux est réelle dans les débats politiques des groupes et des partis, d'autres manifestations témoignent davantage encore de l'intervention des intellectuels dans la vie politique. *Cité Libre* continue de paraître en maintenant son orientation politique et stratégique antérieure. Elle refuse d'emboîter le pas au nationalisme montant.

Mais son option en faveur du Rassemblement des forces démocratiques l'amène maintenant, en toute logique, à donner son appui au Parti Libéral. Il s'agit d'une position d'appui qui se veut critique comme l'explique Pierre Elliott TRUDEAU au lendemain des élections du 22 juin 1960. Il écrit :

« ... les hommes d'action doivent appuyer le parti libéral québécois dans toutes ses entreprises réformistes. Je crois, dit-il, qu'ils doivent lui retirer cet appui s'il flanche dans ses entreprises ou s'il trahit le jeu démocratique. »¹

¹ Le chanoine Jacques GRAND'MAISON, sociologue, défendra la même « hypothèse » en 1969 : « Nous ne croyons pas qu'il existe chez nous de véritables classes : ouvrières, bourgeoise ou autre... Les Canadiens français ne se comportent-ils pas comme une classe-nation partageant de part en part des sentiments communs d'aliénation et de dépossession, des aspirations à une libération collective, même chez ceux qui ont un statut économique privilégié ? ». « Vers un nouveau consentement collectif au Québec », *Relations*, Montréal, Ed. Bellarmin, vol. 29, no 337, avril 1969, p. 114.

Pour TRUDEAU, cet appui doit s'exprimer sous l'une ou l'autre des deux formes suivantes : soit que les hommes d'action adhèrent à la Fédération libérale provinciale et qu'ils y soient connus comme la faction de gauche par opposition aux factions de droite, soit qu'ils se groupent dans quelque mouvement para-libéral. Mais leur objectif, en tout état de cause, demeure la réalisation de la « Démocratie d'abord! ». Les hommes d'action doivent appuyer le nouveau gouvernement libéral, le pousser dans le sens des réformes démocratiques, pour éviter qu'il ne tombe sous l'influence prédominante des forces de droite. Dans cette optique TRUDEAU estime prématurée la création du nouveau parti au Québec dont le mouvement ouvrier et socialiste discute à ce moment-là. Il déclare que ce parti ne peut naître et exister au Québec que si les conditions de la démocratie sont d'abord réalisées et, ajoute-t-il, « ... il faut commencer par les établir et ne pas se laisser bousculer par des échéances que d'autres se sont fixées dans d'autres provinces » pour la création du nouveau parti.

L'équipe de *Cité Libre*, fait sienne en éditorial, la position énoncée par TRUDEAU. Elle explique que les électeurs qui ont passé une génération entière dans l'opposition et quelques fois la persécution, voient enfin leurs idées et tantôt leurs amis installés au pouvoir, et qu'en conséquence, ils ne sont pas prêts à se lancer immédiatement et sans reprendre souffle, dans une nouvelle opposition.

Mais d'où vient, demande-t-elle qu'il faille créer au Québec, aujourd'hui même, un nouveau parti sous prétexte que d'autres hommes dans d'autres provinces ont décidé que le moment était venu de le fonder chez eux? La revue estime que les conditions ne sont pas réunies au Québec pour la formation d'un tel parti et elle appelle à reporter sa création à plus tard :

« Dans un an, ou deux, ou davantage, la situation sera sans doute différente; les Libéraux auront fait des prodiges, ou des malheurs, et nous serons acculés à des options fermes. Et nous pourrons alors nous appuyer sur un électorat soit enthousiaste, soit désabusé, mais qui à tout événement aura eu le temps de souffler. » ²

Cité Libre met donc tout le poids de son influence auprès des intellectuels, des professionnels et aussi des dirigeants syndicaux, contre la formation du nouveau parti et pour l'appui au Parti Libéral, le « seul » parti dont « dépend largement », pendant les quatre années de son mandat, « l'éclosion définitive de la démocratie dans notre province ».

Au tout début des années 60, l'influence de *Cité Libre* demeure importante. Mais dans le contexte de la nouvelle effervescence politique et intellectuelle, la revue perd peu à peu le quasi-monopole d'expression théorique qu'elle détenait dans la période antérieure.

¹ TRUDEAU (Pierre Elliott), « L'élection du 22 juin 1960 », *Cité Libre*, vol. XI, no 29, août-septembre 1960, p. 8.

² *Cité Libre*, « La restauration », vol. XI, no 33, janvier 1961, pp. 2 et 3.

3- La création de Parti-pris

[Retour à la table des matières](#)

En 1964, trois nouvelles revues politiques ont fait leur apparition : Parti-Pris, Socialisme et Révolution Québécoise. Parmi elles, c'est de loin la revue Parti-Pris qui, par ses positions, a le plus d'impact. Son influence qui gagne très vite le milieu des étudiants et des jeunes intellectuels, s'étend progressivement à d'autres couches d'intellectuels et de militants déjà engagés dans l'action syndicale ou politique et qui cherchent des réponses théoriques et pratiques aux questions que pose la situation politique. Elle est la première à formuler sous une forme achevée des thèses dont on va retrouver l'expression au sein même du mouvement ouvrier quelques années plus tard.

L'importance de Parti-Pris comme expression d'un courant politique nouveau et relativement fort chez les intellectuels québécois nous amène à faire une étude attentive de cette revue et des principaux éléments de son apport théorique et stratégique.

Le premier numéro de Parti-Pris paraît en octobre 1963, soit quelques mois après une série d'événements importants : la scission des « socialistes » impliqués dans la création, du troisième parti, la transformation du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale en parti politique et le déclenchement des premières actions terroristes du Front de Libération du Québec.

Le contexte de ces événements éclaire singulièrement le type d'entreprise à laquelle les intellectuels fondateurs de la revue entendent se livrer. Au moment où la question nationale s'affirme comme une question décisive dans la lutte politique à travers l'existence d'un parti comme le RIN ou le terrorisme spectaculaire du FLQ, les socialistes, eux, n'ont pas su dégager de position claire sur cette question. Bien au contraire, ils se sont divisés en deux tendances opposées au congrès d'orientation du NPD-Q.

Tout en se sentant plus proche de la « gauche nationale » du futur PSQ, créé en novembre 1963, les fondateurs de Parti-Pris constatent les ambiguïtés de cette gauche. Elle hésite devant la thèse de l'Indépendance du Québec et se réfugie dans celle de l'État associé. Elle veut rompre avec le NPD mais accepte de lui laisser le champ libre dans l'arène de la politique fédérale au Québec. Ces ambiguïtés ne peuvent que semer la confusion et empêchent la « gauche nationale » de constituer un solide pôle de regroupement des socialistes qui entendent se saisir de la question nationale.

Tout en soulevant d'évidentes sympathies, le FLQ n'apparaît pas non plus comme un pôle politique, théorique et organisateur suffisant. Les intellectuels de *Parti-Pris* sont sensibles au caractère d'« impatience » et d'« improvisation » qui ont marqué les actions du groupe terroriste. Ils considèrent enfin le RIN comme un rassemblement édifié autour d'une seule idée, l'Indépendance, sans contenu social et économique bien

défini. Or, les socialistes ne peuvent pas combattre autour de cette idée sans définir avec précision les intérêts qu'elle doit servir. Tel qu'il est, le RIN est en quelque sorte une gauche du Parti Libéral.

La nouvelle revue se présente donc comme la tentative d'un groupe d'intellectuels de résoudre l'« incohérence » des partis et groupes existants et de fournir des réponses aux problèmes du socialisme et de la question nationale.

La revue, d'entrée de jeu, est reconnue pour le radicalisme de ses positions en faveur du socialisme et de l'Indépendance politique du Québec et pour sa rupture proclamée avec les générations d'intellectuels dont le parti-pris d'« objectivité » et d'« impartialité » en a fait des « spectateurs de la réalité » plutôt que des combattants pour sa transformation. Mais davantage que cette image radicale qu'elle transmet à l'extérieur, deux aspects nous paraissent caractériser fondamentalement ce qu'a été *Parti-Pris*. En plein cœur de la révolution tranquille, au moment où explosent littéralement une masse de revendications démocratiques et sociales contenues depuis un siècle, un groupe d'intellectuels entreprend de régler au moins au niveau théorique l'ensemble des questions fondamentales non résolues au Québec.

Étant donné, par ailleurs, que la classe ouvrière n'a pas au Québec son propre parti – la dernière tentative vient d'échouer – ce groupe d'intellectuels prend l'initiative de créer une revue qui va essayer de fournir des réponses aux problèmes politiques auxquels le mouvement ouvrier est confronté.

Les cinq fondateurs de la revue *Parti-pris* sont de très jeunes intellectuels. Ils ont en moyenne 23 ans et quatre d'entre eux, Pierre MAHEU, Jean-Marc PIOTTE, Paul CHAMBERLAND et André BROCHU sont étudiants en Lettres ou en Philosophie à l'Université de Montréal. Le cinquième, André MAJOR, est un jeune poète âgé de 20 ans.¹ Au sein du groupe, les étudiants ont été mis en contact avec l'œuvre de Jean-Paul SARTRE – c'est le cas de MAHEU et de BROCHU qui ont été éveillés ainsi aux questions politiques – ou avec la philosophie de HEGEL et l'œuvre de MARX, – c'est le cas de CHAMBERLAND et PIOTTE. MAJOR qui n'a pas de formation universitaire est considéré comme un « autodidacte » : c'est lui qui le premier a pris connaissance de la théorie marxiste; il a été, avant les autres, partisan de l'Indépendance du Québec. Avec PIOTTE, il a participé aux activités de l'Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec, un petit groupe fondé en août 1960.² Ils sont seuls à disposer d'une petite expérience militante.

Parallèlement à leurs formations particulières, les cinq ont tous été, aussi, profondément marqués par les écrits de la décolonisation. Le déclenchement de la révolution tranquille au Québec s'est fait presque simultanément au mouvement des luttes pour l'Indépendance qui a secoué l'Afrique au milieu des années 50 et jusqu'en 1960. Pour les intellectuels de *Parti-Pris* qui cherchent à définir le Québec et ses problèmes politiques, sociaux et culturels, et qui ont besoin de points de référence pour appuyer leurs analyses, Les damnés de la terre de Frantz FANON, et le Portrait du Colonisé d'Albert MEMMI,³ fournissent le cadre théorique d'interprétation

¹ Ces renseignements proviennent d'entrevues que nous avons faites le 29 septembre 1969 avec MAHEU, PIOTTE ET CHAMBERLAND.

² L'Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec (ASIQ) fondée par Raoul ROY et qui publiera, pendant quelques années, la revue Socialiste.

³ FANON (Frantz), *Les damnés de la terre*, François MASPERO, Paris, 1961, 242 p.

globale qui leur manque. Ils ont également pris connaissances des thèses semblables du professeur Jacques BERQUE, auteur de plusieurs ouvrages sur les pays arabes, lequel a séjourné au Québec en 1962, à titre de professeur invité au département d'Anthropologie de l'Université de Montréal. Tout en se réclamant du socialisme, les intellectuels de *Parti-Pris* n'ont pas à proprement parler de formation marxiste si ce n'est quelques connaissances acquises à l'Université ou par le biais de rares lectures. Mais, justement, alors que le nationalisme connaît une poussée spectaculaire au Québec, les écrits de la décolonisation donnent au nationalisme des nations dominées une nouvelle légitimité. Celui-ci n'est pas opposé au socialisme, il est au contraire le trait spécifique de la lutte pour le socialisme national des nouvelles nations indépendantes.

Ces thèses défendues par des hommes de gauche présentent un énorme attrait pour les fondateurs de *Parti-Pris* puisqu'ils y trouvent la démonstration d'une équation possible entre leur allégeance socialiste et le nationalisme qui tend de plus en plus à s'affirmer comme idéologie dominante au Québec. Il ne s'agit plus de combattre le nationalisme comme idéologie irrémédiablement réactionnaire, il s'agit de lui donner un de ses contenus potentiels, le contenu socialiste qui est en fait son seul contenu véritablement libérateur.

C'est avec ce bagage théorique que les intellectuels de *Parti-Pris* publient le premier numéro de leur revue. Ils y définissent leur « perspective ».

Les Québécois, à tous les niveaux de la vie politique, économique et culturelle, souffrent d'une profonde aliénation (le texte de la « Présentation » de la revue utilise le « nous » pour définir cette aliénation dont « nous souffrons » en tant que Québécois). Au niveau politique, ils n'ont qu'un gouvernement provincial dépourvu des pouvoirs et des sources de revenus essentiels et dépendant du VRAI gouvernement dont le contrôle leur échappe entièrement. Au niveau économique, la presque totalité de leurs richesses naturelles et de leur industrie est dans les mains d'étrangers canadiens ou américains. Au niveau culturel, la dégénérescence de leur langue et l'abâtardissement du peuple témoignent aussi de cette aliénation, entretenue de l'intérieur par une élite clérico-bourgeoise à l'aide des mythes humanistes ou religieux qui perpétuent et justifient la soumission des Québécois.

Cette aliénation vient de ce que les Québécois forment un peuple « colonisé » et « exploité ». Mais elle sera bientôt supprimée parce que « la société québécoise est entrée dans une période révolutionnaire ». En témoignent, selon *Parti-Pris*, les phénomènes suivants : les masses exploitées prouvent quotidiennement leur mécontentement; elles se révoltent contre leur infériorité économique et même l'autorité des élites n'a plus d'influence sur elles. La jeunesse toute entière exige qu'on lui rende le contrôle politique de son destin; elle est prête à prendre tous les moyens pour rendre à la politique sa dignité, sans même exclure la violence. L'humanisme abstrait des bourgeois et des clercs est déjà dépassé; la pensée révolutionnaire des jeunes intellectuels qui soutiennent l'effort de libération nationale et économique du Québec est en train de prendre le dessus. La création de *Parti-Pris* n'en est qu'un exemple.

MEMMI (Albert), *Portrait du Colonisé*, Paris, Buchet/Chastel, 1957, et Montréal, L'étincelle, 1972, nouvelle édition revue et corrigée, préf. de Jean-Paul SARTRE, suivi de « Les Canadiens français sont-ils des colonisés ? », 146 p.

4 - Pour un Québec libre, laïque et socialiste

[Retour à la table des matières](#)

À la lumière de ces « données » l'équipe de *Parti-Pris* proclame son triple objectif : celui de lutter pour l'Indépendance politique du Québec qui est « une condition indispensable de notre libération »; celui de lutter pour le socialisme qui est une condition indispensable de l'indépendance économique bénéficiant à tous les Québécois et sans laquelle l'Indépendance politique n'est qu'un leurre; celui, enfin, de lutter pour le laïcisme qui est une condition de la suppression de l'aliénation idéologique que le peuple subit.

En regard de cet objectif d'un État du Québec libre, laïque et socialiste, la revue s'attribue la double fonction de « démystifier » les structures aliénantes et d'exprimer en la reflétant et en la critiquant « la révolution prenant conscience d'elle-même à mesure qu'elle se fera ». ¹

L'enthousiasme et même l'euphorie idéalistes qui animent au départ les fondateurs de la revue sont remarquables. Mais ce sont moins ces traits que l'objectif qu'ils poursuivent qui doit retenir notre attention. Après quelques mois, la révolution qu'ils avaient espérée très prochaine leur apparaîtra exiger un travail long et laborieux, mais leur objectif, lui, restera le même.

Au cours des deux premières années de parution de la revue, les intellectuels de *Parti-Pris* sont amenés à élaborer avec plus de précision cet objectif qu'ils ont défini. Il importe de résumer brièvement l'orientation générale qui se dégage de leurs écrits.

Sur la question de l'Indépendance politique du Québec, en premier lieu. La conquête de l'Indépendance concerne avant tout pour *Parti-Pris* la dimension proprement politique de la révolution. Son adhésion à cette thèse se fonde essentiellement sur la conviction selon laquelle la nation québécoise est une nation colonisée par la nation « canadian ».

Paul CHAMBERLAND écrit à ce sujet :

« ... la société canadienne-française fut toujours une société mineure, infériorisée; une société coloniale où le rôle du colonisateur fut joué d'abord par l'Angleterre puis par le Canada anglais. C'est une constante qui traverse les différents régimes. » ²

¹ *Parti-Pris*, « Présentation », vol. 1, no 1, octobre 1963, pp. 2-4.

² CHAMBERLAND (Paul), « De la damnation à la liberté », *Parti-Pris*, vol. 1, nos 9-10-11, été 1964, p. 64.

La démonstration selon laquelle le Québec a été au 18^e et au 19^e siècle une colonie de l'Angleterre n'est pas à faire. C'est un fait reconnu de l'histoire. Il est par ailleurs tout aussi évident que les Canadiens anglais se trouvent au Canada dans une situation dominante par rapport aux Canadiens français, qui occupent, à tous les niveaux, la position d'une nation opprimée. C'est ce dernier constat qui fait conclure à *Parti-Pris* que le Québec est une colonie du Canada anglais. La position dominante des Canadiens anglais est pour la revue l'indice le plus certain de ce qu'ils ont colonisé les Canadiens français. Mais cette conclusion est déjà moins évidente. Elle donne d'ailleurs plus de difficultés à l'équipe de *Parti-Pris*. Le fait que les Canadiens anglais dominent les institutions politiques, la vie économique et culturelle n'implique pas automatiquement qu'ils sont les colonisateurs des Canadiens français. En fait, l'analyse historique tend à démontrer que c'est le type de « solution finale » apportée par l'Angleterre, en 1867, à la question nationale au Canada, sur la base de la défaite imposée aux mouvements démocratiques qui fonde l'oppression nationale des Québécois. L'État fédéral mis en place est l'instrument de cette oppression. Mais c'est autre chose de soutenir que ce sont les Canadiens anglais qui oppriment les Québécois et qui ont fait du Québec leur colonie.

Mais ce n'est pas sur la base d'une démonstration historique que *Parti-Pris* tente d'abord d'établir la thèse du « Québec colonie du Canada anglais ». La revue est surtout préoccupée de répondre aux attaques de ceux qui, en considérant le caractère de société capitaliste avancée du Québec, et le niveau de vie relativement élevé de ses habitants, nient que le Québec puisse être de quelque façon comparée aux colonies d'Afrique. Contre ces arguments, *Parti-Pris* se défend de vouloir identifier le Québec à l'Algérie ou au Congo, mais elle maintient que la situation de nation opprimée des Canadiens français présente certains traits communs avec ceux des pays colonisés.

« L'exploitation dont il (le Québec) souffre est terriblement déguisée. Il est juste assez capitaliste pour oublier qu'il est colonisé, et juste assez colonisé pour oublier qu'il est victime du capitalisme.

« Politiquement, la confusion fédéraliste lui donne suffisamment de pouvoirs pour lui faire oublier qu'il n'est pas libre, mais moins de pouvoirs, cependant, que les pays asservis d'Amérique Latine. » ¹

Ces traits communs que le Québec comme nation opprimée entretient avec les nations colonisées ne constituent pas une démonstration en bonne et due forme du colonialisme de la nation canadienne-anglaise. C'est néanmoins exclusivement sur cette thèse, présentée en quelque sorte comme un postulat, que *Parti-Pris* fonde la « nécessité » de la conquête par le Québec de son Indépendance.

C'est seulement cette Indépendance complète qui peut supprimer « l'asservissement à la nation anglo-canadienne ». C'est exclusivement la séparation du Québec d'avec le Canada qui peut libérer politiquement la nation canadienne-française du Québec car Ottawa représente « le pouvoir colonial » de la nation anglo-canadienne. ²

¹ VAN SCHENDEL (Michel), « La maladie infantile du Québec », *Parti-Pris*, vol. 1, no 6, mars 1964, p. 30. Voir aussi CHAMBERLAND (Paul), *op. cit.*, p. 84.

² CHAMBERLAND (Paul), « Aliénation culturelle et révolution nationale », *Parti-Pris*, vol. 1, no. 2, novembre 1963, pp. 15,16 et 19.

La conquête de l'Indépendance est révolutionnaire parce qu'elle donne au peuple du Québec le contrôle de son destin politique. *Parti-Pris* rejette les formules de « compromis » ou les « demi-mesures » constitutionnelles avancées pour résoudre la crise du Canada.

« ... la thèse bourgeoise des 'États associés' laisse à Ottawa le contrôle du commerce, des relations internationales, etc. ... D'ailleurs toutes ces expressions fédéralisme coopératif, État confédéral, révision de la constitution, États associés, sont inventées sous la pression de l'indépendantisme qu'elles ont pour but de désamorcer. » ¹

À ces propositions «bourgeoises réformistes » la perspective « révolutionnaire » qu'oppose *Parti-Pris* ne s'adresse pas aux travailleurs des deux nations au Canada puisqu'elle considère que l'une d'elles est justement l'ennemi colonialiste à combattre.

La perspective ouverte concerne la seule nation québécoise; elle est une perspective nationaliste:

« La révolution, ici, prend nettement un visage national, elle est même une révolution de type nationaliste. Elle vise à la libération de la nation canadienne-française du Québec opprimée par la nation anglo-canadienne, représentée par Ottawa, et à l'épanouissement de la société québécoise selon les besoins et la vie, quotidienne de ses membres et de ses groupes. » ²

Se réclamant du nationalisme, *Parti-Pris* s'applique à en affirmer le caractère révolutionnaire et progressiste au sein de la nation dominée contrairement au caractère dominateur et réactionnaire du nationalisme de la nation dominante. Mais même au sein d'une société opprimée comme le Québec, le nationalisme, selon la revue, n'est pas une idéologie qu'on doit cultiver pour sa valeur intrinsèque. Il manifeste au contraire « une aliénation profonde de la nation », il est « l'un des traits les plus éloquents de notre condition de colonisés, de minoritaires ». Mais la révolution nationale a précisément pour but de se fonder sur les contradictions que révèle le nationalisme en vue de les résoudre, et de supprimer en même temps l'idéologie que ces contradictions nourrissaient. ³

Le socialisme. Pour *Parti-Pris* le socialisme est seul à pouvoir donner son contenu réel à la révolution nationale. Car si l'Indépendance politique du Québec devait se résumer à un transfert de pouvoirs d'Ottawa à Québec, elle n'aurait supprimé qu'une cause de l'aliénation du peuple québécois. La même classe bourgeoise qui est aujourd'hui au pouvoir dans la nation et qui a été l'agent du colonisateur « canadien » confisquerait à son profit les bienfaits de l'Indépendance. Le peuple, libéré d'un oppresseur, se retrouverait aux mains d'un autre.

¹ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *Parti-Pris*, vol. 2, no 1, septembre 1964, p. 48.

² CHAMBERLAND (Paul), *op. cit.*, pp. 14-15.

³ CHAMBERLAND (Paul), « de la damnation à la liberté », *op. cit.*, pp. 80-81 et « aliénation culturelle et révolution nationale », *op. cit.*, p. 15.

La libération des Québécois ne peut donc être réelle que dans la mesure où elle sera effectuée au profit de la majorité de la nation, c'est-à-dire les classes laborieuses. C'est en ce sens que l'objectif visé est celui d'une véritable « décolonisation ». Il doit supprimer toutes les formes d'oppression que subit le peuple, aussi bien au niveau politique qu'aux niveaux économique et culturel.

« La révolution ne peut être que nationaliste; et, nationale, elle doit transformer radicalement les structures de la société québécoise. L'indépendance ne se réduit pas à une déclaration de souveraineté territoriale. La révolution, nationale dans sa forme, ne sera sociale que si elle vise à détruire les puissances d'oppression qui aliènent la majorité de la nation : le capitalisme américain et anglo-canadien, et même canadien-français. La survie de ces structures aliénantes ferait que jeter la nation dans un 'néo-colonialisme' tout aussi odieux. » ¹

Comme son adhésion à la thèse de l'Indépendance, le « socialisme » dont se réclame *Parti-Pris* est fortement imprégné de nationalisme. Il est lui aussi beaucoup plus inspiré par les écrits de la décolonisation que par les œuvres de Marx, Engels et Lénine.

La revue d'ailleurs hésite à s'afficher comme un organe théorique marxiste. Ce n'est que dans le sixième numéro qu'on trouve la première référence explicite au « marxisme-léninisme », mais là encore, *Parti-Pris* garde certaines distances.

Elle affirme se rattacher « à la tradition » marxiste-léniniste, car cette tradition lui paraît « la moins dépassée » par l'évolution historique. ² La revue insiste pour souligner qu'elle adhère ainsi à une « méthode d'analyse » que l'étude des faits économiques et sociaux doit permettre de « corriger » et de « polir ».

Mais de manière significative aussi, *Parti-Pris* refuse de se situer dans les courants internationaux du socialisme.

Elle entend travailler à la construction du « socialisme québécois », et les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses partis ne lui paraissent pas d'une grande utilité pour le Québec. Cette orientation transparaît dans les propos suivants de Jean-Marc PIOTTE :

Nous devons faire preuve d'imagination. Les partis de gauche européens ne peuvent nous être très utiles. Ils ont cru au grand Jour à la fin de la dernière grande guerre ; depuis ce temps, ils végètent. Ils utilisent toujours les mêmes formes de propagande; ils n'ont su découvrir les causes du succès des mouvements fascistes durant les années 40 et des mouvements de libération nationale depuis la guerre. » ³

Dans le même sens Pierre MAHEU répond à ceux qui ont mis en demeure *Parti-Pris* de dire de quel socialisme elle parlait, et si elle était castriste, stalinienne ou maoïste, etc.

¹ CHAMBERLAND (Paul), « aliénation culturelle et révolution nationale », *op. cit.*, p. 16 et « de la damnation à la liberté », *op. cit.*, pp. 85-86.

² MOTTE (Jean-Marc), « Le socialisme », *Parti-Pris*, vol. 1, no 6, mars 1964, p. 2.

³ MOTTE (Jean-Marc), « Le socialisme », *op. cit.*, p. 4.

« C'est une question qui nous laisse assez froids, dit-il. Bien sûr les problèmes du monde socialiste, le débat sino-soviétique entre autres, requièrent notre attention, comme celle de tous les socialistes. Mais ce sont là pour nous des problèmes théoriques; et, devant l'urgence des problèmes du Québec, de telles considérations sont reléguées à l'arrière-plan. Le socialisme que nous avons à édifier ne sera ni russe ni chinois ni cubain, il devra être et ne pourra être que Québécois. » ¹

Le nationalisme ressort enfin de cette conception qui est présente de manière plus ou moins explicite dans tous les numéros de la revue, selon laquelle le Québec, mieux que nombre d'autres pays, a les qualités requises pour réaliser une révolution véritablement socialiste. Pays industrialisé et développé, le Québec peut éviter le centralisme autoritaire qui accompagne la phase d'industrialisation des pays sous-développés. De même, cette espèce d'égalitarisme traditionnel des Québécois, du fait de leur condition collective de peuple « porteur d'eau » le prépare particulièrement bien au collectivisme socialiste.

En se fondant sur le degré d'industrialisation du Québec, Pierre MAHEU écrit :

« Si on me permet de schématiser à l'extrême, je dirai que le Québec a la possibilité de faire une des premières révolutions de type marxien. » ²

Le socialisme québécois devrait, selon *Parti-Pris*, s'orienter vers une forme aussi avancée que possible d'autogestion afin de dépasser la simple étatisation et d'assurer la réelle appropriation des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes.

Le laïcisme. En même temps qu'elle vise à résoudre la question nationale et les questions sociales par l'indépendance et le socialisme, *Parti-Pris* intègre à son objectif la réalisation de la séparation de l'Église et de l'État qui n'a pas été accomplie au Québec.

La confusion des pouvoirs qui règne entre l'Église et l'État et qui assure dans plusieurs secteurs la domination de l'Église, est particulièrement évidente dans le secteur de l'éducation. Là, toute la législation repose sur les privilèges accordés aux Églises Catholique et Protestante « et le ministère de l'éducation n'existe que pour faire fonctionner des écoles confessionnelles. » Mais la revue réunit aussi les éléments d'un dossier du confessionnalisme dans de nombreux autres domaines de la vie civile. Elle dénonce en particulier le fait que les registres de l'État civil soient tenus par les curés catholiques ou les ministres protestants; que seuls les ministres du culte soient autorisés à célébrer le mariage; que les citoyens qui ignorent « l'obligation religieuse du serment » et ne croient pas aux « châtiments éternels » (texte du code civil) ne soient pas reconnus comme témoins compétents; que les édifices servant à des fins religieuses, charitables ou éducatives, soient exemptés de l'impôt foncier; que les membres du clergé soient exemptés de payer l'impôt sur le revenu des particuliers; et

¹ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *op. cit.*, p. 47.

² MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *idem*, p. 48.

qu'enfin, les institutions religieuses soient dispensées de faire rapport au gouvernement sur l'état de leurs biens et sur leurs opérations financières.¹

Pour *Parti-Pris*, la laïcité de l'État ne doit pas être confondue avec le principe de tolérance ou de neutralité. Et, en ce sens, elle rejette le « système » proposé par le Mouvement Laïque de langue française (avant 1966) selon lequel l'État « neutre » financerait les écoles confessionnelles de chaque confession. Ce système aboutirait, selon elle, à donner à chaque communauté « son petit ghetto bien à soi ».

Or, ce dont il s'agit ce n'est pas de créer une société neutre subissant l'emprise de diverses Églises ; il ne s'agit pas de rechercher un « accord minimum » entre ces Églises mais « l'accord maximum » entre hommes égaux et libres sur toutes les questions qui concernent leur vie civile. *Parti-Pris* revendique que tous les organismes sociaux soient publics et sous contrôle de la collectivité ; que l'argent de l'État, argent public, ne serve qu'à des fins publiques ; que l'État possède les édifices qu'il construit et qu'il dirige les services qu'il finance.

Le combat laïque est, dans cette perspective, un combat révolutionnaire. Il s'intègre à la lutte pour le socialisme, il est une dimension essentielle de la lutte des hommes pour le plein contrôle de leur vie en société.

« L'idée de laïcisation, si on reste logique, c'est au socialisme qu'elle conduit ; et c'est le socialisme seul qui peut la réaliser, remettant aux hommes qui la composent une société dont ils sont enfin seuls maîtres, seuls responsables et seuls propriétaires. En dernier ressort, se libérer de la domination cléricale, c'est se libérer de l'exploitation capitaliste à laquelle d'ailleurs le clergé participe sans vergogne. »²

En voulant lutter pour résoudre la question nationale et celle de la séparation de l'Église et de l'État, les fondateurs de *Parti-Pris* se saisissent de deux questions fondamentales non résolues dont l'héritage remonte au XIX^e siècle. S'ils n'ont pas une connaissance historique et théorique poussée de ces questions, ils ont en revanche l'intuition de ce que la « révolution » au Québec, en plus d'avoir à accomplir les tâches sociales qui sont celles de tous les pays capitalistes, hérite en même temps de tâches démocratiques et nationales qu'il lui faut intégrer à son programme. Ils pressentent que l'ampleur de ces tâches est telle que se pose au Québec un problème de révolution démocratique et nationale étroitement relié au problème de la révolution sociale.

Paul CHAMBERLAND relie les tâches démocratiques actuelles de la révolution au mouvement révolutionnaire vaincu de 1837. Il écrit :

« Ce que nous vivons aujourd'hui est un *acte historique*, créateur d'avenir, et qui n'a d'autre équivalent que l'insurrection de 1837 : il nous faut triompher là où Chénier et ses camarades ont échoué. »³

¹ MAHEU (Pierre), « Les fidèles, les mécréants et les autres », *Parti-Pris*, vol. 2, no 8, avril 1965, p. 29.

² MAHEU (Pierre), « Les fidèles, les mécréants et les autres », *idem*, p. 38.

³ CHAMBERLAND (Paul), « Bilan d'un combat », *Parti-pris*, vol. 2, no 1, septembre 1964, p. 22.

Pierre MAHEU reconnaît dans la révolution tranquille certains traits d'une révolution démocratique bourgeoise attardée qui éclate plus d'un siècle après qu'elle aurait dû s'accomplir et qui doit être menée à son terme aujourd'hui dans le contexte du 20^e siècle.¹

Les questions telles la question nationale et celle de la séparation de l'Église et de l'État sont des questions démocratiques bourgeoises. Ce fut le rôle historique de la bourgeoisie de les résoudre, à l'époque de sa révolution au XIX^e siècle. Elle s'en est acquitté plus ou moins complètement selon les pays, sans jamais toutefois les résoudre entièrement, même là où la destruction de l'Ancien Régime s'est faite par une véritable révolution victorieuse. Mais dans certains pays, la révolution démocratique bourgeoise a été vaincue, ce qui a laissé sans solution des questions démocratiques essentielles.

En tant que questions de nature bourgeoise, revient-il à la bourgeoisie de résoudre ces questions au XX^e siècle dans les pays où le mouvement révolutionnaire démocratique a échoué au XIX^e? Si les fondateurs de *Parti-Pris* sont convaincus qu'il revient à la classe ouvrière de résoudre les questions sociales, celles qui ont trait à la suppression de l'exploitation capitaliste, le problème de savoir quelle classe peut et va résoudre la question nationale se pose pour eux avec une acuité sans cesse grandissante au fur et à mesure qu'avance leur réflexion pendant les deux premières années de parution de la revue.

5 - Quelle stratégie ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce problème n'a rien d'un jeu abstrait. Les intellectuels de *Parti-Pris* cherchent à s'orienter en politique. Ils ont devant eux un parti gouvernemental qui a instauré l'assurance-hospitalisation, nationalisé l'électricité, créé un ministère de l'Éducation et dont certains ministres affichent un nationalisme revendicateur face à Ottawa. Ils ont aussi devant eux un parti nationaliste indépendantiste montant, le RIN. La classe ouvrière, dont ils entendent servir les intérêts – cela les distingue de *Cité Libre* qui n'entendait pas se situer par rapport à des intérêts de classe – n'a pas son propre parti politique. Dans quel cadre, selon quelle ligne, doivent-ils travailler à la réalisation du triple objectif qu'ils ont défini? Ils sont pressés de répondre à ces questions car des jeunes, nombreux, éveillés aux questions politiques par la conjoncture de la révolution tranquille et les manifestations du nationalisme militant, accordent désormais une très grande confiance à *Parti-Pris*. Ils attendent d'elle et de son groupe d'intellectuels qui ont démontré des capacités d'élaboration théorique, des réponses aux

¹ MAHEU (Pierre), « Les fidèles, les mécréants et les autres », *op. cit.*, pp. 25 et 36.

questions qu'ils se posent. Où militer ? Dans quel parti travailler ? Quel type d'action mener ?

Même si telle n'était pas leur intention de départ – ils n'avaient même jamais envisagé les questions politiques sous cet angle – les fondateurs de *Parti-Pris* sont très vite confrontés aux problèmes d'ordre stratégique. Il est facile de parler de révolution, d'Indépendance, de socialisme, de rappeler constamment les buts finaux qu'on poursuit, mais il est beaucoup plus difficile de dire par quelle voie stratégique on compte atteindre ces buts. Tel est le constat que tire l'équipe de *Parti-Pris* après quelques mois de réflexion et de discussions.

Dans le troisième numéro, en décembre 1963, la revue tente, une première fois, de définir sa position par rapport aux partis existants. En éditorial, Jean-Marc PIOTTE fait la critique du RIN et du PSQ et trace les contours de ce qui pourrait être éventuellement la position de la « jeunesse révolutionnaire ».¹

Par les réformes économiques et sociales qu'il préconise, le RIN se révèle être « la gauche du parti libéral ». Son programme et ses principes qui « ne dépassent pas ceux d'un libéralisme planificateur » interdisent à *Parti-Pris* de militer au sein de ce parti. Quant au PSQ, « son opposition au laïcisme », et « son hésitation sur la question nationale », n'en font pas davantage le parti où la jeunesse révolutionnaire (dont l'équipe de *Parti-Pris*) socialiste, indépendantiste et laïciste, pourrait s'intégrer.

Peut-être serait-il « plus facile » de radicaliser le PSQ, encore jeune et plus conscient du problème social ? Ou peut-être serait-il « plus profitable » de radicaliser le RIN, plus nombreux, mieux organisé et plus militant ? Il est difficile de donner une réponse définitive à ces questions. Mais s'il s'avérait impossible de transformer l'un et l'autre en un véritable Parti révolutionnaire, alors il faudrait créer ce parti, déclare PIOTTE.

La revue *Parti-Pris* n'a pas encore une position arrêtée sur la voie de construction du Parti révolutionnaire (par la transformation du RIN, du PSQ ou autrement ?) mais elle en proclame pour la première fois la nécessité.

Mais quelles pourraient être la stratégie et la tactique de ce parti ? Jean-Marc PIOTTE pousse sa réflexion sur ces questions en analysant les forces politiques actuellement en présence au Québec.

Deux faits importants lui paraissent avoir marqué l'évolution politique des dernières années au Québec. Le premier consiste dans la montée puis dans l'arrivée au pouvoir en 1960 d'une bourgeoisie libérale progressiste qui a renversé la petite bourgeoisie cléricale. À la faveur de l'industrialisation, cette bourgeoisie s'est découvert l'ambition d'enlever aux capitalistes anglo-saxons le contrôle de l'économie québécoise. Selon les lois même de « l'économie coloniale », cette tentative est évidemment vouée à l'échec. La bourgeoisie canadienne-française dominée n'est pas assez forte pour supplanter par elle-même la bourgeoisie canadienne-anglaise. La preuve en est que déjà, malgré elle, elle doit recourir à l'État québécois pour combattre la mainmise étrangère de notre économie. Mais ce recours à l'État, « ... en définitive, favorise l'indépendance et le socialisme. »

¹ PIOTTE (Jean-Marc), « *Parti-Pris*, le R.I.N. et la révolution » (éditorial), vol. 1, no 3, décembre 1963, pp. 2-6.

L'autre fait politique important consiste dans l'affirmation d'une jeunesse révolutionnaire qui veut pousser jusqu'à ses conclusions ultimes la ligne d'action que la bourgeoisie lui a involontairement suggérée.

La bourgeoisie, à moins de vouloir se détruire elle-même, ne peut pas continuer longtemps dans la voie du recours à l'État. Elle sera tentée très rapidement de retourner au bercail, chez les *cléricalisants*. En revanche, dans la même mesure, la jeunesse aura des exigences plus claires, plus radicales.

De ces deux faits politiques, PIOTTE dégage la tactique suivante pour le parti révolutionnaire : puisque le coup d'État est exclu et qu'il faut éviter tout électoralisme stérile, le parti, se définissant comme groupe de pression au moins au début, doit s'employer à aiguïser les contradictions que recèle la situation. Cela signifie qu'il doit appuyer le bloc des partis politiques dont une aile au moins manifeste une ouverture à gauche, contre le bloc des partis réactionnaires. Ainsi,

« ... le Parti devrait appuyer le R.I.N., le PSQ et le parti libéral (à moins, bien sûr, que l'un de ces deux premiers partis ne puisse devenir révolutionnaire) contre l'Union Nationale, le Crédit Social et le P.R.Q.¹, afin d'accentuer chez les premiers l'ouverture à gauche. »²

Cette tactique (ou cette stratégie) – les deux termes sont utilisés par PIOTTE pour décrire la ligne d'action qu'il définit – consisterait à empêcher le regroupement des bourgeois et à travailler à l'élargissement du fossé qui les sépare, en appuyant certains d'entre eux et en s'attaquant aux autres.

Un tel appui serait un « compromis tactique ». Il consisterait pour le Parti révolutionnaire à « ...s'appuyer sur la gauche *libéralisante* jusqu'à ce qu'il soit assez fort pour faire la révolution socialiste contre elle. »³ En même temps, le Parti travaillerait à dévoiler les contradictions inhérentes à la gauche libéralisante, à montrer que ces réformes ne peuvent être que des demi-mesures, à radicaliser les exigences que ces réformes contribuent à éveiller dans le peuple, à généraliser à toutes les classes exploitées l'exigence révolutionnaire de la jeunesse.

L'éditorial de Jean-Marc PIOTTE est présenté comme l'ébauche d'une réflexion qui ne prétend pas trancher les questions de façon définitive. Il représente cependant plus qu'une simple définition de *Parti-Pris* vis-à-vis des partis politiques existants. Il comporte l'énoncé d'une ligne politique qui se dégage peu à peu à *Parti-Pris*, mais dont l'exposé et les fondements théoriques ne sont pas encore donnés.

¹ Le Parti Républicain du Québec, parti indépendantiste de droite, créé en 1963 à la suite d'une scission du dirigeant Marcel CHAPUT avec le RIN.

² PIOTTE (Jean-Marc), « *Parti-Pris*, le R.I.N. et la révolution », *op. cit.*, p. 5.

³ PIOTTE Jean-Marc), « *Parti-Pris*, le R.I.N. et la révolution », *idem*, p. 6.

6- L'appui tactique

[Retour à la table des matières](#)

C'est le premier « manifeste » de la revue publié en septembre 1964, ¹ un an après sa création, qui va présenter cette ligne politique, en tentant ainsi de combler une lacune ressentie par tous les membres de l'équipe et aussi à l'extérieur. Il constitue le premier texte d'élaboration théorique et politique de *Parti-Pris* sur les questions stratégiques de la révolution. Il expose l'argumentation théorique complète de la ligne esquissée quelques mois auparavant.

Le manifeste reprend la thèse de l'arrivée au pouvoir en 1960 des représentants d'une « nouvelle bourgeoisie » constituée des entrepreneurs et des industriels, libérale et progressiste. L'ancien ordre politique, économique et social ne convenant pas à la réalisation de ses intérêts, cette bourgeoisie a pris l'initiative de réformes progressistes telles l'assurance-hospitalisation, la nationalisation de l'électricité, la création d'un ministère de l'Éducation. La nouvelle bourgeoisie a besoin de ces réformes pour instaurer un ordre qui lui convienne.

Mais son mouvement réformateur s'est trouvé freiné par l'insuffisance des pouvoirs dont dispose l'État provincial. Ainsi s'explique le fait qu'étant engagée dans les réformes, la bourgeoisie a été poussée à revendiquer la souveraineté politique de l'État.

Le nouveau nationalisme inhérent à cette exigence de souveraineté s'est exprimé sous diverses formes, mais c'est très vite le « séparatisme » qui est venu affirmer la forme radicale du nationalisme.

Sans contenu politique réel, c'est-à-dire sans contenu social, l'idée d'Indépendance était même l'idée par excellence dont les nouveaux bourgeois libéraux avaient besoin : elle apportait la seule solution réelle aux problèmes, financiers entre autres, qui bloquaient le chemin de la révolution tranquille. Aussi les fractions les plus jeunes, les plus dynamiques de cette bourgeoisie furent-elles vite convaincues : étudiants, professionnels, intellectuels, journalistes, etc. adhérèrent de plus en plus nombreux à cette idée. Et le gouvernement libéral ne fut pas long à se servir de l'Indépendance pour faire chanter le gouvernement d'Ottawa. La bourgeoisie allait vers l'Indépendance comme vers son destin.

On en est ainsi arrivé à un moment de la conjoncture où même sous une forme atténuée, savamment graduée et respectable.

« ... l'idée séparatiste... est peu à peu assumée par la bourgeoisie. La nouvelle bourgeoisie, engagée dans de nombreuses réformes tend de plus en plus à affirmer sa souveraineté. D'autre

¹ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », vol. 2, no 1, septembre 1964, pp. 217.

part, ce déblocage a permis aux besoins de la société québécoise de s'exprimer; ils sont si vastes qu'il faut au gouvernement du Québec des pouvoirs nouveaux pour y apporter satisfaction. D'un ultimatum fiscal à l'autre, ces besoins conduisent vers l'indépendance. Ce n'est pas une idéologie, mais une nécessité qui pousse la bourgeoisie vers l'indépendance. »¹

Conformément à ses intérêts de classe, la bourgeoisie donne un contenu bourgeois à l'idée d'Indépendance. Mais ce contenu ne réalise qu'une de ses possibilités. Car l'idée d'Indépendance traduit aussi l'aspiration à une volonté de libération; elle est une idée que les classes aux intérêts opposés remplissent d'un contenu opposé. Mise en avant d'abord avec son contenu bourgeois, sans contenu social réel, l'idée d'Indépendance ouvrait cependant la voie à une nouvelle façon, radicale et révolutionnaire, de poser les problèmes. Les événements de 1963-64 au Québec l'ont démontré : la scission entre la droite et la gauche du RIN, l'apparition d'organisations terroristes telles le FLQ et l'ALQ (Armée de Libération du Québec), dont le romantisme et l'anarchie ne doivent pas faire oublier qu'elles veulent une lutte de libération nationale dirigée par les classes populaires, l'apparition de revues telles *Parti-Pris* et *Socialisme 64*, etc..

Au moment où la bourgeoisie assume l'idée d'Indépendance, une « nouvelle gauche révolutionnaire » se forme peu à peu qui remplit l'idée initiale par celle d'une décolonisation totale, laquelle ne peut s'accomplir que par une révolution populaire et socialiste.

La présence, l'une face à l'autre, de ces deux forces, celle de l'Indépendance « tranquille » bourgeoise, et celle de l'Indépendance révolutionnaire, ne peut faire autrement que de déterminer de nouveaux affrontements. L'on doit interpréter ainsi le fait qu'au cours des derniers mois en 1964, la bourgeoisie a intensifié sa répression contre tous les éléments susceptibles de développer le contenu révolutionnaire de l'Indépendance. On a vu se multiplier les descentes policières aux locaux des groupes révolutionnaires et les arrestations « préventives » de militants. Certaines opinions sont boycottées par les mass-média; des individus ne parviennent plus à se trouver d'emploi. Mais, surtout, c'est au niveau social, au niveau du travail que la bourgeoisie passe à l'attaque. Un peu partout à travers le Québec, elle « impose des lock-out » comme au journal *La Presse*, ou même encore, « provoque des grèves » pour tenter de mettre fin aux revendications d'un syndicalisme pourtant bien tranquille lui aussi.

Les affrontements sociaux indiquent qu'un nouveau front de lutte s'ouvre progressivement : le front social, celui de la lutte des classes à l'intérieur de la nation. Ce deuxième front se développe en quelque sorte parallèlement au premier qui concerne l'affrontement non pas de type social mais de type national et nationaliste contre le pouvoir colonial. C'est sur le front de la lutte des classes que le combat décisif se livrera.

Mais quel est le rapport de forces entre les classes sur ces deux fronts? *Parti-Pris* en donne l'évaluation suivante.

Sur le front national comme sur le front social la bourgeoisie et les classes laborieuses ne sont pas engagées dans des mouvements d'égale force. On doit même constater que seule la bourgeoisie est réellement en mouvement. C'est elle qui mène

¹ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », *idem*, p. 6.

la lutte contre le pouvoir colonial parce que ses intérêts l'entraînent à revendiquer la souveraineté de l'État du Québec. L'ancienne classe dominante des petits bourgeois professionnels, notables, idéologues *fédéralisants* et du clergé est en rapide déclin. La nouvelle bourgeoisie industrielle supprime ces anciens « chefs coutumiers » (FANON) qui ont présidé à la sclérose coloniale. À l'extérieur, le pouvoir colonial d'Ottawa est « considérablement affaibli » ; l'existence même de la Confédération apparaît comme problématique. La nouvelle bourgeoisie est de plus en plus consciente de ses intérêts et de sa force. Il en est de même sur le front social puisque dans les nouveaux affrontements qui s'engagent, « ... il faut bien dire qu'à l'heure actuelle c'est surtout la réaction bourgeoise qui a un caractère systématique ». C'est la bourgeoisie qui a l'initiative de l'attaque; c'est elle qui impose des lock-out ou provoque des grèves. Sur ce plan aussi, la bourgeoisie est de plus en plus consciente de ses intérêts, sa réaction, sa lutte anti-syndicale et répressive le montre.

En face d'elle, les classes laborieuses manifestent un réel mécontentement, mais elles n'ont pas encore acquis une claire conscience de classe.

« Elles sont endormies par un confort relatif, fascinées par l'*american way of life*, et désarmées par un syndicalisme idéologiquement bourgeois, dépolitisé ; à cause de tout cela, elles n'en sont qu'à exiger de meilleurs salaires, et les chefs syndicaux leur font oublier l'injustice du système qui les exploite. » ¹

Dans son évaluation de la situation, *Parti-Pris* insiste beaucoup sur cette dernière question. Les trois principaux dirigeants de la revue, MAHEU, PIOTTE et CHAMBERLAND reprennent d'ailleurs la même thèse dans des textes séparés qu'ils publient dans le même numéro. CHAMBERLAND note que les classes laborieuses du Québec sont à peine conscientes de leur existence et de leur pouvoir comme classe. Elles n'ont jamais mené de combat à caractère politique, dit-il. Aucun affrontement entre elles et le pouvoir conçu comme instrument de domination d'une classe. Leur lutte demeure essentiellement économique (syndicats) et timidement sociale (éducation, sécurité). Le syndicalisme traditionnel est en bonne partie responsable de cette situation. Il n'a rien fait pour la politisation des classes laborieuses; au contraire, il se réduit toujours à n'être qu'une fonction du régime établi, et à résoudre entre patrons et ouvriers des conflits qui risqueraient d'ébranler l'ordre social. ²

PIOTTE écrit que le syndicalisme a substitué aux visées politiques des revendications purement économiques et sociales. « Tandis qu'en Europe, dit-il, les syndicats permettent cette prise de conscience, ici, ils se complaisent à être les somnifères des ouvriers ». ³ Pierre MAHEU abonde dans le même sens. ⁴

L'absence de conscience des classes laborieuses signifie, pour *Parti-Pris*, qu'elles ne sont pas encore véritablement engagées dans la lutte contre la bourgeoisie. Elle signifie que l'affrontement bourgeoisie et classes laborieuses, sur le front national comme sur le front social n'est pas prêt au Québec, qu'il n'est pas arrivé à sa maturité révolutionnaire. Les intellectuels de *Parti-Pris* en déduisent qu'il n'est donc pas

¹ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », *idem*, p. 15.

² CHAMBERLAND (Paul), « Bilan d'un combat », *Parti-Pris*, *op. cit.*, pp. 31-32.

³ PIOTTE (Jean-Marc), « Autocritique de *Parti-Pris* », vol. 2, no 1, septembre 1964, p. 42.

⁴ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *op. cit.*, p. 54.

possible de compter toute suite uniquement sur la classe ouvrière pour atteindre au but visé.

Mais par ailleurs, la signification qu'ils attribuent au mouvement bourgeois est un autre critère déterminant de leur orientation stratégique.

Quelle est la signification du mouvement dans lequel est engagée la bourgeoisie sur le front national ?

« La classe montante est simplement en train de se donner un État qui lui convienne, un État bourgeois; en tant que bourgeoisie industrielle, elle détruit l'ordre social traditionnel en supplantant les chefs coutumiers... » ¹

La bourgeoisie est en train d'instaurer l'ordre bourgeois au Québec. Arrivée tardivement au pouvoir, elle s'est mise à faire, vis-à-vis du pouvoir colonial d'Ottawa, cette révolution démocratique bourgeoise qui a été manquée au XIX^e siècle.

L'instauration de l'ordre bourgeois « représente un progrès relatif » en ce qu'il s'accompagne d'un ensemble de réformes démocratiques. D'un autre côté, l'avènement d'un Québec indépendant, qui est un objectif inscrit dans l'instauration de l'État démocratique bourgeois, constitue « un grand pas en avant » puisqu'il permet de conquérir, « selon le mot de MARX, *le terrain de la lutte* ». ² L'Indépendance politique délimite les frontières politiques du déroulement de la lutte des classes en ce qu'elle supprime la domination extérieure de l'État colonial.

Mais, elle est aussi une « étape préalable » au développement de la lutte des classes comme lutte révolutionnaire puisque sans la conquête du « terrain » celle-ci est impossible. Sans l'Indépendance, la lutte révolutionnaire aboutirait à la conquête par les masses laborieuses d'un État dominé par un État colonial capitaliste, situation qui empêcherait la réalisation du socialisme au Québec.

Parti-Pris affirme sa conviction que « ...les progrès enregistrés sur ce front (national-bourgeois-démocratique) sont dus avant tout à la force montante de la bourgeoisie... » Aussi bien l'ordre démocratique que l'Indépendance sont des objectifs qui favorisent la lutte des classes à l'étape suivante et la conquête du socialisme. Ils doivent donc être appuyés.

Il en résulte dès lors une « perspective stratégique » que *Parti-Pris* définit ainsi :

« ...la lutte contre la bourgeoisie nationale ne pourra commencer vraiment que lorsque cette bourgeoisie aura elle-même acquis la souveraineté de l'État dans lequel elle s'incarne, nous battre contre elle à l'heure actuelle ce serait attaquer le pantin sans voir la main qui l'agite; l'indépendance victorieuse contre l'impérialisme colonial est un préalable à la révolution socialiste chez nous. »

¹ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », *op. cit.*, p. 13.

² *Parti-Pris*, *idem*, p. 14.

« ...nous sommes malgré nous les alliés objectifs de la bourgeoisie nationale quant à cette première phase de la lutte; et nous nous devons de la soutenir et de la pousser de l'avant dans son entreprise réformiste. » ¹

Cette stratégie de lutte pour le socialisme par étapes implique une alliance des classes laborieuses et de la gauche révolutionnaire avec la bourgeoisie. Mais *Parti-Pris* entend limiter la portée de cette alliance en le désignant comme strictement « tactique ».

La bourgeoisie se charge de la « liquidation du passé colonial ». Comme l'explique CHAMBERLAND, « elle est la seule classe qui soit en mesure d'assumer et de faire triompher l'idéal de l'Indépendance ». ² Même dominé par la bourgeoisie, l'avènement d'un Québec indépendant représenterait un grand pas sur le plan politique, estime le manifeste. Mais, tout en faisant alliance avec la bourgeoisie sur ce front, ce n'est pas à cette tâche que doivent surtout se consacrer les « révolutionnaires ». Ils doivent d'ores et déjà préparer la deuxième étape, celle de la lutte des classes, par un travail de recherche, d'éducation populaire et d'encadrement. C'est ainsi qu'ils assureront la réalisation de la nouvelle alliance, la seule susceptible de vaincre la « forme réelle de l'exploitation », l'alliance de « l'ensemble des classes populaires avec l'avant-garde révolutionnaire. » ³

Dans l'immédiat, la « praxis révolutionnaire » consiste à créer graduellement autour des « organismes-noyaux » déjà en place les structures capables d'accueillir et de former les militants du futur parti révolutionnaire.

Les « révolutionnaires » en s'organisant ont un énorme travail d'éducation à accomplir auprès du « peuple ». C'est à eux qu'incombe la responsabilité d'apporter aux classes laborieuses cette conscience de classe qui leur fait défaut. Celle-ci ne peut pas germer sur le sol des revendications immédiates.

« ...il faut, déclare le manifeste, que nous aidions les classes populaires à comprendre la futilité des revendications de salaire d'un syndicalisme bourgeois, que nous leur montrions que l'exploitation est un système et qu'il est total : il faut que nous fassions naître la conscience et la solidarité de classe. » ⁴

Les « révolutionnaires », explique PIERRE MAHEU, doivent cesser de « gémir sur l'engourdissement » des masses, « ...elles dormiront jusqu'à ce que quelqu'un les éveille » ⁵ Il incombe à la « nouvelle gauche » de faire ce travail.

¹ *Parti-Pris*, *idem*, p. 10 et p. 14.

² CHAMBERLAND (Paul), « Bilan d'un combat », *op. cit.*, p. 34.

³ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », *op. cit.*, p. 14.

⁴ *Parti-Pris*, « Manifeste 1964-1965 », *idem*, p. 16.

⁵ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *op. cit.*, p. 54.

7 - Une révolution par étapes, l'appui au gouvernement libéral

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de la première année de publication de leur revue, après avoir été confrontés au problème de la définition d'une voie stratégique pour la réalisation de leur triple objectif, les intellectuels fondateurs de *Parti-Pris* en sont arrivés à élaborer une conception de la révolution par étapes et une ligne d'appui « tactique » à la bourgeoisie.

Deux thèses les ont guidés vers cette stratégie. La première consiste dans la conviction selon laquelle les « réformes » démocratiques et sociales du début des années 60 sont essentiellement les initiatives propres d'une nouvelle bourgeoisie industrielle progressiste. *Parti-Pris* ne reconnaît aucun caractère d'initiative au mouvement des classes laborieuses. Ses luttes lui paraissent conserver une dimension « étroitement économique », elles ne peuvent avoir d'impact politique. La revue n'établit pas de distinction de nature entre les diverses réformes effectuées, que ce soit l'assurance-hospitalisation, la création de Sociétés d'État pour le financement des entreprises, l'adoption du code du travail, etc.. Toutes ces réformes s'expliquent par les « besoins » de la nouvelle bourgeoisie. Il n'en est pas qu'on puisse expliquer comme « concessions » rendues nécessaires par l'aiguïsement des luttes politiques de la période antérieure et par la montée revendicative dans le secteur public et parapublic à partir de 1960. Pour *Parti-Pris*, la montée de la nouvelle bourgeoisie est à l'origine des changements intervenus dans la société québécoise. C'est elle qui par le « déblocage » qu'elle a effectué « a permis aux besoins de la société québécoise de s'exprimer ».

Mais alors, puisque c'est la bourgeoisie qui est à l'origine des réformes et non pas du tout les classes laborieuses, les intellectuels de *Parti-Pris* n'ont « malgré eux », comme ils le disent, d'autre choix que de « forcer la bourgeoisie à jouer son rôle progressiste jusqu'au bout »¹ et d'appuyer « tactiquement » son aile marchante contre ses fractions réactionnaires en déclin.

Évidemment *Parti-Pris* n'entend pas s'interdire la critique du gouvernement libéral. Forcer la bourgeoisie à jouer son rôle progressiste c'est d'une part appuyer « les mesures progressistes que sa situation l'amène à prendre », dénoncer l'insuffisance de ces « réformettes » et d'autre part, surtout, poser des exigences toujours plus grandes. Ces exigences adressées à la bourgeoisie agissent de deux façons : elles peuvent la forcer à « provoquer elle-même son propre dépassement » : engagé dans la voie des réformes le gouvernement provincial aura de plus en plus besoin de ressources financières, ce qui le conduira à revendiquer d'Ottawa des pouvoirs fiscaux plus étendus, et finalement l'acculera à l'Indépendance; elles permettent aussi de

¹ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *idem*, p. 51.

démontrer comment c'est l'ensemble du système qui est en cause et comment le système repose sur l'exploitation du travail. « Finalement, comme l'explique Pierre MAHEU, c'est à travers ces critiques de détail, qui ont valeur d'exemple, que nous pourrions faire apparaître une conscience de classe et une exigence révolutionnaire. » ¹

Mais la critique du gouvernement libéral ne doit pas être transformée en lutte contre lui. Elle ne doit pas signifier qu'on le confond avec les fractions réactionnaires de la bourgeoisie. Jean-Marc PIOTTE rappelle cette dimension importante de l'appui tactique, en novembre 1964, en dénonçant « Certains gauchistes... (qui) crient qu'il faut lutter avant tout contre le régime LÉSAGE. »

« Lutter contre le gouvernement libéral ne peut que renforcer la position de la bourgeoisie traditionnelle, car nous ne sommes pas assez puissants pour vaincre, seuls, l'une ou l'autre des factions bourgeoises et, *a fortiori*, les deux à la fois. »

« Nous devons appuyer la néo-bourgeoisie contre son vis-à-vis pour nettoyer le Québec de tous ces vestiges féodaux. » ²

La conviction des intellectuels de *Parti-Pris* selon laquelle la nouvelle bourgeoisie est le moteur des réformes et que face à elle les classes laborieuses n'ont pas de poids politique est renforcée par l'absence d'un parti politique de ces classes au Québec. L'absence du parti est attribuée de façon plus ou moins explicite à l'absence de conscience de classe des travailleurs et au rôle du syndicalisme. Elle nourrit à son tour l'idée que les travailleurs n'ont jamais mené de luttes politiques.

La deuxième thèse, reliée à la première, qui conduit les intellectuels de *Parti-Pris* à la stratégie de la révolution par étapes consiste dans le rôle attribué à la bourgeoisie en général dans l'accomplissement des tâches démocratiques au XX^e siècle. La « nouvelle bourgeoisie » est considérée comme cette classe qui édifie en 1960 l'ordre social et l'État bourgeois au Québec, prenant ainsi la relève de la bourgeoisie vaincue du XIX^e siècle. L'époque des révolutions démocratiques bourgeoises a précédé historiquement l'époque des révolutions sociales. Dans le contexte du XX^e siècle, le Québec doit refaire ce parcours historique. Révolution démocratique et révolution sociale sont deux processus distincts qu'il appartient à deux classes distinctes de réaliser : la révolution bourgeoise par la bourgeoisie, la révolution sociale ensuite, par les classes laborieuses.

Cette conception soutient l'idée selon laquelle l'indépendance politique de l'État est « un préalable à la révolution socialiste chez nous », et elle oriente la stratégie vers un « appui tactique » à la bourgeoisie pendant l'« étape » de la révolution démocratique.

¹ MAHEU (Pierre), « Notes pour une politisation », *idem*, p. 52.

² PIOTTE (Jean-Marc), « Un appui critique à la néo-bourgeoisie », -1-, *Parti-Pris*, vol. 2, no 3, novembre 1964, p. 8.

8 - Le nationalisme radical

[Retour à la table des matières](#)

Pour mieux situer cette orientation stratégique, il convient de replacer le mouvement des intellectuels de *Parti-Pris* dans l'évolution politique des années 50 et 60 au Québec.

Nous l'avons noté, l'entrée en scène de ces intellectuels s'effectue à un moment clé de la conjoncture marqué par l'échec du projet d'un « troisième » parti et l'affirmation croissante du nationalisme dans la vie politique. Une gauche « québécoise » s'est manifestée, radicalement, par sa rupture avec le NPD et son option nationaliste en faveur d'un parti socialiste « québécois ». Mais son entreprise est restée marquée d'ambiguïtés. Partisane d'un parti séparé qui réalise le socialisme au Québec, elle a hésité, selon *Parti-Pris*, à pousser jusqu'au bout la logique de son orientation en ne réclamant pas clairement la séparation politique du Québec.

Les intellectuels de *Parti-Pris* se lancent au combat pour résoudre les questions sur lesquelles la « gauche nationale » s'est butée. S'emparant de la question nationale qui est un enjeu clé de la « crise » politique que traverse le Canada, ils entendent rejeter tout « compromis », toute « hésitation » face à la domination canadienne-anglaise. Ils comptent de cette manière permettre au socialisme de rompre avec sa « tradition d'échecs » au Québec. Le socialisme d'ici pourra se développer dans le cadre d'un Québec indépendant, libre de tout assujettissement au socialisme canadien-anglais irrémédiablement imprégné du colonialisme de la nation anglo-canadienne.

Par cette orientation, les intellectuels fondateurs de *Parti-Pris* donnent un contenu radical au nationalisme de la « gauche nationale ». Ils poussent son nationalisme jusqu'au bout. Ils invitent cette gauche à « lever définitivement l'équivoque qui a été maintenue au congrès de fondation du PSQ » et qui leur paraît miner l'existence du parti. Cette équivoque réside dans le caractère politiquement incomplet de la rupture qui a été consommée avec le NPD. C'est le sens de l'appel que lancent en mars 1964 Jean-Marc PIOTTE et Paul CHAMBERLAND. Ils écrivent :

« Les décisions à prendre doivent être nettes, et n'admettre aucune tergiversation, aucun compromis, aucune ambiguïté. Il faut supprimer à la racine, sur le plan de la pensée comme sur le plan de l'action toute forme d'inféodation au confédéral N.P.D. Il existe une priorité que nul socialiste québécois conscient ne peut éluder : l'effort de décolonisation et la transformation des structures politiques, économiques, sociales et culturelles du Québec. Ce sont les deux aspects d'une même lutte, les deux tâches fondamentales qui nécessitent l'action d'un véritable Parti Socialiste Révolutionnaire. » ¹

¹ PIOTTE (Jean-Marc), CHAMBERLAND (Paul), « La fondation du P.S.Q. est-elle encore possible? », *Parti-Pris*, vol. 1, no 6, mars 1964, pp. 47-48.

La création de la revue *Parti-Pris* marque l'avènement d'une « théorie » nationaliste du socialisme qu'on avait vu esquissée dans les débats précédents la scission du nouveau parti et qui va peu à peu gagner beaucoup d'influence au Québec.

9 - Démocratie d'abord!

Indépendance d'abord ! *Cité libre* et *Parti-pris*

[Retour à la table des matières](#)

Mais l'entreprise de *Parti-Pris* doit également être située par rapport au mouvement des intellectuels de la période antérieure, mouvement incarné principalement par *Cité Libre*.

Tout, à première vue, paraît opposer la démarche et l'orientation des intellectuels de *Cité Libre* et de *Parti-Pris*. Les premiers se proclament farouchement anti-nationalistes, fédéralistes et défendent une conception libérale de la « Cité » inspirée par le personnalisme *mouniériste* chrétien. Les seconds sont radicalement nationalistes, indépendantistes, et se réclament du socialisme et de l'émancipation des classes laborieuses.

Mais une première similitude entre les mouvements frappe à l'analyse des deux revues. Par leur réflexion théorique sur la situation politique, économique et sociale qui prévaut au Canada français, les deux groupes d'intellectuels en arrivent à reconnaître que la révolution démocratique y est demeurée profondément inachevée. *Cité Libre* recherche l'origine de cet héritage chez les Canadiens français eux-mêmes, « peuple qui ne croit pas à la démocratie » et qui donc n'a pas de raison de vivre une « morale démocratique ». Les Canadiens français ont toutes les caractéristiques « d'un peuple qui n'a pas encore appris à se gouverner lui-même, d'un peuple où la démocratie ne peut pas être prise pour acquise ». *Parti-Pris* rejette cette analyse en déclarant que les incontestables retards démocratiques au Québec ne peuvent pas être attribués aux Canadiens français eux-mêmes, à leur « nature » non démocratique, mais tirent leur origine de l'histoire. *Parti-Pris* estime que ces retards démocratiques ont leur origine dans le colonialisme de l'Angleterre et dans celui de la nation anglo-canadienne.

Toutefois bien que s'opposant à propos de l'origine des problèmes démocratiques auxquels est confronté le Québec au XX^e siècle, les deux groupes constatent qu'un des aspects fondamentaux du combat politique concerne précisément l'achèvement de la révolution démocratique. Pour *Cité Libre*, le Québec ne fait pas seulement face au problème de la réalisation de la démocratie sociale comme la plupart des pays capitalistes avancés, il hérite des questions de la démocratie politique qui doivent aussi être résolues. Pour *Parti-Pris*, ce n'est pas seulement une révolution sociale qu'il faut accomplir au Québec mais aussi l'instauration de l'ordre social et politique démocratique bourgeois.

Mais c'est surtout lorsqu'ils abordent le problème des rapports entre révolution démocratique et révolution sociale et la définition de perspectives stratégiques pour leur réalisation que les deux groupes de *Cité Libre* et de *Parti-Pris* manifestent une étonnante similitude d'orientation.

Nous avons vu *Cité Libre* et Pierre Elliott TRUDEAU défendre la thèse de l'achèvement préalable de la révolution démocratique, comme condition de l'accomplissement, à l'étape suivante, de la démocratie sociale. Puisque la révolution démocratique est considérée par eux comme un processus distinct, les forces sociales qui doivent l'accomplir ne sont pas les mêmes que celles de la révolution sociale. C'est un Rassemblement des classes laborieuses et de la bourgeoisie progressiste qui doit faire la révolution démocratique en se réunissant sur l'objectif minimum de « Démocratie d'abord! ». Une fois réalisé cet objectif, chaque force est appelée à reprendre son indépendance politique et à se définir avec son programme, pour livrer le combat de la démocratie sociale.

Les intellectuels de *Parti-Pris* ont proclamé leur rupture avec *Cité Libre*. Mais l'orientation stratégique qu'ils présentent dans leur premier manifeste est tout à fait voisine de celle du Manifeste Démocratique des *citélibristes* en 1958-1959.

Elle aboutit objectivement à la même ligne stratégique et tactique.

Si la révolution démocratique inclut pour *Parti-Pris* la conquête de l'Indépendance de l'État du Québec – ce à quoi s'oppose *Cité Libre* – cette révolution démocratique n'en est pas moins vue comme une étape préalable nécessaire à toute révolution sociale. Révolution démocratique et révolution sociale sont ici aussi découpées en deux étapes. Et alors que TRUDEAU et *Cité Libre* appellent au rassemblement des « socialistes » et des bourgeois progressistes, pour la conquête de la Démocratie d'abord! *Parti-Pris* appelle à l'alliance « tactique » avec la bourgeoisie progressiste pour la conquête de l'Indépendance d'abord!

Ce qui distingue exclusivement les deux groupes, c'est l'attachement de l'un au fédéralisme canadien auquel répond le nationalisme radical de l'autre. Mais pour ce qui est de l'intervention dans la politique concrète, lorsqu'il s'agit pour eux de répondre à la question décisive « Que faire? », ils sont sur la même ligne. Le Rassemblement de TRUDEAU s'appelle à *Parti-Pris* l'alliance tactique. Dans chaque cas c'est à la deuxième étape du combat que les forces sociales coalisées se battront dans des camps séparés selon les intérêts sociaux qui leur sont propres. Le vocabulaire radical et les références de *Parti-Pris* au socialisme et à la révolution ne correspondent évidemment pas au vocabulaire démocratique de *Cité Libre*, mais sous l'enveloppe des mots, le mouvement des intellectuels de *Parti-Pris*, au début des années 60, défend la même stratégie de coalition et d'appui-critique que le mouvement des intellectuels de *Cité Libre* dans les années 50.

Il importe de constater que les intellectuels de *Parti-Pris*, bien que se réclamant du socialisme, ne reprennent pas la critique de fond qui était adressée déjà en 1959 par la direction du Parti Social Démocratique à la thèse de l'alliance avec la « bourgeoisie progressiste », défendue par TRUDEAU. Cette critique n'a pas eu une large diffusion à l'extérieur des rangs du PSD. Les intellectuels de *Parti-Pris* n'ont pu vraisemblablement la connaître. Mais leur nationalisme les éloigne en même temps

des débats du mouvement ouvrier et socialiste des années 50. Ils sont profondément convaincus que le socialisme va faire ses premiers pas au Québec dans la mesure où il fait sienne la théorie de la décolonisation. Ils ne sont guère inspirés par les expériences antérieures, peu intéressés à les connaître et à en faire l'étude. Sur la question de l'alliance tactique avec la bourgeoisie progressiste, c'est-à-dire avec les Libéraux, les intellectuels de *Parti-Pris* sont plus proches de TRUDEAU et de *Cité Libre* que des socialistes du PSD et des dirigeants de la FTQ en 1959.

L'élaboration de la stratégie de la révolution par étapes implique le report, à la deuxième étape, de l'organisation et de l'action politique indépendante des classes laborieuses dans un parti. TRUDEAU et *Cité Libre* s'opposent aux socialistes qui veulent fusionner dans une stratégie unique la révolution sociale et démocratique et qui refusent en conséquence de reporter à plus tard l'action indépendante, avec son programme, du parti fondé sur les intérêts des classes laborieuses. *Parti-Pris* dénonce comme « gauchistes » ceux qui prétendent qu'il faut lutter avant tout contre le régime LESAGE. Mais *Parti-Pris* cherche à justifier sa thèse par le comportement même des classes laborieuses. Celles-ci n'ont aucune conscience de classe, elles n'ont jamais mené de combat politique. Dès lors, puisque objectivement il faut appuyer les Libéraux, et puisque de toute manière cette alliance tactique est imposée par les classes laborieuses elles-mêmes, non conscientes de leur existence comme classes, l'objectif immédiat de la lutte à cette première étape ne peut pas être la conquête de l'indépendance politique des classes laborieuses, leur rupture avec les partis dominants. Les « révolutionnaires », en tout cas ne peuvent combattre sur ce mot d'ordre. Mais ils doivent préparer la seconde étape de la lutte. Tout en estimant qu'il est impossible et irréaliste, par rapport à l'action réformatrice des Libéraux, de vouloir entraîner immédiatement les classes laborieuses dans la création de leur parti, *Parti-Pris* propose le regroupement des militants révolutionnaires comme un préalable à la constitution des travailleurs en parti :

« ... un noyau solide de gens qui s'accordent sur le maximum possible, quitte à ce qu'ils soient peu nombreux au début. » ¹

La construction de ce noyau n'est pas conçue comme procédant du mouvement politique même des travailleurs et se réalisant en son sein pour le faire avancer. Ses militants auront pour principale tâche d'assurer l'éducation politique des classes laborieuses, condition préalable à la constitution du futur « parti révolutionnaire. »

Ces militants auront justement pour principale tâche d'assurer l'éducation politique des classes laborieuses, condition préalable à la constitution du futur « parti révolutionnaire. »

Depuis la publication de son premier numéro, l'influence de *Parti-Pris* s'est accrue considérablement. En quelques mois la revue a atteint un tirage de 4,000 exemplaires et au bout d'une année, elle compte plus de 800 abonnés. ² Le résultat est spectaculaire et très peu fréquent au Québec.

¹ MAHEU (Pierre), « Perspectives d'action » 2, *Parti-Pris*, vol. 2, no 3, novembre 1964, p. 15.

² *Parti-Pris*, « Lettre au lecteur », vol. 2, no 1, septembre 1964, p. 18.

La revue commence à mettre sur pied un « Club *Parti-Pris* » puis bientôt un « Mouvement *Parti-Pris* ». L'arrivée de nouveaux militants autour du premier noyau, la transformation du climat politique, la multiplication des grèves ne sont pas sans susciter des questions nouvelles et même une remise en cause de l'orientation stratégique initiale. Mais, comme nous le verrons, malgré les fluctuations politiques qu'elle connaît, *Parti-Pris* continue d'être identifiée à la thèse de l'appui tactique à la bourgeoisie. Cela est dû notamment au fait qu'au sein de la revue, ses fondateurs, et en particulier MAHEU, PIOTTE et CHAMBERLAND,¹ demeurent partisans de cette thèse, jusqu'à la fin, en octobre 1968.

Nous avons consacré la troisième partie de notre étude à la présentation de quelques caractéristiques dominantes de la « révolution tranquille », à l'analyse du processus et de l'échec du « nouveau parti », au Québec, et à l'analyse du mouvement des intellectuels de *Parti-Pris* dans cette période.

Nous voulons terminer notre étude par un portrait de l'évolution sociale et politique du Québec de 1965 à 1968, année où Pierre Elliott TRUDEAU devient premier ministre libéral du Canada et où est créé au Québec, le Parti Québécois, de l'ancien ministre libéral René LÉVESQUE.

Fin de la troisième partie du livre.
Voir la suite : quatrième partie.

¹ André BROCHU et André MAJOR quittent la revue au début de 1965. Le premier, parce qu'il estime que la revue est devenue trop exclusivement politique et pas suffisamment culturelle; le second, pour aller militer au RIN.